Année 1956. — N° 19. Le Numéro : 65 francs. 13 Septembre 1956.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE

ABONNEMENTS : METROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : 250 fr.; ETRANGER : 450 fr.
(*Compte chèque postal :* 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SESSION DE 1956

Séances du 10 et du 11 Juillet 1956.

SOMMAIRE

Etat de la conjoncture économique à la fin du premier semestre 1956 (1).
Evolution de la conjoncture au cours du deuxième semestre de l'année 1956 et étude des suggestions à formuler pour assurer l'expansion économique dans la stabilité des prix (1).

ETAT DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE A LA FIN DU 1er SEMESTRE 1956

1° Rapport présenté, au nom du Conseil économique, par M. J. Dumontier (2).

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE. — BASES DE DÉPART DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE FRANÇAISE EN 1956.

Chapitre Ier. — *Caractéristiques de l'expansion en 1954 et 1955.*

I. — Production.
1° Evolution de la production industrielle.
2° Emploi dans les secteurs non agricoles.
3° Production agricole.
II. — Echanges extérieurs.
III. — Finances et monnaie.
1° Finances publiques.
2° Salaires et revenus.
3° Epargne et consommation.
4° Disponibilités monétaires.
IV. — Prix.
V. — Conclusion. — Tendance à la fin de 1955.

Chapitre II. — *Les économies étrangères.*

I. — Les pays européens.
1° La production et l'emploi.
2° Les prix et les salaires.
3° Le commerce extérieur.
4° Conclusion : les tensions inflationnistes.
II. — Les Etats-Unis.

DEUXIÈME PARTIE. — LES TENSIONS ACTUELLES DE LA CONJONCTURE FRANÇAISE.

Chapitre Ier. — *Limitations éventuelles de l'expansion.*

I. — Production agricole et circonstances atmosphériques.
II. — L'expansion industrielle pourra-t-elle se maintenir ?
1° Situation au commencement de l'été.
2° Les limitations à la production.

(1) Le compte rendu analytique des débats consacrés à cette question figure au *Bulletin du Conseil économique* n° 19 du 11 juillet 1956.
(2) Un second rapport présenté par M. Malterre étudie l'évolution de la conjoncture au cours du deuxième semestre de l'année 1945 et les suggestions à formuler pour assurer l'expansion économique dans la stabilité des prix.

Chapitre II. — *Les dangers d'inflation.*

I. — Equilibre financier de l'offre et de la demande globale.

1° Accroissement de l'offre.

2° Accroissement de la demande.

3° Les différents aspects de l'équilibre.

II. — Les équilibres partiels.

1° La consommation des produits alimentaires.

2° Le bâtiment.

III. — Les éléments du prix de revient.

1° Matières premières.

2° Hausse des salaires.

IV. — Conclusion: les mouvements de prix.

1° L'évolution actuelle.

2° Les périls.

TROISIÈME PARTIE. — LE MAINTIEN D'UN ÉQUILIBRE PRÉCAIRE.

Chapitre Ier. — *Les prévisions de la commission des comptes de la nation.*

I. — Les hypothèses de base du budget économique pour 1956.

1° La production et l'emploi.

2° Prix et salaires.

3° Finances.

4° Commerce extérieur.

II. — Politiques recommandées.

Chapitre II. — *Les limites de la recherche de l'équilibre par le commerce extérieur.*

I. — Les résultats.

1° Commerce avec les pays d'outre-mer.

2° Commerce avec l'étranger.

3° Structure des importations.

4° Ressources en devises.

II. — Le mécanisme de l'équilibre.

Le rapport de conjoncture que j'ai l'honneur de présenter pour la dixième fois devant vous peut, plus difficilement que les précédents, s'abstraire du contexte politique dans lequel se déroule l'évolution de l'économie française.

Le printemps de l'année 1956 a marqué, en effet, un tournant nouveau dans les préoccupations économiques de notre pays. Alors qu'à la fin de l'année dernière, l'examen de la conjoncture française nous permettait de prévoir pour 1956 « une expansion poursuivie dans un climat de stabilité qui n'excluait pas une légère montée des prix », un certain nombre d'événements, extérieurs au domaine économique, obligent, en juin, à nuancer le dianostic et les pronostics. Le plan retenu pour ce rapport sera adapté à ces nouvelles circonstances.

En outre, lors de son rapport sur les travaux de la commission des comptes de la nation, M. Le Brun avait reporté au rapport de conjoncture, à la fois les appréciations sur l'évolution récente, et la critique des comptes prévisionnels pour 1956.

Aussi, dans une première partie, étudierons-nous les bases de départ — dans le temps et dans l'espace — de l'évolution économique française en 1956.

La deuxième partie sera consacrée aux principales tensions de la conjoncture en 1956, notamment aux limitations éventuelles de l'expansion et aux risques d'inflation.

La troisième partie, enfin, décrira l'équilibre précaire obtenu à la fin du 1er semestre et le comparera aux prévisions faites il y a six mois.

PREMIERE PARTIE

BASES DE DEPART DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE FRANÇAISE EN 1956

CHAPITRE Ier

Caractéristiques de l'expansion en 1954 et 1955.

Pour saisir les composantes de la conjoncture actuelle, il faudrait dégager l'évolution naturelle de l'économie, c'est-à-dire celle qui aurait eu lieu si un certain nombre de perturbations extérieures ne s'étaient pas produites; conflit en Algérie, circonstances atmosphériques défavorables.

Une telle opération est, en pratique, impossible: l'événement et le développement naturel sont trop intimement mêlés en économie. Aussi faut-il prendre une approche légèrement différente et, se reportant en arrière, analyser l'évolution probable — ou qui paraissait telle — avant le mois de février 1956, époque où se sont précisés les périls.

On pourrait alors songer à mettre à jour les documents les plus récents: notre propre rapport à la fin du 2e semestre 1955 et les calculs de la commission des comptes de la nation, tous deux établis en novembre.

Cependant, le rapport du Conseil économique n'était pas spécialement établi pour permettre de calculer l'impact d'un gel imprévisible ou des développements inconnus des événements d'Algérie. De son côté, le bilan 1951-1955 et le rapport du secrétaire général de la commission des comptes de la nation, tendaient plus à établir un bilan quinquennal qu'à souligner l'expansion des deux dernières années dont les caractéristiques se trouvent noyées dans une perspective plus large.

Selon les différents secteurs, nous utiliserons les unes ou les autres données. La caractéristique générale qui se dégage de ces documents et des derniers résultats de 1955 qui les ont confirmés (dont certains viennent à peine d'être connus), est celle d'une croissance soutenue et équilibrée, mais dont les tensions n'étaient pas absentes.

Dans cet esprit, notre dernier rapport de conjoncture remarquait:

« A la fin de 1955, l'expansion économique est incontestablement devenue une réalité: la production nationale a augmenté d'environ 6 p. 100 chacune des deux dernières années, soit près de 12 p. 100 au total, ce qui suppose une amélioration beaucoup plus sensible encore de la production industrielle. Les prix sont restés à peu près stables depuis quatre ans; enfin le commerce extérieur a été pratiquement équilibré vis-à-vis de l'étranger. »

I. — PRODUCTION

Le taux de croissance de la production nationale française a été largement supérieur en 1954 et 1955 au taux normal des progrès observés avant la guerre dans une économie en période de plein emploi. Sans expansion de sa population active propre, l'économie française a augmenté sa production brute de 6 p. 100 par an, en deux ans. Or, un taux annuel de 2 p. 100 suffirait à doubler une production en 34 ans.

Sans doute, les taux sont-ils différents pour l'industrie et l'agriculture, mais ils montrent néanmoins, dans l'un et l'autre cas, une tendance à une amélioration rapide de la production.

1° *Evolution de la production industrielle.*

a) Comparaison des données globales annuelles.

A la différence de l'indice de la production industrielle qui ne couvre pas toutes les branches de ce secteur et qui donne une importance plus grande aux productions intermédiaires, la comptabilité nationale fournit une évaluation de la production finale de l'ensemble de l'industrie. D'après ces données, l'évolution en indices de la production industrielle a été la suivante, sur la base 100 en 1953:

PRODUCTION INDUSTRIELLE	1951	1953	1954	1955
Sans bâtiment et travaux publics...	96,1	100	107	112,6
Avec bâtiment et travaux publics..	95,5	100	107,2	113,4

On remarquera que l'indice « avec bâtiment et travaux publics » augmente plus vite que l'indice global depuis 1951. A cette époque, l'activité de la construction était relativement très faible et sa progression très rapide fait plus que compenser la stagnation des travaux publics.

L'étude de la répartition interne de l'augmentation de la production montre l'importance de l'expansion dans le secteur producteur de biens d'équipement. En effet, les tableaux de la comptabilité nationale indiquent que la production des industries d'équipement est passée, sur base 100 en 1953, à 108,6 en 1954 et 118 en 1955, ce qui représente un accroissement plus grand que celui de la consommation.

Une telle évolution peut sembler en contradiction avec les conclusions pessimistes du rapport présenté par le secrétaire général de la commission des comptes économiques de la nation. En réalité, les comparaisons de ce rapport enjambent d'un seul coup l'intervalle qui sépare l'année 1951 de l'année 1955, et additionnent l'effet de deux mouvements de tendance opposée.

De même, d'une manière plus générale, l'évolution des différents postes de la comptabilité nationale apparaît la suivante, si l'on prend l'année 1953 comme année de base:

DÉSIGNATION	1951	1953	1954	1955
Consommation des ménages	93,6	100	104,9	111,4
Consommation des administrations	62,1	100	91,2	86,6
Formation brute de capital	102,4	100	108,6	118,1
Stocks	104,4	100	109,5	135,1
Exportations	102,7	100	114,1	124,1

On voit que la répartition prise par « les emplois » de la production diffère notablement dans les deux périodes 1951-1953 et 1953-1955. Ainsi le survol de cinq années donne une idée fausse de l'allure prise par l'économie française dans les deux dernières années.

Cependant, les observations à long terme que l'on peut tirer d'un examen quinquennal restent valables. Si l'effort d'investissement est nettement accru, il est néanmoins encore faible en valeur absolue, puisque même en 1955, la formation brute de capital ne représente que 18 p. 100 de la production intérieure brute. Des chiffres de l'ordre de 20 à 22 p. 100 sont donnés à l'heure actuelle pour d'autres pays de l'Europe occidentale, mais les comparaisons sont toujours difficiles en ce domaine.

Par ailleurs, la proportion d'investissement n'est pas la seule donnée qui, dans le court terme et même dans le moyen terme, influe sur le développement de la production; la mise en œuvre de l'équipement existant peut, pendant une période de quelques années, avoir une importance immédiate aussi grande. Il semble bien, qu'en 1954 et 1955, cette dernière cause a permis les progrès sensibles de production qui ont été notés, malgré la faiblesse relative de l'investissement.

b) Comparaison des tendances de fins d'années.

Toutefois, les chiffres précédents résultent de moyennes annuelles et ne peuvent rendre compte de l'évolution récente. Aussi, malgré les critiques statistiques qui peuvent être faites à la comparaison d'indices sur de brèves périodes, il n'est pas mauvais de suivre l'évolution de l'indice de la production industrielle pour chaque dernier trimestre de l'année. La trop grande sensibilité aux variations accidentelles d'une telle mesure compense l'inertie des chiffres annuels.

L'augmentation de la production s'est poursuivie au dernier trimestre de l'année 1955. L'indice a augmenté, en effet, en 1955 de 8,5 p. 100 par rapport au trimestre correspondant de 1954. L'augmentation correspondante du dernier trimestre 1954, par rapport à celui de 1953, avait été de 12 p. 100, en raison d'ailleurs du faible niveau de l'équipement à la fin de 1953.

Cette évolution globale recouvre des évolutions différentes selon qu'il s'agit de la production d'énergie, de l'équipement et de la consommation. C'est ce que montre le tableau suivant, qui décrit l'évolution des indices de la production d'énergie, des biens d'équipement et des biens de consommation dans les derniers trimestres des trois dernières années.

	4e trimestre 1953. / 4e trimestre 1952.	4e trimestre 1954. / 4e trimestre 1953.	4e trimestre 1955. / 4e trimestre 1954.
	Pourcentage.	Pourcentage.	Pourcentage.
Energie	»	+ 5	+ 8,5
Equipement	— 6	+ 14	+ 11
Consommation	+ 14	+ 7	+ 3

L'amélioration de l'équipement n'est cependant pas due à la seule industrie. Comme on l'a vu plus haut, en 1954 et 1955, la reprise du bâtiment a été plus forte que l'accroissement de la production industrielle proprement dite.

2° *Emploi dans les secteurs non agricoles.*

L'augementation des effectifs occupés a été sensible tout au long des années 1954 et 1955. Pendant cette dernière année, le bilan des entrées et des sorties, fait par l'I. N. S. E. E., conclut à une augmentation de 50.000 travailleurs masculins dans les secteurs non agricoles; ce bilan résulte d'une augmentation brute de 150.000 personnes provenant tant de la résorption du chômage, de l'augmentation de l'emploi des Nords-Africains, de l'immigration et de l'exode rural, et d'une diminution d'un peu moins d'une centaine de mille travailleurs industriels rappelés sous les drapeaux.

Au contraire, les chiffres du ministère du travail ne résultent pas d'un bilan, mais d'une enquête sur les taux d'activité:

1938 = 100	1er JANVIER 1953.	1er JANVIER 1954.	1er JANVIER 1955.	1er JANVIER 1956.
Effectifs	108,8	108,8	110,7	112,5
Durée hebdomadaire du travail (heures)	44,6	45	45,2	45,4
Activité	123,2	124,6	127,2	129,7

Sur cette base, les pourcentages d'augmentation s'établissent comme suit:

Pourcentage d'augmentation sur l'année précédente.

	1er JANVIER 1954.	1er JANVIER 1955.	1er JANVIER 1956.
	Pourcentage.	Pourcentage.	Pourcentage.
Effectifs	0	+ 1,7	+ 1,6
Durée hebdomadaire du travail	+ 1,4	+ 0,4	+ 0,4
Activité	+ 1,1	+ 2,1	+ 2

Ces derniers chiffres sont légèrement plus optimistes que ceux de l'I. N. S. E. E.: ils correspondent en fait à une augmentation de 100.000 de la population active masculine non agricole en 1955. Pour deux évaluations faites sur des principes différents, l'écart n'est pas trop grand. En outre, les recensements du ministère du travail sont basés sur les établissements de plus de dix salariés seulement et peuvent donc, en fait, enregistrer, outre une augmentation effective, une légère concentration.

Si l'on descend plus dans le détail, on note, pendant l'année 1955, des divergences entre les différentes activités. Pendant que certains secteurs licenciaient du personnel, d'autres en embauchaient. L'industrie textile a perdu environ 35.000 personnes, alors que les industries mécaniques et électriques auraient embauché près de 50.000 personnes. Le bâtiment enfin, a été également un demandeur important de main-d'œuvre.

3° *Production agricole.*

L'indice des disponibilités alimentaires pour la campagne 1954-1955, tel qu'il est calculé par l'I. N. S. E. E., indique une augmentation d'environ 7 p. 100 par rapport à la campagne 1953-1954. Ce chiffre est plus faible que l'augmentation de l'année précédente qui atteignait 11 p. 100 de 1953-1954 par rapport à 1952-1953, mais nettement plus fort que celui que donne la comparaison des campagnes 1952-1953 et 1951-1952; l'augmentation n'avait été à cette époque que de 2 p. 100.

Dans le domaine de la production animale, si l'on note une stabilisation de l'essor de la production de lait à un rythme d'environ 5 p. 100 par an depuis deux ans, on assiste à un moindre accroissement de la production de viande qui n'aurait augmenté que de 3 p. 100 en 1955, pour 8 p. 100 en 1954 et 12 p. 100 en 1953. Ces chiffres sont grossièrement approchés, mais le sens de leur évolution est indéniable. Cette évolution est probablement due à la composition par âge du cheptel qui risque de ralentir, toutes choses égales d'ailleurs, l'essor de la production de viande bovine; celui-ci, si des hypothèses de travail étaient vérifiées, pourrait, sur une période de deux ou trois ans, être parallèle à celui de la consommation intérieure.

Cependant, la campagne 1955 a été nettement moins bonne. Le Ministère de l'agriculture estime qu'il y a eu baisse de 2 p. 100 sur le blé, 4 p. 100 sur les pommes de terre et 7 p. 100 sur les fourrages. Aussi, les disponibilités alimentaires de 1955-1956 étaient-elles déjà — à la fin de l'année 1955 — sérieusement handicapées.

II. — Echanges extérieurs

1° *L'évolution au cours des dernières années.*

A la différence de la production industrielle qui montrait deux tendances différentes pendant la période quinquennale 1951-1955, les échanges extérieurs présentent une progression continue, du moins depuis 1952.

Le rapport de la commission des comptes de la nation signale en particulier que le pourcentage de couverture avec l'étranger a crû régulièrement de 1952 à 1955 de 71 p. 100 à 97 p. 100, cependant que vis-à-vis des pays d'outre-mer, il diminuait aussi régulièrement de 207 p. 100 à 157 p. 100.

S'ajoutant à la balance commerciale proprement dite, les ressources de coopération internationale, tant l'aide économique que la participation aux dépenses d'Indochine et les commandes off shore intéressant le secteur public, passaient par un maximum en 1954 avec 284 milliards de francs, pour redescendre à 216 milliards de francs en 1955, et étaient escomptées à une somme inférieure en 1956.

Cependant, comme le note le rapport présenté par M. Le Brun le mois dernier, soulignant les termes de l'exposé de M. Nora, les satisfactions comptables procurées par un tel tableau doivent être limitées, tant par la considération de la répartition par zones de nos échanges, que par la nature de nos exportations.

2° *La tendance à la fin de 1955.*

Si l'on essaie d'analyser le mouvement plus récent et de s'attacher à des périodes plus courtes, l'on se heurte à la perturbation apportée aux statistiques du commerce extérieur par la révision de la nomenclature douanière au 1er janvier 1956. L'I. N. S. E. E. a apporté aux chiffres douaniers une correction pour tenir compte du fait que le mois de décembre avait recensé des entrées et des sorties correspondant à un nombre de jours de 36 pour les importations et de 41 pour les exportations. Mais il n'a pas été possible de tenir compte des écritures supplémentaires qui ont été passées avec le changement de nomenclature par les douanes. Les chiffres ne sont donc pas tout à fait comparables à ceux des années précédentes.

Dans leur état actuel, ils montrent qu'au mouvement d'expansion de la production qui s'est poursuivi au quatrième trimestre 1955, a correspondu une hausse des importations mensuelles totales. Celles-ci ont atteint 139 milliards de francs, contre 123 pour le même trimestre de 1954, soit une augmentation de 12,5 p. 100. La hausse a été particulièrement sensible pour les importations en provenance de l'étranger qui sont passées d'une moyenne mensuelle de 90 milliards de francs pour le dernier trimestre de 1954 à 105 milliards pour la période correspondante de 1955, ce qui correspond à une augmentation de 17 p. 100. Par contre ,il y a eu une stagnation à peu près complète des importations en provenance des territoires extra-métropolitains de l'Union française, comme le montrent aussi bien l'indice en valeur que l'indice en volume des importations.

Cette hausse des importations a trouvé une contrepartie insuffisante dans un accroissement des exportations qui passent de 137 milliards à 144 milliards. Là aussi, le mouvement est très différent selon qu'il s'agit des exportations vers l'étranger ou de celles vers l'Union française. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, l'augmentation est de 13 p. 100 pour les exportations vers l'étranger. Par contre, les exportations vers la France d'outre-mer ont diminué de près de 15 p. 100 et, en volume, la diminution est plus grande encore.

Notre position par rapport à la zone dollar et à la zone sterling n'a pas été fondamentalement modifiée : le déficit par rapport à la zone sterling est passé de 9 milliards à 10,6 milliards de francs. Par contre, le déficit dollar a été assez sensiblement réduit, passant de 10,5 milliards à 6,8 milliards de francs.

A l'Union européenne des paiements, la moyenne trimestrielle de la position nette mensuelle de la France montre cependant un renversement de tendance avec un déficit de 7,7 millions de dollars au dernier trimestre de 1955.

c) Conclusion.

Le mouvement de longue durée apportait donc en matière de commerce extérieur une amélioration globale incontestable que démentaient à peine les résultats du dernier trimestre, mais il laissait entiers les problèmes de répartition par zones.

III. — Finances et monnaie

A cette expansion en nature correspond une évolution analogue du déficit budgétaire, des disponibilités monétaires et des revenus dont le rythme d'accroissement se maintenait d'une année sur l'autre.

1° *Les finances publiques.*

Le rapport sur les comptes de la nation, publié à la fin de l'année dernière, faisait apparaître un bilan de finances publiques satisfaisant au premier abord. En particulier, le solde du compte d'affectation des administrations laissait apparaître un excédent de 47 milliards, qui suivait un excédent de 100 milliards pour l'année précédente; sur l'ensemble des cinq années, de 1951 à 1955, c'est environ 240 milliards de francs que la comptabilité de l'administration française aurait fait apparaître en excédent si elle avait été tenue suivant un mode industriel.

Ces chiffres s'opposent trop aux chiffres de déficit qui ont été publiés pour que l'on n'essaie pas de faire le point.

Les comptes de 1955 représentent assez bien la structure des dépenses et des recettes de l'Etat dans la période envisagée pour qu'on les prenne comme exemple :

Les chiffres de dépenses de 1955 peuvent se décomposer grossièrement de la manière suivante (en milliards de francs) :

Dépenses civiles ordinaires	2.030
Dépenses civiles en capital	340
Réparation des dommages de guerre	300
Total	2.670
Dépenses militaires et dépenses exceptionnelles en Afrique du Nord	1.090
Total des dépenses budgétaires	3.760

Mais parmi ces dépenses, il est 120 milliards de prêts au fonds de développement économique et social que l'on doit compter à part.

Soit en récapitulant :

Dépenses courantes et militaires	3.300
Dépenses civiles en capital	340
	3.640
Prêt au fonds de développement	120
	3.760

Les recettes sont à peu près les suivantes, en milliards de francs :

Recettes budgétaires	3.290
Aide américaine	110
	3.400
auxquelles il convient d'ajouter les recettes affectées à l'amortissement	260
Recettes totales	3.660

Ces recettes spéciales correspondent pour 210 milliards à un bénéfice du monopole des tabacs et allumettes qui, d'après la loi constitutionnelle, est affecté par la caisse autonome à l'extinction progressive de la dette. En outre, 50 milliards de remboursement au fonds de développement, sans être spécialement affectés, sont en fait utilisés à des amortissements.

Ces divers éléments peuvent être compensés de plusieurs manières :

a) La plus optimiste consiste à balancer par l'ensemble des recettes les seules dépenses courantes et militaires : c'est la notion anglo-saxonne de la ligne d'équilibre.

Recettes totales	3.660
Dépenses courantes et militaires	3.300
Excédent économique	360

Le compte d'affectation des administrations de la comptabilité nationale fait apparaître un excédent moins fort, mais il ne faut pas chercher de correspondance exacte entre ces deux notions pour plusieurs raisons :

— la comptabilité est basée sur la gestion annuelle et la présentation budgétaire sur l'exercice, au moins pour les dépenses ;

— le compte des administrations comprend les collectivités locales et la sécurité sociale. S'il est vrai que l'Etat supporte le déficit de ces dernières, de nombreux ajustements sont à faire ;

— enfin, la notion de dépenses en capital est différente dans les deux cas : les comptes de la nation comptent bien 334 milliards de formation brute de capital, mais 95 pour l'Etat et 239 pour les collectivités locales.

Aussi, la notion anglo-saxonne de l'équilibre des comptes est-elle bien difficile à délimiter.

b) Abandonnant cette base difficile à tracer, on peut balancer toutes les dépenses par toutes les recettes :

Dépenses autres que les prêts	3.640
Recettes	3.660
Excédent	+ 20
En fait, compte tenu des 50 milliards de dépenses diverses, on arrive à un déficit	— 50
Déficit financier	— 30

Le compte des dépenses et des recettes courantes a donc été à peu près équilibré en 1955. En fait, en raison de régularisations d'écriture, on peut trouver, selon les présentations, quelques dizaines de milliards de balance dans un sens ou dans un autre.

c) Aux dépenses budgétaires proprement dites, on peut ajouter les charges propres du Trésor qui résultent de son rôle bancaire. Un exemple montrera l'arbitraire de cette position : en Allemagne, les caisses d'épargne prêtent directement aux organismes de construction et les opérations courantes n'apparaissent pas au budget. En France, l'Etat rassemble l'argent des caisses d'épargne par l'intermédiaire de la caisse des dépôts et consignations et emprunte à cette dernière pour prêter à des organismes de construction. Or, il fait intervenir, dans les charges du Trésor, la dette de l'Etat envers la caisse des dépôts, sans tenir compte de sa créance envers les H. L. M.

Cet exemple donné, on doit, si on veut assimiler les dépenses du Trésor, lorsqu'il joue un rôle bancaire, aux autres dépenses de l'Etat, tenir compte des sommes suivantes (en milliards de francs) :

Découvert des comptes spéciaux	60
Comptes de développement économique et social (1)	190
Prêts aux H. L. M.	70
Divers	50
Total	370

L'Etat a donc pesé sur le marché du crédit :

Pour son excédent de dépenses couvertes (voir paragraphe *b*)	30
Pour les prêts au fonds de développement	120
Pour les prêts du Trésor	370
Total	520

On peut ainsi définir un endettement intérieur de l'Etat, qui s'est réalisé en 1955 par des moyens comprenant, à parts égales, un accroissement de la dette publique et l'utilisation des dépôts des correspondants.

d) Mais l'accroissement de la Dette publique est une donnée nette. Pour amortir, l'Etat a également besoin d'emprunter.

Ces besoins totaux correspondent à la notion d'impasse :

Endettement proprement dit	520 milliards.
Amortissements	260 —
Total	780 milliards.

En fait, une certaine confusion est créée par le fait que les recettes correspondant aux amortissements sont pour une grande part de caractère fiscal et qu'elles ne sont pas prises en compte dans le budget.

En outre, la notion d'impasse devrait tenir compte des besoins d'amortissements (titres venus à échéance) et non des recettes affectées pour satisfaire ces besoins, et qui n'ont aucune raison de leur être égales.

e) Endettement global. — Pour mémoire, on notera que M. le sénateur Pellenc ajoute à ce chiffre les endettements des sociétés nationalisées directement effectués auprès du public, et arrive ainsi à une somme voisine de 1.000 milliards.

(1) Il existe à la fois 120 milliards inscrits au budget et 190 milliards dans les comptes du Trésor pour le développement économique et social.

Il ne semble pas que cette manière de faire représente une réalité économique ou monétaire. Economiquement, il s'agit de constitution de capital qui ne représente pas un déficit. Monétairement, il y a bien là un endettement qui pèse sur l'économie, mais on ne voit pas pourquoi l'endettement des sociétés nationales doit être isolé de celui des sociétés privées qui s'endettent pour accroître leur production.

f) Conclusion. — La notion de l'endettement global est à rejeter. Les autres permettent d'arriver aux conclusions suivantes :

1. Un compte d'exploitation de l'administration ferait ressortir un solde excédentaire de 360 milliards environ.

2. Financièrement, les dépenses courantes de l'Etat ont égalé les recettes en 1955.

3. L'intervention nette de l'Etat sur les marchés financiers et monétaires, pour satisfaire ses besoins tant en dépenses qu'en prêts en 1955, tant par le moyen du budget que par celui du Trésor se monte à 520 milliards de francs, soit 4 p. 100 d'un revenu national net de 12.500 milliards.

4. Les besoins bruts de l'Etat, en tenant compte de l'amortissement de la dette ont été de 780 milliards.

2° *Salaires et revenus.*

Les renseignements statistiques disponibles sur le mouvement des salaires au 1er janvier 1956 montrent une augmentation continue du taux des salaires pour le dernier trimestre 1955, très semblable à celle observée pendant la période correspondante de 1954. L'indice du taux horaire des salaires, calculé dans le cadre des enquêtes trimestrielles par le ministère du travail, marque une augmentation de 9,2 p. 100 pour l'année 1955.

Augmentation :

Du 1er janvier 1953 au 1er janvier 1954 : + 3,6 p. 100,
Du 1er janvier 1954 au 1er janvier 1955 : + 8,2 p. 100,
Du 1er janvier 1955 au 1er janvier 1956 : + 9,2 p. 100,
soit pour trois ans : 22,4 p. 100.

Malgré cette augmentation, les comptes de la nation (avec des chiffres provisoires pour 1955, il est vrai) donnent un pourcentage des salaires dans le revenu national à peine augmenté en deux ans (59,2 p. 100 contre 59 p. 100). Les revenus de la propriété et des entreprises gardent le même pourcentage. Le seul changement dans leur répartition est à l'intérieur des revenus des entreprises : les sociétés gagnent un demi-point pour cent que perdent les entreprises particulières.

Dans la masse salariale globale, on peut distinguer des mouvements divers, opposant notamment l'évolution parisienne à l'évolution provinciale. En 1954, grâce aux deux « rendez-vous » les salaires s'accroissent plus en province qu'à Paris. En 1955, au contraire, les revendications de la région parisienne et déjà une certaine rareté de la main-d'œuvre dans la capitale, ont amené les salaires parisiens à la même croissance qu'en province.

Anticipant légèrement sur le mouvement des prix, on peut également signaler que l'indice du pouvoir d'achat du salaire horaire (France entière), tel qu'il est obtenu à partir de l'indice des salaires et de l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale, montre pour les mois de décembre et janvier une augmentation de 7 p. 100 de fin 1954 à fin 1955, augmentation qui est analogue à celles enregistrées pour les mêmes mois, soit 6 p. 100 de 1953 à 1954, et 7 p. 100 de 1952 à 1953.

3° *Epargne et consommation.*

Le rapport de la commission des comptes de la nation montre qu'en 1954 et 1955 les mécanismes d'épargne se sont manifestés globalement avec une efficacité croissante. Il est remarquable que, dans l'expansion accentuée de la productivité de ces deux dernières années, la consommation des ménages se soit maintenue à 67 p. 100 du produit national brut. La part consommée par l'Etat, pour ses besoins civils et militaires, a baissé d'un point chaque année passant de 16,5 p. 100 en 1953 à 14,5 p. 100 en 1955.

L'économie ainsi réalisée a été pour moitié employée à équilibrer les « cessions nettes de biens et devises au reste du monde », c'est-à-dire la balance des comptes, et pour l'autre moitié à augmenter la formation brute de capital. C'était donc dans un bon sens que se poursuivait l'inflexion de la répartition du revenu national.

4° *Disponibilités monétaires.*

L'évolution en 1955 donnait une impression de continuité assez nette : au 31 décembre 1955 l'accroissement des disponibilités monétaires totales telles qu'elles sont définies par le Conseil national du crédit, était de 13,4 p. 100 par rapport au chiffre correspondant du 31 décembre 1954. C'est là un rythme d'augmentation analogue à celui des deux années précédentes : en 1954, l'augmentation des disponibilités monétaires avait été de 14,4 p. 100 et en 1953 de 11,3 p. 100.

L'évolution de ces disponibilités monétaires au cours de l'année 1955 ne montre pas de distorsion par rapport à l'année 1954. Les chiffres d'augmentation trimestrielle sont à peu près les mêmes: 0,7 p. 100 au premier trimestre, 2,3 p. 100 au second et 3,7 p. 100 au troisième. La différence est plus notable au quatrième trimestre: 7,2 p. 100 en 1954; 6,1 p. 100 en 1955.

L'évolution des emplois de ces disponibilités, c'est-à-dire des besoins de 1955 par rapport à 1954, montre une stabilité quasi totale des créances sur le Trésor public, une augmentation sensible des crédits à l'économie, directement ou par l'intermédiaire du Trésor, qui atteint 16,7 p. 100 pour l'ensemble de l'année et un accroissement très important du poste or-devises qui augmente de 300 milliards, soit une hausse de 76 p. 100 par rapport à la situation au 1er janvier 1955. Conséquence de l'amélioration de notre commerce extérieur, qui a pris en 1955 la tête des facteurs expansionnistes, c'est le reflet des modifications des conditions de l'équilibre monétaire.

IV. — Prix

Les offres et les demandes, dans ces conditions, ayant été relativement équilibrées, les prix ont peu évolué pendant l'année 1955 comme pendant les trois années précédentes. A l'échelle annuelle et pour les prix de détail, cette stabilité est particulièrement nette:

	Paris.	Province.
	P. 100.	P. 100.
De décembre 1952 à décembre 1953.....	— 2,3	— 2,9
De décembre 1953 à décembre 1954.....	+ 2	+ 1,9
De décembre 1954 à décembre 1955.....	+ 1	+ 2,3

Cependant, cette stabilité globale recouvre des mouvements de sens contraire. Pour s'en tenir à l'indice des prix de détail à Paris, les prix des services montrent une tendance constante à la hausse en raison notamment de la hausse des loyers, alors que les denrées alimentaires et les produits manufacturés, après une baisse en 1953, remontaient progressivement en 1954 et 1955.

	Paris.		
	Denrées alimentaires.	Produits manufacturés.	Services.
De décembre 1952 à décembre 1953...	— 5 p. 100	— 1,2 p. 100	+ 4,4 p. 100
De décembre 1953 à décembre 1954...	+ 1,8 p. 100	+ 0,4 p. 100	+ 4,2 p. 100
De décembre 1954 à décembre 1955...	+ 1 p. 100	+ 0,6 p. 100	+ 2 p. 100

Cependant, entre la fin de l'année 1954 et la fin de l'année 1955, la divergence est plus importante en ce qui concerne les prix de gros: leur indice est en hausse de 2 p. 100 pendant l'année, alors que l'année 1954 avait vu une baisse du même ordre. L'opposition est la même pour les seuls prix industriels, qui avaient baissé de 3,5 p. 100 en 1954 et ont monté de 3 p. 100 en 1955.

L'augmentation des prix de l'acier, de nombreuses demandes de déblocage de prix déposées à la fin de l'année montraient que, si le maintien des prix au niveau de 1952 était encore possible, c'était avec des tensions croissantes, qui n'allaient cependant pas jusqu'à donner au consommateur le réflexe de fuite devant la monnaie.

V. — Conclusion. — Tendance a la fin de 1955

Le mouvement décrit dans les pages précédentes pour les années 1954 et 1955 présentait une belle allure de régularisation et d'expansion. C'est pourquoi, malgré l'apparition des craintes sur la stabilité des prix qui s'étaient affirmées dès l'automne, il semblait possible de prévoir la continuation de l'expansion économique et sous certaines conditions, un maintien de la stabilité à une très lente montée des prix.

1° *Le maintien de l'expansion.*

L'expansion semblait effectivement escomptée par les chefs d'entreprises, si l'on en croit l'enquête réalisée par l'I. N. S. E. E. en novembre 1955, qui montrait des possibilités très nettes d'expansion.

Les travaux de la commission de la main-d'œuvre, au commissariat général au plan, précisaient que cette expansion pourrait se faire sans main-d'œuvre supplémentaire, à l'exception toutefois des industries mécaniques et électriques et du bâtiment.

La commission des comptes de la nation résumait cette opinion quasi unanime dans une prévision qui, élaborée pratiquement en novembre 1955, chiffrait très grossièrement l'augmentation de la production intérieure brute à 6 p. 100 dont 5 p. 100 en volume et 1 p. 100 en prix.

Dans le rapport présenté le 23 mars 1956 à la commission des comptes économiques de la nation, ces hypothèses étaient encore en fait maintenues, l'ensemble de la production intérieure brute étant prévu en augmentation de 7 p. 100 dont 4,5 p. 100 en volume et 2,5 p. 100 en prix. En fait, la diminution du volume escompté de la production affectait les seules productions agricoles, le gel de février étant déjà apparu comme donnée nouvelle.

Une telle prévision s'opposait évidemment à la réalisation d'un certain nombre d'espoirs. Dans le domaine de la production, ces espoirs exigaient plus que la simple extrapolation de la cadence passée. De l'avis même du secrétaire général de la commission, ils correspondaient sur deux points à une évolution rompant avec le passé proche.

D'un côté, il supposait un redressement de l'investissement venant s'ajouter aux tendances expansionnistes résultant du progrès de la consommation. En réalité, l'analyse plus détaillée que nous avons faite des deux dernières années nous montre qu'il s'agit là, non pas d'un redressement, mais de la poursuite du mouvement commencé dès 1953. Quelle qu'en soit l'allure passée, la progression des investissements était, selon le rapport des comptes de la nation, hypothéquée par la crainte qui paraît être devenue bien vaine à l'heure actuelle, que la compression des profits dans certains secteurs ou certaines entreprises freine leurs désirs ou leurs possibilités de s'équiper de façon satisfaisante.

Par ailleurs, l'acceptation d'un retour à une balance extérieure moins favorable apparaissait dès l'époque comme une condition indispensable à l'approvisionnement d'une économie industrielle qui devait continuer à être en expansion. Cette conclusion du secrétaire général de la commission sera, on le verra, la clé de la politique économique actuelle dont elle constitue à la fois l'efficacité et la précarité.

2° *Les risques de hausse de prix.*

En matière de prix, les risques évoqués par la commission des comptes étaient par contre plus précis. L'acceptation d'une hausse de 2,5 p. 100 par rapport à l'année précédente entérinait pour une large part des mouvements déjà effectués à l'époque, mais le rapport soulignait le risque résultant de l'anticipation de la demande de consommation et d'investissement sur la production possible sous le double fait de la poussée de l'augmentation des salaires et de celle des dépenses militaires.

En conclusion, malgré les craintes propres à toute recherche d'équilibre dans un budget économique et malgré les appels à la prudence lancés par la commission des comptes de la nation, c'était bien en gros l'extrapolation difficile, mais néanmoins possible, de l'évolution de l'année 1955 qui semblait devoir se réaliser pendant l'année actuelle.

CHAPITRE II

Les économies étrangères.

De même que l'évolution économique française des années précédentes, l'état des économies étrangères en 1956 est une des données de la conjoncture française actuelle.

Le caractère le plus général de la conjoncture mondiale est le suivant: le climat de haute conjoncture persiste encore, quoique des signes de plus en plus nombreux d'essoufflement se fassent sentir après la vigoureuse expansion de 1955. Simple pause avant une nouvelle poussée, ou bien signe annonciateur d'une récession prochaine ? Sur ce point capital, il faut reconnaître que la plus grande prudence s'impose, d'autant plus que la situation est très variable selon les pays.

I. — Les pays européens

Les tensions se manifestent, tant dans le domaine de la production et de l'emploi que dans celui des salaires et des prix. Elles s'accompagnent d'une dégradation du commerce extérieur dans certains pays.

1° *La production et l'emploi.*

a) La production agricole.

Les pays méridionaux ont souffert plus des conséquences des gelées de fevrier que les pays du Nord. Toutefois, les dommages, même dans ces régions, paraissent moins importants qu'on ne l'avait tout d'abord estimé. Il n'en reste pas moins que la pénurie passagère à entraîné une vive hausse de certains produits (légumes, pommes de terre, etc.), hausse qui a été résorbée très inégalement suivant les nations.

b) La production industrielle.

Le ralentissement du rythme de la production a été très inégal selon les pays. Les derniers indices disponibles font apparaître, par rapport aux mois correspondants de l'année précédente, les variations suivantes:

PAYS	OCTOBRE (1)	NOVEMBRE (1)	DÉCEMBRE (1)	JANVIER (2)	FÉVRIER (2)	MARS (2)	AVRIL (2)
	Pourcentage.	Pourcentage.	Pourcentage.	Pourcentage.	Pourcentage.	Pourcentage.	Pourcentage.
Allemagne fédérale	15,5	16,5	13,5	12,5	9	6,9	(14,3)
France	9,8	11,2	7,5	10,9	7	(9,2)	(12)
Norvège	3,2	4,5	3,5	12	9	»	»
Suède	5	6	2	2,5	— 0,1	4	(12)
Italie	7	7,2	6	9,2	6,6	5,9	»
Pays-Bas	6,5	5	9,7	9,5	7,5	(4,5)	»
Royaume-Uni	4,5	4,4	4,7	4,3	1,5	(— 1) (3)	(0)
Danemark	— 1,5	— 2,3	— 5	— 2,3	— 5,6	— 9,3	(— 11)
Moyenne O. E. C. E.	7,8	9,5	7	8,7	4,2	(2,2	»
Etats-Unis (indice ajusté)	13,5	12	12,6	8	7	5	»
Canada	11	11,8	10	8,6	8	»	»

(1) 1955-1954.
(2) 1956-1955.
(3) Effet, en partie, des congés de Pâques.

C'est en France et en Allemagne que le rythme de l'expansion est le plus élevé. Il paraît se maintenir jusqu'à ces derniers mois. Les chiffres provisoires du mois d'avril montrent même une reprise assez nette dans ces deux pays.

Par contre, la production du Royaume-Uni est en faible accroissement: le rythme d'expansion n'a été que de 4 à 5 p. 100 d'octobre à janvier et il s'est considérablement ralenti dans les derniers mois, le mois d'avril marquant une stagnation complète.

Dans les pays scandinaves, la progression de la production industrielle a été très discontinue, les effets des grèves venant s'ajouter à ceux du froid et entraînant pour certains mois une chute très accentuée de la production.

Dans l'ensemble, pour les pays relevant de l'O. E. C. E., on observe une diminution très nette du rythme d'expansion en février et mars, mais il faut tenir compte de la part considérable que tient la Grande-Bretagne dans la pondération de l'indice O. E. C. E. C'est ce pays qui a fait fléchir la moyenne d'ensemble.

Cette évolution de la production industrielle globale masque d'importantes différences de rythme dans les divers secteurs de l'économie. L'expansion se poursuit pour les industries métallurgiques de base, les industries de transformation des métaux, les industries chimiques, les constructions navales. Cette expansion se traduit par une tension accrue sur les produits sidérurgiques et le charbon dont les prix ont été relevés dans de nombreux pays. De plus, la demande de l'Europe occidentale en charbon se porte en grande partie sur les Etats-Unis, dont les exportations ne cessent de croître, atteignant en mai la cadence de 42,5 millions de tonnes (non compris les exportations vers le Canada).

c) Emploi.

Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, l'emploi se maintient au niveau élevé atteint en 1955; le chômage continue de diminuer, après avoir marqué dans certains pays d'Europe, en raison des grands froids du début de l'année, un accroissement saisonnier plus fort que les années précédentes.

Depuis l'automne de 1955, les syndicats de plusieurs pays européens revendiquent une réduction de la durée du travail. Cette mesure est déjà entrée en application dans les principales industries belges et dans la sidérurgie luxembourgeoise; en Allemagne occidentale, en Autriche et en Italie, quelques sociétés seulement ont suivi ce mouvement.

2° *Les prix et les salaires.*

a) Les marchés mondiaux.

Alors qu'au cours du 2e semestre 1955 on enregistrait une distorsion croissante entre les prix des produits agricoles en baisse et ceux des matières premières industrielles en hausse, on assiste depuis le début de 1956 à un phénomène inverse.

Le marché des *céréales*, influencé par les dégâts causés par le gel en Europe, a vu ses cours atteindre 7 p. 100 de hausse.

Par contre, le renversement de la tendance des matières premières industrielles a été particulièrement sensible sur le *caoutchouc* dont la baisse atteint 36 p. 100; cette situation résulte en grande partie de la crise subie actuellement par l'industrie automobile aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne et également de la concurrence du synthétique. Les *non-ferreux* n'ont pas échappé à ce mouvement de repli; le cuivre notamment, qui avait atteint en mars des cours record se retrouve en baisse de 25 p 100 par rapport à fin décembre; les prix pourraient continuer à baisser encore. *Plomb*, *zinc* et *étain* subissent la même tendance.

Pour les textiles, les cours de la laine en *Australie* sont fortement soutenus par d'importants achats japonais et les marchés à terme; Londres et Anvers reflètent cette tendance. Le *coton* de New-York est soutenu par les ventes d'« excédents »; quant à Alexandrie on a assisté à une hausse spectaculaire atteignant jusqu'à 55 p. 100 sous l'influence d'importantes affaires à l'exportation, notamment avec les pays de l'est européen.

En définitive, au cours des cinq premiers mois de l'année en cours, les indices généraux Moody's et Reuter n'ont fluctué que dans d'étroites limites. De 406,7, fin décembre, l'indice Moody's a atteint le maximum de 424,8 fin avril et se retrouve en juin à 415,1, la hausse des produits agricoles compensant la baisse des métaux non ferreux.

Par contre, sur les marchés des frets, la forte demande européenne de certains produits (céréales, charbon) a entraîné une hausse croissante des taux de fret qui s'est répercutée sur les prix à l'importation en Europe (charbon, ferrailles); les taux pour cargaisons solides, qui s'étaient déjà relevés en 1955 ont presque retrouvé, au cours du premier semestre 1956, le niveau du *boom coréen*.

b) Salaires.

De nouvelles demandes d'augmentation des salaires, accompagnées de grèves, ont été présentées au cours du premier semestre au Royaume-Uni, en Allemagne occidentale, en Finlande et au Danemark.

Au Royaume-Uni, où les conflits sociaux ont fait perdre 799.000 journées de travail au cours des quatre premiers mois de l'année (contre 587.000 pendant la même période de 1955), plus de 10 millions de travailleurs ont bénéficié d'une augmentation de salaire entre le début de l'année et la fin d'avril et l'accroissement total de la masse des salaires hebdomadaires dépasse 5 millions de livres. L'indice des salaires a marqué une hausse de près de 6 p. 100 au cours de cette période de quatre mois.

Les conventions collectives des principales industries allemandes, renouvelées en fin d'année, prévoient des hausses de salaires de 9 à 15 p. 100 applicables par étapes; le salaire horaire moyen fait ressortir, en février 1956, par rapport à novembre 1955, une augmentation de 2,5 p. 100 pour les hommes, 3,5 p. 100 pour les femmes.

c) Prix intérieurs.

Les indices récents disponibles font apparaître une *hausse du coût de la vie* dans la plupart des pays. Par rapport à décembre dernier, la hausse a été prononcée au Danemark, en Finlande; assez marquée en République Fédérale (avec cependant stabilisation en mai) et au Royaume-Uni; moins accusée en Norvège, Suède, Italie, Belgique. En Italie, la hausse pourrait (comme ce fut le cas pour la Belgique) entraîner un relèvement des salaires, par le jeu des clauses d'échelle mobile. Les prix sont stables en Autriche, Suisse, Pays-Bas.

3° *Le commerce extérieur.*

Le commerce extérieur tend à se dégrader. Le déficit des pays de l'O. E. C. E. vis-à-vis du reste du monde s'accroît surtout avec la zone-dollar.

En 1956, la valeur des importations (c.i.f.) et des exportations (f.o.b.) dans quelques grands pays a été la suivante, mois par mois. Le tableau fait ressortir également l'évolution du pourcentage de couverture qui reste encore important si l'on pense que la prise en considération des frets et des assurances donnerait un pourcentage nettement plus fort.

En 1956 (1).

	Janvier	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
Etats-Unis (en millions de $) :					
I (2)	1.045	1.078	1.149	991	»
E	1.278	1.343	1.550	1.550	»
% E/I	122 %	125 %	135 %	156 %	
Allemagne fédérale (en millions de DM) :					
I	2.162	1.788	2.172	2.282	»
E	2.143	2.044	2.347	2.689	»
% E/I	99 %	114 %	108 %	118 %	
Royaume-Uni (en millions de livres) :					
I	346	309	330	327	329
E	258	246	271	256	284
% E/I	75 %	80 %	82 %	78 %	86 %
Italie (en milliards de lires) :					
I	162	132	165	»	»
E	99	97	117	»	»
% E/I	61 %	73 %	71 %		

C'est en Suède que la balance commerciale des marchandises s'est le plus sérieusement détériorée ces derniers mois.

Au Royaume-Uni, les exportations au cours des cinq premiers mois de 1956 ont atteint une moyenne mensuelle de 263 millions de livres, soit 6, 5 p. 100 de plus qu'en 1955, tandis que les importations se sont maintenues environ à une moyenne de 329 millions de livres. Pour les cinq premiers mois, le niveau des importations n'a dépassé que de 1,5 p. 100 celui de la période correspondante de 1955. On constate, pour ces cinq mois, une réduction de 14 millions de livres de l'excédent des importations (C. I. F.) sur les exportations (F. O. B.). Mais cette amélioration par rapport à l'an dernier, qui explique en partie le lent relèvement des avoirs or et devises (notamment en raison d'un accroissement de 30 p. 100 des exportations vers l'Amérique du Nord), risque de se trouver ralentie lors des achats à venir dans la zone dollar (tabac, céréales, charbon), ou si les matières premières de la zone sterling (étain, caoutchouc), continuent leur mouvement de baisse sur les marchés mondiaux. En outre, la concurrence étrangère se fait de plus en plus vive (Allemagne, Japon) sur certains marchés et c'est la nécessité de trouver de nouveaux débouchés qui inspire la campagne actuelle en vue d'un allègement de l'embargo sur les exportations vers les pays de l'Est (Chine, principalement).

L'évolution du commerce extérieur de l'Allemagne fédérale est très différente. Ce pays poursuit avec succès sa politique d'exportation, enlevant de nouveaux marchés et améliorant rapidement ses réserves en or et devises (pendant le premier trimestre de l'année 1956, l'accroissement mensuel moyen a été d'environ 220 millions de DM). Ce rapide développement des exportations, avec un pourcentage de couverture voisin de 120 p. 100, est un élément inflationniste qui explique en partie le relèvement du taux de l'escompte de 4 1/2 à 5 1/2 p. 100. C'est pour réduire la pression de la demande intérieure que le Gouvernement vient de décider une nouvelle libération des importations en provenance de la zone dollar, le taux passant de 63 p. 100 à 93 p. 100: cette dernière mesure complète les dispositions déjà prises précédemment pour faciliter l'entrée de certains produits de consommation courante réduction de droits de douane, etc.).

4° *Conclusion: les tensions inflationnistes.*

Les tensions inflationnistes s'accentuent, parce que la demande de biens et services tend à l'emporter sur l'offre de ceux-ci. En effet, la pression de la demande est très forte, les besoins propres à la réalisation des investissements venant s'ajouter à ceux de la consommation, dans le secteur public comme dans le secteur privé.

Dans les pays (en particulier Royaume-Uni, République fédérale) où les tensions inflationnistes entraînèrent une politique de restrictions de crédits et un relèvement du taux de l'escompte en vue de freiner la demande, ces mesures n'ont pratiquement pas eu d'effets sur les investissements dans l'industrie, contrairement à ce que l'on pouvait prévoir. Dans le domaine du bâtiment, on note un ralentissement de la construction de logements, mais non des constructions industrielles. Au Royaume-Uni, la politique gouvernementale de resserrement de crédits s'est surtout répercutée sur les industries de biens de consommation, et partiellement sur l'industrie automobile, bien que pour cette dernière, d'autres facteurs soient entrés en jeu (concurrence étrangère, retard technique).

Cette concurrence entre biens de capital et biens de consommation se traduit par un tel gonflement de la demande, que l'offre, malgré des progrès souvent substantiels, ne parvient pas toujours à l'égaler.

Car l'expansion de l'offre rencontre des obstacles: le plein emploi de la main-d'œuvre qui est pratiquement atteint; des goulots d'étranglement dans les industries de base, en raison d'investissements insuffisants au cours des années antérieures; des limites de l'accroissement des importations, le plus souvent, la balance commerciale étant déjà fréquemment déficitaire et les réserves en or et devises assez faibles; une certaine crainte, parfois, d'un retournement prochain de la conjoncture, crainte qui incite les entrepreneurs à ne pas trop s'engager; des restrictions de crédit, enfin, imposées selon des modalités diverses dans la presque totalité des Etats pour éviter — paradoxe apparent — un développement trop rapide de l'activité économique: car l'expérience a démontré qu'un « boom » trop accusé est suivi d'une crise profonde.

La situation actuelle se caractérise donc par une contradiction permanente entre deux impératifs dont la conciliation exige une vigilance constante pour maintenir à peu près un équilibre délicat: l'expansion doit être maintenue et même encouragée; cependant elle doit être contrôlée dans son rythme et dans ses modalités.

II. — Les Etats-Unis

Au cours du premier semestre 1956, l'économie américaine a offert l'image d'une stabilité continue à un haut niveau d'emploi. La stabilité à l'échelon national n'a cependant pas exclu d'importants rajustements conjoncturels qui se sont opérés dans les secteurs dont l'activité exagérée en 1955 avait trop « emprunté » aux ventes de l'année suivante.

(1) Données provisoires pour les derniers mois.
(2) Exportations f.o.b.

L'impression de stabilité dans le plein emploi, est confirmée par l'indice de la production industrielle qui est resté constamment aux environs de 142, 143 depuis 9 mois (base 1947-1949 = 100), par le faible niveau du chômage qui, malgré les difficultés de l'industrie automobile, ne dépasse pas 4 p. 100 de la main-d'œuvre civile totale, par la stabilité des prix et du coût de la vie, jointe à une lente progression du revenu personnel disponible, qui a assuré le maintien du revenu réel per capita (en dollars constants) au niveau le plus favorable, qui avait été atteint au dernier trimestre de 1955 (soit 1.656 dollars *per capita* aux prix de 1955).

Le produit national brut a ralenti sensiblement sa progression par rapport à l'année dernière, mais il a encore continué à progresser en 1956. Les chiffres trimestriels ramenés à l'année du produit national brut témoignent des progressions suivantes: 8,5 milliards de dollars au premier trimestre 1955, 9,5 milliards au deuxième trimestre, 7,2 milliards au troisième trimestre, 5,3 milliards au quatrième trimestre 1955 et 1,3 milliards au premier trimestre 1956. Les dépenses publiques étant restées stables, ce sont les dépenses privées, et principalement les achats de services qui ont encore assuré une nouvelle progression du produit national brut en 1951. L'accroissement ininterrompu du secteur des services constitue l'une des caractéristiques de l'économie américaine d'après guerre, et a fourni un facteur d'expansion qui ne s'est pas démenti. Les services constituent actuellement plus d'un tiers des dépenses de consommation et un quart du produit national brut, mais leur part avait été encore plus considérable en 1929, à la veille de la grande crise. Celle-ci, et la guerre avaient gêné l'expansion du secteur des services, et le redressement actuel est en partie une réaction contre ce retard.

Derrière cette stabilité apparente de l'économie américaine à un haut niveau d'activité, des facteurs contradictoires sont à l'œuvre, les uns favorables, les autres défavorables, qu'il convient d'examiner maintenant pour se faire une idée de l'évolution probable de la conjoncture pour le reste de l'année 1956.

1° *Facteurs défavorables.*

a) Le premier et le plus apparent est naturellement la récession du secteur automobile qui se révèle beaucoup plus prolongée qu'on ne l'avait cru au début de l'année. En fait, la reprise des ventes du printemps, qui devait contribuer à assainir le marché de l'automobile ne s'est pratiquement pas produite en 1956. L'excédent d'achats d'autos en 1955, joint aux restrictions de crédits actuelles, font que les acheteurs attendent maintenant la sortie des nouveaux modèles 1957 en automne, et la campagne de printemps s'est soldée par des stocks de près d'un million de voitures invendues, c'est-à-dire autant qu'au début de l'année, malgré une réduction de 23 pour 100 du rythme de production. Il est probable que la production automobile doit continuer au ralenti pendant tout le troisième trimestre 1956. Il y a actuellement près de 200.000 chômeurs dans la branche automobile.

b) Le second facteur défavorable dans la conjoncture présente a trait à l'industrie sidérurgique. La demande de remplacement qui s'est substituée à l'industrie automobile défaillante et qui avait maintenu la cadence de production sidérurgique à pleine capacité en 1956, est en train de donner des signes d'essoufflement. Les producteurs prévoient pour le troisième trimestre une réduction de l'ordre de 10 à 15 p. 100 dans le rythme d'activité, à un moment où le rajustement de l'automobile ne sera pas encore terminé. L'effet multiplicateur de la crise de l'automobile viendra donc s'ajouter au troisième trimestre à l'effet direct. Les prix de la ferraille sont en baisse continue.

c) La grève de l'acier, qui vient d'éclater et s'étend à 650.000 ouvriers, pourrait constituer un autre élément dépressif si elle se prolonge pendant longtemps. La production hebdomadaire d'acier est de 2,4 millions de tonnes et sa distribution parmi les utilisateurs était la suivante en 1955: 25 p. 100 à l'industrie automobile, 14 p. 100 à la construction, 9 p. 100 aux industries mécaniques, 9 p. 100 aux emballages et récipients, 8 p. 100 aux industries extractives, etc.

d) La reconstitution des stocks qui avait fourni un élément d'expansion au cours des premiers mois de 1956 va très probablement se ralentir ou même s'arrêter tout à fait au deuxième semestre.

e) Les effets des restrictions de crédit mises en œuvre à partir de l'année dernière jouent à plein. En effet, de décembre 1955 à la fin d'avril 1956, la dette à tempérament ne s'est accrue que de 360 millions de dollars, alors qu'elle avait augmenté de 1,2 milliard de dollars au cours de la période correspondante de l'année dernière. La dette hypothécaire ne s'est accrue que de 3,6 milliards de dollars au premier trimestre 1956 contre une moyenne de 4 milliards par trimestre en 1955. Les restrictions au crédit hypothécaire se reflètent dans le ralentissement des constructions résidentielles que l'on vient d'évaluer à 12 p. 100 par rapport à l'année dernière. Enfin, les avances bancaires au commerce, à l'industrie et à l'agriculture se ralentiront de quelque 5 p. 100 au second semestre 1956.

f) On observe encore d'autres points faibles dans l'économie: certains biens durables (télévision, appareils domestiques) où les stocks s'accumulent trop vite, et les textiles où un ralentissement semble inévitable, qui n'est que partiellement attribuable à la concurrence japonaise.

2° *Facteurs favorables.*

a) Considérables investissements pour l'expansion industrielle de 1956, représentant un progrès de 30 p. 100 sur les investissements de l'année 1955 (39 milliards de dollars contre 30 milliards). L'expansion la plus marquée est celle des chemins de fer (62 p. 100), l'industrie de transformation projette une expansion moyenne de 48 p. 100, les mines de 34 p. 100, les services publics de 15 p. 100 et l'industrie pétrolière de 11 p. 100. Les rapides progrès techniques, réalisés ces derniers temps, expliquent en partie l'importance des investissements réalisés pour le rééquipement à un moment où le marché de l'acheteur s'installe avec force sur la scène américaine. Cependant, certains observateurs se demandent si l'optimisme des producteurs à l'échelon national est justifié à l'heure actuelle ou si, une fois de plus, les entrepreneurs ne sont pas en train de préparer des problèmes d'ajustement pour l'avenir, en surestimant les besoins.

b) Croissance régulière du pouvoir d'achat. Le revenu personnel n'a cessé de croître au cours de 1956, passant de 311,5 milliards à la fin de 1955 à 317 milliards en avril 1956, alors que le coût de la vie est resté stable. Pour peu que le consommateur ne s'abstienne pas, il dispose d'un pouvoir d'achat largement suffisant pour répondre aux besoins accrus d'une population qui augmente de 2,7 millions par an.

c) Les dépenses publiques qui s'étaient stabilisées à la fin de 1955 après une contraction de plus de deux ans, vont vraisemblablement changer d'orientation et amorcer un mouvement de reprise, sous l'effet des programmes de constructions routières et de réarmement, dans l'exercice fiscal de 1956-57

d) Malgré le ralentissement de la construction résidentielle sous l'effet direct des restrictions de crédit, l'ensemble du secteur de la construction fournit actuellement un appui solide à la conjoncture car les constructions commerciales, industrielles et communautaires sont venues relayer le ralentissement de la construction de logements. A un niveau de 42 milliards de dollars par an, le secteur de la construction conserve l'activité record de l'année dernière, mais avec une structure modifiée.

e) Les possibilités de relance administrative de la conjoncture restent intactes et le gouvernement est décidé à y recourir en cas de fléchissement de la production industrielle. L'administration possède une marge de manœuvre confortable, soit pour desserrer le crédit, soit pour accorder des dégrèvements d'impôts, soit pour accroître les dépenses publiques, puisque la politique d'économie budgétaire, poursuivie depuis plusieurs années, le met en excellente posture pour choisir la voie nouvelle d'une politique économique plus interventionniste.

La conclusion qui se dégage de cet ensemble de facteurs divergents, de l'avis de la plupart des observateurs économiques américains, est que l'activité économique du troisième trimestre subira un léger fléchissement qui sera suivi par une reprise au quatrième. Dans l'ensemble, l'année 1956 devrait se ranger au troisième rang des années de prospérité dans l'histoire américaine, après 1953 et 1955, avec un produit national voisin de celui de cette dernière année.

La stagnation de 1956 est en partie la rançon d'une expansion très considérable en 1955 (+ 7,5 p. 100 dans le produit national brut et 11 p. 100 dans la production industrielle). Etalée sur deux ans, cette expansion s'inscrit assez bien dans le mouvement de longue durée que les économistes américains avaient prévu pour la période 1950-1965 à un rythme annuel moyen de 3 p. 100.

Cependant, jusqu'en mai, les milieux d'affaires comptaient, pour assainir le marché de l'auto, sur des ventes de printemps qui ne se sont pas produites et il se peut que l'optimisme cesse après cette déconvenue.

DEUXIEME PARTIE

LES TENSIONS ACTUELLES DE LA CONJONCTURE

CHAPITRE Ier

Limitations éventuelles de l'expansion.

L'extrapolation à 1956 du mouvement expansionniste des années 1954 et 1955 paraissait possible au commencement de l'hiver. Mais, par la suite, de mauvaises circonstances atmosphériques remettaient en cause la croissance de la production agricole et des pénuries nouvelles risquaient de limiter le développement de la production industrielle.

I. — Production agricole et circonstances atmosphériques

Les circonstances atmosphériques des premiers mois de l'année 1956 ont été particulièrement défavorables à l'agriculture française. Les gelées du mois de février dernier ont atteint l'agriculture à la fois dans sa production et dans son capital, comme le précisait le rapport de M. Lemaire Audoire au Conseil. Les diminutions de la production annuelle effectent les céréales, les oléagineux, les cultures florales et maraîchères, les arbres fruitiers, les vignes, les oliviers, les cultures fourragères, les prairies. La destruction du capital concerne des vignes, des arbres fruitiers, des oliviers, des semences sélectionnées et également des serres, des bâtiments (fosses à purin), des stations de pompage, etc.

La température moyenne très basse et la sécheresse des mois d'avril et de mai ont encore ralenti la végétation qui avait déjà pris un grand retard.

Dans ces conditions, la situation agricole au 1er juin était fort peu satisfaisante.

Le déficit total des surfaces ensemencées en blé atteignait 40 p. 100 du niveau du 1er juin 1955 et 65 p. 100 en ce qui concerne les seuls blés d'hiver. De plus, le froid et la sécheresse des derniers mois ont amené un éclaircissement progressif des champs de blé conservés après les gelées et ralenti la végétation pour les nouveaux semis.

Sans doute, cette perte sur le blé sera-t-elle partiellement compensée par une augmentation importante de la production de céréales secondaires, notamment l'orge et le maïs. Les superficies semées en céréales atteignent 7.800 hectares contre 8.400 l'année dernière. La perte n'est que de 7 p. 100, mais les rendements seront beaucoup plus faibles.

La production légumière devrait redevenir normale, mais le rythme saisonnier de la production a été désorganisé par l'effet irrégulier des gelées selon les régions. La production des primeurs de la région méditerranéenne est très en retard. Il y a donc peu de légumes en mai et au commencement de juin. Les arrivées doivent redevenir normales à la fin juin.

La récolte de vin risque d'être mauvaise. Les conséquences exactes du gel ne peuvent être encore évaluées. Il semble que dans l'ensemble et, à l'exception de certaines régions (vallées du Tarn, du Lot et surtout de la Dordogne), les dégâts soient plus faibles que ceux qui avaient été prévus. Mais, de toutes façons, le manque de chaleur du mois d'avril, succédant aux grands froids des mois précédents, a retardé là aussi la végétation.

Les cultures fruitières très affectées par le froid sont nettement inférieures à la normale.

Dans le domaine de la production animale, les effets du froid sur la pousse de l'herbe sont venus s'ajouter aux conséquences de la mauvaise récolte fourragère de 1955. La pousse de l'herbe reste encore très lente au mois de mai. Elle n'a repris qu'avec les pluies abondantes de juin.

Le bilan agricole est donc nettement défavorable et, pour cette année, le rythme d'expansion de la production agricole va se trouver interrompu. Sans doute, y aura-t-il des compensations aux baisses de production énumérées. Mais les disponibilités alimentaires de la campagne 1955-56 seront en nette régression par rapport à celles de l'année précédente et créeront ainsi une fâcheuse discontinuité dans le développement de la production agricole française.

II. — L'expansion industrielle pourra-t-elle se maintenir ?

1° *Situation au commencement de l'été.*

Pendant le premier semestre de 'anlnée 1956, il semble que l'expansion industrielle attendue se soit produite sans difficulté sérieuse.

Si l'on exclut les activités du bâtiment, on peut même penser qu'elle se développe légèrement plus qu'on ne l'aurait espéré il y a deux ou trois mois. Au premier trimestre, l'indice officiel a atteint en moyenne le niveau 185, soit 9 p. 100 environ de plus que l'année précédente; pour les mois d'avril et de mai, le niveau obtenu est de 191, soit environ 11 p. 100 de plus qu'en 1955.

Cette augmentation ne provient pas de l'énergie dont la production a connu quelques difficultés au premier trimestre. La production d'électricité augmente assez régulièrement par rapport à l'année précédente, mais l'extraction de charbon ne marque aucune amélioration, si on la compare à 1955. Si l'on élimine, en effet, l'effet des jours ouvrables et des congés payés, l'extraction de charbon est sensiblement la même en 1955 qu'en 1956 pendant les trois premiers mois. Devant une consommation apparente croissante, des importations ont été nécessaires.

Cette augmentation ne provient pas non plus de la production sidérurgique des cinq premiers mois de l'année qui ne dépasse pas de 5 p. 100 celle de l'année précédente à la même époque, tant en raison du manque de coke, que de la mise en service tardive des équipements prévus. A partir du mois de mai, le rythme de production de fonte devrait s'élever notableemtn, trois hauts-fourneaux ayant été mis en service au cours de ce mois, et atteindra une cadence annuelle de 14,2 milliards de tonnes à la fin de l'année contre 13,5 au premier janvier. La sidérurgie sarroise, de son côté, a connu une augmentation de 8 p. 100.

Au contraire, l'activité de l'industrie de la transformation des métaux est en expansion. En janvier et février, cette production est à l'indice 222 par rapport à 1938; en mars, elle atteignait l'indice 234, ce qui donne une augmentation très sensible par rapport à l'année dernière, où l'indice se maintenait autour de 210 pendant le premier semestre.

Il est difficile d'avoir des renseignements directs et les indices de la statistique générale, calculés encore suivant l'ancien mode, tiennent compte pour une large partie de la consommation des matières premières, dont l'accroissement a pu être légèrement spéculatif. Néanmoins, la permanence de la croissance sur plusieurs mois a une signification certaine.

L'industrie textile a aussi connu un léger regain d'activité commencé à l'automne et accentué par la reprise des fournitures pour l'armée. Les exportations pour l'étranger ont cependant marqué un recul en ce qui concerne la laine.

Il est difficile de se rendre compte de l'activité du bâtiment: en effet, au mois de février, les circonstances atmosphériques ont diminué très fortement la production, aussi l'activité intense du mois de mars n'a fait que rattraper à peine cette diminution. Ainsi les trois premiers mois de cette année auront connu, malgré le froid, une production aussi importante que pendant la période correspondante de 1955. Au deuxième trimestre, l'activité a été à peine supérieure à cette référence, bien que la production des matériaux de construction ait été particulièrement poussée. Le manque de main-d'œuvre conjuguait ses effets avec les difficultés d'adjudication et la pénurie de tuiles. Ces derniers empêchements sont en voie de disparition. La pénurie de main-d'œuvre de la région parisienne sera progressivement résorbée, soit par l'ouverture de centres professionnels nombreux, soit par le montage de baraquements permettant l'immigration de la main-d'œuvre italienne déjà accélérée cette année.

Cependant, si l'on tient compte en outre de l'impossibilité d'étaler les trois semaines de congé payé, il est probable qu'au deuxième et troisième trimestre, la production du bâtiment — d'ailleurs difficilement mesurable — ne dépassera pas celle de 1955. Par contre, dans les derniers mois de l'année, les mesures d'immigration, de formation et de logement de la main-d'œuvre produiront leurs effets et le volume des travaux augmentera, en ce qui concerne les logements terminés — qui ne sont pas la seule mesure du volume de la construction — et si l'on retient le chiffre de 200.000 en 1955, le chiffre de 230.000 sera atteint et peut-être dépassé en 1956. Cependant, ce résultat ne doit pas faire illusion sur l'activité, qui n'augmente guère que de 3 p. 100 en 1956.

Ces indications d'ensemble sont corroborées par l'amélioration sensible des transports ferroviaires. Les tonnages chargés ont marqué, par rapport à 1955, une augmentation moyenne d'environ 5 p. 100 pour les premiers mois de l'année.

Un recoupement analogue est également fourni par l'accroissement de l'activité du commerce intérieur, dont les résultats statistiques sont, il est vrai, sujets à caution. Pour ces mêmes quatre premiers mois, les grands magasins de Paris enregistrent une hausse du chiffre d'affaires d'environ 12 p. 100 par rapport aux mois correspondants de 1955. La presque totalité de cet accroissement correspond à une augmentation des volumes des ventes.

Il est caractéristique que cette augmentation de la production industrielle a été obtenue, pour une part non négligeable, contrairement à ce que l'on pourrait prévoir, par une augmentation du niveau de l'activité et, ce qui est plus étonnant encore, ce niveau d'activité plus élevé résulte d'un accroissement de la durée hebdomadaire moyenne du travail. Pour l'ensemble des activités industrielles et commerciales, les effectifs n'ont augmenté que d'à peine 1 p. 100. Au contraire, la durée hebdomadaire moyenne du travail pour les ouvriers est passée de 45 heures 6 minutes en janvier à 46 heures en avril. Quand on connaît les difficultés de l'année dernière pour permettre à cette durée de se modifier, une telle indication prend toute sa valeur.

Au total, l'indice du niveau de l'activité de la main-d'œuvre est en avril 1956 de 2,3 p. 100 de plus que celui de l'année dernière à la même époque.

2° *Les limitations à la production.*

Une telle situation semble donc satisfaisante au commencement de l'été; cependant, en raison des menaces que l'on a signalées, on peut se demander si elle se maintiendra. A ce sujet, les chefs d'entreprises questionnés par l'Institut national de la statistique et des études économiques au mois de mai, ont répondu que l'activité de leur entreprise était limitée par les facteurs ci-dessous, dans un pourcentage qui prend toute sa valeur si on le compare à celui de novembre 1955 :

	Novembre 1955.	Mai 1956.
Etat des commandes	52 p. 100	43 p. 100.
Main-d'œuvre	24 —	42 —
Matériel	28 —	28 —
Approvisionnement	12 —	19 —

Le total dépasse 100 car plusieurs entreprises ont signalé deux facteurs de limitation. Certaines, qui produisent plusieurs articles, signalent à la fois un manque de commandes et des pénuries.

Il reste à passer en revue ces différentes têtes de chapitres, tout au moins les trois dernières, qui constituent, dans le jargon des économistes, des « goulots d'étranglement ».

a) L'état des commandes.

Malgré l'expansion très marquée, 43 p. 100 des entreprises consultées ont encore attribué à l'état de leurs commandes la cause principale de la limitation de leur activité.

Dans chaque activité, les pourcentages sont les suivants, comparés à ceux de l'enquête précédente :

	Novembre 1955.	Mai 1956.
Textiles	74 p. 100	63 p. 100.
Cuirs et peaux	55 —	59 —
Industries chimiques	62 —	59 —
Industries alimentaires	60 —	57 —
Habillement	52 —	46 —
Industries extractives	56 —	39 —
Transformation des métaux	46 —	35 —
Bois et ameublement	22 —	32 —
Matériaux de construction	33 —	28 —
Production des métaux	33 —	19 —
Papier-carton	39 —	18 —

Cet ensemble est en nette amélioration, sauf en ce qui concerne les activités du bois et de l'ameublement, ainsi que celui des cuirs et peaux, industrie fort près de la demande.

A part les industries chimiques, dont le résultat paraît n'être pas très représentatif, ce sont les industries de consommation également qui tiennent le haut du tableau.

Ceci ne veut pas dire qu'une augmentation globale du pouvoir d'achat les alignerait sur les industries du bas du tableau, qui alimentent les investissements : les circuits de production sont en réalité beaucoup plus complexes. L'opposition des deux secteurs est néanmoins fort instructive.

b) La main-d'œuvre, goulot d'étranglement principal de la production.

L'année 1955 avait été marquée par une augmentation sensible des effectifs, qui correspondait à l'essor de la production et à la pleine utilisation des capacités de production disponibles. La poursuite de cette expansion de l'économie et cet événement extérieur à la vie économique que constitue le rappel des disponibles, ont transformé l'état de plein emploi (tout au moins apparent), qui existait sur le marché du travail, en un état de pénurie.

La pénurie globale de main-d'œuvre.

C'est l'enquête de l'I. N. S. E. E. auprès de 450 chefs d'entreprises importantes, au mois de mars dernier, qui a montré pour la première fois l'existence d'une pénurie de main-d'œuvre. Les secteurs les plus touchés étaient les industries mécaniques, la sidérurgie, l'industrie des matériaux de construction. De plus, l'industrie du bâtiment et les mines, qui n'étaient pas comprises dans le champ de l'enquête, avaient signalé, de leur côté, des difficultés de recrutement. Cette pénurie portait essentiellement sur la main-d'œuvre qualifiée, mais les chefs d'entreprises signalaient aussi un manque de manœuvres, dû notamment au retour vers l'Algérie de certains travailleurs nord-africains.

Les mois d'avril et de mai ont été marqués de plus par le rappel des disponibles. 75.000 hommes de la classe 53/1 et 50.000 de la classe 52/2 ont déjà été rappelés. L'incorporation du contingent normal représente 100.000 hommes. Le total des prélèvements, déjà effectués ou en cours, est donc de 225.000 hommes. Par contre, l'armée n'a libéré que 75.000 jeunes gens. Le prélèvement net, à l'heure actuelle, est donc de 150.000 hommes. A signaler que 75.000 hommes environ, appartenant à la classe 52/1, sont susceptibles d'être encore rappelés.

Ces deux mouvements d'effet opposé se sont traduits par un rapprochement du nombre des offres et des demandes d'emploi non satisfaites, les premières ayant augmenté de 114 p. 100 au 1er mai par rapport à l'année dernière et les secondes ayant diminué de 30 p. 100, à la même date. Corrélativement à cette évolution, le nombre des chômeurs secourus a continué à diminuer. Il n'était plus au 15 mai que de 36.300, soit un chiffre inférieur de près de 40 p. 100 au chiffre correspondant de l'année précédente. La baisse est encore plus forte si l'on prend le seul chiffre des chômeurs secourus de moins de 60 ans et aptes au travail, qui n'est plus que de 23.700 soit une baisse de 50 p. 100 par rapport à l'année précédente.

Les pénuries partielles.

Dans quelle mesure cette évolution de l'emploi menace-t-elle l'accroissement de la production en 1956 ?

L'enquête effectuée par l'I. N. S. E. E. auprès de 1.500 chefs d'entreprises industrielles au mois de mai, montre que 38 p. 100 des entreprises ont leur activité limitée par le manque de main-d'œuvre qualifiée et 17 p. 100 par le manque de main-d'œuvre ordinaire. La comparaison de ces chiffres avec ceux obtenus au cours d'une enquête analogue effectuée au cours du mois de novembre dernier montre l'aggravation de la tension qui existe sur le marché du travail.

Proportion des entreprises dont l'activité est limitée actuellement par le manque de main-d'œuvre, suivant la branche industrielle.

BRANCHE INDUSTRIELLE	MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE			
	Qualifiée.		Ordinaire.	
	En novembre 1955.	En mai 1956.	En novembre 1955	En mai 1956.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Transformation des métaux	31	56	8	24
Habillement	33	44	2	10
Industries extractives	11	33	0	25
Industrie du bois	24	34	6	18
Matériaux de construction, céramique, verre	21	30	6	19
Papier-carton	12	30	3	8
Cuirs et peaux	25	28	6	6
Industrie chimique	13	27	7	24
Textiles	11	27	1	9
Production des métaux	17	22	11	22
Industries alimentaires	12	20	4	10

Ces tensions sont très inégalement réparties selon les régions et selon la dimension des entreprises.

Les grosses entreprises paraissent nettement plus touchées que les petites. Pour les mois à venir, il faut apporter une correction à cette tendance révélée par l'enquête. Certaines petites entreprises sont, ou seront, en effet particulièrement touchées dans la mesure où toute leur activité est commandée par l'action du chef d'entreprise ou d'un cadre principal et où le rappel de celui-ci force l'entreprise à fermer.

Par ailleurs, le manque de main-d'œuvre est plus fortement ressenti à Paris, où 46 p. 100 des entreprises manquent de main-d'œuvre qualifiée, puis dans le Nord et l'Est avec 30 p. 100, enfin dans le reste de la France où le pourcentage s'élève de 35 p. 100 dans le Centre-Est à 25 p. 100 dans le Sud-Ouest.

Les palliatifs possibles.

D'une façon générale, c'est le problème de la main-d'œuvre qualifiée et notamment celui des techniciens qui est le plus inquiétant. L'absence des cadres techniciens peut forcer les entreprises à fermer, tout au moins à arrêter certains ateliers ou certaines fabrications. La pénurie d'ouvriers qualifiés semble par contre pouvoir être plus aisément palliée par une meilleure organisation du travail dans les ateliers et un allongement des horaires.

Par ailleurs, on peut envisager d'autres remèdes qui ont tous leurs défauts mais qui peuvent se révéler nécessaires: immigration, recrutement rural, recul de l'âge de la retraite.

Quoi qu'il en soit, la main-d'œuvre constituera un goulot d'étranglement important de l'économie française dans les prochains mois. La situation sera, en effet, aggravée par les conséquences de la prolongation des congés payés, qui ralentira le rythme de la production pendant les mois d'été de 50 p. 100 environ du ralentissement normal. Les effets de cette prolongation seront particulièrement ressentis dans l'industrie du bâtiment, qui ne travaille que 9 mois par an et où il a été impossible de répartir les congés payés entre les mois d'activité et les mois d'inactivité.

c) Limitation de la production due à l'insuffisance de l'équipement.

Il est difficile de faire des raisonnements globaux sur les limitations de production que risque d'entraîner l'insuffisance d'équipement. On essaiera cependant de donner deux indications différentes: d'une part, sur l'augmentation, physique et l'équipement dont peut disposer l'économie française en 1956 et, d'autre part, sur la manière dont cet équipement peut être utilisé.

Variation du volume de l'équipement.

L'évolution des années précédentes a montré que la part consacrée à l'équipement avait augmenté jusqu'en 1955 plus rapidement que la consommation et partant que la production nationale. Cependant, il y a lieu de distinguer dans cette évolution d'ensemble, la construction de logements qui entre pour une grande part dans l'accroissement des dépenses d'équipement français depuis 3 ans. Le reste de l'équipement, c'est-à-dire celui qui ne consiste pas en bâtiments à usage d'habitation, a augmenté d'une manière moins importante.

La production des industries mécaniques et électriques, si l'on excepte l'équipement agricole et les matériels de transport qui paraissent suffisants en tout état de cause pour assurer l'expansion de 1956, a augmenté régulièrement de 1953 à 1955.

L'augmentation de l'investissement fixe des entreprises peut paraître relativement insuffisante pour un développement rapide de l'économie. Cependant, les relations entre investissement et production sont plus complexes qu'il ne pouvait paraître au premier abord.

Destinations des équipements.

Par ailleurs, les effets des investissements dans l'expansion sont doubles. D'un côté, certains d'entre eux, comme par exemple l'aménagement d'une nouvelle centrale hydraulique au fil de l'eau, ou la mise en service d'un haut fourneau, ne servent guère qu'à augmenter la capacité de notre production, et leurs effets sur les prix de revient sont relativement faibles, quelquefois nuls.

D'autres investissements, au contraire, ont pour utilité principale d'abaisser le prix de revient ou de permettre un abaissement ultérieur des prix de revient quant les salaires auront plus augmenté que les autres éléments de ces prix. Tel est le cas de l'équipement actuel de l'industrie textile, dans la mesure où elle « riblonne » les anciennes machines et les remplace par des nouvelles. La plupart des équipements, d'ailleurs, participent à l'un et à l'autre aspect. Dans une croissance équilibrée de l'économie, il est nécessaire que ces deux effets des investissements soient représentés.

Suivant que la conjoncture fera ressortir une pénurie de main-d'œuvre ou des pénuries physiques, on recherchera plus l'augmentation de la productivité que celle de la capacité de production. Si, dans leur ensemble, les industriels publics et privés prennent comme objectifs unique l'amélioration du prix de revient sans penser à l'expansion de la production, des arrêts et des irrégularités peuvent se produire dans la croissance de l'économie. Au contraire, si l'augmentation de la capacité de production est seule recherchée, il deviendra physiquement possible de produire plus, mais l'insuffisance de la main-d'œuvre disponible ou même des difficultés d'adaptation peuvent rendre alors illusoire cet avantage .

A ce sujet, les réponses des chefs d'entreprises aux questionnaires de l'I. N. S. E. E. fournissent une réponse approximative puisque 19 p. 100 signalent l'insuffisance de l'équipement en quantité contre 15 p. 100 seulement en qualité, ces réponses ne comprenant pas les grands équipements nationaux de base.

Perspectives d'avenir.

L'amélioration de la capacité de production est certaine, fin 1956, car un certain nombre de mises en service, tant dans l'industrie sidérurgique et dans l'industrie chimique que dans l'industrie électrique, sont attendues pour la fin de l'année. Il n'y aurait donc pas d'impossibilité matérielle à une augmentation de la production pendant le 2e semestre.

L'amélioration de la productivité peut être plus aléatoire sinon en 1956 du moins en 1957. Nous avons vu que l'utilisation de l'équipement s'était chiffrée par une amélioration relativement plus faible de la productivité en 1955 qu'en 1954. La tension sur le marché de la main-d'œuvre au commencement de cette année et en particulier l'augmentation de l'activité est due en partie aux mêmes phénomènes. Il est donc possible que les améliorations constatées ne puissent pas se maintenir au même rythme. Il semble cependant qu'un tel danger ne soit pas imminent, les phénomènes globaux ne marquant pas de changements de tendance rapides; c'est pourquoi on peut estimer que pendant le 2e semestre de l'année, l'utilisation de l'équipement marquera encore des progrès sensibles.

Il peut en être autrement en 1957, notamment en raison d'une répercussion possible du rappel des disponibles. En effet, ceux-ci constituent un personnel jeune et affecté souvent à la recherche: il est à craindre que le rappel des techniciens, s'ils s'amplifiait, amène les entreprises à maintenir les projets existants d'utilisation de l'équipement, sans essayer des améliorations nouvelles. L'absence de techniciens compromet souvent plus l'avenir que l'évolution présente qui se poursuit un certain temps sur sa lancée.

d) Insuffisance de matières premières.

Il n'y a pas eu jusqu'à présent de ralentissement sensible de production dû au manque de matières premières. Néanmoins, l'augmentation même de la production industrielle pose en tout état de cause un problème grave.

En effet, les ressources dont dispose la France sont relativement peu extensibles, soit pour des raisons physiques comme celles qui ont trait à l'exploitation des mines, soit pour des raisons de prix comme celles qui déterminent le niveau de la production d'aluminium. Au total, l'augmentation de la production industrielle se fait pour la plupart de ces matières premières avec des produits importés. Il en résulte donc une augmentation sensible des importations et une pression sur la balance des comptes.

Cependant, les autres pays européens étaient, dans leur ensemble, dans les mêmes conditions que la France; des difficultés peuvent se produire en l'absence de toute question monétaire et des ruptures d'approvisionnement être constatées, soit du fait des matières premières elles-mêmes, soit de celui des transports.

Coke.

L'insuffisance de nos ressources en charbon cokéfiable oblige la sidérurgie à procéder à des importations de fines. Ces importations, lorsqu'elles proviennent des Etats-Unis, comme c'est le cas à l'heure actuelle en large partie, sont très coûteuses et grèvent de ce fait les prix de revient.

De plus, ces importations supposent qu'il y ait, en France ou dans les cokeries étrangères soumises à l'influence française, une capacité de cokéfaction suffisante pour utiliser les importations. A l'heure actuelle, des efforts sont faits pour tirer parti au maximum des capacités de cokéfaction disponibles, mais il semble que l'on ne puisse pas aller plus loin dans ce domaine. La difficulté n'est pas de se procurer les quantités nécessaires aux Etats-Unis, mais d'être assuré des capacités de transports maritimes nécessaires. D'autre part, la rareté des tonnages disponibles se traduit par un renchérissement des frets.

A défaut d'une solution rapide de ce double problème technique et économique, conçue en fonction des perspectives d'accroissement de la demande, l'insuffisance de nos approvisionnements en charbon risque de prendre, au cours des prochains mois, un caractère de plus en plus accusé. Il semble que la capacité de production de l'industrie sidérurgique soit utilisée au maximum de ce qu'elle peut être à 2 p. 100 près.

Dans ces conditions, la production de l'industrie sidérurgique risque de se trouver limitée. Pour le moment, toutefois, ces difficultés n'ont pas encore joué.

Charbon.

Les besoins de charbon pour alimenter l'industrie française augmenteront sensiblement cette année. Or, la production, qui n'a pas été supérieure au premier semestre de cette année à ce qu'elle avait été au premier semestre de l'année dernière, risque de lui être inférieure au deuxième semestre.

Electricité.

La mise en route de centrales thermiques a atténué les inquiétudes que l'on pouvait avoir pour assurer l'augmentation de puissance nécessaire à la production industrielle. Néanmoins, l'arrêt des mises en route de chantiers d'installations hydroélectriques de 1951 à 1953 fait qu'en 1955 et 1956, on ne peut compter pratiquement sur aucune mise en route importante de centrales hydrauliques qui ne reprendront qu'en 1957. Il est regrettable qu'Electricité de France soit obligé d'importer du charbon des Etats-Unis. L'autorisation a été récemment donnée. Encore, faudra-t-il, là aussi, qu'il n'y ait pas de retard dans les délais de livraison.

Produits sidérurgiques.

D'après les fournisseurs, l'approvisionnement en produits sidérurgiques du marché intérieur français continue à être suffisant dans l'ensemble. On se rappellera néanmoins que 50 p. 100 des industries de transformation des métaux déclarent être limitées par le manque de matières premières.

Les inquiétudes que l'on avait pu avoir en matière de grosse forge se sont dissipées. Par contre, le développement de la construction a créé une certaine tension sur les poutrelles mécaniques et sur les ronds à bétons, de petit diamètre ceux-ci étant obtenus par redressemnt de fils machines, donc par des trains qui fonctionnent déjà à trois postes.

Il est vrai que l'on peut toujours agir sur le niveau des exportations qui, en dehors de la communauté, absorbent une partie importante de la production française. Pendant les cinq premiers mois de l'année, ce report s'est légèrement effectué puisque les livraisons intérieures ont augmenté de 10 p. 100, tandis que celles aux pays de la C. E. C. A. diminuaient de 11 p. 100 et que celles aux pays tiers n'augmentaient que de 3 p. 100. Mais un tel report de ces fournitures sur le marché intérieur ne peut toujours se faire dans l'instantané.

Papier.

Une pénurie de papier de presse s'est produite récemment et le Gouvernement a été obligé de contingenter le nombre de pages attribué aux quotidiens. En fait, de nouveaux équipements ne pourraient être mis en service qu'en 1957. Par ailleurs, la fourniture de pâte, à partir du feuillu, pose des problèmes techniques et même administratifs.

CHAPITRE II

Les dangers d'inflation.

Un certain nombre de risques d'inflation sont apparus pendant le premier semestre 1956; les premiers s'inscrivent dans l'évolution naturelle de l'économie; ce sont, d'une part, les limitations de capacité de production dues à l'insuffisance de l'équipement ou des matières premières dont il vient d'être parlé, d'autre part, les conséquences de l'expansion même de l'économie accentuant la tension sur le marché des biens d'équipement; enfin, le mouvement des prix internationaux et l'évolution des économies étrangères ont influencé l'économie française.

Par ailleurs, des phénomènes étrangers à cette évolution naturelle sont venus s'ajouter, soit pour menacer l'expansion de la production, comme le gel et la sécheresse, le rappel des disponibles, soit pour augmenter les dangers de tension inflationniste, comme le développement des dépenses de l'Etat non compensé par une fiscalité correspondante.

Il est cependant impossible de faire la part de l'évolution normale et celle de l'accident. Si l'un et l'autre peuvent dans certains documents — comme le budget — être analysés et présentés séparément, l'évolution économique forme néanmoins un tout dont les éléments ne s'additionnent pas, mais se fondent en un seul bloc.

Dès la fin de 1955, une tension générale se faisait sentir sur les prix et notre précédent rapport précisait que les contradictions, qu'apportait à notre économie une expansion particulièrement forte, poseraient la question de savoir si la structure de notre pays pourrait supporter des efforts trop grands. Les efforts spectaculaires faits dans certains pays étrangers, notamment en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves, pour arrêter une hausse des prix, posaient dès lors la question de l'intervention de l'Etat.

En 1956, les pressions se sont accrues, tant du côté de la demande, augmentant sensiblement en face d'une offre qui avait de la peine à la suivre, que de la formation intérieure du prix de revient dont les éléments en hausse peuvent déborder les prix de vente actuels.

I. — Equilibre financier de l'offre et de la demande globale

1° *Accroissement de l'offre.*

On a vu dans le chapitre précédent que l'offre de biens et de services pourrait s'accroître d'environ 8 p. 100 par rapport à l'année 1955.

2° *Accroissement de la demande.*

L'accroissement de la demande globale est dû essentiellement à l'augmentation du déficit des finances publiques, des demandes d'investissements et des revenus. L'action du commerce extérieur est plus nuancée.

a) Les finances publiques.

Devant l'accroissement de certaines dépenses, le Gouvernement a fait un effort de compression sur d'autres points. Si les dépenses du budget normal ont pu être amenées à peu près au niveau atteint en 1955, malgré l'amélioration du traitement des fonctionnaires, grâce aux mesures de compression décidées par le Gouvernement, des dépenses de caractère spécial sont venues accroître sensiblement le total des dépenses budgétaires, en particulier les dépenses militaires en Afrique du Nord et subsidiairement la création du fonds national de solidarité, une légère augmentation des dépenses civiles en capital et une augmentation des subventions pour lutter contre la hausse des prix.

En sens inverse, il est vrai, l'amélioration du rendement des impôts due à l'expansion économique et un léger accroissement de l'effort fiscal dont l'assiette n'est pas encore fixée intégralement par le Parlement, compensent dans une certaine mesure cette augmentation des charges.

Les dépenses militaires en Afrique du Nord faisaient l'objet au 10 avril 1956 d'une inscription de 215 milliards de francs, mais il est probable que le rappel des disponibles portera ce total à environ 300 milliards.

A ceci, on doit ajouter environ 100 milliards pour le financement du fonds national de solidarité qui, en année pleine, devrait coûter 140 milliards et qui s'applique aux 9 derniers mois de l'année en cours. A côté de ces deux masses, l'augmentation légère des dépenses civiles en capital, certaines subventions, non prévues au mois d'avril, ne changent pas l'ordre de grandeur de la dépense supplémentaire que l'on peut craindre de voir évaluer à 400 milliards.

Les recettes augmenteront du fait du progrès des rentrées fiscales, mais l'aide américaine qu'elles comprennent sera en légère diminution. Dans l'ensemble, elles n'accuseront vraisemblablement que 200 milliards de plus que l'année dernière. Dans l'état actuel des textes fiscaux présentés par le Parlement au commencement du mois de juillet, c'est donc un déficit supplémentaire de 200 milliards par rapport à l'année 1955 que l'on peut chiffrer. Les charges du Trésor monteraient donc de 500 à 700 milliards, un chiffre plus important devant naturellement être pris en considération si l'on omet, suivant les errements de la présentation du ministère des finances, les recettes des tabacs et allumettes, affectées à l'amortissement.

La situation de la trésorerie n'inspirait pas d'inquiétude jusqu'à fin mai. A cette date, l'alarme fut donnée pour deux raisons. Les dépenses d'Algérie ne sont traduites effectivement en payements. Par ailleurs, les banques retardèrent leur renouvellement de bons du Trésor, en raison d'une incertitude sur les taux. Par l'émission de bons à 3 1/4 p. 100 à un an, le Trésor a levé cette hypothèque.

b) Les demandes d'investissements privés.

Cependant, le Trésor public n'est pas le seul demandeur en matière d'investissements. une augmentation des demandes d'investissements industriels doit également être ressentie cette année.

Le rapport sur les comptes de la nation prévoyait une augmentation de 120 milliards des investissements bruts des entreprises. Les renseignements obtenus, soit directement, soit par enquête auprès des chefs d'entreprise, laissent entrevoir qu'une telle augmentation aura vraisemblablement lieu.

En additionnant les besoins supplémentaires du Trésor et de l'investissement, c'est donc, dans l'état actuel des besoins, un total d'environ 300 milliards supplémentaires par rapport à 1955 qui doivent être retirés à la consommation.

Mais, aux équipements fixes, peuvent s'ajouter les stocks, et la spéculation à la hausse peut très rapidement donner à ce poste un volume important. La formation des stocks nouveaux peut varier entre 100 et 300 milliards de francs par an. En outre, elle peut peser très rapidement sur certains secteurs particuliers.

c) Le déficit du commerce extérieur.

Les effets du déficit du commerce extérieur sur la demande globale agissent en sens inverse.

L'apport de marchandises étrangères, doublé sur le plan monétaire de versements des importateurs à l'office des changes, permet, tant que l'on utilise des devises appartenant à ce dernier, de soulager la demande intérieure

Comme on le verra plus loin, le déficit prévu pour 1956 est d'environ 300 à 350 milliards de francs, et se substitue à un équilibre en 1955.

3° *Les différents aspects de l'équilibre.*

a) L'équilibre général des besoins et ressources en capitaux.

Sur le plan de l'équilibre général, tel qu'il résulte des données de la comptabilité nationale générale, l'accroissement des charges du Trésor et des besoins des entrepreneurs est à peu près compensé par le déficit de la balance des comptes, sous réserve que les stocks n'augmentent pas. Il suffirait donc que l'épargne reste la même que l'année dernière.

En fait, l'épargne des particuliers devrait se poursuivre avec l'accroissement des revenus. Celui-ci sera moins important qu'en 1955, la stagnation sinon la recession des revenus agricoles diminuant l'effet de l'augmentation des revenus industriels.

L'épargne des entreprises dépend des prix et des salaires. Elle a jusqu'ici été relativement constante et peut le rester, malgré le déficit des entreprises agricoles.

Ainsi, l'équilibre général des besoins et ressources en capitaux serait assuré. Mais cet ajustement repose sur la continuation du comportement des épargnants et des entrepreneurs: c'est pourquoi le facteur psychologique sera déterminant.

b) L'équilibre du marché monétaire.

Mais cet équilibre d'ensemble correspond surtout à une vue *a posteriori*, constatée sur des comptes nationaux. Une partie de l'offre et de la demande globale ne se produit, en effet, pas sur le marché.

Dans certains cas, c'est en dehors du marché monétaire que les besoins de capitaux trouvent leur contre-partie: il en est ainsi des éléments non monétaires de financement (tels que caisses d'épargne, émissions d'obligations, etc.), qui se sont montés en 1955, comme en 1954, à 800 milliards de francs et ne semblent pas devoir augmenter beaucoup en 1956; dans ce cas, il n'y a aucune perturbation, car, même s'il est fait en dehors du marché monétaire, l'ajustement est toujours fait.

Dans d'autres cas, le marché monétaire apporte son concours; c'est en particulier l'augmentation de la thésaurisation des particuliers et des entreprises, que la Banque de France est finalement forcée d'alimenter en billets supplémentaires. De ce côté, la situation est plus alarmante: pendant les trois premiers mois de l'année, la circulation fiduciaire s'était moins accrue que saisonnièrement. Elle a un peu plus augmenté au 2e trimestre. Compte tenu des variations saisonnières, la circulation atteindra vraisemblablement, à l'automne, les 3.000 milliards de billets.

L'accélération de la cadence des dépôts n'avait pas compensé ce mouvement. On pouvait craindre de voir là un changement de comportement des porteurs de billets qui, par une accélération de la rotation, avaient besoin de moins de numéraires. Depuis deux mois, l'accélération des dépôts s'est confirmée.

II. — Les déséquilibres partiels

Un équilibre global entre l'offre et la demande est nécessaire à la stabilité monétaire: il n'est pas suffisant. Encore faut-il que les différents secteurs de l'activité soient eux-mêmes exempts de perturbation.

1° *La consommation des produits alimentaires.*

C'est évidemment le secteur le plus menacé. D'une part, c'est celui où les demandes sont fortement accrues. Certes, du fait de l'élévation du niveau de vie, la demande devrait se porter de moins en moins sur les denrées alimentaires. Cependant, les récentes mesures sociales ont comme contrecoup de l'augmenter.

L'offre des produits agricoles a été nettement insuffisante pendant le 1er semestre de l'année et on aurait pu craindre une hausse durable des prix. C'est pourquoi il a été nécessaire de procéder à de larges importations de produits alimentaires. Avec le mois de juin, doit arriver, sinon l'aisance en matière de produits agricoles, tout au moins une fourniture plus régulière de produits laitiers et surtout de légumes. Il est donc possible que la demande accrue puisse, pendant le 2e semestre, être compensée par une plus grande quantité de produits offerts à la consommation.

Les produits animaux étant les plus sensibles à ces variations, c'est finalement d'un bon approvisionnement en viande, légumes et produits laitiers que dépendra l'équilibre monétaire du 2e semestre.

2° *Le bâtiment.*

L'augmentation des demandes du bâtiment (dont l'effet peut s'étaler sur plusieurs années, grâce à une mise en chantier plus importante sans accélérer les travaux) a depuis la fin de 1955 entraîné un déséquilibre dans ce secteur. Depuis le début de 1956, les prix des matières premières taxées à partir du 8 février 1954 ont continué de progresser. Il est difficile de fixer un pourcentage d'accroissement: certaines matières premières ont vu leurs prix s'accroître depuis février 1954 de 10 à 15 p. 100 et même 18 p. 100 pour certains bois de construction. Depuis le début de 1956, cette hausse peut être évaluée à 4 ou 5 p. 100. On sait, en outre, qu'un arrêté de fin avril 1956 a autorisé des revisions de prix pour les marchés passés avec les collectivités publiques ou les entreprises nationalisées et que cet arrêté semble devoir s'étendre, en fait, au secteur privé.

Par ailleurs, la main-d'œuvre s'étant faite plus rare, particulièrement à compter du début d'avril, on peut estimer la hausse des salaires à 2 p. 100 au cours du deuxième trimestre.

Sur le plan de la production, il est certain que la capacité de production ne pourra pratiquement s'améliorer qu'en fin d'année, comme on l'a vu. D'ici là, il est vain d'espérer supprimer un déséquilibre, regrettable certes, sans ralentir l'effort de construction sur une large période.

III. — Les éléments du prix de revient

Même si l'équilibre est maintenu entre la demande et l'offre globale, les éléments du prix de revient peuvent subir des pressions qui rendent difficile le maintien des prix de vente, à leur niveau actuel.

1° *Matières premières.*

Sauf pour la laine, le sucre et le café en hausse, la tendance persistante est à la baisse des matières premières sur la plupart des marchés mondiaux. Cependant, l'augmentation du coût des frets fait plus que contrebalancer cette tendance d'ailleurs récente et, dans certains cas, on peut redouter des augmentations pour la fin de l'année.

Par ailleurs, les prix des aciers ont augmenté de 4 p. 100 en moyenne à partir du 5 mai et le gros coke métallurgique de 8 p. 100 à partir du 16 mai.

Il est à craindre, par ailleurs, que la hausse des produits sidérurgiques n'ait pas encore été répercutée dans certains prix de détail.

2° *Hausse des salaires.*

La hausse des salaires n'est pas seulement la variation d'un des éléments du prix de revient. L'augmentation des salaires réels est avant tout une partie de l'amélioration des revenus réels, qui n'est autre que l'objectif principal de l'expansion économique.

D'ailleurs, dans une expansion équilibrée comme ce fut le cas en 1954 et 1955, la hausse des salaires peut être compensée par la baisse d'autres éléments du prix de revient, et surtout par une amélioration générale de la productivité.

Cependant, à détailler les postes de la comptabilité, on trouve les salaires, et leur augmentation nominale peut expliquer des augmentations du prix de revient. Aussi faut-il suivre soigneusement cette augmentation nominale.

a) Premier trimestre 1956.

L'augmentation des salaires pendant l'année 1955 a été sensible. Le taux du salaire horaire a progressé de 9,2 p. 100, anticipant sur l'augmentation de la production industrielle et des disponibilités agricoles.

Pendant le premier trimestre 1956, par contre, l'indice du taux des salaires horaires n'a augmenté que de 1,4 p. 100; au total, les revenus salariaux ont néanmoins augmenté d'environ 3 p. 100, tant du fait d'un taux plus fort que d'une activité plus soutenue.

L'augmentation des taux de salaires est variable selon les branches d'activité; elle est particulièrement sensible dans:

— les industries polygraphiques ..... 2,7 p. 100;
— le travail des étoffes ..... 2,5 —
— le bâtiment ..... 2,2 —
— l'industrie du bois ..... 1,9 —

et assez faible au contraire dans les activités ci-dessous:

— commerce non alimentaires ..... 1,0 p. 100;
— production des métaux ..... 0,7 —
— industrie textile ..... 0,6 —

On remarque que les travailleurs qualifiés ont bénéficié plus que les autres des augmentations de salaire, et les hommes plus que les femmes (l'augmentation du salaire de l'ouvrière qualifiée atteignait à peine l'augmentation du salaire du manœuvre homme).

Accroissement (en pourcentage) du taux de salaire moyen du 1er janvier 1956 au 1er avril 1956.

DÉSIGNATION	HOMMES	FEMMES
	Pourcentage	Pourcentage
Manœuvre ordinaire	1,4	0,8
Manœuvre spécialisé	1,3	0,7
Ouvrier spécialisé	1,4	0,8
Ouvrier qualifié	1,8	1,4
Toutes qualifications	1,6	0,9

Les abattements de zone ont été réduits d'un tiers à dater du 1er avril 1956. L'abattement maximum est maintenant de 8 p. 100 pour la dernière zone; à titre d'indication, il faut rappeler que les abattements observés, relatifs au taux moyen des salaires (et non pas à la rémunération légale minima), restent bien supérieurs: pour la zone 8 p. 100 (12 p. 100 au 1er janvier 1956) ils atteignent 22 p. 100.

b) Evolution ultérieure.

Pendant le deuxième trimestre, la tendance de fond à la hausse des salaires s'est continuée. En outre, les dispositions du décret réduisant les abattements de zone, sont entrées en vigueur à partir du 1er avril 1956. L'incidence en est difficile à chiffrer. Entre les évaluations extrêmes, l'une supposant la répercussion automatique à toute la hiérarchie des augmentations de base et l'autre faisant état d'une absence complète de relèvement de l'échelle — soit entre 2 et 0,2 p. 100 — il est difficile de se prononcer.

Par ailleurs, la pénurie actuelle de main-d'œuvre permet aux ouvriers qualifiés d'obtenir des relèvements de leurs salaires et il est vraisemblable que l'éventail des hiérarchies salariales va encore s'accroître pendant le trimestre.

Enfin, les récentes dispositions concernant les congés payés font intervenir dans le prix de revient une hausse d'environ 2 p. 100.

IV. — Conclusion. — Les mouvements des prix

1° *L'évolution actuelle.*

En raison des pressions qui se sont fait sentir sur les prix de gros comme sur les prix de détail, les indices ont marqué une forte augmentation d'avril 1955 à avril 1956.

La hausse de l'indice général des prix de gros est d'environ 5 p. 100, provenant en majeure partie des produits alimentaires; néanmoins, les produits industriels ont également connu un mouvement ascendant qui ne s'est pas entièrement répercuté, des matières premières aux produits transformés, puisqu'en un an les matières premières augmentaient de 6,6 p. 100 et les produits transformés n'augmentaient que de 2,3 p. 100.

Ce mouvement ne semble pas être plus important que celui qui s'est manifesté dans les pays voisins de la France et correspond essentiellement à l'expansion et, en particulier, au développement des investisesments et des produits de consommation industrielle.

Par contre, l'indice des prix de détail, c'est-à-dire l'indice des prix à la consommation familiale, a augmenté moins rapidement qu'il n'aurait dû le faire en raison des subventions que le Gouvernement a accordées en faveur d'un certain nombre de produits pour éviter le franchissement de la cote 149,1.

Au mois de mai qui est saisonnièrement le plus élevé, cet indice était de 148,5 contre 145,6 au moins de mai 1955. Il est retombé en juin à 147,1.

Toutefois, ce niveau n'a été obtenu qu'au prix de subventions sur l'épicerie et sur le gaz et la diminution attendue sur le prix des denrées alimentaires en juillet, sera compensée par l'augmentation du prix des services, en particulier, l'augmentation légale des loyers; cependant, aux mois d'août et de septembre, une détente devrait normalement intervenir qui permettrait la suppression d'une partie des subventions. On aurait cependant une vue insuffisante du coût pour le consommateur de la réduction de la production agricole si l'on ne faisait pas entrer en ligne de compte la cherté particulièrement grande des fruits et des légumes.

En avril, par exemple, les indices des fruits et des légumes frais ont atteint le niveau 267, qui a constitué un maximum. Cela voulait dire que pour avoir les mêmes quantités que l'année précédente, une ménagère aurait dû dépenser 2 fois et demi plus; bien entendu la pénurie d'approvisionnement ne pouvait permettre des achats en quantité égale et la conséquence pratique a été une diminution considérable des facilités de ravitaillement.

Cependant, ceci ne s'est pas traduit par une amélioration du pouvoir d'achat sur l'autres secteurs, puisque la hausse des prix des fruits et des légumes a compensé la diminution des quantités achetées par les ménagères.

L'U. N. A. F. calcule chaque mois un budget-type pour une famille composée du père, de la mère et de deux enfants âgés de six à douze ans. Cette famille est supposée vivre dans la région parisienne. Le montant de ce budget représente donc la valeur en francs des produits nécessaires mensuellement à une famille pour vivre décemment, compte tenu des habitudes actuelles.

Les prix utilisés dans cette étude sont ceux du premier de chaque mois relevés, soit dans les bulletins hebdomadaires et mensuels de l'Institut national de la statistique, soit directement.

DÉSIGNATION	1er JANVIER	1er FÉVRIER	1er MARS	1er AVRIL	1er MAI	1er JUIN
Alimentation	30.904	31.726	34.676	35.198	37.268	37.298
Habillement	11.650	11.650	11.650	11.837	12.107	12.107
Habitation	8.930	8.930	8.930	8.930	8.618	8.627
Entretien	4.961	4.961	4.961	4.961	4.961	4.964
Amortissement	1.130	1.145	1.204	1.219	1.259	1.260
Divers	8.128	8.246	8.671	8.773	9.065	9.071
Total	65.703	66.658	70.092	70.918	73.278	73.324

Il est intéressant de noter l'augmentation constante, depuis janvier, du poste « alimentation » dûe à la hausse des prix des légumes et des fruits.

En effet, dans le poste alimentaire dont les rations sont celles recommandées par la société scientifique d'hygiène alimentaire, 17 p. 100 environ des dépenses sont consacrées à l'achat des fruits et des légumes frais. Ce pourcentage est évidemment variable selon les saisons.

Ce budget ne représente pas, pour les raisons que l'on vient d'indiquer, une dépense effective, puisqu'en aucun cas les produits n'auraient pu être achetés, mais il donne une idée du dommage qui a été causé au consommateur.

Dans le cas particulier du bâtiment, le rapport présenté par M. Pierre Liénart, au nom de la commission des travaux publics et de la reconstruction, souligne la hausse des prix de la construction. On se contentera de rappeler que la hausse a été de 5 p. 100 pour l'ensemble du coût de construction du quatrième trimestre 1954 au quatrième trimestre 1955 et de 10 p. 100 depuis un an.

2° *Les périls.*

Les périls sur les prix sont réels. Certes, les abandons de devises étrangères ont pu compenser jusqu'ici les demandes supplémentaires de l'Etat et des entreprises.

Mais le danger est dans les déséquilibres partiels dont la répercussion psychologique pourrait être grave. Le niveau actuel des prix a diminué certains revenus réels. L'insuffisance des disponibilités alimentaires a provoqué une hausse des prix alimentaires. L'expansion industrielle et les augmentations de prix étrangers ont pesé sur les prix industriels, notamment sur le coût du logement.

Au niveau actuel des uns et des autres prix, l'équilibre est possible, mais certains revenus, notamment les plus bas ont vu diminuer leur pouvoir d'achat effectif.

Il ne faudrait pas que chacun acceptât la hausse générale à condition d'y participer. La hausse simultanée des prix industriels, des prix agricoles et des salaires de l'été 1951 n'a été possible qu'avec la complicité générale de tous les Français. Une telle opération n'est pas forcément devant nous — mais elle se reproduirait avec une moins grande ampleur si l'opinion n'était informée du danger.

TROISIEME PARTIE

LE MAINTIEN D'UN EQUILIBRE PRECAIRE

Devant l'accroissement des tensions sur les prix au commencement de l'année 1956, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour, à la fois, maintenir la stabilité des prix et assurer un approvisionnement suffisant de l'industrie.

Une première série de mesures a porté directement sur le niveau des prix. D'un côté, des subventions directes ou des réductions de taxes fiscales ont permis aux prix des denrées de consommation courante de s'élever moins qu'ils ne l'auraient fait sans intervention du Gouvernement; c'est ainsi que les produits d'épicerie et le gaz ont été détaxés. Mais cette action directe sur les prix était insuffisante et, reprenant l'idée qui avait été exposée par le secrétaire général de la commission des comptes de la Nation dans son rapport du 18 avril 1956, de nombreuses importations ont, à la fois, assuré un approvisionnement normal et surtout diminué la pression de la demande. C'est essentiellement l'acceptation d'un déficit du commerce extérieur important qui a caractérisé le maintien de l'équilibre économique pendant le premier semestre 1956.

C'est pourquoi, pour remplir la double mission de donner un avis sur le rapport de la commission des comptes de la Nation et de suivre l'évolution de la conjoncture, il nous reste à voir d'une part, les prévisions de la commission des comptes de la Nation (c'est-à-dire le budget économique et le rapport du 18 avril) et, d'autre part, l'évolution du commerce extérieur, présenté comme le mécanisme principal de maintien de l'équilibre économique.

CHAPITRE Ier

Les prévisions de la commission des comptes de la nation.

Le service des études économiques et financières du ministère des finances avait établi au mois de novembre dernier un projet de budget économique pour 1956. Ainsi que l'exposait à la réunion de la commission des comptes du mois de mars le secrétaire général, M. Nora, ce budget était établi « dans le prolongement des constatations faites pour les années antérieures quant au rythme d'augmentation de la production et de la consommation intérieure ». Il rompait avec le proche passé sur deux points :

« Il supposait un redressement de l'investissement qui venait s'ajouter aux tendances expansionnistes résultant du progrès de la consommation;

« Mais il comportait un élément déflationniste résultant de l'acceptation d'un retour à une balance extérieure plus fortement déficitaire. »

Depuis six mois, d'importants faits nouveaux que nous avons exposés dans la deuxième partie de ce rapport, sont venus perturber l'évolution « normale » de la conjoncture. Les prévisions du service des études économiques et financières doivent donc être revues et corrigées en fonction de ces données nouvelles.

Sans doute, n'est-il pas possible de refaire dans le cadre de ce rapport un nouveau budget économique et, noatmment, les comptes qui en constituent l'ossature.

Nous nous contenterons donc de passer en revue les hypothèses qui avaient servi de base aux calculs du service des études économiques et financières, en recherchant si ces hypothèses sont toujours valables. Nous ferons de même pour l'étude des principaux résultats que le service avait estimé devoir être atteints par l'économie nationale.

Nous aurons recours dans ce travail aux remarques qui avaient été faites à la réunion de la commission des comptes au mois de mars, tant par le secrétaire général de la commission, que par les membres de celle-ci.

I. — Les hypothèses de base du budget économique pour 1956

1° *La production de l'emploi.*

Le budget économique pour 1956 avait prévu les indices de volume suivants sur la base 100 en 1955, pour la production finale :

DÉSIGNATION	INDICE DES VOLUMES de production finale (production intermédiaire exclue).
Fruits et légumes	104
Viandes, poissons, produits laitiers	105,5
Autres denrées alimentaires	103
Produits des industries mécaniques et électriques	107,5
Textiles et cuirs	103,5
Produits industriels divers	108
Bâtiments et travaux publics	103
Services	106

Nous avons vu plus haut quelle avait été l'évolution effective de la production. Les indices de la production agricole ne seront pas atteints. Pour rester dans la notation de la commission des comptes de la nation, les produits végétaux (fruits et légumes) et autres denrées alimentaires, escomptés aux indices 103 et 104 par rapport à l'année dernière, auront certainement un niveau très inférieur par rapport à cette même année et, en conséquence, un indice au-dessous de 100. De même, la baisse de la production laitière et l'insuffisance de viande bovine doivent faire descendre la production animale au-dessous de l'indice 105,5 espéré par la commission des comptes de la nation. Un indice de 102 à 103 serait plus vraisemblable. Ces variations dans les hypothèses de base ne sont évidemment pas à mettre au débit des travaux de la commission puisqu'elles ont été accidentelles.

La croissance de la production industrielle a été plus dans la ligne des prévisions faites en décembre : on a vu que l'indice officiel cotera environ 10 p. 100 de plus, tant pour le premier semestre que pour le second. La production finale aura un pourcentage d'accroissement plus faible mais néanmoins substantiel. Aussi, malgré une légère inflexion de l'accroissement de production en fin d'année, est-il probable que les produits industriels divers et les produits des industries mécaniques et électriques dépassent effectivement l'indice 108 et atteignent peut-être 110.

La prévision de 103,5 pour les textiles et cuirs semble correcte.

En ce qui concerne le bâtiment et les travaux publics, la reprise du quatrième trimestre que l'on a signalée pourra peut-être permettre d'atteindre le niveau 103 prévu par la commission, mais le niveau atteint risque d'être légèrement en dessous.

Pour les investissements, la commission des comptes de la nation avait prévu une augmentation d'environ 120 milliards pour 1956. Nous avons vu que l'enquête auprès des chefs d'entreprises confirmait très grossièrement cette prévision et que, jusqu'ici, aucun élément ne permettait d'assurer que des stocks de spéculation se soient constitués.

2° *Prix et salaires.*

Le service des études économiques et financières avait admis une hausse assez sensible des prix de l'industrie du bâtiment et des prix des services, 3 p. 100 par rapport à 1955. Des hausses plus faibles avaient été prévues pour le secteur industriel: 2 p. 100 sur les biens d'équipement par les industries mécaniques et électriques, 1 p. 100 sur les bien de consommation produits par ces mêmes industries et 1,5 p. 100 sur les produits industriels divers. Le service estimait que les prix des autres produits et notamment les prix alimentaires resteraient stables.

Ces dernières prévisions ont été évidemment entièrement démenties. La hausse des prix alimentaires, consécutive aux gelées du mois de février, a atteint en mai 2,5 p. 100 pour les produits compris dans l'indice des 213 articles et 84 p. 100 pour les fruits et légumes.

Par contre, la hausse des prix des produits transformés a été à peu près conforme à celle prévue: 1 p. 100 de mai 1955 à mai 1956.

Le service des études économiques et financières avait prévu une hausse du taux des salaires, d'environ 5 p. 100. Les arguments suivants avaient été avancés à l'appui de cette évaluation:

« Même en l'absence de tout mouvement social, une légère augmentation des salaires se poursuit constamment vraisemblablement liée à l'effort d'amélioration de la productivité. En période de haute conjoncture, un niveau d'emploi très élevé dans la plupart des branches renforce la position de négociation des syndicats. Les événements de 1955 n'ont pas, au surplus, produit tous leurs effets. Dans le secteur des entreprises nationales, comme dans certains secteurs privés, les avantages accordés ont été complétés, à l'échéance de 1956, par des promesses d'augmentation.

« Par ailleurs, les hausses de l'automne ont été, semble-t-il, beaucoup plus marquées dans les grandes entreprises que dans les petites; cet écart tendra sans doute à se réduire. »

Jusqu'à maintenant, l'augmentation du taux des salaires a été assez faible: 1,4 p. 100 pour le premier trimestre 1956. Mais il faut tenir compte du fait que, à cette date, la réduction des abattements de zones n'avait pas encore produit ses effets. De plus, la prolongation des congés payés doit se traduire par une augmentation de 2 p. 100 des coûts salariaux.

Pendant ce même premier trimestre, l'accroissement de l'indice d'activité, calculé par le ministère du travail (effectifs-durée du travail) a été de 1,5 p. 100.

Dans l'ensemble, les revenus salariaux auraient augmenté de 3 p. 100 pendant ces trois premiers mois. La hausse de la masse des salaires prévue par le service des études économiques et financières du 1er janvier 1956 au 1er janvier 1957 était de 8 à 8,5 p. 100. La hausse réelle sera vraisemblablement supérieure.

3° *Finances.*

Les prévisions de déficit budgétaire et d'impasse sont dépassées par les conséquences financières des opérations militaires en Algérie: 215 milliards sont dès maintenant inscrits au budget et 300 milliards seront probablement nécessaires en tout. Cependant le financement d'une partie de ces dépenses, comme celui du fonds vieillesse, doit être assuré par l'impôt.

4° *Commerce extérieur.*

a) En ce qui concerne les relations avec l'étranger, le service des études économiques et financières avait prévu les variations suivantes par rapport aux résultats de l'année 1955:

EXPORTATIONS	Milliards.	IMPORTATIONS	Milliards.
Produits énergétiques...	— 15	Produits énergétiques....	+ 30
Textiles	— 10	Matières premières.....	+ 20
Produits mécaniques....	— 20	Produits manufacturés...	+ 12
Produits alimentaires....	— 5		
Matières premières et demi-produits	+ 10		
	— 40		+ 62

Cette distorsion entre l'évolution des exportations et celle des importations, qui avait été prévue par le S.E.E.F. s'est réalisée dès le premier trimestre 1956, mais elle a été plus grande qu'il n'avait été prévu. En effet, aux besoins d'importations de matières premières et de produits énergétiques entraînés par la continuation de l'expansion économique, sont venues s'ajouter les importations qui avaient pour objet de compenser l'effet du froid et de contrôler la tenue des prix des denrées alimentaires.

De même, la baisse prévue des exportations a été accentuée par la diminution des exportations d'animaux vivants et de céréales.

b) En ce qui concerne les relations de la métropole avec les pays d'outre-mer, le S.E.E.F. avait prévu la stabilité des exportations et des importations.

On verra plus loin que cette hypothèse ne s'est pas vérifiée et que la diminution de l'excédent vers l'outre-mer semble s'accentuer.

II. — Politiques recommandées

La politique économique préconisée par le secrétaire général de la commission des comptes de la nation avait pour base le principe suivant: le maintien des profits de l'ensemble des entreprises est la condition de la relance de l'investissement.

Craignant que l'évolution de l'économie ne se traduise par une baisse relative des profits, M. Nora estimait que les investissements nécessaires pour assurer la continuité de l'expansion, risquaient de ne pas être effectués. Dans ces conditions, il préconisait soit une politique assurant la stabilité des profits, soit une politique très large de crédits d'Etat en faveur des investissements de la reconversion de l'économie.

Sans préjudice de l'évolution actuelle, une telle conception ne paraît pas justifiée systématiquement en théorie. Ce n'est pas inévitablement au moment où les profits s'élèvent que les entreprises réalisent les plus grands investissements. Au contraire, les investissements sont souvent réalisés sous la pression de la nécessité à un moment où les entreprises se rendent compte qu'elles ne sont pas au niveau du marché.

CHAPITRE II

Les limites de la recherche de l'équilibre par le commerce extérieur.

Le facteur principal de l'équilibre économique au premier semestre 1956 a donc été l'acceptation d'un important déficit du commerce extérieur.

Les ressources en devises accumulées par la France, à la fin de 1955, étaient fort importantes et on pourrait penser les utiliser pour compenser les effets d'un changement de tendance. Mais les résultats ont été particulièrement brutaux car la pénurie de produits agricoles a renversé, plus qu'il n'était prévu, le mouvement antérieur.

I. — Les résultats

Les résultats du commerce extérieur pour les cinq premiers mois de l'année 1956 sont les suivants:

DÉSIGNATION	ÉTRANGER			OUTRE-MER		
	1955	1956	Pourcentage.	1955	1956	Pourcentage.
Importations:						
Cinq mois (or inclus).....	514,097	590,166		171,132	203,549	
Moins or.....	— 7,24	— 12,74		— 0,14	— 0,04	
Importations (or exclu).....	507,76	577,43	+ 14	171	203,50	+ 19
Moyenne mensuelle (milliards de francs).....	102	115	+ 13	34	41	+ 21
Exportation:						
Cinq mois (or inclus).....	467,707	450,422		232,280	208,450	
Moins or.....	— 6,33	— 12,46		— 0,41		
Exportations (or exclu).....	461,38	437,96	— 5	231,87	208,450	— 10
Moyenne mensuelle (milliards de francs).....	92	88	— 4	46	42	— 9

1° *Commerce avec les pays d'outre-mer.*

Bien qu'ayant joué un rôle moins important, le commerce avec les pays d'outre-mer a néanmoins évolué dans le même sens. La tendance que nous avons signalée plus haut, à la diminution de l'excédent dans le commerce avec les pays d'outre-mer s'est accentuée pendant les premiers mois de l'année 1956. Il est difficile, on l'a dit, d'apprécier les mouvements récents en raison des changements de la nomenclature douanière qui se sont produits au 1er janvier. Les exportations ont été en baisse d'ailleurs fort irrégulière, d'un mois à l'autre, principalement en ce qui concerne les produits de consommation industrielle. Pendant les cinq premiers mois de 1956, leur moyenne mensuelle n'était plus que de 41,7 milliards environ contre 46,3 milliards pendant la même période 1955, soit une baisse de 10 p. 100.

Par contre, les importations qui s'étaient maintenues au même niveau jusqu'au mois de février (peut-être pour les raisons administratives que l'on a signalées) se sont élevées très rapidement en mars, en avril et en mai. C'est pourquoi l'ensemble des cinq premiers mois marque une hausse de 19 p. 100 par rapport à la même période de 1955 (40,7 milliards contre 34,2 milliards, en moyenne mensuelle), portant sur l'alimentation et les matières premières qui constituent, d'ailleurs, l'essentiel de ces importations.

Jusqu'ici, les événements d'Algérie n'ont pas affecté sensiblement les statistiques douanières, en raison probablement de ce que les envois dans ces territoires ont été faits hors douane, comme denrées militaires.

Quoi qu'il en soit, ce mouvement contraire des importations et des exportations, prolongeant la tendance observée depuis deux ans, a abaissé, pendant les quatre premiers mois de l'année, le pourcentage de couverture calculé suivant la méthode traditionnelle à 110 p. 100. On rappellera qu'il était de plus de 200 p. 100 en 1952, de plus de 150 p. 100 pour l'ensemble de 1955 et qu'il était tombé à 130 p. 100 au dernier trimestre.

2° *Commerce avec l'étranger.*

Les importations avaient crû de manière à peu près continue depuis la reprise saisonnière de l'automne. Le rythme de progression est certes un peu plus faible que l'année dernière, mais calculé sur les cinq premiers mois, il représente encore un accroissement de 14 p. 100 par rapport à la même période de 1955. D'une part, l'expansion économique a entraîné l'augmentation des importations de charbon, de pétrole, de cuivre. Par ailleurs, les gelées de février et la sécheresse de l'automne ont amené à importer du beurre et des œufs (pour réduire la tension des prix), puis, depuis mars, des céréales et des légumes. Au total la moyenne mensuelle des importations des cinq premiers mois de 1956 a été de 115,5 milliards contre 101,5 pour la même période de 1955.

L'évolution des exportations a été assez différente. Alors qu'elles avaient progressé comme les importations jusqu'à la fin de 1955, celles-ci ont subi pendant le premier trimestre une chute notable qui les a ramenées un peu au-dessous du niveau de l'année dernière. Au total, la moyenne mensuelle des exportations s'est montée à 87,6 milliards pour les cinq premiers mois, contre 92,3 milliards pour la même période de 1955 : soit une baisse de 5 p. 100.

Caractérisant cette évolution, les enquêtes de l'institut national de statistique auprès des chefs d'entreprise, montrent un pessimisme sur les perspectives d'amélioration. Le pessimisme des chefs d'entreprise consultés par l'I. N. S. E. E. est encore plus accentué en ce qui concerne les espoirs d'exportation vers l'Union française d'outre-mer, dont les deux-tiers des chefs d'entreprise estiment qu'elles seront en baisse, une proportion un peu plus faible s'attend à une diminution des exportations vers l'étranger.

3° *Structure des importations.*

L'évolution des importations devrait permettre de voir la cause du déséquilibre.

A comparer les cinq premiers mois de 1956, à la même période de 1955, comme on est fondé à le faire pour éliminer l'influence des variations saisonnières, il semble que le développement des importations porte à la fois sur toutes les catégories de produits : produits alimentaires, matières premières et demi-produits, produits de consommation.

Il faut remarquer cependant que le niveau élevé de la plupart des importations de produits non-alimentaires (et particulièrement des matières premières, des combustibles minéraux et des produits sidérurgiques) était probablement acquis dès le deuxième semestre de 1955 ; bien que les variations saisonnières (encore accentuées en fin d'année par des perturbations dans l'enregistrement des statistiques) empêchent de l'affirmer.

On est, en revanche, certain qu'en ce qui concerne les importations de produits alimentaires, l'accroissement a pris place, à la suite et en conséquence des gelées du mois de février. C'est, en effet, dans les statistiques de mars et d'avril (tandis que les statistiques de janvier et février donnaient des chiffres proches de ceux des mêmes mois de 1955) que l'on relève l'apparition de notables importations de céréales en provenance de l'étranger et un gonflement des achats de fruits et légumes d'outre-mer. La part des produits alimentaires étant plus forte en valeur relative, comme en valeur absolue, dans les achats aux pays d'outre-mer que dans ceux aux pays étrangers, on s'explique le développement plus rapide des importations, en provenance d'outre-mer, ces derniers mois. C'est surtout à ce fait que l'on doit d'enregistrer en mai un niveau record d'importations d'outre-mer (49,6 milliards) qui entraîne pour la première fois depuis 1948 un déficit de notre balance commerciale avec l'ensemble de ces pays.

La comparaison des cinq premiers mois de 1956 à la même période de 1955 pour le total des importations (étranger + outre-mer) permet d'ailleurs de constater un taux d'accroissement plus élevé pour les produits alimentaires (+ 18 p. 100, la moyenne mensuelle passant de 36,8 à 43,5 milliards entre les deux périodes) que pour les autres produits (+ 14 p. 100, la moyenne mensuelle passant de 98,8 à 112,7 milliards).

La répercussion sur le bilan des devises d'une augmentation des importations de produits alimentaires est cependant moins grande que celle d'une augmentation d'importations non-alimentaires. Les pays d'outre-mer ont contribué en effet pour environ 70 p. 100 aux importations alimentaires de la France, aussi bien en 1956 que dans la période correspondante de 1955, tandis qu'ils n'ont eu part que pour 25 p. 100 environ, à l'ensemble des importations françaises de tous produits.

Importations en provenance de l'étranger (or exclu).

(En milliards de francs.)

TRIMESTRES	ENSEMBLE	ALIMENTATION	MATIÈRES premières et demi-produits.	PRODUITS finis.
1955				
Janvier, février, mars..	294,2	34	210,5	52,7
Février, mars, avril....	349,7	35,8	224,7	59,2
Mars, avril, mai.....	348	37,3	222,4	58,3
1956				
Janvier, février, mars..	332,3	36,6	239,7	56
Février, mars, avril....	358,6	42,3	251,2	65,1
Mars, avril, mai.....	372 (1)	45,8	256 (1)	70,7

(1) Estimation, le montant d'or à exclure des chiffres de mai n'étant pas exactement connu.

Importations en provenance des pays d'outre-mer (or exclu).
(En milliards de francs.)

TRIMESTRES	ENSEMBLE	ALIMENTATION	MATIÈRES premières et demi-produits.	PRODUITS finis.
1955				
Janvier, février, mars..	99	74,3	23,8	0,9
Février, mars, avril....	104,6	78,7	24,9	0,9
Mars, avril, mai.....	105	78,5	25,7	0,8
1956				
Janvier, février, mars..	110,4	80,7	29,1	0,6
Février, mars, avril....	123,6	92,9	30	0,7
Mars, avril, mai.....	138 (1)	105	33 (1)	0,9

(1) Estimation, le montant d'or à exclure des chiffres de mai n'étant pas exactement connu.

4° Ressources en devises.

Les ressources en devises n'ont pas encore été considérablement affectées par l'évolution actuelle. Cependant, les règlements des déficits enregistrés à l'Union européenne ont provoqué une diminution dans le montant de l'or et des devises dans le bilan de la Banque de France.

Les excédents à l'Union européenne de payements s'étaient prolongés jusqu'en septembre.

Depuis novembre, l'augmentation des importations avait amené un retournement qui s'est précipité depuis le mois de janvier. On donnera, en raison de leur importance, les résultats des derniers mois, en millions de dollars:

Janvier	— 55,5
Février	— 8,7
Mars	— 51,8
Avril	— 33,9
Mai	— 18,3

Néanmoins, dans le bilan de la Banque de France, la contrepartie de l'or et de devises, qui avait culminé en novembre à 700 milliards, était encore à 600 milliards au mois de mai.

II. — Le mécanisme de l'équilibre

Ainsi donc, l'équilibre économique a pu être préservé pendant le premier semestre 1956, principalement par l'accroissement de la productivité, mais aussi par des subventions soulageant les prix et par l'acceptation d'un déficit accru du commerce extérieur. Les deux derniers points ont constitué une politique économique bien délibérée qui appelle trois remarques:

1° Il est difficile de voir à travers des chiffres assez fluctuants quelle part de l'accroissement du déficit du commerce extérieur dépend de facteurs que l'on peut qualifier de permanents: l'expansion de l'économie; les mesures de libération des échanges; les efforts faits pour maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande à la suite du gel et des événements d'Algérie.

Déjà délicate en temps normal, une telle analyse factorielle se heurterait en 1956 au changement de nomenclature que nous avons déjà signalé. Néanmoins, les résultats sont trop importants pour que l'on ne considère pas au moins l'ordre de grandeur. Si le mouvement actuel se poursuivait, les ressources de la France en devises, sans aide américaine, ne dépasseraient pas un an, sans s'être amenuisées excessivement. L'aide américaine peut évidemment prolonger dans une certaine mesure ce répit, mais les perspectives pour l'année budgétaire américaine 1956-1957 ne sont pas très favorables;

2° Faute d'avoir pu faire cette ventilation entre les diverses causes, on risque de ne pas apercevoir la part de la dégradation de notre commerce extérieur due à l'évolution normale de l'économie et de ne pas pouvoir prendre à temps les mesures nécessaires pour y remédier.

Sans pour cela faire une politique autarcique, il conviendrait peut-être de favoriser systématiquement les activités qui, non seulement enrichissent le pays, mais, en outre, améliorent les conditions du commerce extérieur, principalement avec l'étranger. Au premier rang de ces politiques, se trouve celle de l'énergie dont le bilan en devises est notoirement déficitaire pour la France. La recherche de sources de pétrole, le développement de l'énergie atomique et l'utilisation de l'énergie hydraulique sont plus rentables en devises étrangères qu'elles ne le sont en francs; de même, les efforts faits dans tous les domaines pour économiser l'énergie doivent être poursuivis.

Dans le domaine agricole, enfin, l'incidence des événements de l'hiver 1955-1956 ne doit pas faire oublier les problèmes à long terme qui se posent; la recherche des débouchés doit être poursuivie malgré les pénuries momentanées; en outre, l'élimination systématique des importations de produits alimentaires auxquels on pourrait facilement substituer des produits agricoles métropolitains ou d'outre-mer, doit être l'objet de recherches constantes malgré les circonstances apparemment contraires.

Il ne faudrait pas que l'utilisation du déficit de la balance des comptes, régulateur de l'économie à court terme, fasse oublier les impératifs à long terme du développement de l'économie française;

3° La philosophie même de la recherche de l'équilibre par le déficit du commerce extérieur ne saurait être mise en cause, tant qu'elle se limite aux quelques mois qui suivent une catastrophe ou qui conditionnent la mise en œuvre d'une politique particulière, mais elle ne saurait être acceptée d'une manière durable. En effet, tant en raison de l'épuisement de nos ressources, que de la détérioration de la structure de notre commerce extérieur, nous ne pouvons indéfiniment édifier notre économie sur une telle résignation.

Il est d'ailleurs symptomatique de voir que pour la Grande-Bretagne, où les conditions sont évidemment différentes, les pertes accumulées de devises étrangères sont l'indice le plus simple du déséquilibre de l'économie. C'est ainsi que, pendant l'année précédente, la Grande-Bretagne a préféré arrêter son expansion que continuer à avoir une balance déficitaire de son commerce extérieur. La politique actuelle suivie par la France est rigoureusement opposée.

Certes, nous avons encore à la date d'aujourd'hui un matelas de devises étrangères nous permettant de soutenir un déficit pendant plus longtemps que ne pouvait se le permettre l'Angleterre à la fin de l'année dernière.

Cependant, si les causes de notre déséquilibre devenaient permanentes, ou tout au moins devaient se maintenir pendant un certain temps, il faudrait trouver une solution plus durable.

Sur le plan intérieur, les dégâts causés à l'agriculture sont plus durables qu'on ne l'avait peut-être pensé, mais peuvent néanmoins être réparés par de bonnes conditions atmosphériques et ne pas avoir des conséquences qui dépassent l'espace d'une année. Les mesures sociales prises par le Gouvernement peuvent s'insérer dans une politique d'ensemble et, dans l'abondance des produits alimentaires retrouvée, être parfaitement tolérées par l'économie.

Il en est autrement de deux autres de nos difficultés. Les événements d'Algérie entraîneront, quoiqu'il arrive, des répercussions durables sur notre économie; si l'on peut admettre que la production ne soit pas seulement atteinte dans son expansion, et même que des ressources supplémentaires soient procurées au Trésor par la loi fiscale, il n'en reste pas moins que le commerce extérieur sera forcément atteint par les consommations d'ordre purement militaire. Par ailleurs, l'expansion de l'économie, qui permettra de supporter ces dépenses, nécessitera elle-même des importations accrues.

En outre, même si toute difficulté militaire était rapidement aplanie du côté de l'Afrique du Nord, l'aide que la France a décidé d'apporter à ces territoires se traduirait par des exportations accrues en matériel qui, sans être aussi importantes que les envois actuels, seraient toutefois substantielles. Aussi, l'évolution du commerce extérieur doit-elle naturellement amener a un retour à l'excédent envers les pays d'outre-mer en raison de l'aide que nous leur donnerons, qu'à un déficit accru vers l'étranger en raison de l'expansion de l'économie française.

En conclusion, le plus grand danger des moyens adoptés actuellement pour assurer l'équilibre de l'économie par un déficit du commerce extérieur serait d'oublier qu'ils sont, en principe, des moyens exceptionnels et momentanés.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE AU COURS DU DEUXIEME SEMESTRE DE L'ANNEE 1956 ET ETUDE DES SUGGESTIONS A FORMULER POUR ASSURER L'EXPANSION ECONOMIQUE DANS LA STABILITE DES PRIX

2° Rapport présenté, au nom du Conseil économique, par M. A. Malterre (1).

SOMMAIRE

INTRODUCTION.

PREMIÈRE PARTIE. — ANALYSE CRITIQUE DES PRÉVISIONS FORMULÉES DANS LE RAPPORT DU MOIS DE DÉCEMBRE 1955 (TENDANCES ET OPTIONS).

I. — Expansion économique.
II. — Evolution des prix.
III. — Balance commerciale et finances extérieures.

DEUXIÈME PARTIE. — PRÉVISIONS SUR L'ÉVOLUTION DE LA CONJONCTURE AU COURS DU SECOND SEMESTRE ET NOTAMMENT SUR L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DES PRIX ET DE LA BALANCE COMMERCIALE.

I. — Evolution de la production.
II. — Prévisions concernant les prix.
III. — Le commerce extérieur.

TROISIÈME PARTIE. — MESURES ENVISAGÉES POUR MAINTENIR L'EXPANSION ÉCONOMIQUE DANS LA STABILITÉ DES PRIX.

I. — Politique des prix.
II. — Politique du commerce extérieur.
III. — Politique à moyen et à long terme.

CONCLUSIONS.

INTRODUCTION

La loi du 20 mars 1951 fait une obligation au Conseil économique de procéder deux fois par an à l'établissement d'un rapport sur l'état du revenu national et sur les mesures susceptibles d'élever le niveau de la production.

Cette année, comme les deux fois précédentes lors des rapports de conjoncture établis en juin et décembre 1955, la commission de la conjoncture économique et du revenu national a décidé d'établir deux rapports ; l'un, attribué à M. J. Dumontier, procède à une analyse fouillée de la situation économique actuelle, l'autre, confié à M. A. Malterre, partant de cette analyse, a pour objet à la fois de prévoir l'évolution de la conjoncture au cours du second semestre de l'année 1956 et de suggérer un certain nombre de mesures d'une portée générale afin d'assurer la continuation de l'expansion économique dans la stabilité des prix.

Il n'est point inutile de remarquer que ce rapport est plus ambitieux que les deux précédents qui se contentaient, après avoir établi l'état des prévisions, de définir les principales options. Il a semblé cette fois-ci à la commission de la conjoncture économique et du revenu national qu'il était souhaitable, à travers les rapports de conjoncture, de réaliser une synthèse des principaux avis formulés par le Conseil économique au cours de l'année.

Mais il ne saurait être question pour notre commission de se substituer aux autres commissions spécialisées et encore moins à la commission des affaires économiques, en entrant trop dans le détail des suggestions faites. Il appartiendra comme par le passé aux diverses commissions de mener à bien ce travail en profondeur.

Le plan adopté cette fois-ci sera le suivant:

1° Rapprochement entre les prévisions faites au cours du précédent rapport et la réalité économique telle qu'elle apparaît actuellement;

2° Prévisions sur l'évolution de la conjoncture au cours du second semestre et notamment sur l'évolution de la production, des prix et de la balance commerciale;

3° Conseils en vue d'une politique permettant dans les circonstances présentes de poursuivre l'expansion économique dans la stabilité des prix et de la monnaie.

PREMIERE PARTIE

ANALYSE CRITIQUE DES PREVISIONS FORMULEES DANS LE RAPPORT DU MOIS DE DECEMBRE 1955

(Tendances et options.)

Les prévisions formulées dans le dernier rapport avaient trait plus particulièrement à l'évolution de la production, du niveau des prix et de la balance commerciale.

Il convient de voir si ces prévisions se sont réalisées.

I. — Expansion économique.

A. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

En matière de production industrielle le dernier rapport concluait ainsi: « de cette étude d'ensemble, il ressort que l'on peut tabler sur le maitien de l'accroissement de la production industrielle au cours du 1er semestre 1956, avec toutefois une possibilité de voir ralentir le rythme de cet accroissement ».

Ces prévisions se sont révélées correctes, ainsi que le montre l'augmentation de l'indice de la production industrielle. Cette progression de 9 p. 100 en moyenne au cours du premier trimestre 1956, s'est élevée à 10 et 12 p. 100 pour les mois d'avril et mai de cette année, alors que le rythme d'accroissement au cours du second trimestre de l'année 1955 a été environ de 9 p. 100. La seule réserve que l'on puisse faire c'est d'avoir péché par un manque d'optimisme.

Il faut toutefois tenir compte que par suite de l'imperfection de l'indice de la production industrielle celui-ci ne donne pas une image parfaite de l'évolution de la production globale.

B. — PRODUCTION AGRICOLE

En matière de production agricole, il était très difficile, ainsi que remarque en avait été faite, de formuler au mois de décembre des prévisions précises en raison de l'importance des facteurs climatiques. L'on sait que ceux-ci ont malheureusement joué dans un sens très défavorable et que la production agricole sera cette année nettement inférieure à celle de l'année précédente.

Les gelées du mois de février ont atteint l'agriculture à la fois dans son revenu et dans son capital. Les pertes de revenus intéressent les céréales, les oléagineux, les cultures florales et maraîchères, les arbres fruitiers, les vignes, les oliviers, les cultures fourragères et les primeurs.

La destruction du capital concerne les vignes, les arbres fruitiers, les oliviers, les semences sélectionnées. Des terres, des bâtiments, des stations de pompage, etc., ont également subi des dommages.

La température moyenne très basse et la sécheresse des mois de mars, avril et mai, ont encore ralenti la végétation qui avait pris un grand retard.

II. — Evolution des prix.

Le précédent rapport concluait de la manière suivante: « Il est à craindre que l'on aboutisse à un certain déséquilibre qui se traduira par une hausse de prix », — hausse probablement modérée, mais hausse tout de même —. Plus loin, voulant résumer les prévisions en matière de prix, le rapporteur précisait: « que la situation sans être angoissante était néanmoins sérieuse et que les pouvoirs publics devaient être très sensibles à l'élévation des prix ».

(1) Un premier rapport présenté par M. Dumontier étudie l'état de la conjoncture au 1er semestre 1956.

Ces craintes ont été malheureusement justifiées, puisque l'indice des prix de gros s'est élevé de 4 p. 100 du mois de mai 1955 au mois de mai 1956. Cette hausse ne comprend pas la dernière augmentation du prix de l'acier, survenue au cours du mois de mai, hausse qui a atteint 4 p. 100 en moyenne, celle du gros coke métallurgique s'élevant à 8 p. 100. Il est à remarquer que du mois de janvier au mois de mai l'augmentation de l'indice des prix de gros a été de plus de 2 p. 100, soit la moitié de l'augmentation portant sur une année.

C'est apparemment l'évolution de l'indice des prix de détail (indice des 213 articles) qui est la plus satisfaisante, mais cet indice a été entièrement faussé par un système savant de détaxation, ou de subvention, ayant pour objet de diminuer artificiellement le prix d'un certain nombre d'articles figurant dans cet indice. Aussi devons-nous, pour nous efforcer de voir clair, nous baser sur d'autres modes de calcul. L'on sait que les associations familiales ainsi que les organisations syndicales observent l'évolution des prix au moyen d'un budget type établi par elles. Si l'on se réfère au budget dressé par les associations familiales et cité dans le rapport de M. Dumontier, nous constatons que, de 65.703 francs au 1er janvier pour une famille comprenant deux enfants et vivant à Paris, ce budget est passé à 73.278 francs au 1er mai 1956. Si l'on veut éliminer les variations saisonnières et que l'on rapproche les cinq premiers mois de l'année 1956, les cinq premiers mois de l'année 1955, on constate une hausse moyenne de 8 p. 100 environ.

III. — Balance commerciale et finances extérieures.

Il n'est donc pas surprenant que les craintes que nous avions formulées, concernant aussi bien l'équilibre de notre balance commerciale que l'évolution des finances extérieures, se soient elles aussi réalisées. Le déficit de notre balance commerciale vis-à-vis de l'étranger a réapparu dès le mois de janvier dernier. Il atteint, pour la moyenne des cinq premiers mois, le chiffre de 25,6 milliards de francs.

Il est à remarquer que le déficit du mois de mai est le plus important que nous ayons connu depuis les mauvais jours du début de l'année 1952. Autre signe inquiétant: alors qu'au cours des premiers mois de l'année le déficit provenait surtout de l'accroissement des importations, l'on constate, en mai, un retrait sensible des exportations destinées à l'étranger de 6,5 p. 100 par rapport à la moyenne mensuelle de l'année 1955.

L'évolution des échanges commerciaux avec les pays d'outre-mer a été quelque peu dissemblable, puisque les exportations ont continué à croître jusqu'au mois d'avril, date à laquelle on les voit à leur tour décliner. Il ne faut toutefois pas se dissimuler que l'ensemble de la situation de nos échanges, tant vers l'étranger que vers les pays d'outre-mer, est préoccupante.

M. Dumontier a, du reste, fait ressortir à juste titre que le déséquilibre de la balance commerciale avait été le principal moyen de permettre une adaptation de la demande à l'offre.

Mais cet ajustement s'est effectué au détriment de nos ressources en or et en devises qui, de 700 milliards en novembre 1955, sont tombées à 600 milliards au mois de mai.

DEUXIEME PARTIE

PREVISIONS SUR L'EVOLUTION DE LA CONJONCTURE AU COURS DU SECOND SEMESTRE ET NOTAMMENT SUR L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION, DES PRIX ET DE LA BALANCE COMMERCIALE

I. — L'évolution de la production.

A. — Production industrielle

La première question qui se pose est de savoir si l'on peut tabler sur une augmentation de la production industrielle au cours du second semestre, analogue à celle dont nous bénéficions depuis dix-huit mois.

Il est nécessaire, au préalable, de répondre à un certain nombre d'interrogations sur les limites physiques que rencontre l'expansion de la production, sur l'évolution probable de la demande, enfin sur le comportement des chefs d'entreprises.

1° *Les limites physiques de la production.*

Existe-t-il actuellement des limitations d'ordre physique à l'accroissement de la production ? Celles-ci peuvent être de deux ordres: les unes à caractère global comme l'énergie et la main-d'œuvre, les autres à caractère spécifique, telles que les matières premières ou l'insuffisance de l'appareil de production.

Limites globales.

La production de l'énergie en France est actuellement insuffisante pour répondre aux besoins par suite de l'insuffisance de l'extraction charbonnière. Ceci est dû essentiellement à l'insuffisance de la main-d'œuvre provoquée notamment par le rappel des disponibles. De ce fait des importations de charbon en provenance des Etats-Unis ont été rendues nécessaires bien qu'elles aient lieu à un coût élevé provenant en particulier de la hausse des prix des frets. On peut même se demander si dans certains cas il ne risque pas d'y avoir une insuffisance de navires charbonniers pour assurer les livraisons dont aura besoin l'économie française.

C'est également grâce à l'utilisation du charbon importé que l'Electricité de France pourra satisfaire la demande dans les prochains mois.

En définitive, il ne semble pas, cette année, que l'insuffisance d'énergie, compte tenu de l'appoint étranger, soit de nature à ralentir l'expansion. Mais il n'en sera pas de même dans les deux années à venir, si des investissements ne sont pas effectués pour augmenter notamment la capacité de production en énergie hydraulique.

L'autre limite de caractère général est celle de la main-d'œuvre. Nous l'avons du reste vu apparaître comme une cause expliquant au moins en partie la stagnation de notre production charbonnière; d'après l'étude faite par M. Dumontier, c'est un prélèvement net de 150.000 hommes qui a été effectué sur notre population active, à la suite des événements d'Afrique du Nord. Ce chiffre ne tient pas compte des dernières mesures prises par le Gouvernement visant à accélérer l'incorporation de la classe 1956 et à retarder la libération de la classe 54/2. D'après certains sondages, 70.000 ouvriers qualifiés et 40.000 manœuvres auraient été touchés par les ordres de rappel.

Il convient également de remarquer qu'en ce qui concerne le second semestre, l'allongement des congés payés devrait également agir dans le même sens que la réduction du nombre de travailleurs.

Certes, il existe une certaine élasticité qui peut jouer sous forme d'augmentation des horaires, phénomène qui s'est déjà produit au cours du second semestre 1955, puisque ceux-ci se sont élevés en moyenne de 45 heures 3 à 45 heures 5. Mais cette tendance ne peut se poursuivre indéfiniment, notamment dans les entreprises où les horaires de travail sont égaux ou supérieurs à 48 heures.

Par ailleurs, les possibilités d'immigration de main-d'œuvre étrangère, plus particulièrement italienne, se heurteraient à certaines difficultés provenant du fait de la concurrence des demandes allemandes et suisses qui drainent les ouvriers de qualité. Quoiqu'il en soit, environ 18.000 immigrants seraient entrés en France depuis cinq mois.

Dans ces conditions, et sans négliger cet appoint possible, il est à craindre, en dépit des possibilités déjà existantes dans certains secteurs d'une amélioration de la productivité, que l'on assiste dans certains cas à un ralentissement de la production industrielle.

Limites spécifiques.

L'insuffisance des matières premières se manifeste surtout en ce qui concerne le coke métallurgique qui, ainsi qu'on le sait, limite la production d'acier. Là encore, on est obligé d'avoir recours à des importations venant d'Amérique, ce qui accroît sensiblement les prix de revient.

Par ailleurs, l'appareil de production lui-même tend au plein emploi des machines, non pas dans tous les secteurs, mais dans certains d'entre eux, telle que la fabrication du papier à l'usage de presse.

En définitive, l'élasticité de la production industrielle va en diminuant. Il ne semble toutefois pas que cette année les goulots d'étranglement soient tels qu'ils empêchent l'accroissement de la production. Celle-ci peut être tout au plus freinée.

2° *L'évolution probable de la demande.*

Un autre facteur essentiel de prévision en matière d'évolution de la production industrielle est la demande. Celle-ci, ainsi que le montre la hausse des prix, pécherait plutôt par excès que par insuffisance dans la plupart des secteurs. Du reste, si l'on relève les chiffres donnés par la Comptabilité nationale, on s'aperçoit que l'année 1955 a été marquée par un gonflement des différents revenus.

Si on laisse les choses aller, un nouvel accroissement de la demande est prévisible dû d'une part à une augmentation probable des salaires, par suite de réajustements dans le cadre des entreprises en dehors même de toutes, revendication généralisée, d'autre part, à une augmentation de certains profits par suite de hausses de prix déjà enregistrées ou pouvant survenir. Enfin, l'accroissement du déficit des finances publiques constitue l'élément le plus important d'une augmentation de la demande.

L'impasse, au 10 avril 1956, telle qu'elle est évaluée par le collectif, donnait un chiffre de 982 milliards comprenant: le déficit du budget normal, soit 388 milliards. Les charges de trésorerie du budget normal, 397 milliards et le déficit propre aux opérations spéciales, soit 197 milliards.

Ce dernier poste couvre d'une part, les dépenses exceptionnelles d'Afrique du Nord, 200 *milliards*, et le fonds national de solidarité, 105 *milliards*, un supplément de dépenses civiles ordinaires, 24 *milliards*, soit un total de 319 *milliards* dont il convient de déduire les recettes votées par le Parlement pour alimenter le fonds national de solidarité, soit 122 milliards.

Par ailleurs, d'après une déclaration du ministre des finances, il faut envisager un supplément minimum de 100 milliards de dépenses pour l'Afrique du Nord, afin de faire face aux frais du rappel des disponibles. Toutefois, le ministre a fait valoir qu'il espérait que 82 milliards environ de dépenses, ne seraient pas réalisées ce qui couvrirait presque les 100 milliards de dépenses nouvelles.

Quoi qu'il en soit, même dans l'hypothèse la plus favorable, si des mesures ne sont pas prises pour opérer une ponction sur les revenus ainsi mis dans la circulation, ceux-ci représenteraient une somme supérieure à 200 milliards.

Cet excès global de la demande, toutefois, ne doit pas faire oublier qu'elle est insuffisante sur un certain nombre de marchés, tels que celui des produits textiles, du cuir, etc. où il existe de grandes possibilités de production inutilisées.

Il serait évidemment intéressant de savoir sur quel secteur se porterait un accroissement de la demande. Si elle se dirige par exemple sur le textile, l'effet en sera bénéfique en raison des possibilités d'accroissement de la production textile; si elle intéresse au contraire la consommation de viande de bœuf, elle sera source de hausse de prix.

3° *Psychologie des chefs d'entreprise.*

Quelles sont enfin les réactions des chefs d'entreprise ? Celles-ci sont connues notamment par l'enquête semestrielle de l'I. N. S. E. E. Elles semblent être beaucoup moins nettes qu'il y a six mois.

Incontestablement, au début de cette année, l'on a vu poindre chez eux une inquiétude qui n'existait pas quelques mois avant. Celle-ci était du reste assez vague et visait aussi bien les perspectives d'inflation que celles ayant trait à des mesures fiscales, telles que la suppression de la détaxation des investissements de nature à modifier le financement des programmes des entreprises. Aux toutes dernières nouvelles, il semble qu'apparaît un certain renouveau de confiance concernant l'évolution de la production, mais qui va parfois de pair avec une croyance en la hausse des prix, et des intentions sinon de spéculation du moins de couverture contre une éventuelle dévaluation monétaire.

La conjoncture extérieure ne semble pas, à la lecture du rapport de M. Dumontier, devoir influencer sensiblement l'évolution de la production industrielle.

B. — Production agricole

Une distorsion entre la production industrielle et la production agricole est certaine en ce qui concerne le deuxième semestre. A la suite des gelées et de la sécheresse des mois d'avril et mai, les prévisions faites par les techniciens sont très mauvaises, notamment en ce qui concerne la production du blé qui, cette année, ne devrait pas dépasser 50 millions de quintaux contre 100 millions l'année précédente. La production laitière, par suite de l'insuffisance de fourrages est également plus faible que l'année dernière. On remarque également à la fois pour cette raison et du fait d'une mauvaise répartition de l'âge des bovins, une insuffisance de la production de viande qui ne semble pouvoir être, en raison des goûts du consommateur, entièrement compensée par la production de viande de porc.

Il existe toutefois un facteur favorable provenant d'un accroissement prévisible de la récolte d'orge. La production céréalière totale serait ainsi de 132 millions de quintaux contre 157 l'année dernière.

II. — **Prévisions concernant les prix.**

L'évolution des prix est fonction sur le plan interne de deux principaux facteurs: le rapport de l'offre et de la demande et l'augmentation ou la diminution des prix de revient.

Il ressort de l'étude faite sur l'évolution prévisible de la production, qu'il existe à la fois un excès de demande globale et une mauvaise répartition de cette dernière. Ces deux éléments concourent l'un et l'autre à provoquer une élévation des prix. Le premier a un caractère général, le second se traduit par des hausses de prix très élevées dans certains secteurs, telles que celles survenues sur les fruits et légumes, susceptibles de provoquer à leur tour des réactions en chaine. Les secteurs menacés sont la viande de bœuf, le lait, en ce qui concerne les produits alimentaires.

L'évolution des prix de revient est également défavorable. Les hausses déjà enregistrées telles que celles de l'acier, auront pour effet de majorer le coût de fabrication des industries transformatrices. Mais souvent l'incidence de l'élévation d'un produit est quasi automatique sur un autre par suite de l'application de divers systèmes d'indexation. Ajoutons, enfin, que l'allongement des congés payés surtout dans une période de pénurie de main-d'œuvre, accentue le montant total des charges pesant sur la production.

La seule contrepartie favorable serait une amélioration de la productivité. Les progrès importants sont certes possibles dans ce domaine, mais il est douteux qu'ils soient assez rapides pour compenser les autres éléments de hausse du coût de fabrication.

Le facteur le plus inquiétant est peut-être encore la perte progressive de la confiance en la stabilité des prix. Les éléments statistiques ne font pas encore apparaître la constitution de stocks spéculatifs. Mais, certains signes avant coureurs ne trompent pas l'observateur: désir de se couvrir, retard dans le rapatriement de devises, hausse du cours de l'or, soucis d'importer sans plus attendre, allongement des délais de livraison dans certains secteurs. Les derniers renseignements financiers font également apparaître au premier trimestre 1956 par rapport au premier trimestre 1955, un accroissement de la masse monétaire de 14,6 p. 100, très nettement supérieur à l'augmentation globale de la production. Mais l'élément le plus significatif peut être l'élévation de 9 p. 100 de la vitesse de circulation de la monnaie.

Les prévisions en matière de prix, à défaut d'une action vigoureuse du Gouvernement, ne peuvent donc être, à notre grand regret, que pessimistes.

III. — **Le commerce extérieur.**

Les prévisions, quant au développement de notre commerce extérieur, sont également pessimistes. Progressivement, le déséquilibre de notre balance commerciale qui avait atteint son point culminant au début de l'année 1952, a été résorbé. L'équilibre était retrouvé en 1955. Cette heureuse évolution était due, comme nous l'avons signalé à l'époque, à un renforcement de la protection du marché intérieur français par suite du retour aux contingents auxquels se sont substituées des taxes compensatrices au fur et à mesure que l'on revenait à la libération des échanges.

De plus, depuis 1952, une aide à l'exportation est accordée sous forme de remboursement d'une fraction des charges sociales et des charges fiscales; ces mesures dont le caractère temporaire a été maintes fois souligné au Conseil économique, devaient permettre, dans l'esprit de leurs auteurs, aux prix français de retrouver le niveau international.

Les prévisions permettaient, en effet, d'espérer une hausse des prix étrangers qui s'est effectivement réalisée, allant de pair avec une stabilité des prix français, qui malheureusement a été mise en échec depuis le début du second semestre de l'année 1955.

Sans doute, la hausse de nos prix n'est pas supérieure à celle des pays étrangers, mais nous partons d'un état de déséquilibre, et c'est ce déséquilibre qu'il faut pallier, dans l'immédiat.

Nous avons d'autant moins de raisons d'être optimistes, que le déséquilibre de notre production agricole va diminuer sinon réduire à néant l'excédent des exportations sur les importations de produits alimentaires, qui fut une des principales causes de la situation favorable du commerce extérieur en 1955.

De plus, ainsi que nous l'avons dit, pour mieux tenir le niveau des prix, il est nécessaire d'avoir recours au moins provisoirement à une augmentation des importations. Enfin, même dans le cas où cet accroissement ne s'imposerait pas, il sera difficile de faire admettre par nos partenaires de l'O. E. C. E. et du G. A. T. T. un retour en arrière à un moment où nous prétendons nous incorporer dans un marché commun européen.

En conclusion de cette étude sur les prévisions, nous estimons qu'à défaut d'une action très énergique des pouvoirs publics, la conjoncture s'annonce peu satisfaisante pour le second semestre de cette année dans le domaine des prix et dans celui du commerce extérieur.

TROISIEME PARTIE

MESURES ENVISAGEES POUR MAINTENIR L'EXPANSION ECONOMIQUE DANS LA STABILITE DES PRIX

I. — Politique des prix.

Il est évident que tous les efforts du Gouvernement doivent être consacrés, par priorité, à assurer la stabilité des prix, tout en sauvegardant la continuation d'une nécessaire expansion économique.

Il convient, tout de suite, de remarquer qu'une telle politique ne doit pas avoir pour seul objet de parer aux conséquences de phénomènes accidentels ou temporaires, qui ont atteint l'économie française durant ce semestre (conditions climatiques défavorables à la production agricole des mois de février, mars, avril, mai, et conséquences des décisions militaires prises par le Gouvernement diminuant le nombre de travailleurs et accroissant les dépenses de l'Etat).

Sans doute, ces événements ont-ils amplifié les difficultés rencontrées par les pouvoirs publics pour maintenir les prix stables.

Mais, il ne faut pas oublier que leur influence a été d'autant plus perturbatrice que la structure de notre économie, et plus particulièrement, celle de notre commerce extérieur et de nos finances publiques, présentaient une très grande fragilité.

Dans ces conditions, les mesures à prendre ne doivent pas avoir pour seul effet de remédier à des causes temporaires « dans une évolution économique considérée comme normale ».

Par ailleurs, il ne faut pas se dissimuler que la solution la plus agréable qui serait d'accroître la production pour la mettre au niveau de la demande, n'est pas possible dans l'immédiat pour les raisons exposées dans la deuxième partie du rapport, à moins que l'on soit prêt à épuiser nos réserves d'or et de devises étrangères pour réaliser un équilibre éphémère.

Il convient également de noter que dans la structure économique française, la hausse des prix, constatée depuis neuf mois, bien loin d'être un facteur d'assainissement par une résorption de revenus excédentaires, constitue au contraire un nouveau facteur de hausse.

Pour reprendre la formule du président de la commission de la conjoncture économique et du revenu national, « la demande déborde l'offre sur plusieurs points, allant en avant-garde, faisant pression sur certains prix, ébranlant le mécanisme de proche en proche ».

Certains prendraient peut-être leur parti des hausses auxquelles nous assistons et envisageraient déjà un repli sur un nouveau palier. L'expérience montre qu'il n'y a rien de bon à attendre d'une telle attitude. Car au risque de se répéter, il faut insister sur le fait qu'en matière de commerce extérieur nous partons d'un état de déséquilibre entre les prix français et les prix étrangers depuis 1951-1952 et, que toute hausse des prix exerce une action de détérioration profonde sur notre balance commerciale.

Si nous acceptons, de propos délibéré ou inconsciemment, de nous diriger dans cette voie, cela revient à dire que nous serons acculés, soit à rechercher une aide étrangère permanente pour financer notre déficit de la balance commerciale (et il est douteux que nous trouvions des prêteurs), soit de procéder à une dévaluation monétaire.

Ces deux solutions nous semblent condamnables car elles ne sont que des palliatifs dangereux.

La première met en jeu notre indépendance économique, la seconde ne résout aucun problème et ne fait que les compliquer.

Certains pensent que la dévaluation est déjà inscrite dans les faits. En réalité, cette analyse n'est pas exacte car une dévaluation monétaire est une opération globale intéressant tous les secteurs de l'économie; l'aide à l'exportation ne vise, au contraire, que certains d'entre eux. Du reste, que pourrions-nous attendre d'une dévaluation ?

Traditionnellement deux avantages: une réévaluation de notre encaisse « or et devises » et une amélioration de notre commerce extérieur par une diminution des importations et un accroissement des exportations.

Le premier avantage serait très faible. Il présenterait, du reste, un caractère inflationniste car il se traduirait purement et simplement par une avance non gagée de la Banque à l'Etat.

Le second est purement illusoire, car il faudrait renoncer aux subventions à l'exportation, ce qui compenserait dans un certain nombre de cas, les avantages momentanés que retireraient certaines de nos industries d'exportation d'une dévaluation monétaire. De plus, en raison même de la détérioration des termes d'échanges, de l'augmentation du prix des matières premières et des facteurs psychologiques, les prix internes tendraient à s'élever sous la pression accumulée des différentes catégories sociales dont aucune ne voudrait supporter les conséquences de la dévaluation.

Il est donc plus sage, puisque de toute manière des mesures anti-inflationnistes doivent être prises, de les prendre avant, alors que la confiance en la monnaie n'est pas trop ébranlée, plutôt que de les prendre après.

Si l'on admet la pertinence de ce raisonnement, il ne reste plus comme solution qu'une action énergique sur les prix.

Le Gouvernement, après avoir entériné certaines hausses dont celle de l'acier a l'intention de maintenir désormais tous les prix bloqués. L'expérience du passé montre que cette mesure, dont l'intérêt est surtout d'empêcher le jeu automatique des clauses de revision, est insuffisante par elle-même si elle ne s'accompagne d'une action cohérente dans le domaine des prix.

Ce n'est, du reste, un secret pour personne que la direction des prix n'a pas le personnel nécessaire pour assurer une exécution efficace et juste des décisions de blocage.

Une des premières mesures à prendre est de stériliser les 200 milliards environ de dépenses supplémentaires, soit par des économies correspondantes, soit par des recettes. En pareille matière, il convient en premier lieu, d'éliminer toutes les dépenses dont le caractère n'est pas essentiel, soit en les supprimant, soit en reportant leur exécution; on peut également envisager de suspendre certains investissements lorsque ceux-ci présentent plus un caractère de commodité qu'une nécessité économique essentielle. Toutefois, il ne faut pas se dissimuler qu'il est difficile de chiffrer *a priori* le montant des économies possibles à partir du moment où le collectif est voté et de plus ces économies peuvent être compensées par des dépenses non prévues; c'est pour cette raison qu'il est indispensable d'augmenter les recettes de l'Etat en ayant recours à des procédés non inflationnistes, à concurrence des nouveaux revenus mis dans la circulation, de telle sorte qu'une ponction équivalente soit opérée afin d'éviter un accroissement de la demande globale.

Ici, deux écoles se sont fait jour dans les débats de la commission de la conjoncture économique et du revenu national, entre les partisans d'un emprunt à long terme et les tenants d'un recours à la fiscalité.

Les partisans de l'emprunt font observer que ce dernier en raison même de son caractère facultatif n'aura aucune répercussion sur les prix.

Il est bon, toutefois, de noter que si l'on veut qu'un emprunt à long terme exerce une action déflationniste, il faut qu'il soit souscrit, non pas par des banques ou par des organismes d'Etat — tels que la caisse des dépôts et consignations — mais, directement par les contribuables afin de constituer un apport d'argent frais. Lorsqu'un emprunt à long terme est alimenté par des souscriptions bancaires, cela revient en fait à consolider la dette à court terme, et non pas à financer des dépenses nouvelles par des sommes qui sans cela auraient été affectées à la consommation. Les modalités d'un éventuel emprunt devraient donc tenir compte de ces considérations si l'on veut qu'il ait un caractère déflationniste. Les partisans de l'impôt estiment eux, que les emprunts étant toujours alimentés par des revenus non destinés à la consommation, ce qui serait donné à l'Etat serait retiré aux investissements privés. Aussi préfèrent-ils avoir recours à des impôts non susceptibles d'avoir une incidence sur les prix, qui selon eux, seraient seuls susceptibles de procéder à une ponction efficace sur les revenus excédentaires.

En réalité, le choix à faire est très délicat, car dans notre système fiscal — dont le Conseil économique a déjà eu l'occasion de dire la complexité, la lourdeur, et l'injustice — il est très difficile d'être sûr que les impôts, auxquels on aura recours, ne se répercuteront pas sur les prix, notamment, dans une période de haute conjoncture.

Cela pourrait être le cas des taxes proportionnelles et des impôts sur les sociétés. Du reste, est-il bien sûr que dans la mesure où ces impôts seraient supportés par des personnes physiques, ils ne se traduiraient pas également par une diminution de l'épargne ? En réalité, il s'agit moins d'un problème de doctrine que d'une question d'opportunité psychologique et de technique financière. Il est certain que l'Etat a besoin de ressources nouvelles, autres que les emprunts à court terme. Vraisemblablement, les deux méthodes doivent être utilisées.

La réduction provisoire de la demande doit aller de pair avec un meilleur aménagement de cette dernière.

Il faut s'efforcer d'orienter la consommation vers les secteurs de production, présentant une certaine élasticité, ce qui est le cas, par exemple, du textile et également du secteur cuirs et peaux.

Aussi conviendrait-il d'envisager de restreindre, dans certains cas, le crédit à la consommation notamment afin de dégager certains secteurs où la demande est pléthorique et le faciliter par contre dans le textile.

Enfin, sur des produits d'une utilité économique contestable, tels que le tabac, l'alcool de bouche, une augmentation des taxes indirectes peut constituer un moyen « d'éponger » une partie du pouvoir d'achat excédentaire. Le Gouvernement s'est engagé dans cette voie et en ce qui concerne le tabac, l'augmentation de 20 p. 100 des prix récemment décidée doit avoir cet effet.

Cette action sur les prix est du reste insuffisante si elle ne s'accompagne pas d'une action sur l'offre; afin de permettre à celle-ci de s'accroître au maximum, il serait bon d'envisager la suppression ou tout au moins la suspension de certaines mesures ayant pour objet de restreindre la production lorsque celle-ci s'avère insuffisante.

Il conviendrait surtout d'agir sur le goulot d'étranglement de main-d'œuvre, qui est l'un des plus redoutables concernant l'expansion de la production industrielle au cours du second semestre. C'est ainsi qu'il semble possible dans certains cas de procéder à une augmentation des horaires.

Il est également possible de mieux utiliser le personnel en laissant la faculté dans certains cas à ceux qui ont atteint l'âge de la retraite de rester en activité, pour suppléer les jeunes qui font actuellement défaut. L'immigration peut être également un moyen à condition qu'elle soit sélective et que l'on s'assure qu'elle ne mettra pas en péril le plein emploi lorsque les travailleurs, actuellement sous les drapeaux, auront repris leur activité civile. Il semble qu'elle soit particulièrement nécessaire dans le secteur du bâtiment et dans certaines régions agricoles.

Enfin, il sera certainement nécessaire au cours de ce second semestre d'avoir recours à un certain nombre d'importations, soit pour tenir les prix, soit pour faciliter l'expansion économique.

Cette politique de stabilisation des prix doit être menée avec vigueur. Elle doit aller, dans certains secteurs bien choisis, jusqu'à une baisse pour montrer que « jouer à la hausse n'est pas toujours gagnant ».

II. — Politique du commerce extérieur.

La seconde préoccupation essentielle du Gouvernement qui serait, du reste, dans la ligne de sa politique des prix, a trait aux mesures à prendre en ce qui concerne les échanges extérieurs. Certes, nous ne pouvons rien contre la mauvaise récolte, ni contre le fait que provisoirement un certain nombre d'importations soient nécessaires comme nous venons de le dire plus haut; il n'en demeure pas moins que, dans les conditions actuelles, un effort maximum doit être fait dans tous les secteurs où il n'y a pas pénurie pour faciliter les exportations. A cet égard, il est logique qu'à partir du moment où la dévaluation est condamnée, l'aide à l'exportation qui constitue un contre-poids à l'élévation de nos prix soit maintenue. Ceci ne veut pas dire qu'il ne faille pas leur donner un caractère plus sélectif et veiller à ce qu'elle soit effectivement employée au développement des exportations. C'est avec une certaine prudence que nous devons nous engager dans une politique échangiste, certes souhaitable, mais qui doit tenir compte des difficultés présentes.

Il convient, du reste, de remarquer que l'action la plus efficace pour la recherche de l'équilibre de notre balance commerciale réside dans une politique de stabilité, voire même de baisse des prix.

III. — Politique à moyen et à long terme.

A moyen terme et à long terme, la commission de la conjoncture et du revenu national reprend à son compte l'avis préparé par la commission des affaires économiques en ce qui concerne la politique d'investissements. Celle-ci détermine notre future production; aussi tout en faisant nôtres les suggestions de la commission des affaires économiques, n'est-il pas inutile de souligner qu'un effort particulier doit être fait dans le domaine de l'agriculture, quand ce ne serait que pour intensifier la recherche, l'enseignement, et la vulgarisation accélérée, le remembrement, et enfin améliorer les conditions de l'habitat rural.

Il faut également souligner les préoccupations qui sont les nôtres, dans le domaine de l'énergie où malheureusement l'accroissement de cette dernière n'a suivi que de loin celui de la production nationale, ce qui implique des efforts particuliers dans ce domaine, y compris les réalisations nécessaires dans celui de l'énergie nucléaire.

Enfin, si l'on veut lutter à moyen et à long terme contre l'inflation, ceci veut dire que les industries de transformation qui fournissent des biens consommables bénéficient également et largement des efforts d'investissement y compris les entreprises moyennes, petites et à caractère artisanal. Enfin, dans le domaine de la construction, il faut bien concevoir que beaucoup de choses restent à faire pour abaisser le prix de revient, et industrialiser ses méthodes en coordination du reste avec certaines formes artisanales, notamment en matière de finition.

Il faut également noter l'insuffisance des mesures prises depuis de longues années pour améliorer rationnellement l'appareil des transports et réduire les charges annuelles que cet instrument des échanges fait peser sur l'économie du pays.

Dans le cadre de cette politique sélective des investissements, un effort particulier doit être fait pour mettre en situation compétitive les industries travaillant à l'exportation et permettre à l'agriculture de réaliser sa vocation exportatrice, une fois satisfaits les besoins intérieurs.

Enfin, il est nécessaire de rappeler les conclusions du rapport de conjoncture de décembre 1955 concernant le cadre de la politique économique: France métropolitaine, d'un côté, outre-mer de l'autre, ou conception d'ensemble liant investissements, échanges extérieurs et bientôt niveaux de vie pour les deux groupes humains.

Le progrès notable, bien qu'insuffisant, des crédits civils affectés à l'Afrique du Nord, les accords douaniers avec la Tunisie semblent indiquer le choix d'une politique plus élargie que par le passé, sans que l'on puisse prétendre qu'il s'agisse là d'une situation définitive.

CONCLUSIONS

Ne nous dissimulons pas que, si ces conseils sont bons en soi, du moins nous le croyons, leur application est toujours plus délicate.

Il est relativement facile d'élaborer un programme cohérent, il est beaucoup plus délicat de le faire passer dans les faits. Mais là se termine notre rôle et commence celui du pouvoir exécutifs; en concourant à éclairer l'opinion, nous pensons toutefois que le conseil économique facilite sa tâche et répond ainsi au rôle que lui a confié la Constitution.

3° Avis formulé par le Conseil économique au cours de sa séance du 11 juillet 1956 sur la conjoncture économique au premier semestre 1956.

Le Conseil économique,

Vu l'article 4, alinea 2, de la loi du 20 mars 1951, l'invitant à donner son avis sur l'évolution semestrielle de la conjoncture économique,

Après avoir entendu les rapports présentés au nom de la commission de la conjoncture économique et du revenu national par M. Jacques Dumontier sur l'état de la conjoncture économique à la fin du premier semestre 1956 et par M. André Malterre, sur les tendances de la conjoncture économique et sur la politique économique,

Emet l'avis (1) :

I. — SUR L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 1956

A. — L'évolution de la conjoncture au premier semestre 1956 ne dément pas les prévisions du dernier rapport de conjoncture du Conseil :

1° Par rapport à 1955, les progrès de l'indice de production industrielle, bâtiment exclu, sont de 10 p. 100 pour les cinq premiers mois de l'année. Le rythme d'accroissement de la production a donc été maintenu au même taux que pendant le deuxième semestre 1955, conformément aux prévisions du Conseil; aucun retournement de la conjoncture ne s'est produit;

2° Une certaine tension s'est produite sur les prix dans le secteur industriel. L'indice des prix de gros pour les produits industriels s'est accru de près de 4 p. 100 de mai 1955 à mai 1956. L'indice des prix de détail des produits manufacturés n'a augmenté que de 1 p. 100 pendant la même période.

Ces tensions seront encore accrues par la répercussion de la hausse des prix de l'acier survenue au mois de mai, qui atteint 4 p. 100 en moyenne;

3° Enfin, l'évolution de notre balance commerciale a confirmé les prévisions relativement pessimistes du Conseil.

B. — Mais, au cours de ce premier semestre, des faits nouveaux sont venus perturber l'évolution de l'économie.

1° Les circonstances atmosphériques ont été particulièrement défavorables à l'agriculture française :

Les gelées du mois de février ont atteint l'agriculture à la fois dans sa production et dans son capital : les pertes de production intéressent les céréales, les oléagineux, les cultures florales et maraîchères, les arbres fruitiers, les vignes, les oliviers, les cultures fourragères, les prairies.

La destruction du capital concerne des vignes, des arbres fruitiers, des oliviers, des semences sélectionnées et également des serres, des bâtiments, des stations de pompage, etc.

La température moyenne très basse et la sécheresse du mois d'avril ont encore ralenti la végétation, qui avait déjà pris un grand retard.

2° L'évolution de la situation en Algérie, les décisions du Gouvernement et notamment le rappel des disponibles ont eu les conséquences suivantes :

a) Le rappel des disponibles se traduit par un prélèvement net de 150.000 hommes sur les effectifs totaux de la population active.

Ce prélèvement a entraîné une perturbation dans le travail des entreprises de tous ordres et a accru la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Toutefois, une certaine adaptation semble s'opérer;

b) Le déficit des finances publiques a été aggravé par l'augmentation des dépenses militaires.

(1) Le vote sur l'ensemble de l'avis a été acquis par 110 voix contre 15 et 28 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 5).

C. — Les conséquences de ces faits nouveaux se sont ajoutées aux tensions qui s'exerçaient dans une économie en expansion et à la fragilité de nos structures (disparités entre les régions, les professions; caractère primaire de nos échanges extérieurs). Dans ces conditions, les risques d'inflation ont été nettement accrus :

1° Les obstacles à la continuation de l'expansion de la production se renforcent peu à peu.

Outre la pénurie de main-d'œuvre, les chefs d'entreprises signalent, dans l'enquête que l'I. N. S. E. E. effectue semestriellement, d'autres causes de limitation de la production : le matériel pour 28 p. 100 d'entre eux et l'approvisionnement pour 17 p. 100;

2° Les pressions sur les prix sont particulièrement fortes :

a) L'indice des prix de gros a augmenté d'environ 5 p. 100 d'avril 1955 à avril 1956. Cette hausse est due principalement aux produits alimentaires et aux matières premières qui ont augmenté respectivement de 7,4 p. 100 et de 6,6 p. 100, et, dans une moindre mesure, aux produits industriels qui ont augmenté de 2,3 p. 100. Il faut noter cependant qu'en juin, une détente a été observée sur les légumes;

b) L'indice des prix de détail a moins augmenté que la moyenne de l'ensemble des prix pour deux raisons :

— le Gouvernement a accordé des détaxations et des subventions à un certain nombre de produits qui figurent dans cet indice, de telle sorte que celui-ci ne franchisse pas la cote 149,1,

— en outre, les fruits et légumes, qui ne sont pas inclus dans l'indice des 213 articles, ont augmenté plus que l'ensemble des prix jusqu'au mois de juin.

Toutefois, la hausse de l'indice a été tout de même de 2 p. 100 de mai 1955 à mai 1956.

La moyenne de l'augmentation des divers budgets calculés par les organisations syndicales et familiales atteint pour les cinq premiers mois de l'année 7 p. 100 par rapport aux cinq mois correspondants de 1955;

c) Dans certains secteurs tels que le bâtiment et les industries de la transformation des métaux, une hausse sensible des prix est acquise ou en voie de l'être.

D. — Pour le moment, l'effet de ces tensions est limité par le déficit du commerce extérieur, qui assure l'équilibre de l'économie française, au détriment de nos réserves en devises.

1° L'excédent de la balance avec les pays d'outre-mer continue à diminuer :

a) Les exportations ont diminué de 14 p. 100 au premier trimestre 1956 par rapport au premier trimestre 1955;

b) Par contre, les importations qui s'étaient maintenues au même niveau jusqu'au mois de février se sont élevées très rapidement en mars, avril et mai;

2° Mais c'est le commerce avec l'étranger qui est l'élément essentiel parce qu'il assure la compensation des tensions internes de l'économie :

a) En effet, l'expansion économique n'a pu être assurée que grâce à l'augmentation des importations de charbon, de pétrole, de cuivre, etc., et la demande de produits alimentaires n'a pu être satisfaite que grâce aux importations de beurre et d'œufs;

b) Par contre, l'évolution des exportations a été assez différente. Alors qu'elles avaient progressé, comme les importations jusqu'à la fin de 1955, les exportations ont subi pendant le premier trimestre une chute notable, qui les a ramenées un peu au-dessous du niveau de l'année dernière.

Les exportations de produits alimentaires notamment ont dû être réduites pour maintenir l'équilibre du marché intérieur.

II. — Sur les prévisions de l'évolution économique au cours du deuxième trimestre 1956

A. — *Evolution du volume de la production.*

La distorsion entre la production industrielle et la production agricole sera sensiblement accrue au cours du deuxième semestre.

1° Le niveau de la production agricole sera inférieur à celui de l'année dernière, notamment en ce qui concerne le blé.

La production laitière est plus faible que l'année dernière et le restera, dans la mesure où l'insuffisance actuelle des fourrages risque de produire ses effets jusqu'à la fin de l'année.

La production de viande bovine risque de rester insuffisante pour satisfaire la demande et cette insuffisance ne pourra être entièrement compensée par la production de viande de porc;

2° Le rythme d'accroissement de la production industrielle devrait se maintenir jusqu'aux vacances et probablement continuer au cours du quatrième trimestre, avec sans doute une tendance au ralentissement:

a) Les goulots d'étranglement coke et charbon paraissent pouvoir être levés par les importations prévues;

b) La pénurie de main-d'œuvre est actuellement palliée par l'allongement des horaires, l'accroissement de la productivité et, dans certains cas, par l'immigration (1);

c) La demande continuera sans doute à augmenter par le fait de l'accroissement des dépenses publiques et de celui de certains revenus. Elle risque dans certains cas d'avoir même un aspect spéculatif.

B. — *Finances publiques.*

Au 31 décembre 1955, le montant de l'impasse brute s'élevait à 785 milliards, auxquels s'ajoutent, ou sont en voie de s'ajouter, 319 milliards de dépenses supplémentaires, lesquelles ne sont compensées qu'à concurrence de 122 milliards par les recettes prévues pour alimenter le fonds national de solidarité.

Aux 197 milliards de déficit supplémentaire, restant encore à couvrir, pourraient s'ajouter 100 milliards de dépenses nouvelles pour l'Algérie, qui pourraient être couvertes dans une certaine mesure par des économies provenant de reports d'opérations budgétaires (2).

C. — *L'évolution des prix risque dans ces conditions d'être préoccupante*, d'autant plus que les facteurs d'élévation des prix de revient industriels se renforcent: répercussion de la hausse de l'acier, prix élevés du charbon et des fines à coke à importer, coût en hausse des frets, élévation des prix du bâtiment auxquels viennent s'ajouter pour le deuxième semestre l'augmentation des charges sociales (congés payés) et l'accroissement de la fiscalité.

D. — *L'influence de la conjoncture étrangère et le commerce extérieur.*

1° Les principales caractéristiques de la conjoncture sont, en Europe, la persistance d'un climat de haute conjoncture et l'apparition de signes de plus en plus nombreux d'inflation, entrainant dans certains cas, notamment dans celui de la Grande-Bretagne, des mesures ayant ralenti l'expansion et provoqué des méventes locales;

2° Sur le plan des prix mondiaux, l'évolution du premier semestre 1956 a montré une distorsion croissante entre les prix des produits agricoles en hausse et les prix des matières premières industrielles en baisse.

L'industrie française ne souffrira donc pas d'une hausse des prix des matières premières dont elle a besoin, par contre la pression sur le marché des frets se fait de plus en plus forte;

3° L'évolution du commerce extérieur français avec l'étranger dépendra essentiellement de l'évolution du niveau des prix intérieurs et de l'insuffisance passagère des disponibilités en produits agricoles exportables.

Le développement des tensions internes dans l'économie et les dangers de hausse des prix amèneront le Gouvernement, comme les entreprises, à accroître les achats à l'étranger, afin, soit d'alimenter les besoins en matières premières d'une économie en expansion, soit de peser sur les prix intérieurs trop élevés.

E. — A ces prévisions s'ajoute l'éventualité très diversement appréciée du jeu des diverses échelles mobiles, tant celles qui affectent les clauses de nombreux marchés que celles relatives aux salaires.

III. — Sur la politique a suivre au cours du deuxième semestre 1956

A. — *Principes de la politique à suivre.*

1° La politique économique à suivre au cours du deuxième semestre 1956 ne doit pas avoir pour seul objet de pallier les conséquences des phénomènes accidentels qui ont atteint l'économie française depuis le mois de février (gel du mois de février et conséquences de la situation militaire en Algérie).

Sans doute, ces événements ont-ils accru subitement les difficultés que rencontre notre économie dans son expansion. Mais il ne faut pas oublier que l'influence de ces événements a été d'autant plus perturbatrice que la structure même de notre économie et notamment la structure de notre commerce extérieur et celle de nos finances publiques étaient déjà en elles-mêmes inadaptées aux besoins d'une économie en expansion.

Dans ces conditions la politique économique ne peut avoir pour objet « d'étêter une pointe » dans une évolution économique considérée par ailleurs comme normale;

2° Le but à poursuivre dans les six prochains mois est de maintenir l'expansion de l'économie tout en assurant la stabilité des prix.

Mais l'offre, en raison notamment de la mauvaise récolte agricole, ne peut faire face à la demande globale sans une augmentation des importations qui mettraient en danger nos réserves de devises. Une action en vue de restreindre la demande d'une manière sélective s'impose donc si l'on veut maintenir le niveau actuel des prix.

Toute hausse des prix aurait en effet dans le climat actuel de l'économie française un effet cumulatif et amènerait une détérioration plus grande encore de notre commerce extérieur par la réduction des exportations qui en serait la conséquence;

3° La dévaluation n'est pas une solution aux problèmes actuels de l'économie française:

a) Les avantages pour le budget de la réévaluation des encaisses seraient minimes et de toutes façons auraient un caractère inflationniste;

b) La hausse des prix des matières premières importées ne ferait qu'accroître les difficultés d'approvisionnement des industries françaises à un moment où celles-ci sont en pleine expansion et ont un besoin croissant de ces matières premières. Elle se traduirait donc par une élévation des prix de revient des produits transformés;

c) La dévaluation se traduirait par la suppression de l'aide à l'exportation de telle sorte que le volume des exportations ne serait probablement pas accru;

d) Les effets psychologiques de la dévaluation sur le comportement des chefs d'entreprises comme sur celui des consommateurs et des épargnants seraient désastreux. Les mesures de lutte contre l'inflation qui sont toujours désagréables et qui seraient aussi nécessaires après la dévaluation qu'avant seraient beaucoup plus délicates à prendre dans le climat inflationniste qu'intensifierait la dévaluation. En outre, l'attente de la dévaluation entraine déjà des inconvénients, notamment l'évasion des capitaux.

B. — *Mesures à prendre pour lutter contre l'inflation.*

1° Le blocage des prix est une mesure indispensable dans les circonstances actuelles. Les exceptions apportées à ce blocage doivent être aussi rares et judicieuses que possible. De toute façon, cette methode ne suffirait pas à arrêter un développement éventuel de l'inflation d'autant plus que le gouvernement n'a plus le personnel nécessaire pour assurer un contrôle effectif.

---

(1) Le groupe des travailleurs C. G. T. a présenté un amendement tendant à remplacer cet alinéa par le texte suivant: « la solution rapidement négociée du problème algérien peut ramener en France une main-d'œuvre importante puisque le rappel des disponibles se traduit par un prélèvement net de 150.000 hommes sur les effectifs totaux de la population active ». Cet amendement a été rejeté au scrutin public par 111 voix contre 15 et 18 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 1).

(2) Le groupe des travailleurs C. G. T. a présenté un amendement tendant à remplacer cet alinéa par le texte suivant: « Aux 197 milliards de déficit supplémentaire restant encore à couvrir, ne devraient pas s'ajouter 100 milliards de dépenses nouvelles si la solution négociée du problème algérien intervenait rapidement ». Cet amendement a été repoussé à main levée.

Il doit donc s'appuyer sur des mesures tendant à remédier aux causes de l'inflation (1).

2° Action sur les finances publiques (2) :

a) La diminution des dépenses publiques par un « échenillage » très strict du budget et par le report d'opérations non strictement indispensables, ne saurait avoir qu'un effet limité en raison des lourdes dépenses militaires engagées en Algérie.

Il convient de signaler que des économies importantes pourraient être réalisées par une réforme de la législation sur les marchés publics, suivant l'avis formulé par le Conseil économique. Dans le même esprit, il conviendrait d'instaurer ou de renforcer le contrôle des subventions économiques de tous ordres accordées par les pouvoirs publics.

b) Les dépenses supplémentaires auxquelles le budget doit faire face, doivent être couvertes, au moins en partie soit par un emprunt à long terme, apporteur d'argent frais, soit par des impôts qui n'aient pas de répercussions sur les prix, soit par les deux méthodes combinées.

3° Action sélective sur la demande:

a) Certaines consommations intéressant des secteurs où l'offre ne peut suivre la demande, devraient être réduites par la restriction ou par la suppression dans certains cas, des crédits à la consommation.

b) La demande peut être diminuée par l'application de taxes sur des produits dont il ne faut pas encourager la consommation.

4° Action sur l'offre:

a) Toutes dispositions malthusiennes ayant pour effet de créer ou de maintenir la rareté, doivent être abrogées ou atténuées, temporairement ou définitivement.

b) L'insuffisance temporaire et exceptionnelle de la main-d'œuvre disponible doit être palliée par l'utilisation plus rationnelle de celle-ci, obtenue notamment par un développement considérable de la réadaptation et de la formation professionnelle accélérée. Les mesures prises ne doivent en aucun cas entraîner de modification à la règlementation en vigueur.

(1) Le groupe des chefs d'entreprise a présenté un amendement tendant à remplacer les deux premières phrases de cet alinéa par le texte suivant:

« Le blocage des prix et une mesure fallacieuse et préjudiciable à l'expansion économique dès lors que ce blocage tend à masquer un ensemble de mesures qui aggravent les charges de la production. Et les rares dérogations apportées à ce blocage, pour justifiées qu'elles soient, ne sauraient être un remède suffisant, les distorsions auxquelles elles aboutissent entre les professions aggravant la situation des entreprises soumises au blocage. »

Cet amendement a été rejeté au scrutin public par 67 voix contre 55 et 28 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 2).

De même, un amendement présenté sur cet alinéa par le groupe des travailleurs C.F.T.C. a été rejeté au scrutin public par 95 voix contre 57 et 2 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 4).

Cet amendement tendait à remplacer le texte proposé par la commission par le texte suivant:

« Le blocage des prix est une mesure indispensable. Les exceptions apportées à ce blocage doivent être aussi rares et judicieuses que possible. Pour être efficace, cette méthode exige le renforcement du personnel chargé d'assurer un contrôle effectif des mesures de blocage, et d'appliquer les sanctions prévues par les textes. En outre, il y a lieu de prendre des mesures s'attaquant aux causes mêmes de l'inflation. »

(2) Le groupe des travailleurs C. G. T. a présenté un amendement tendant à remplacer les deux alinéas du paragraphe 2° par le texte suivant:

« 2° Les mesures de caractère fiscal, économique et social, proposées au corps électoral le 2 janvier dernier par la majorité des élus du Parlement, sont susceptibles, par une plus équitable répartition des charges, d'équilibrer le budget et de satisfaire les revendications trop longtemps ajournées du monde du travail. »

Cet amendement a été rejeté au scrutin public par 119 voix contre 15 et une abstention (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 3).

L'immigration, dans le cas où elle ne peut être évitée, devra être limitée et ne peut être une cause de chômage, ni de diminution de salaire (1).

c) Les mesures doivent être prises pour que les importations de matières premières indispensables à l'expansion de l'économie soient assurées, notamment celles qui exigent des moyens de transport maritimes.

5° Action sur le commerce extérieur.

La politique à suivre dans ce domaine doit tenir compte du fait que le déséquilibre de la balance commerciale n'est pas un phénomène temporaire. Dans ces conditions, les mesures suivantes doivent être prises:

a) La politique des exportations. — Sans doute, les efforts du Gouvernement doivent-ils tendre à l'instauration d'un régime visant à accroître les échanges internationaux. Il est évident cependant que, dans la situation actuelle de l'économie française, les mesures d'aide à l'exportation doivent être maintenues mais devenir plus sélectives, afin de s'assurer qu'elles profitent réellement à l'exportation. Cette nécessité a pour origine non seulement la situation temporaire dans laquelle se trouve l'économie française à l'heure actuelle, mais aussi le fait que le niveau des charges sociales n'est pas le même dans les pays étrangers qu'en France.

b) La politique des importations. — Sans doute, le Conseil ne condamne-t-il pas les importations qui ont pour objet d'alimenter l'économie en matières premières ni même celles qui permettent de compenser les effets des gelées du mois de février et de la sécheresse des mois suivants sur la production agricole française.

Mais les importations doivent être contenues dans les limites suivantes:

1° Il est nécessaire de conserver une réserve d'or et de devises indispensable à la stabilité monétaire;

2° La France ne peut avoir recours de façon permanente à une aide étrangère et doit tendre, au contraire, à s'en libérer le plus rapidement possible;

3° La dévaluation doit être exclue, en tant que moyen d'ajustement de notre commerce extérieur, ainsi qu'il a été indiqué plus haut.

IV. — Cette étude de la politique économique qu'il est nécessaire de suivre à court terme ne doit pas faire oublier que les vrais problèmes de l'économie française sont à moyen et à long terme. Il est nécessaire à cet égard de rappeler l'importance des investissements. Ceux-ci déterminent notre future production.

1° Aussi faut-il souligner qu'un effort particulier doit être fait dans le domaine de l'agriculture, quand ce ne serait que pour intensifier la recherche, l'enseignement et la vulgarisation, accélérer le remembrement, et enfin améliorer les conditions de l'habitat rural;

2° Il faut également souligner les préoccupations qui sont les nôtres dans le domaine de l'énergie où, malheureusement, l'accroissement de cette dernière n'a suivi que de loin celui de la production nationale, ce qui implique des efforts particuliers dans ce domaine, y compris les réalisations nécessaires dans celui de l'énergie nucléaire;

3° Enfin, si l'on veut lutter à moyen et à long terme contre l'inflation, ceci veut dire que les industries de transformation qui fournissent les biens consommables bénéficient également et largement des efforts d'investissement, y compris les entreprises moyennes, petites et à caractère artisanal. Enfin, dans le domaine de la construction, il faut bien convenir que beaucoup de choses restent à faire pour abaisser son prix de revient et industrialiser ses méthodes en coordination du reste avec certaines formes artisanales, notamment en matière de finition.

Il faut également noter l'insuffisance des mesures prises depuis de longues années pour améliorer rationnellement l'appareil des transports et réduire les charges annuelles que cet instrument des échanges fait peser sur l'économie du pays;

4° Dans le cadre de cette politique sélective des investissements, un effort particulier doit être fait pour mettre en situation compétitive les industries travaillant à l'exportation et permettre à l'agriculture de réaliser sa vocation exportatrice, une fois satisfaits les besoins extérieurs.

(1) Le groupe des travailleurs C. G. T. a présenté un amendement tendant à remplacer ces deux alinéas par le texte suivant: « la solution rapidement négociée du problème algérien et le retour des disponibles doivent permettre de satisfaire les besoins en main-d'œuvre ». Cet amendement a été repoussé à main levée.

ANNEXE

SCRUTIN N° 1

sur l'amendement déposé par le groupe des travailleurs C. G. T., tendant à modifier la rédaction de l'alinéa b) du paragraphe 2° du point A (« Evolution du volume de la production ») de la deuxième partie du projet d'avis.

Nombre de votants..... 144
Ont voté pour..... 15
Ont voté contre..... 111
Se sont abstenus..... 18

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (15).

Groupe de l'agriculture. — M. Carroué (C. G. T.).

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Furst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Leriche, Leroy (André), Marion, Montjauvis, Racamond, Ruiz, Subreville.

Groupe de l'Union française. — M. Djibo (C. G. T.).

Ont voté contre (111).

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charron, Hadengue, Haniquaut (C. F. T. C.), Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graesfschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André, Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Verret.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Dumontier.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Pailleux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. T. intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bellanger, Bouruet-Aubertot, Carré, Delavignette, Graëve, Jourdain, Rakotobé (C. F. T. C.), Serrure.

Se sont abstenus (18).

Groupe de l'agriculture. — M. Blaise (F. O.).

Groupe de la pensée française. — MM. May, Sauvy.

Groupe des travailleurs:

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Richard.

C. T. indépendants. — M. Dewez.

Groupe de l'Union française. — MM. Monthé, N'Diaye (C.G.T.-F.O.).

SCRUTIN N° 2

sur l'amendement déposé par le groupe des chefs d'entreprises proposant une rédaction nouvelle du premier alinéa du point B (« Mesures à prendre pour lutter contre l'inflation ») de la troisième partie du projet d'avis.

Nombre de votants..... 150
Ont voté pour..... 55
Ont voté contre..... 67
Se sont abstenus..... 28

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (55).

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Bohuon, Bonjean, Chatras, Chauvin, Deleau (Jean), du Douet de Graville, Ferré, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Robin, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André, Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des coopératives. — MM. de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe de l'Union française. — MM. Carré, Poilay.

Ont voté contre (67).

Groupe des activités diverses. — M. Colleville.

Groupe de l'agriculture. — MM. Blaise (F. O.), Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Brot, Gaussel.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Verret.

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Byé, Dumontier, May, Philip, Sauvy, Soula.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Linéard, Mayoud, Pailleux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Furst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Leriche, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz, Subreville.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

C. T. indépendants. — M. Dewez.

C. T. intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Delavignette, Djibo (C.G.T.), Monthé, N'Diaye (C. G. T.-F. O.), Rakotobé (C. F. T. C.).

Se sont abstenus (28).

Groupe de l'agriculture. — MM. Barré, Bidau, Chégut, Collet, Desbarats, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Rousse, Tardy.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des coopératives. — M. Benoist.

Groupe de l'Union française. — MM. Graëve, Jourdain, Serrure.

SCRUTIN N° 3

sur l'amendement déposé par le groupe des travailleurs C. G. T., tendant à modifier la rédaction du paragraphe 2° (relatif à l'action sur les finances publiques) du point B de la troisième partie du projet d'avis.

Nombre de votants..... 135
Ont voté pour..... 15
Ont voté contre..... 119
S'est abstenu..... 1

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (15).

Groupe de l'agriculture. — M. Carroué (C. G. T.).

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Furst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Leriche, Leroy (André), Marion, Montjauvis, Racamond, Ruiz, Subreville.

Groupe de l'Union française. — M. Djibo (C. G. T.).

Ont voté contre (119).

Groupe des activités diverses. — M. Colleville.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bideau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charron, Hadengue, Haniquaut (C. F. T. C.), Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André, Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Verret.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire - Audoire, Paquette, Stoll.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Gagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Byé, Dumontier, May, Philip, Sauvy, Soula.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. T. intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Carré, Delavignette, Graëve, Jourdain, Poilay, Rakotobé (C. F. T. C.), Serrure.

S'est abstenu (1).

Groupe des coopératives. — M. Brot.

SCRUTIN N° 4

sur l'amendement déposé par le groupe des travailleurs C. F. T. C., proposant une rédaction nouvelle du premier alinéa du point B (« Mesures à prendre pour lutter contre l'inflation ») de la troisième partie du projet d'avis.

Nombre de votants..... 154

Ont voté pour..... 57
Ont voté contre..... 92
Se sont abstenus..... 2

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (57).

Groupe de l'agriculture. — MM Blaise (F. O.), Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe des coopératives. — MM. Brot, Gaussel.

Groupe des entreprises nationalisées. — M. Bour.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Dumontier, May, Philip, Sauvy, Soula.

Groupe des travailleurs:

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Leriche, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz, Subreville.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

C. T. indépendants. — M. Dewez.

Groupe de l'Union française — MM. Delavignette, Djibo (C. G. T.), Monthé, N'Diaye (C. G. T.-F. O.), Rakotobé (C. F. T. C.).

Ont voté contre (95).

Groupe des activités diverses. — MM. Colleville, Montfajon.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Milhau, Nové-Josserand, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André, Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Ferlet, Verret.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire - Audoire, Paquette, Stoll.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

C. T. intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Carré, Graëve, Jourdain, Poilay, Serrure.

Se sont abstenus (2).

Groupe des activités diverses. — M. Compeyrot.

Groupe de l'agriculture. — M. Lequertier.

SCRUTIN N° 5

sur l'ensemble du projet d'avis.

Nombre de votants..... 154

Ont voté contre..... 110
Ont voté contre..... 15
Se sont abstenus..... 28

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (110).

Groupe des activités diverses. — MM. Colleville, Compeyrot.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Blaise (F. O.), Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Haniquaut (C.F.T.C.), Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André, Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Verret.

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Byé, Dumontier, May, Philip, Soula.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

C. T. indépendants — M. Dewez.

C. T. intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM Bicheron (C. G. C.), Delavignette, Graëve, Jourdain, Monthé, N'Diaye (C. G. T.-F. O.), Rakotobé, Serrure.

Ont voté contre (15).

Groupe de l'agriculture. — M. Carroué (C. G. T.).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Furst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Leriche, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz, Subreville.

Groupe de l'Union française. — M. Djibo (C. G. T.).

Se sont abstenus (28).

Groupe des activités diverses. — M. Montfajon.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Barlangue, Chauchard, Deleau, Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Groupe de la pensée française. — M. Sauvy.

Groupe de l'Union française. — MM. Bouruet-Aubertot, Carré, Poilay.

Rectification de vote.

GROUPE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES

M. Vinot, porté comme ayant voté « pour » le projet d'avis, déclare avoir voulu « s'abstenir ».

ANNEXES

NOTE DE PRESENTATION

En vue de suivre régulièrement l'évolution de la situation économique selon la mission qui leur a été confiée, les membres de la commission de la conjoncture économique et du revenu national du Conseil économique ont désiré recevoir une double information:

1. — Un *point mensuel de la situation économique* établi sur un mode schématique, et permettant, chaque mois, une *connaissance rapide* des données les plus récentes:

Niveau de l'activité et chômage.

Variation des prix et salaires.

Evolution des échanges extérieurs.

Données financières significatives.

Eléments de comparaison internationale.

2. — A la fin de chaque semestre, au moment de l'élaboration du rapport de conjoncture du Conseil, une *somme d'observations de base* détaillées, relatives aux derniers mois connus, et portant référence aux résultats des années antérieures. Le plan adopté est le suivant:

Présentation des observations de base *par* grande *division économique* classique (production, activité, transports, échanges extérieurs, prix, salaires, etc.). (Partie A.)

Données étrangères comparatives permettant de situer la conjoncture française par rapport à celle d'autres pays. (Partie B.)

L'existence de tables analytiques en tête de chaque partie permet de se référer très rapidement aux seules observations recherchées.

Dans le cadre de cette double série d'information, on trouvera ci-après:

Le *point mensuel de la situation économique* à la fin de juin 1956

Un *dossier d'observations de base*, portant sur la plus grande partie du premier semestre 1956, avec référence aux années antérieures.

Ces documents comportent un caractère essentiellement descriptif et s'interdisent toute analyse des causes ou tout énoncé de solutions.

N. B. — Cette note n'est pas un document officiel du Conseil économique. Son seul objet est de répondre au désir exprimé par les membres de la commission de la conjoncture économique et du revenu national du Conseil économique, d'avoir chaque mois une connaissance rapide et objective des observations économiques les plus importantes.

Les données les plus récentes sont généralement provisoires.

ANNEXE I

POINT MENSUEL DE LA SITUATION ECONOMIQUE A LA FIN DE JUIN 1956

Résumé des observations présentées.

I. — Niveau de l'activité et chômage.

Situation agricole (1er juin):

Production végétale: production estimée sensiblement inférieure à celle de l'année dernière.

Production animale: production laitière inférieure à la production normale.

Activité industrielle et chômage:

Chômage: situation très améliorée en 1955.

Transports: trafic S. N. C. F. en progrès début juin.

Consommation d'électricité: progrès moyen de 9 p. 100 dans les quatre premiers mois, 12 p. 100 environ en juin.

Stock houille-lignite aux mines: réduction des 4/5 en un an.

Ensemble de la production: + 10 p. 100 au premier trimestre (1956-1955), + 12 p. 100 en avril (1956-1955).

Industries d'équipement:

Avance d'ensemble de 11 p. 100 en janvier-février (1956-1955)

Reprise de l'aéronautique.

Industries de consommation:

Progrès légèrement supérieur en janvier-février par rapport au quatrième trimestre 1955.

Recul accentué des cuirs.

Activité du commerce intérieur:

Chiffre d'affaires en progrès (surtout coopératives, co-multiples, ameublement, droguerie, quincaillerie et même textiles).

Faillites et liquidations judiciaires en diminution sur 1954.

Activité de la main-d'œuvre:

Progrès de 2,5 p. 100 depuis un an (avril) (bâtiment et transports: + 5,5 p. 100).

II. — Variation des prix et salaires.

Prix:

Tendance à la hausse (+ 4 p. 100 au gros et + 2 p 100 au détail, à Paris depuis un an).

Avance très forte des fruits et légumes frais (+ 75 p. 100 depuis janvier à Paris) (+ 96 p. 100 au gros).

Salaires:

Salaires horaires bruts (taux): progrès moyen de 10 p. 100 depuis un an (avril).

Salaires horaires et charges sociales: progrès moyen de 13 p. 100 depuis un an (avril) (construction électrique, fonderie, grosse forge).

Salaires mensuels nets: progrès moyen de 4,5 p. 100 (père de cinq enfants) à 9 p. 100 (célibataire) depuis un an (janvier).

III. — Evolution des échanges extérieurs.

Balance globale:

Balance équilibrée en 1955, déficitaire dans les cinq premiers mois de 1956.
En volume, recul des exportations pendant les cinq premiers mois (1956-1955) et avance des importations.

Echanges avec l'étranger:

Exportations: + 20 p. 100 en 1955 (1955-1954), recul en mai 1956: — 9 p. 100 par rapport à mai 1955.
En volume, avance des importations et recul des exportations au premier trimestre 1956 (1956-1955).
Balance commerciale alimentaire: couverture à 143 p. 100 en 1955 et 110 p. 100 seulement au premier trimestre 1956, mais à 66 p. 100 en mai 1956.
U. E. P.: réduction du solde négatif en mai 1956.
Termes de l'échange: légère dégradation en 1955 et au premier trimestre 1956.

IV. — Données financières significatives.

Finances publiques:

Rendement légèrement accru des impôts indirects: + 2 p. 100 pendant les cinq premiers mois de 1956 (1956-1955).

Masse monétaire et crédit:

Régression des réserves or-devises: + 13 p. 100 fin mai (1956-1955) contre + 76 p. 100 en 1955 (1955-1954).

Epargne et marché financier:

Epargne liquide: + 22 p. 100 (1955-1954); avance accentuée des valeurs étrangères et valeurs indexées au cours des cinq premiers mois de 1956. Progrès des émissions privées (50 p. 100 du total en 1955 contre 33 p. 100 en 1954).

V. — Eléments de comparaison internationale (1955).

Situation agricole:

Avance plus accentuée de la production alimentaire (par tête) en Turquie, au Royaume-Uni et en Belgique-Luxembourg par rapport à l'avant-guerre.

Chômage:

Autour de 2 p. 100 de la population active en France (personnes cherchant du travail) et 1 p. 100 au Royaume-Uni (3,5 p. 100 aux Etats-Unis et 4 p. 100 en Allemagne occidentale).

Production industrielle:

Avance en 1955: en Allemagne (+ 16 p. 100), France (+ 10 p. 100), Etats-Unis (+ 11 p. 100), Royaume-Uni (+ 4 p. 100).

Prix:

En hausse assez générale, surtout au Royaume-Uni.

Echanges extérieurs:

Progrès moins rapide de la France par rapport à l'Allemagne (volume des exportations).

Revenu national par tête (1953):

La France est en dixième position dans le monde, très loin des Etats-Unis et du Canada, et dépassée par la Suède, la Suisse, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Danemark, la Belgique, la Norvège et le Royaume-Uni.

I. — NIVEAU DE L'ACTIVITE ET CHOMAGE

1° Situation agricole (1er juin).

Végétaux. — Réduction estimée sensiblement inférieure à l'année dernière (production de céréales estimée à 132 millions de quintaux, contre 173 millions de quintaux en 1955).

Production animale. — Production laitière inférieure à la normale.

a) Végétaux (prévisions).

Céréales. — Blé: prévisions de 43 millions de quintaux (104 millions de quintaux produits en 1955). — Orge: prévisions de 43 millions de quintaux (27 millions de quintaux produits en 1955).

Oléagineux. — Colza: rendement moyen. — Oliviers: récolte mauvaise.

Pommes de terre. — Bon aspect des plantations, mais retard.

Betteraves industrielles. — Récolte potablement satisfaisante, mais retard.

Fruits. — Assez bonnes récoltes de cerises et de pommes de table, mais assez médiocres de pêches, prunes et poires de table, récolte d'abricots très mauvaise.

Vigne. — Récolte sensiblement réduite en 1956.

b) Production animale

Très nets déficits de récolte fourragère qui risquent d'avoir des répercussions très sérieuses sur l'alimentation des animaux au cours de l'hiver 1956-1957.

Cheptel. — Etat du troupeau: satisfaisant.

Lait. — Production inférieure à la production normale.

2° Activité industrielle et chômage.

Chômage. — Très inférieur à 1955.

Transports. — Trafic S. N. C. F.: en progrès début juin 1956.

Electricité. — Progrès moyens de 9 p. 100 dans les quatre premiers mois (1956-1955).

Production. — Plus 10 p. 100 au premier trimestre (1956-1955) et plus 12 p. 100 en avril.

a) Chômage

1er juin: situation très améliorée.

		1er juin 1956. / 10 juin 1955.
1. *Chômeurs secourus*	33.270	— 41 %
Fonds de chômage	715	»
Placement:		
Demandes non satisfaites	108.511	— 33 %
Offres non satisfaites	51.376	+ 145 %

Rapport demande/offre: 1 offre pour 3 demandes contre 1 offre pour 7 demandes (5 ½ au 1er juin 1955).

	Janv. 1955. / Janv. 1954.	Oct. 1955. / Oct. 1954.	Janv. 1956. / Janv. 1955.
2. *Nombre de salariés ayant travaillé moins de quarante heures*	— 7,5 %	+ 28 %	— 10 %
dont:			
Textile	+ 17,5 %	+ 96 %	+ 16,5 %
Autres	— 20 %	+ 17 %	+ 18 %

3. *Activités les plus atteintes:*

(En pourcentage de la population active salariée dans chaque activité.)

	Chômage secouru. (1er mai 1956.)	Demandes d'emploi. (1er mai 1956.)
Spectacles	1,8 %	8 %
Manutention	1,1 %	3,6 %
Textiles-tissus	1,2 %	3,2 %
Cuirs et peaux	0,8 %	1,6 %
Pêche et navigation	0,5 %	1,3 %
Services et domestiques	0,3 %	1,9 %
Commerces	0,3 %	1 %
Emplois de bureau	0,2 %	0,8 %
Construction et bâtiment	0,2 %	0,6 %
Ensemble	0,34 %	1,01 %

4. *Chômage partiel indemnisé:*

(Journées-ouvrier = 1.000.)

	Mars 1956	Mars 1955	1956/1955
Total	137	371	63 %
Activités les plus atteintes:			
Textiles et annexes	86,8	259,7	(— 70 %)
Habillement et travail étoffes	13,5	45	(— 70 %)
Chaussures	16,5	26,5	(— 38 %)

b) Transports

Trafic en augmentation (au début juin).

1. *Trafic S. N. C. F.:*

	1953/1952	1954/1953	1955/1954	1956/1955 1er trim.	1956/1955 Avril.	1956/1955 Juin.
Tonnage chargé et entré chargé	— 6 %	+ 7 %	+ 13 %	+ 5,5 %	+ 7,5 %	+ 2,5 % (15 j.) + 9,5 %
Recettes au tarif actuel.	»	+ 4,5 %	+ 5,5 %	+ 4,5 %	+ 6,5 %	+ 6,5 %
Recettes brutes	— 4 %	+ 4,5 %	+ 5,5 %	+ 4,5 %	+ 6 %	+ 6,5 %

2. *Transports fluviaux:*

	1953/1952	1954/1953	1955/1954	1956/1955 1er trim.	1956/1955 Avril.	1956/1955 Juin.
Nombre de bateaux affrétés.	1.758	1.818 (+ 4 %)	+ 5 %	+ 7 %	+ 6 %	+ 3 % + 9,3 %

c) Consommation d'électricité

1952/1951	1953/1952	1954/1953	1955/1954	1956/1955 1er trim.	1956/1955 Avril.	1956/1955 Mai.	1956/1955 Juin.
+ 7 %	+ 1 %	+ 9 %	+ 10 %	+ 9 %	+ 9 %	+ 3 %	+ 12 %

d) Stock marchand de houille et lignite (1.000 t)

1953	1954 (moyenne hebd.)	17 Juin. 1955	17 Juin. 1956	1955/1954 Fin d'année.	1956/1955 17 Juin.
2.194	2.632 (+ 20 %)	21.408	531	— 70 %	— 75 %

e) Evolution de la production industrielle

Ensemble: + 10 p. 100 au 1er trimestre (1956-1955) (12 p. 100 en avril 1956-1955).

Energie: charbon: stagnation; électricité: + 10,5 p. 100 au 1er trimestre 1956; pétrole: progrès.

Industries d'équipement: avance d'ensemble de 11 p. 100 en janvier-février (1956-1955).

Industrie de consommation: progrès légèrement supérieur en janvier-février par rapport au 4e trimestre 1955; recul accentué des cuirs.

1. *Ensemble* (bâtiment exclu).

Niveau atteint en 1955.

1929	1938	1954	1955	1955/1929	1955/1954
(1938 = 100)					
125	106	154	169	+ 35 %	+ 10 %

Evolution récente.

1955 1er trim.	1956 1er trim.	1955 Avril.	1956 Avril.
169 (+ 10 %)	186	170 (2 %) (+ 12 %)	191

2. *Energie* (1er trimestre 1956/1955): charbon: stagnation; électricité: plus 10,5 p. 100. Pétrole: progrès accentué.

	1929 (1938 = 100)	1955	1955/1954	1er trim. 1956/1er trim. 1955	Avril 1956/Avril 1955
Ensemble...	95	175	+ 6,5 %	+ 9,5 %	(+ 6 %)
Charbon.....	20	117	+ 1 %	+ 2,5 %	
Electricité....	76	239	+ 10 %	+ 10,3 %	(+ 6 %)
Pétrole.....	10	450	+ 18 %	+ 26,5 %	

3. *Industries d'équipement:* avance d'ensemble de 11 p. 100 en janvier-février 1956 (1956-1955). Reprise de l'aéronautique.

(1938 = 100.)

Niveau atteint en 1955.

	1929	1955	1955/1954
Ensemble	157	186	+ 12,5 %
Aéronautique	»	64	— 4 %
Automobile	»	280	+ 16,5 %
Sidérurgie	»	200	+ 21,5 %
Ciments	»	298	+ 13,5 %
Extraits de minerais métalliques	147	152	+ 13,5 %
Extraction de matériaux de construction	134	172	+ 12,5 %
Caoutchouc	90	242	+ 4 %
Bâtiment et travaux publics	190	147	+ 6,5 %

Evolution récente.

	1er trimestre 1956/1er trimestre 1955	Avril 1956/Avril 1955
Ensemble	+ 11 % (janv., fév.)	
Aéronautique	+ 58,4 %	3 %
Automobile	+ 18 %	+ 18 %
Sidérurgie	+ 3,5 %	+ 6,5 %
Ciments	— 3,4 %	+ 10 %
Extraits de minerais métalliques	+ 5,5 %	+ 6,5 %
Extraction de matériaux de construction	— 3 %	
Caoutchouc	+ 8,5 %	
Bâtiments et travaux publics	— 11 % (froid). (janv., fév.)	

4. *Industries de consommation:* progrès de 3,5 p. 100 en janvier-février 1956 (1956/1955). Recul accentué des cuirs au 1er trimestre 1956 (1956/1955).

(1938 = 100.)

Niveau atteint en 1955.

	1929	1955	1955/1954
Ensemble	105	133	+ 4,5 %
Engrais	»	194	+ 18 %
Industries chimiques	113	201	+ 12,5 %
Verre	161	190	+ 11 %
Papiers-cartons	63	156	+ 9 %
Textiles	120	109	— 5 %
Cuirs	117	57	— 12,5 %

Evolution récente.

	1er trimestre 1956/1er trimestre 1955	Avril 1956/Avril 1955
Ensemble	+ 3,5 % (janv., fév.)	
Engrais	+ 7,7 %	+ 18,5 %
Industries chimiques	+ 6 %	+ 4 %
Verre	+ 14,5 %	+ 15 %
Papiers-cartons	+ 7,5 %	+ 11 %
Textiles	— 2,5 %	
Cuirs	— 14,5 %	

3° Activité du commerce intérieur.

Chiffres d'affaires en progrès (surtout coopératives, com. multiples, ameublement, droguerie, quincaillerie et même textile-habillement).

Faillites et liquidations judiciaires: en diminution sur 1955.

a) Variation des chiffres d'affaires moyens quotidiens du commerce de détail.

	1954 / —	1955 / —
1. *Commerces alimentaires:*		
Coopératives de consommation	+ 8 %	+ 8,5 %
Sociétés à succursales multiples	+ 8,5 %	+ 7,5 %
Détaillants indépendants	+ 8 %	+ 5 %

Evolution récente (1).

	4e trimestre 1955. / 4e trimestre 1954. —	Janv.-fév. 1956. / Janv.-fév. 1955. —
Coopératives de consommation	+ 10 %	+ 6,7 %
Sociétés à succursales multiples	+ 8,5 %	+ 7,6 %
Détaillants indépendants	+ 1,5 %	+ 7,4 %

	1954 / 1953 —	1955 / 1954 —
2. *Grands magasins de Paris*	+ 9,5 %	+ 13,5 %
3. *Commerces non alimentaires:*		
Ameublement	+ 7,5 %	+ 19 %
Droguerie, quincaillerie	+ 5,5 %	+ 12 %
Textiles, habillement	+ 4,5 %	+ 4 %
Chaussures	+ 4 %	+ 6 %
b) Tirage des quotidiens parisiens	+ 3,5 %	+ 8,5 %
c) Faillites et liquidations judiciaires (tous commerces)	+ 14 %	— 4 %

Evolution récente.

	4e trim. 1955. / 4e trim. 1954. —	Janv.-Fév. 1956. / Janv.-Fév. 1955. —
2. *Grands magasins de Paris*	+ 15,5 %	+ 13 %
3. *Commerces non alimentaires:*		
Ameublement	+ 26,5 %	+ 11,3 %
Droguerie, quincaillerie	+ 29,5 %	+ 4,7 %
Textiles, habillement	+ 8,5 %	— 3 %
Chaussures	+ 8,5 %	— 1,5 %

(1) Direction du commerce intérieur.

	4e trim. 1955. / 4e trim 1954. —	Janv.-Fév. 1956. / Janv.-Fév. 1955. —
b) Tirage des quotidiens parisiens.	+ 12 %	+ 9 % (Janv.-Fév.)

	4e trim 1955. / 4e trim 1954. —	Janv.-Fév. 1956. / Janv.-Fév. 1955. (1er trim.) —
c) Faillites et liquidations judiciaires (tous commerces)	+ 13 %	— 14 %

4° Activité de la main-d'œuvre.

Progrès de 2,5 p. 100 depuis un an (avril) (dû surtout à la progression des effectifs). Bâtiment et travaux publics: + 5,5 p. 100.

Niveau atteint en 1955.

	1954 —	1955 —
a) Durée du travail (Indice 1938 = 100.)	45 h. 2	45 h. 3 (=)
b) Effectifs	110,2	112,2 (+ 2 %)
c) Activité:		
Nombre d'heures-ouvrier effectuées	126,5	129,1 (+ 2 %)

Evolution récente.

	Avril 1956. —	Avril 1956. / Avril 1955. —
a) Durée du travail	45 h. 5	+ 0,5 %
b) Effectifs	112	+ 1,5 %
c) Activité:		
Nombre d'heures-ouvrier effectuées	130	+ 2,5 %

	1954 —	1955 —
Activité:		
Industries de transformation	138,5	142,6 (+ 3 %)
Transports	93,5	91,3 (— 2,5 %)
Activités commerciales et libérales	109	111,1 (+ 2 %)
Bâtiment et travaux publics	193,5	208,3 (+ 7,5 %)

	Avril 1956. —	Avril 1956. / Avril 1955. —
Activité:		
Industries de transformation	143,5	(+ 3 %)
Transports	90,5	(— 1,5 %)
Activités commerciales et libérales	113	(+ 3 %)
Bâtiment et travaux publics	208,5	(+ 5,5 %)

II. — VARIATIONS DES PRIX ET DES SALAIRES

1° Variation des prix.

Tendance à la hausse (+ 4 p. 100 au gros et + 2 p. 100 au détail depuis 1 an).

Avance très accentuée des fruits et légumes frais (+ 96 p. 100 au gros depuis janvier, 75 p. 100 au détail).

DÉSIGNATION	DERNIER indice (mai 1956) (1949 = 100) (provisoire).	ÉVOLUTION par rapport à 1952-1954		ÉVOLUTION récente.	
		1955 / 1954	Depuis le max 1952.	Depuis un an.	Depuis janv.
		P. 100.	P. 100	P. 100.	P. 100.
a) *Prix de gros.*					
1. Alimentation	133,7	— 1,5	— 1,3	+ 4,4	+ 6,3
2. Combustibles, énergie	142	=	— 2,6	+ 2,7	+ 0,6
3. Produits industriels.	150,1	+ 0,5	— 12,5	+ 3,9	+ 0,3
4. Matières premières industrielles importées	139,5	— 1	— 25,2	=	+ 1
Indice général.....	144,3 (1)	=	— 6,7	+ 3,9	+ 2,4
Fruits et légumes frais (Halles de Paris)	255	— 2	+ 95	+ 96,3	+104,4
b) *Prix de détail.*					
1. Alimentation:					
Paris	140,7 (mai)	+ 0,5	— 2,8	— 2,5	+ 2,1
Province	141 (fév.)	+ 0,5	— 0,5	+ 4,5	+ 2
2. Chauffage, éclairage:					
Paris	159,1 (mai)	— 1	— 8,8	— 7,1	— 6,7
Province	173 (fév.)	— 0,5	— 0,5	— 1	=
3. Objets manufacturés:					
Paris	128,1 (mai)	=	— 5	+ 1,3	+ 0,5
Province	129 (déc.)	=	— 8,5	+ 0,5	»
4. Services:					
Paris	204 (mai)	+ 4	+ 15,9	+ 3,5	+ 1
Province	204,5 (déc.)	+ 5,5	+ 16,5	+ 6,5	»
Indice d'ensemble:					
Paris (2)	148,5 (mai)	+ 1	=	+ 2	+ 1,2
Province	148,5 (déc.)	+ 1,5	+ 1	+ 2,5	»
Fruits et légumes frais:					
Paris	267 (mai)	=	+ 77,8	+ 75	+ 8[illegible],3
Province	165,8 (fév.)	— 0,5	+ 17,5	+ 29,5	+ 16,5

(1) Evalué à 147,5 en juin.
(2) Des subventions ont été accordées au gaz et pour certains produits d'épicerie.

DÉSIGNATION	DERNIER indice (1949 = 100) (mars).	ÉVOLUTION par rapport à 1952-1953		ÉVOLUTION récente.
		1955. / 1954	Depuis le max. 1952.	Depuis un an.
		P. 100	P. 100	P. 100.
Prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles	132,3	— 2,5	— 14	+ 0,5
Prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager	148,5	»	— 3,5	+ 1
Prix client départ usine des véhicules à moteur.....	146,8	— 1,5	— 2,6	+ 2,2

Variation des budgets types à Paris.
(Mai 1955 à mai 1956.)

I. O. E. (1) (célibataire).....	»
C. G. T.-F. O. (célibataire).....	+ 11,5 %
C. G. T. (célibataire).....	+ 4,5 %
U. N. A. F. (famille) (3).....	+ 11 %
Indice C. F. T. C.....	+ 11 %
Indice I. N. S. E. E.....	+ 2,5 %

2° Evolution des salaires.

Taux des salaires horaires bruts + 9,9 p. 100 (avril 1956-1955).
Salaires horaires et charges sociales + 13 p. 100 (avril 1956-1955).
Construction électrique, fonderie, grosse forge, salaires mensuels nets: progrès moyen de + 4,5 p. 100 (père de 5 enfants) + 9 p. 100 (célibataire), depuis un an (janvier 1956-1955).

(1949 = 100)	1954	1955	ÉVOLUTION RÉCENTE 1956		Variation (Avril).	
			Janvier	Avril.	Depuis janvier	Depuis un an.
	(Moyenne mensuelle.)				P. 100	P. 100.
a) *Salaires horaires.*						
Salaires horaires bruts (taux) (ministère du travail)	179	192 (+ 17 %)	201,5	204,5	+ 1,5	+ 9,9
Salaire horaires, charges sociales:						
Construction électrique.....	184	199 (+ 8 %)	213	217,1	+ 2	+ 12,5
Fonderie.....	171	186 (+ 9 %)	199	205	+ 3	+ 13
Grosse forge....	183	199 (+ 9 %)	214,5	217,6	+ 1,4	+ 12,8
b) *Salaires mensuels nets.*						
(Zone 0, ministère du travail, I.N.S.E.E.) (2):					Depuis octobre	Depuis un an.
Célibataire ...	192	203 (+ 5,5 %)	213	»	+ 2	+ 9
Père de deux enfants.....	176	186 (+ 5,5 %)	195	»	+ 2,5	+ 8,5
Père de cinq enfants.....	168	178 (+ 6 %)	183	»	+ 1	+ 4,5

(1) Institut d'observation économique, budget du manœuvre.
(2) D'après le salaire horaire, durée du travail, prestations familiales, prime de transport, retenue de sécurité sociale et surtaxe progressive (manœuvre et professionnel).
(3) Union nationale des associations familiales (budget d'une famille de quatre personnes).

III. — EVOLUTION DES ECHANGES EXTERIEURS

1° Evolution globale.

Balance équilibrée en 1955, déficitaire dans les cinq premiers mois de 1956.

En volume, recul des exportations au cours des cinq premiers mois de 1956, par rapport à la période correspondante de 1955.

a) *Balance équilibrée en 1955, déficitaire au début de 1956.*

(En milliards de francs.)

	TENDANCE ANNUELLE		ÉVOLUTION RÉCENTE		
	1954	1955	1956		
			1er trim.	Avril.	Mai.
	(Moyenne mensuelle.)		(Moyenne mensuelle.)		
Importations	127	138 (+ 8,5 %)	149	168,4	178,2
Exportations	126	141 (+ 12 %)	127,3	143,8	132,9
Solde	— 1	+ 3	— 22	— 24,6	— 45,3
Couverture (en pourcentage)	99,5	102	85	85,5	74,5
(1949 = 100.)					
Termes de l'échange (or exclu).....	90	92 (+ 2 %)	92		

b) *En volume.*

Recul des exportations, au premier trimestre 1956, par rapport à 1955.

	1954	1955	1956 1er trim.	1er trim. 1956. / 1er trim. 1955.
(1949 = 100.) (Or exclu.)				
Importations ..	126 (+ 12 %)	141 (+ 12 %)	151	+ 8 %
Exportations ..	165 (+ 11,5 %)	184 (+ 11,5 %)	165	— 13 %

2° Echanges avec l'étranger.

Exportations: + 20 % en 1955 (1955/1954). Recul pendant les cinq premiers mois de 1956 par rapport au cinq premiers mois de 1955.
En volume, progrès des importations et recul des exportations au premier trimestre (1956/1955).

a) *Exportations* (recul au début de 1956).
(En milliards de francs.)

	TENDANCE ANNUELLE		ÉVOLUTION RÉCENTE		
	1954	1955	1956		
			1er trim.	Avril.	Mai.
	(Moyenne mensuelle.)		(Moyenne mensuelle.)		
Importations	92,5	104 (+ 12,5 %)	112	124,9	120,6
Exportations	80,5	97 (+ 20,5 %)	87,5	96,5	91,2
Solde.....	— 12	—7	— 24,5	— 27,4	— 37,4
Couverture (en pourcentage)	87	93	78	77,3	71

b) *Détérioration de la couverture avec la zone sterling,* mais réduction du déficit à l'U. E. P. en mai.
(Moyenne mensuelle.) (En milliards de francs.)

	1953	1954	1955	Janv. 1956.	Fév. 1956.
Solde sterling.....	— 18	— 16,4	— 14,7	— 14,5	— 19,4
Couverture (en pourcentage) (or exclu)..	39	43,5	53,5	53,5	45

Valeur moyenne des positions nettes mensuelles.
(En millions de livres sterling.)

	1953	1954	1955	1956		
				1er trim.	Avril.	Mai.
U. E. P. (zone franc)..	— 29	— 3,5	+ 12,3	— 38,7	— 33,9	— 28,5

En volume, progrès des importations, recul des exportations au premier trimestre 1956/1955.

	1954	1955	1956 (1er trim.)	1956/1955
(1949 = 100.) (Or exclu.)				
Importations	122	139 (+ 14 %)	152	+ 11 %
Exportations	182	228 (+ 25,5 %)	208	— 5 %

c) *Evolution significative des échanges avec l'étranger.*

Balance alimentaire: couverture à 143 p. 100 en 1955, à 110 p. 100 au premier trimestre 1956, mais à 66 p. 100 seulement en mai.

Produits fabriqués: amélioration des échanges en volume au quatrième trimestre (1955-1954).

Termes de l'échange: légère dégradation.

	TENDANCE ANNUELLE			ÉVOLUTION RÉCENTE			
	1952	1954	1955	1955 1er trim	1956 1er trim	1956 Avril.	1956 Mai.
Balance commerciale alimentaire (pourcentage couverture)	47	110	143	147	110	103	65,5

	1954	1955	1955-1954 4e trimestre.	1956 1er trimestre.
	(1949 = 100.)			
Produits fabriqués:				
Importations.	143	178 (+24,5 %)	+ 17 %	»
Exportations.	135	156 (+15,5 %)	+ 15 %	»
Termes de l'échange (or exclu)	86	85	(4e trim. 1955.) 85	85

3° **Evolution du prix des matières premières importées.**

	1951	1953	1954	1955
a) Prix en France des matières premières industrielles importées, indice I.N.S.E.E. (1949 = 100)....	212	145	153	141,5
b) Indice Moody's des prix de gros à New-York (31 décembre 1931 = 100).....	489	422	403	403
c) Indice Reuter des prix à l'importation en Grande-Bretagne (18 septembre 1931 = 100).....	606	494	488	494

	1956 1er trim.	1956 Avril.	1956 Mai.	1956 Juin (16 j.)
a) Prix en France des matières premières industrielles importées, indice I.N.S.E.E. (1949 = 100)....	141,5	141,7	139,5	»
b) Indice Moody's des prix de gros à New-York (31 décembre 1931 = 100).....	406,5	422	419	413,6
c) Indice Reuter des prix à l'importation en Grande-Bretagne (18 septembre 1931 = 100).....	485	488	489,6	481

N. B. — Les statistiques douanières ont été modifiées à partir du 31 décembre 1955; le mois calendaire est maintenant retenu, alors que précédemment le mois douanier s'arrêtait le 20 pour les exportations et le 29 pour les importations. Les nomenclatures ont été aussi remaniées. En conséquence, les comparaisons pour l'année 1955 ne peuvent être qu'approximatives

IV. — DONNEES FINANCIERES SIGNIFICATIVES

1° **Finances publiques.**

Avance des dépenses budgétaires.

Léger progrès des impôts indirects: + 2,2 p. 100 pendant les cinq premiers mois (1956/1955).

a) *Rendement des impôts indirects.*

	1954/1953	ÉVOLUTION RÉCENTE 1955/1954	ÉVOLUTION RÉCENTE 5 mois 1956 / 5 mois 1955
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
1. Contributions indirectes (alcool, garanties)	— 10,5	+ 2,5	+ 10,8
2. Taxes sur le chiffre d'affaires...	+ 5,5	+ 2	=
3. Taxes uniques (vin, viandes)...	+ 0,5	+ 8,5	— 6,5
Ensemble	+ 4	+ 2,5	+ 2,2

b) *Résultats de l'exercice budgétaire* (en milliards de francs).

	1955	1956
	(31 mars.)	
1. Dépenses	726,6	957,7
2. Recettes	815,7	900,3
Solde	+ 89,1	— 57,4

c) *Situation du Trésor* (en milliards de francs).

	1954	1955
	(31 décembre.)	
1. Charges:		
Budget et investissement (déficit, période complète, inclus).....	569	603
Comptes spéciaux (solde déf.).....	95	59
	664	662 (1)
2. Ressources:		
Bons du Trésor.....	371	367
Emprunts à long et moyen terme.....	142	182
Autres opérations.....	151	113
	664	662
Evolution de la dette intérieure de l'Etat (depuis le 1er janvier) (milliards de francs).	+ 302	+ 279

(1) Charges totales estimées pour l'exercice 1955: 761 milliards.

2° Masse monétaire et crédit.

Régression des réserves or-devises (+ 13 p. 100 fin mai [1956/1955] contre + 76 p. 100 en 1955 [1955/1954]).

a) *Evolution globale.*

	MARS 1955	MARS 1956	VARIATIONS 1er trimestre 1956 / 1er trimestre 1955
	(Milliards de francs.)		
1. Disponibilités (1) :			
Billets et mon. div.	2.584	2.962 (+ 14,5 %)	Masse monétaire : + 14,6 %.
Dépôts à vue.	2.712	3.094 (+ 14 %)	
Masse monétaire (2).....	5.296	6.056 (+ 14,5 %)	Rotation + 9 %.
2. Contrepartie :			
Or et devises.	482	660 (+ 37 %)	Prod. Ind. + 9 %.
Créances sur le Trésor ..	2.105	2.315 (+ 10 %)	Prix (moyen, gros détail) + 4,5 %.
Crédits à l'économie (ajustement) .	2.902 (— 193)	3.378 (+ 16.4 %) (— 297)	

(1) Monnaies divisionnaires exclues.
(2) Non compris dépôts à terme.

b) *Variation des principaux postes du bilan de la Banque de France.*
(Situations en fin de période.)

	1954 / 1953	1955 / 1954	1956/1955 1er trim.	1956/1955 Avril.	1956/1955 Mai.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Actif.					
Réserves or-change ..	+ 75	+ 76	+ 49	+ 24	+ 13
Créances sur l'Etat...	— 4,5	— 11,5	+ 2	+ 3	+ 2
Crédits à l'économie.	+ 12,5	+ 9	+ 10	+ 10	+ 19
Passif.					
Billets en circulation.	— 10,5	+ 12	+ 12	+ 12	+ 11,3
Comptes créditeurs ..	— 6	+ 5	+ 16	=	+ 3
Total engagements à vue.....	(+ 9,5)	(+ 11,5)	(+ 12)	(+ 11)	(+ 11)

c) *Crédit agricole* (solde en fin de période).

	1954 / 1953	1955 / 1954	Avril 1956 / Avril 1955.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
1. Dépôts.....	+ 20	+ 20	+ 21
2. Prêts.....	+ 12	+ 16	+ 14

3° Epargne et marché financier.

Epargne liquide (+ 22 p. 100).
Avance des valeurs étrangères et valeurs indexées (recul des autres).

a) *Epargne liquide.*
(Milliards de francs.)

	1954 (31 décembre.)	1955 (31 décembre.)
1. Dépôts dans les caisses d'épargne (6).....	1.230	1.515 (+ 23 %)
2. Bons du Trésor et bons de la défense nationale (particuliers et entreprises).....	757	911 (+ 20,5 %)
3. Dépôts à échéance dans les banques	167	203 (+ 21,5 %)
	2.154	2.629 (+ 22 %)

b) *Marché financier.*

	1954	1955
Emissions publiques :		
Trésor et collectivités locales	120	99 (— 17 %)
Entreprises nationales	70	49 (— 30 %)
Autres	72	63 (— 12 %)
	262	211 — 20 %
Emissions privées :		
Actions	93	127 (+ 36 %)
Paris S. A. R. L.	44	83 (× 2)
Obligations	137	240 (+ 55 %)

Total des émissions : 421 milliards en 1955 contre 399 en 1954 (+ 4 p. 100) (dont, émissions privées : 50 p. 100 du total, contre 34 p. 100 en 1954).

c) *Indices boursiers* (1949 = 100).

	1954 Moyenne.	1955 Moyenne.	1956 1er trim.	1956 Avril.	1956 Mai.
1. Valeurs françaises à revenu variable (295).....	214	302	285	305	306
Métropolitaines (185)....	248	364	345	370	372
Outre-mer (90).....	153	170	150	151	148
Sociétés françaises à l'étranger (20).....	105	126	122	124	123
2. Valeurs étrangères à revenu variable (25)...	173	237	255	263	266
Valeurs à revenu indexé (secteur industriel public).	153	189	215	226	228

	VARIATIONS 1955 / 1954	1955 / 1938	1955 / 1929
1. Valeurs françaises à revenu variable (295).....	+ 41 %	× 40	× 16 ½
Métropolitaines (185)....	+ 47 %	× 44	»
Outre-mer (90).....	+ 11 %	× 25	× 11
Sociétés françaises à l'étranger (20).....	+ 20 %	× 19 ½	× 9
2. Valeurs étrangères à revenu variable (25)...	+ 37 %	× 16	× 9 ½
Valeurs à revenu indexé (secteur industriel public).	+ 23 %	»	»

4° Or et devises.

	COURS LIBRE MOYEN							
	Cours officiel	Maximum 1952.	Moyenne 1954.	Moyenne 1955.	1956 1er trim.	1956 Avril.	1956 Mai.	1956 Juin. (15 jours.)
1. Or:								
Gramme	393	631	424	429	455	458,5	450,8	441
Napoléon	2.266 (1)	5.040	2.754	2.629	3.028	3.100	3.088	3.114

	COURS PARALLELE MOYEN							
	Cours libre.	Maximum 1952.	Moyenne 1954.	Moyenne 1955.	1956 1er trim.	1956 Avril.	1956 Mai.	1956 Juin. (15 jours.)
2. Devises:								
Dollar (U. S. A.)	350	486	369	372	397	396	387,5	385
Livre sterling	980 (2)	1.110	995	993	1.034	1.044	1.051	1.041
Franc suisse	80	111	86	88	93	94,30	92,2	92

(1) D'après le cours d'achat de l'or par la Banque de France.
(2) Cours officiel.

V. — ELEMENTS DE COMPARAISON INTERNATIONALE

(Evolution en ordre de grandeur, les indices ou données n'étant pas exactement comparables.)

1° Niveau de l'activité et chômage.

a) Situation agricole

Indices de la production alimentaire par tête (F. A. O.) pour quelques pays en 1955 (campagne 1954-1955.)

(1934-1938 = 100.)

1. Turquie (1)	143	O. E. C. E. (1)	=	109
2. Royaume-Uni	124	Moyen-Orient	=	102
3. Belgique-Luxembourg	120	Afrique	=	109
4. France	119	Amérique latine	=	94
5. Amérique du Nord	113	Océanie	=	87
6. Danemark	111	Extrême-Orient	=	86
7. Italie	111			
8. Pays-Bas	109			
9. Allemagne de l'Ouest	95			

Production du blé.

(En millions de quintaux.)

	1934-1938	1954-1955 (2)		1934-1938	1954-1955 (2)
1. Etats-Unis	195	249 (+27%)	4. Canada	72	136 (× 2)
2. France	81	103 (+27%)	5. Italie	72	83 (+15%)
3. Allemagne occident.	25	34 (+32%)			

(1) 1943-1954.
(2) Provisoire.

b) Activité industrielle et chômage

1. *Chômage.*

	1953 (Moyenne.)	Pourcentage approximatif de la population active. 1954	1955
Etats-Unis	2.650.000	5 %	3,5 %
Allemagne occidentale	920.000	5 %	4 %
France	»	»	2 % (1)
Royaume-Uni	235.000	1,5 %	1 %

2. *Production* (évolution très approximative des indices).

Niveau atteint en 1955.

1929 = 100		1938 = 100	
1. Canada	290	1. Etats-Unis	285
2. Suède	280	2. Canada	260
3. Etats-Unis	230	3. Allemagne occidentale (3)	205
4. Allemagne (2)	220	4. Italie	195
5. Italie	105	5. Suède	185
6. France	(135)	6. France	169
7. Royaume-Uni	(125)	7. Royaume-Uni	155

(1) Personnes cherchant du travail (enquête par sondage de mars 1955).
(2) Allemagne territoire d'avant guerre.
(3) 1935 = 100.

2° Variation des prix et des salaires.

a) Prix

Hausse fin 1955 par rapport à 1948.

Prix de gros.		*Coût de la vie.*	
1. Royaume-Uni	+ 59 %	1. France	+ 71 %
2. France	+ 55 %	2. Royaume-Uni	+ 41 %
3. Canada	+ 11 %	3. Canada	+ 22 %
4. Allemagne occident.	+ 13 %	4. Italie	+ 25 %
5. Belgique	+ 9 %	5. Allemagne occident.	+ 12 %
6. Etats-Unis	+ 6 %	6. U. S. A.	+ 11 %
7. Suisse	— 1 %	7. Belgique	+ 8 %
8. Italie	— 2 %	8. Suisse	+ 6 %

Variations de décembre 1954 à décembre 1955.

Prix de gros.		*Coût de la vie.*	
1. Suisse	— 0,5 %	1. Belgique	+ 0,5 %
2. Italie	+ 0,5 %	2. Canada	»
3. France	+ 2 %	3. U. S. A.	»
4. U. S. A.	+ 2 %	4. Suisse	+ 0,5 %
5. Belgique	+ 2,5 %	5. France	+ 1,5 %
6. Canada	+ 3 %	6. Allemagne occident.	+ 2 %
7. Allemagne occident.	+ 4 %	7. Italie	+ 3 %
8. Royaume-Uni	+ 4 %	8. Royaume-Uni	+ 4 %

b) Salaires horaires ouvriers

Comparaison au taux de change officiel très approximatif (I.N.S.E.E.).

(Octobre 1953.)

	En francs.	Indices (1). France = 100.		En francs.	Indices (1). France = 100
Etats-Unis	622	445	France	141	100
Suède	241	170	Allemagne occident.	121	96
Suisse	192	135	Italie	94	72
Royaume-Uni	170	120	Pays-Bas	94	68
Belgique	144	101	Espagne	66	62

c) Coût de l'heure de travail

Comparaison approximative au taux de change officiel.

(Salaires et charges sociales.)

(Octobre 1953.)

	En francs (2).	Indices France = 100		En francs (2).	Indices France = 100
Etats-Unis	725	366	Belgique	184	93
Suède	275	137	Allemagne occidentale	180	90
Suisse	222	110	Italie	152	77
France	(198) (201)	100	Espagne	148	74
Royaume-Uni	185	93			

N. B. — Le coût est sous-estimé pour le Royaume-Uni (budget social) et surestimé pour l'Espagne (cours de la peseta).

(1) Gratifications exceptionnelles incluses.
(2) Services sociaux bénévoles des entreprises exclus pour Etats-Unis, France (taux de 198 F), Royaume-Uni, Belgique, Italie, Pays-Bas.

3° Echanges extérieurs.

Pourcentage de couverture.

	1955		1955
Etats-Unis	137 %	Suisse	87 %
Allemagne occidentale	106 %	Pays-Bas	85 %
France	102 %	Royaume-Uni	77 %
Belgique	97 %	Italie	71 %

Volume des exportations.

	1954 / 1953	1955 (9 mois) / 1954
1. Allemagne occidentale	+ 24 %	+ 16,5 %
2. France	+ 13,5 %	+ 12 %
3. Pays-Bas	+ 21 %	+ 12,5 %
4. Suisse	+ 2 %	+ 10 %
5. Canada	— 3,5 %	+ 10 %
6. Italie	— 4 %	+ 9 %
7. Royaume-Uni	+ 6 %	+ 5 %
8. U. S. A.	— 4 %	=

4° Données financières.

a) *Pourcentage approximatif des dépenses publiques totales des Etats couvertes par les recettes fiscales en 1954* (commission économique pour l'Europe).

1. Royaume-Uni	90 %	5. Italie	81 %
2. Norvège	88 %	6. Pays-Bas	79 %
3. Suisse	87 %	7. Belgique	75 %
4. Allemagne occidentale	82 %	8. France	70 %

b) *Réserves or-devises* (en millions de dollars).

	1954	Janv. 1956		1954	Janv. 1956
Etats-Unis	21.790	21.572	France	1.950	2.058
Allemagne occidentale	2.680	3.158	Canada	1.370	1.890
Royaume-Uni	2.760	2.149	Inde	1.780	1.782

c) *Investissements.*

Formation brute de capital en pourcentage du produit national brut (O. E. C. E.).

	1938	1954		1938	1954
Canada	14 %	22 %	Etats-Unis	13 %	16 %
Allemagne occidentale	14 % (1)	24 %	France	»	14 %
			Royaume-Uni	11 %	13 %

5° Revenu national.

Revenu national par habitant en 1953 (source O. N. U.).

(En dollars) (France = 100).

1. Etats-Unis	1.095	(275)	7. Royaume-Uni	795	(115)
2. Canada	1.310	(130)	8. Danemark	740	(106)
3. Suède	900	(145)	9. Belgique, Norvège	700	(102)
4. Suisse	985	(142)			
5. Nouvelle-Zélande	955	(137)	10. France	695	(100)
6. Australie	940	(135)	11. Finlande	640	(92)

(1) 1938.

ANNEXE II

Observations de base.

A. — PRESENTATION PAR DIVISION ECONOMIQUE

N. B. — Les résultats présentés sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre.
(Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.)

CADRE DE PRESENTATION

Pages.

I. — **Population.**

1° Données démographiques

a) Nuptialité 679
b) Natalité 679
c) Mortalité 679
d) Population totale 679

2° Observations générales

3° Population active

a) Premiers résultats du recensement de 1954 680
b) Immigration 680
c) Répartition de la population active 680
d) Nombre de fonctionnaires 682

II. — **Activité et production.**

1° Résultats agricoles

a) *Production végétale:*

1. Blé 683
2. Céréales secondaires 683
3. Sarclées 683
   Pommes de terre 683
   Betteraves industrielles 683
4. Oléagineux 683
5. Légumes secs 683
6. Plantes industrielles 683
7. Production fourragère 683
8. Cultures maraîchères 683
9. Cultures fruitières 683
10. Vin 683

b) *Production animale:*

1. Lait 684
2. Viande 684

c) *Observations générales:*

Indices d'ensemble de la production agricole 684

2° Pêches maritimes

Pages.

3° Production industrielle

a) *Evolution d'ensemble* 684

b) *Energie:*

1. Présentation d'ensemble 685
2. Charbon 685
3. Electricité 685
4. Gaz 685
5. Pétrole 685

c) *Matières premières:*

1. Ensemble 686
2. Extraction des minerais métalliques 686
3. Extraction des matériaux de construction 686

d) *Produits industriels d'équipement:*

Ensemble 686

Production des métaux:

1. Sidérurgie 686
2. Métallurgie des métaux non ferreux 687

Transformation des métaux:

1. Première transformation 687
2. Fonderie 687
3. Machines agricoles 687
4. Automobiles 687

Industrie du verre 688
Bâtiment et travaux publics 688
Caoutchouc 688

e) *Produits industriels de consommation:*

Ensemble 688
Extraction et préparation de minéraux divers 688

Industries chimiques et assimilées:

1. Industries chimiques 688
2. Engrais 688
3. Tabacs et allumettes 688

Industrie textile:

1. Laine 689
2. Coton 689
3. Autres textiles 689

Corps gras 689
Papiers et cartons 690
Cuirs et peaux 690

f) *Indications sur l'industrie cinématographique* 690

g) *Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle* 691

h) *Indice du secteur public:*

1. Composition 691
2. Evolution 692

Pages.

4° Activité

a) *Evolution d'ensemble (toutes activités):*

1. Effectifs 692
2. Durée du travail 692
3. Niveau de l'activité 692

b) *Evolution par secteur ou branche d'activité:*

1. Energie 693
2. Industries d'équipement 693
3. Industries de consommation 694
4. Industries de transformation 694
5. Transports 694
6. Activités commerciales et libérales 694

c) *Emploi et chômage:*

1. Chômeurs secourus 695
2. Fonds de chômage ouverts 695
3. Demandes d'emploi non satisfaites 695
4. Chômage partiel 696
5. Conflits de travail 696

d) *Activité générale* 696

5° Productivité 697

6° Echanges extérieurs en nature

a) *Résultats globaux:*

1. Evolution d'ensemble des importations et des exportations 697
   Quantités 697
   Valeurs 697
2. Indices du volume 697
3. Répartition du volume global des échanges selon l'origine et la destination 698
4. Evolution du volume des échanges par groupements d'utilisation 698

b) *Echanges agricoles en nature:*

Echange de produits végétaux 698
1. Blé 698
2. Céréales secondaires 699
3. Sarclées 699
4. Oléagineux 699
5. Légumes secs 699
6. Légumes frais 700
7. Fruits 700
8. Plantes industrielles 700
9. Vin 700

Echanges de produits animaux:

1. Lait et produits laitiers 701
2. Viande 701

c) *Echanges industriels:*

Energie:

1. Charbon 701
2. Electricité 701
3. Pétrole et produits pétroliers 701

Matières premières:

Produits industriels d'équipement:

1. Métaux (production) 702
2. Métaux (transformation) 702
3. Verres 703
4. Caoutchouc 703

Produits industriels de consommation:

1. Produits chimiques 703
2. Corps gras 703
3. Textiles 703
4. Cuirs et peaux 704
5. Papiers, cartons 704

Pages.

7° Distribution. — Tourisme

a) *Importance et répartition des entreprises commerciales:*

1. Nombre des établissements 704
2. Etablissements du commerce de détail en 1954 (Répartition selon les salariés) 705

b) *Indice du chiffre d'affaires:*

1. Commerces alimentaires 705
2. Commerces non alimentaires 706

c) *Evolution du commerce intérieur:*

1. Création de fonds 706
2. Dissolution et radiation 706
3. Liquidations judiciaires 706
4. Faillites 706

e) *Prévisions des chefs d'entreprises commerciales pour le 1er semestre 1956* 706

8° Transports

a) *Evolution comparée des transports de marchandises (fer, eau, route)* 707

b) *Trafic par mode de transport:*

1. Fer (Société nationale des chemins de fer français) 707
2. Voies navigables 708
3. Mer 708
4. Air 708

c) *Route* 708

d) *Flotte marchande* 709

III. — **Finances. — Crédit. — Monnaie.**

1° Finances publiques

a) *Budget de l'Etat et trésorerie:*

1. Budget 709
2. Trésorerie 709
3. Dette publique 709
4. Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs 710

b) *Collectivités locales:*

1. Départements 710
2. Communes 710

2° Services publics

a) *S. N. C. F.:*

1. Recettes 711
2. Evaluation des résultats financiers de 1946 à 1954. 711
3. Evolution des tarifs et des prix 711
4. Trafic en milliards d'unités-km 712
5. Variations des effectifs de la S. N. C. F. 712

b) *P. T. T.* 712

3° Sécurité sociale

a) *Evaluation du bilan du régime général de la sécurité sociale* 712

b) *Etablisssements hospitaliers* 713

4° Crédit. — Banque. — Monnaie

a) *Evolution d'ensemble:*

1. Disponibilités monétaires 713
2. Contre-partie 713

b) *Epargne:*

1. Epargne totale 714
2. Epargne liquide (montant) 715
3. Epargne nette investie en valeurs mobilières 715
4. Actions et obligations, souscriptions nouvelles du public numéraire 716

c) *Crédit* 717

d) *Banque de France* 720

e) *Crédit agricole* 721

f) *Franc* 722

Pages.

5° Investissements et reconstruction

I. — Volume des investissements effectués dans la métropole:
a) Volume total des investissements bruts à capital fixe (c'est-à-dire compte tenu du financement des stocks) de 1949 à 1955 723
b) Financement et investissements 723
c) Répartition des investissements civils métropolitains . 724
II. — Evolution des crédits inscrits pour la reconstruction et les investissements publics de 1952 à 1955 724
III. — Investissements dans les P. O. M 725
IV. — Investissements des entreprises nationales 726
V. — Investissements dans l'hôtellerie 726
VI. — Prévision d'investissement des chefs d'entreprises privées pour 1956 et comparaison à 1955 727

6° Marché monétaire. — Or. — Devises

a) *Marché monétaire* 727
b) *Or fin* (francs) 727
c) *Devises* 727
d) *Valeurs mobilières* 729
e) *Marché financier* 730

7° Finances extérieures

a) *Balance commerciale:*
1. Résultats globaux 730
Pourcentage de couverture 730
Part de l'étranger et des U. F. O. M. 731
Evolution annuelle 731
2. Balance commerciale par monnaie 732
3. Valeur des échanges par groupements d'utilisation 733
4. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers 734
b) *Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française* 735
c) *Indices des valeurs moyennes et taux d'échange* 738
d) *Balance des payements (zone franc)* 740
1. Situation aux premiers semestres 1954 et 1955 .. 740
2. Situation en 1953 et 1954 741
3. Evolution de la balance des payements courants depuis 1910 742
4. Position de la zone franc à l'U. E. P. 743
5. Balance du tourisme 743

IV. — **Prix. — Coût de la vie.**

1° Prix

a) *Prix de gros:*
1. Indice général 743
2. Indices partiels par branches de production 744
3. Indices des matières premières industrielles 744
4. Indices des produits importés 744
5. Indices des fruits et légumes frais à Paris 744
6. Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie 744
b) *Indices des prix de détail:*
1. Indice général 745
2. Indices du prix des denrées alimentaires 745
3. Indice du prix des objets manufacturés 745
4. Indice du prix du chauffage et de l'éclairage .. 745
5. Indice du prix des services 745
6. Indice fruits et légumes frais 745
7. Indices annuels d'ensemble des prix de détail .. 746
c) *Evolution des indices de prix sur la base 100 en 1938.* 746
d) *Indices des prix des véhicules à moteur* 747
e) *Indices des prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager* 747
f) *Indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles* 748
g) *Indice des recettes des spectacles à Paris* 748
h) *Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques* 748
i) *Comparaison des indices de prix de gros et des indices des prix de détail* 748
j) *Indice des prix de détail des objets manufacturés* 748
k) *Etude du prix de revient des principales industries* ... 749
l) *Indice du coût de la construction* 749
m) *Indice des prix de transport S. N. C. F.* 749

2° Coût de la vie

a) *Indices de l'I. N. S. E. E.* (rappel) 749
b) *Coût absolu d'un budget-type:*
1. Budget-type d'un célibataire à Paris 750
2. Budget-type d'une famille 750

3° Comparaison des variations dans le temps des salaires et du coût de la vie

a) *Pouvoir d'achat des salaires horaires depuis 1949* 751
b) *Variations des salaires et du coût de la vie depuis 1938* 751
c) *Evolution des salaires horaires (région parisienne) dans l'industrie des métaux et dans la construction électrique* 751

V. — **Salaires. — Profits. — Revenus.**

1° Salaires

a) *Indice des taux des salaires horaires:*
1. Indices d'ensemble 752
2. Indices par secteur 752
3. Indices suivant le sexe et la qualification 752
b) *Indices professionnels des salaires horaires* 753
c) *Indice total des salaires* (France entière) 755
d) *Salaires mensuels nets* 755
e) *Salaires des domestiques* 756
f) *Salaires déclarés en 1951, 1952 et 1954* 756
g) *Salaires agricoles en 1953 et 1954* 757
h) *Fonction publique* 758

2° Autres revenus

a) *Evolution du revenu de l'agriculture* 760
b) *Chiffres d'affaires déclarés aux administrations fiscales* 762
c) *Bénéfices industriels et commerciaux* 763

VI. — **Consommation.**

1° Consommation des particuliers 763
2° Energie 763

VII. — **Comptabilité nationale.**

1° *Revenu national* (définition O. E. C. E.) 764
2° *Evolution du revenu national de 1901 à 1953* 764

I. — POPULATION

1° DONNEES DEMOGRAPHIQUES

a) Nuptialité.

	1934-38	1949	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—
1. Nombres absolus (1.000) (1) ...	282	330	308	315	315
2. Taux (0/000)	137	163	144	146	145

b) Natalité.

1. Nombres absolus (1.000)	636	865	797	807	800
2. Taux (0/000) (2)	154	208	187	188	187

c) Mortalité.

1. *Mortalité générale*:					
Nombres absolus (1.000) ...	642	568	550	513	520
Taux (0/000)	156	137	129	120	119
2. *Mortalité infantile*:					
Nombres absolus	42,8	48,5	30,1	29,3	28
Taux (0/00) (3)	67	56	37,5	36,5	34,7

Source: Institut national d'études démographiques.

d) Population totale.

1. *Evolution globale* (4).

	1936	1946	1954
	—	—	—
		(Millions.)	
	(8/3)	(10/3)	(10/5)
Recensements (population légale).....	41,9	40,5	42,9

	1936-38	1946	1949	1954	1955	Variation — 1955 1936-38	Variation — 1955 1946
	—	—	—	—	—	—	—
	(Millions.)					(1.000)	
Population moyenne évaluée (au 1er janvier)	41,9	40,3	41,5	42,9	43,2	+ 1.300	+ 1.900
						P. 100	
						+ 3	+ 7

(1) Nouveaux mariés pour 10.000 habitants.
(2) Naissances vivantes pour 10.000 habitants.
(3) Décès de moins d'un an pour 1.000 naissances vivantes.
(4) Sont exclus: militaires du contingent hors métropole, fonctionnaires civils et militaires de carrière et leur famille en zones d'occupation (187.000); personnes en déplacement (38.000), au total 43 millions d'habitants.

2. *Répartition par groupe d'âges.*

Proportion des enfants, adultes et vieillards:

ANNÉES	POPULATION (EN MILLIERS) Total.	Enfants (0-14 ans).	Adultes (15-64 ans).	Vieillards (65 ans et plus)
1901 (*a*, *b*).....	38.451	10.038	25.258	3.155
1931 (*b*).....	41.229	9.461	27.914	3.854
1936 (*b*).....	41.183	10.178	26.947	4.058
1946 (*c*).....	40.150	8.598	27.109	4.443
1954 (*b*).....	42.942	9.999	27.733	5.290
1955 (*c*).....	43.216	10.347	27.902	4.967
(Femmes)....	(22.347)	(4.909)	(14.241)	(3.197)

ANNÉES	RÉPARTITION Total.	Enfants.	Adultes.	Vieillards (*).
1901 (*a*, *b*).....	100,0	26,1	65,7	8,2
1931 (*b*).....	100,0	22,9	67,7	9,4
1936 (*b*).....	100,0	24,7	65,4	9,9
1946 (*c*).....	100,0	21,4	67,5	11,1
1954 (*b*).....	100,0	23,3	64,6	12,1
1955 (*c*).....	100,0	23,9	64,6	11,5
(Femmes)....	(52)	(11,4)	(33,2)	(7,4)

ANNÉES	NOMBRE POUR 100 ADULTES Enfants	Vieillards.	Ensemble.
1901 (*a*, *b*).....	39,7	12,5	52,2
1931 (*b*).....	33,9	13,8	47,7
1936 (*b*).....	37,8	15,1	52,9
1946 (*c*).....	31,7	16,4	48,1
1954 (*b*).....	36	18,8	56,8
1955 (*c*).....	37,1	17,8	54,9

(*a*) 87 départements; (*b*) recensement; (*c*) 1er janvier.
(*) Les pourcentages correspondants étaient d'environ 9,2 p. 100 pour la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et 8 p. 100 pour les Etats-Unis en 1953.

2° OBSERVATIONS GENERALES

a) Remontée, en 1954, de l'excédent des naissances sur les décès.

(Progrès considérable sur la période 1934-1938.)

1934-1938	1949	1950	1953	1954
—	—	—	—	—
	(P. 1.000.)			
— 6	297	328	248	(285)

b) Régression continue de la mortalité infantile.

(Mais moins rapide depuis 1953.)

1934-1938	1946	1948	1949	1950	1952	1953	1954
—	—	—	—	—	—	—	—
			(P. 1.000.)				
67	67,5	52	56	47	41	38	(37)

3° POPULATION ACTIVE

a) Premiers résultats du recensement de 1954.

(Exploitation par sondage de l'I. N. S. E. E.)

Population active par sexe et catégorie socio-professionnelle (1.000).

	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
1. Agriculteurs	2.342	1.642	3.984
2. Salariés agricoles	984	169	1.153
3. Patrons de l'industrie et du commerce	1.443	858	2.301
4. Professions libérales et cadres supérieurs	483	74	557
5. Cadres moyens	714	430	1.144
6. Employés	985	1.096	2.081
7. Ouvriers:			
Qualifiés et contremaîtres	334	23	357
Apprentis	169	44	213
Manœuvres	865	228	1.093
Autres	3.627	1.164	4.791
	4.995	1.459	6.454
8. Personnel de service	199	809	1.008
9. Artistes	30	16	46
10. Clergé	58	119	177
11. Armée et police	299	5	304
	12.537	6.682	19.219
Plus militaires du contingent	12.875		19.520

N. B. — Population active: personnes ayant déclaré exercer une profession et personnes sans travail cherchant un emploi. Ont échappé, en fait, une part de celles qui ne travaillent que quelques heures par semaine, femmes de ménage occupées partiellement, conjoints d'agriculteurs, artisans ou commerçants. En 1946, étaient classés « aides familiaux », donc actifs, les épouses d'agriculteurs et enfants de plus de 14 ans n'ayant pas déclaré une profession ou poursuivant leurs études. En 1954, ont été classées actives seulement les personnes s'étant déclarées comme telles.

Sources: Recensement, I. N. S. E. E.

Population active par sexe et statut (1.000).

	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
1. Patrons (1)	3.983	2.665	6.648
2. Salariés:			
Secteur privé	6.287	3.089	9.376
Secteur public	2.067	778	2.845
	8.354	3.868	12.221
3. Statut non déclaré	11	8	19
4. Sans emploi	189	142	331
	12.537	6.682	19.219

(1) Propriétaires, exploitants agricoles, patrons de l'industrie et du commerce, indépendants non salariés, aides familiaux inclus.

Observations.

1. — Ces résultats sont probablement inférieurs à la réalité, certaines catégories de population n'ayant pas été touchées par le recensement: militaires du contingent hors métropole, fonctionnaires civils et militaires de carrière et leur famille en zone d'occupation (au total: 87.000).

Les personnes ne travaillant que quelques heures par semaine sont sans doute exclues (pour une part, les ménagères s'occupant de leur intérieur ne sont pas comptées).

2 — Les personnes ayant un emploi non agricole, armée exclue, sont passées de 12.700.000 en 1946 à 13.450.000 en 1954 (+ 5,9 p. 100, soit en comptant celles qui cherchent un emploi + 8,3 p. 100).

3. — La population active agricole a diminué, mais les résultats ne sont pas encore comparables à ceux de 1946 (définition difficile).

b) Immigration (1.000).

	1946	1949	1953	1954	TOTAL — 1946-1952
Immigration contrôlée (Office national d'immigration):					
Travailleurs non saisonniers	30	59	15	12	280
Membres de leurs familles	»	27	5	4	77
	30	86	20	16	357
Algériens (immigration nette)	23	7	12	25	214

c) Répartition de la population active.

1. — *Répartition de la population âgée de 14 ans et plus.*

(33,5 millions, dont 15,6 millions de femmes.)

DÉSIGNATION	PARIS ET BANLIEUE			PROVINCE			ENSEMBLE		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Population active occupée:									
Ne cherchant pas d'autre emploi	82,4	48,5	63,4	80,1	39,8	58,9	80,4	41,3	59,5
Cherchant un autre emploi	0,5	0,5	0,5	1,2	0,5	0,8	1,1	0,5	0,8
Population sans emploi cherchant du travail:									
Ne percevant pas l'allocation de chômage	1,4	1,1	1,3	0,9	0,9	0,9	1	0,9	1
Percevant l'allocation de chômage	0,2	0,4	0,3	0,3	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2
Population non active	15,5	49,5	34,5	17,5	58,7	39,2	17,2	57,2	38,5
Ensemble (1)	100	100	100	100	100	100	100 (15,6)	100 (17,9)	100 (33,5)

(1) Entre parenthèses: nombres absolus, en millions.

Source: I. N. S. E. E., enquête par sondage sur l'emploi de mars 1955.

2. — *Répartition de la population occupée suivant la branche d'activité.*

(En pourcentage.)

DÉSIGNATION	PARIS ET BANLIEUE			PROVINCE			ENSEMBLE		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Agriculture, forêts, pêche	0,8	0,3	0,6	33,7	35,3	34,3	29	28,8	28,9
Industrie:	52,8	33	44,3	39,6	21,8	33,2	41,4	23,9	34,9
Dont:									
Energie	2,3	0,7	1,6	3	0,3	2,1	2,9	0,4	2
Sidérurgie, travail des métaux	24,2	10,9	18,5	10,9	2,8	8	12,8	4,3	9,1
Bâtiment, travaux publics	8,5	1,9	5,6	11,6	1,3	7,9	11,2	1,4	7,5
Textile, habillement	3,7	9	6	4,6	11,9	7,2	4,5	11,4	7
Autres industries	14,1	10,5	12,6	9,5	5,5	8	10	6,4	8,7
Transports	9,3	4,2	7,2	5,5	1,9	4,2	6	2,3	4,7
Commerces	15,7	19,5	17,3	10,8	17,8	13,2	11,5	18	13,9
Professions administratives et libérales	17,1	19,6	18,2	9,4	12,6	10,5	10,5	13,9	11,8
Services domestiques, hygiène	2,1	19,4	9,5	0,8	10,1	4,2	1	11,9	5
Non déclarés	2,2	3,9	2,9	0,3	0,5	0,4	0,6	1,2	0,8
Ensemble (1)	100	100	100 (3,2)	100	100	100 (17,0)	100 (12,7)	100 (7,5)	100 (20,2)

(1) Entre parenthèses: nombres absolus, en millions.

Source: I. N. S. E. E., enquête par sondage sur l'emploi de mars 1955.

3. — *Répartition de la population occupée suivant la catégorie sociale.*

(En pourcentage.)

DÉSIGNATION	PARIS ET BANLIEUE			PROVINCE			ENSEMBLE		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble	Hommes.	Femmes.	Ensemble	Hommes.	Femmes.	Ensemble
Agriculteurs exploitants	0,4	0,3	0,4	24,1	31,8	26,9	20,7	26	22,6
Salariés agricoles	0,3	»	0,2	8,8	3,3	6,8	7,6	2,7	5,8
Patrons de l'industrie et du commerce	13,9	13,4	13,7	14,6	17,5	15,7	14,5	16,8	15,4
Professions libérales et cadres supérieurs	8,4	2,2	5,7	3,4	1,0	2,5	4,1	1,2	3
Cadres moyens	12,9	10,1	11,7	4,6	4,6	4,6	5,8	5,7	5,8
Employés	11,1	29,6	19	6,3	11	8	7	14,4	9,7
Ouvriers	45,4	22,8	35,7	34,8	17,5	28,6	36,3	18,4	29,7
Personnel de service	4,2	20,7	11,3	1,3	11,8	5,1	1,7	13,4	6,1
Autres catégories	3,4	0,9	2,3	2,1	1,5	1,8	2,2	1,4	1,9
Ensemble (1)	100	100	100 (3,2)	100	100	100 (17)	100 (12,7)	100 (7,5)	100 (20,2)

(1) Entre parenthèses: nombres absolus, en millions.

Source: I. N. S. E. E., enquête par sondage sur l'emploi de mars 1955.

d) Nombre de fonctionnaires.

DÉSIGNATION	AGENTS EFFECTUANT UN SERVICE COMPLET			AGENTS effectuant un service incomplet (ensemble).
	Ensemble.	Titulaires.	Non titulaires.	
Service de l'Etat (recensement de 1952).				
Métropole (1):				
Fonctionnaires et agents civils	817.360	655.853	161.507	71.224
Ouvriers	148.116	103.657	44.459	
Total (civils)	965.476	759.510	205.966	
Outre-mer:				
Fonctionnaires et agents civils	50.977	17.179	33.798	3.526
Ouvriers	45.284	15.926	29.358	
Total (civils)	96.261	33.105	63.156	
Total des militaires	(2) 490.783	270.802	219.981	
Total (services de l'Etat)	(2) 1.552.520	1.063.417	489.103	74.750
Collectivités locales (recensement de 1950).				
Services départementaux (sauf la Seine)	40.571	18.547	22.024	3.100
Services communaux (sauf Paris)	231.665	130.422	101.243	120.612
Services de la Seine et Paris	96.243	76.276	19.967	7.540
Total (collectivités locales)	368.479	225.245	143.234	131.261

(1) Y compris les services à l'étranger (postes diplomatiques, zones d'occupation).

(2) Y compris les militaires relevant de la France d'outre-mer et des Etats associés, non recensés précédemment: non compris les militaires du contingent.

Répartition suivant la hiérarchie.

(En pourcentage.)

INDICE HIÉRARCHIQUE	TITULAIRES	MILITAIRES à solde mensuelle.	AUXILIAIRES et employés de bureau sous contrat.	AUTRES contractuels et temporaires.	ENSEMBLE des agents (1).
100 à 129	2,2	8	70,8	8,9	9,2
130 à 160	14	17,2	23,3	10,2	15,2
161 à 184	13,3	13,9	3,9	12,4	12,7
185 à 224	15	20,2	2	23,8	16
225 à 270	15,8	18,5	»	19,2	15,5
271 à 360	27,1	15,2	»	17,1	21,5
361 à 630	12,2	6,8	»	8	9,6
631 et plus	0,4	0,2	»	0,4	0,3
Total	100	100	100	100	100
Indice moyen	258	237	125	230	242
Ensemble	252		177		

(1) Non compris les ouvriers et les militaires à solde spéciale progressive.

Source: Ministère des finances.

II. — ACTIVITE ET PRODUCTION

1° RESULTATS AGRICOLES

a) Production végétale.

(Production: millions de quintaux.)

(Rendement: quintaux à l'hectare.)

1930-1939 (Moyenne.)	1954	1955 1/11	Variations. 1955 / 1930-39 P. 100.	Variations. 1955 / 1954 P. 100
1. Blé				
80,5 (Rt.: 15,4)	105,7 (Rt.: 23,5)	(103,8) (Rt.: 22,8)	(+ 29) (Rt.: + 53)	(— 1,8) (Rt.: — 2,9)
2. Céréales secondaires				
Seigle.				
7,9 (Rt.: 11,6)	5,2 (Rt.: 12,7)	(4,4) (Rt.: 11,3)	(— 44) (=)	(— 15) (— 11)
Orge.				
11,04 (Rt.: 14,7)	25,2 (Rt.: 20,5)	(26,6) (Rt.: 20,2)	(+ 142) (Rt.: + 28)	(+ 5,6) (Rt.: — 1,5)
Avoine.				
47,5 (Rt.: 14,3)	35,8 (Rt.: 16,6)	(35,8) (Rt.: 17,2)	(— 25) (+ 16)	(=) (+ 3)
Maïs.				
5,35 (Rt.: 15,8)	9,6 (Rt.: 23,2)	(10) (Rt.: 22,5)	(+ 78) (Rt.: + 47)	(+ 4) (Rt.: — 3)
3. Sarclées				
Pommes de terre (plein champ).				
156 (Rt.: 111)	159 (Rt.: 166)	141 (Rt.: 151)	(— 10) (Rt.: 36)	(— 11) (Rt.: — 9)
Betteraves industrielles.				
91,1 (Rt.: 287)	116,6 (Rt.: 307)	108,8 (Rt.: + 289,4)	(+ 19) (Rt.: 7)	(— 6,6) (Rt.: — 6)
4. Oléagineux				
Production totale.				
0,133 (Moy. 1934-38)	1,08 (Rt.: 12,3)	(1,3) (Rt. 13,9)	(× 10)	(+ 20)
Colza.				
0,13 (Rt.: 12,1)	0,79 (Rt.: 14)	(0,99) (Rt.: 15,5)	(× 8) (Rt.: + 28)	(+ 25) (Rt.: + 11)
5. Légumes secs				
2,5 (Rt.: 9,9)	2,3 (Rt.: 10,4)	(2,3) (Rt.: 10.7)	(— 8) (Rt.: + 5,5)	(=) (Rt.: + 2,8)
6. Plantes industrielles (Production en milliers de quintaux.)				
Houblon.				
21,47 (Rt.: 10,1)	19,6 (Rt.: 13,7)	(19,3) (Rt.: 13,5)	(— 10) (Rt.: + 36)	(— 1,5) (Rt.: — 1,5)
Chanvre.				
38,4 (Rt.: 11,3)	17,6 (Rt.: 10,8)	(23,2) (Rt.: 13)	(— 40) (Rt.: — 0,5)	(— 24) (Rt.: + 20)
Lin.				
180 (Rt.: 6,6)	341 (Rt.: 7,5)	(439) (Rt.: 2,6)	(× 2) (Rt.: + 14)	(+ 29) (Rt.: + 9)
7. Production fourragère (Production en millions de quintaux.)				
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels.				
354 (Rt.: 34,5)	405 (Rt.: 43,7)	(376)	(+ 6)	(— 7)
Betteraves fourragères.				
327 (Rt.: 336)	394 (Rt.: 47,1)	(310) (Rt.: 377)	(— 5) (Rt.: — 12)	(— 21) (Rt.: — 20)
8. Cultures maraîchères				
Légumes frais plein champ (évaluation).				
18,4 (1938)	19,4	•	Production abondante.	•
9. Cultures fruitières				
Pommes et poires.				
Pommes et poires à cidre.				
32,1	35	(35,4)	(+ 10)	(— 2)
Pommes de table.				
2,44 (moyenne 1937-1940).	4,4	(4,4)	(× 2)	(=)
Poires de table.				
0,46 (moyenne 1937-1940).	1,48	(1,86)	(× 4)	(— 29)
Pêches.				
0,57	1,37	(1,38)	(× 2,5)	(=)
Prunes.				
0,5	1,36	(1,42)	(× 2,5)	(— 18)
Châtaignes.				
1,43	1,02	(1,24)	(— 13)	(+ 22)
10. Vin (En millions d'hectolitres.)				
58,9	60,9	(56,6)	(— 3,9)	(— 7)

Source: Ministère de l'agriculture.

b) Production animale.

	Avant-guerre (Moy.) —	1949 —	1954 —	1955 —
1. Lait (millions d'hectolitres (1).....	138 (Moy. 1937-1938)	130	(180) (2)	190
2. Viande (millions de tonnes	1,7 (Moy. 1934-1938)	1,86	2,46	2,53
Cheptel (1.000):		1949 —	(Oct.)	
Chevaux	2,77	2,42	2,22	2,17
Bovins	15,7	15,44	17,32	17,56
Ovins	9,75	7,48	8,01	8,19
Porcins	7,08 (Moy. 1934-1938)	6,76	7,57	7,77

Source: Ministère de l'agriculture (évolution au 1er octobre).

c) Observations générales.

INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Production finale, nette, c'est-à-dire ensemble des produits allant au consommateur ou à l'industrie (3).

(Ordre de grandeur.)

	1934-38 (Moy.) —	1948 —	1949 —	1950 —
Production végétale (consommation humaine).....	100	70-75	88-95	90-95
Production animale (alimentaire)	100	80-85	95-100	100-105
Production totale.....	100	75-80	93-97	95-100

	1951 —	1952 —	1953 —	1954 —	1955 —
Production végétale (consommation humaine).....	105-110	93-97	102-106	108-113	
Production animale (alimentaire)	105-112	105-110	110-115	120-125	
Production totale (4).....	105-110 (108)	100-105 (103)	105-110 (105)	115-120 (125)	120-125 (125)

Source: I. N. S. E. E.

2° PECHES MARITIMES

	1938 —	1949 —	1950 —	1951 —	1952 —	1953 —	1954 —	1955 —
a) *Production totale métropolitaine:*								
(1 000 tonnes):								
Poissons frais	312	293	281	330	316	345	325	411
Morue salée	71	47	51	52	58	61	60	67
Huîtres et coquillages (évaluation)	60	44	37	39	(5) 38	34,6	48,5	51,012
b) *Indications de valeurs:*								
Vente du poisson frais (en milliards de francs).	»	22,5	21	25,6 (6)	28,6 (7)	33 (8)	30 (9)	38

Source: Ministère de la marine marchande.

(1) La production moyenne annuelle des vaches de race laitière est de 2.150 litres environ en 1954 (1.990 pour l'ensemble).
(2) L'estimation de l'Institut national de la statistique et des études économiques est de 210 millions d'hectolitres.
(3) Campagnes 1947-1948, 1948-1949, 1949-1950, etc.
(4) Cet indice est basé sur la consommation. Pour l'année 1955 il correspond donc à la production de 1954, etc.
(5) Production directement débarquée à Saint-Pierre et Miquelon: 431 tonnes, et exportée directement des lieux de pêche: 3.093 t.
(6) Morue: 3,065 milliards; crustacés: 2.2 milliards.
(7) Morue: 3,864 milliards; crustacés: 2,906 milliards.
(8) Morue: 3,333 milliards; crustacés: 4,385 milliards.
(9) Morue: 3,3 milliards; crustacés: 4,5 milliards.

3° PRODUCTION INDUSTRIELLE

Les observations présentées sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre. Les chiffres entre parenthèses sont provisoires.

a) Evolution d'ensemble.

(Evolution annuelle.)

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

Indice général.

	1929 —	1949 —	1952 —	1953 —	1954 —	1955 —
1. Avec bâtiment	133	123	144	140	152	166
2. Sans bâtiment	125	122	145	141	154	169

Energie.

1. Combustibles minéraux solides	110	105	118	112	114	117
2. Electricité	76	143	194	198	218	239
3. Gaz (naturel et usine)	109	172	181	177	186	181
4. Pétrole et carburant	10	159	329	348	383	450
Energie	95	125	156	155	164	175

Equipement.

Matières premières:						
1. Extraction de minerais métalliques	147	97	126	132	134	152
2. Extraction de matériaux de construction	134	108	174	154	152	172
3. Céramique et fabrication de matériaux de construction	170	119	146	147	157	175
Produits d'équipement:						
4. Production de métaux (sidérurgie, métallurgie des métaux non ferreux)	151	193	177	163	172	206
5. Transformation des métaux ..	150	141	173	157	172	197
6. Industrie du verre (50 p. 100).....	161	141	149	156	171	190
7. Bâtiment et travaux publics.	190	125	137	135	138	147
8. Caoutchouc	90	155	200	200	229	242
Equipement	157	136	164	153	165	186

Consommation.

	1929 —	1949 —	1952 —	1953 —	1954 —	1955 —
1. Extraction et préparation de minéraux divers (potasse, sel, etc.)	96	125	146	146	168	179
2. Industrie verre (50 p. 100) ...	161	141	149	156	171	190
3. Industries chimiques et assimilées (sauf caoutchouc) ..	113	126	146	154	178	201
4. Tabacs et allumettes	107	128	152	149	159	164
5. Corps gras	92	64	76	86	91	95
6. Industrie textile	120	101	103	107	115	109
7. Cuirs	117	67	64	59	65	57
8. Papiers et cartons	63	100	107	124	143	156
9. Presse, édition		100	113	115	133	152
Consommation	105	101	109	114	128	133

EVOLUTION TRIMESTRIELLE RÉCENTE

1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
Energie:				
1954	172	161	152	173
1955	180	171	160	187
1956	(197)			
Equipement:				
1954	154	170	157	178
1955	180	192	174	138
1956: 200, janv.; 182, févr.				
Consommation:				
1954	127	134	115	136
1955	136	139	119	140
1956: 141, janv.; 137, févr.				
Ensemble (bâtiment exclu):				
1954	150	159	142	165
1955	169	173	154	179
1956	(185)			

N. B. — L'indice de la production industrielle ne rend compte, en fait, que de l'activité d'un certain nombre de branches pour lesquelles il n'a d'ailleurs pas toujours été possible d'utiliser des données directes sur leur production. Ainsi, pour l'indice « Bâtiment et travaux publics », le seul renseignement disponible utilisé est le nombre d'heures-ouvrier effectuées chaque mois. Les industries alimentaires, celles du bois et de l'ameublement, l'habillement et le travail des étoffes sont exclues. Il faut noter, en outre, que les indices composants sont corrigés de l'inégalité du nombre de jours ouvrables. (Voir plus loin une estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.)

Source: I. N. S. E. E.

b) Energie.

1. PRÉSENTATION D'ENSEMBLE (Indices 1939 = 100).

	1929	1949	1952	1953	1954	1955
Combustibles minéraux solides	110	105	118	112	111	117
Electricité	76	143	194	198	218	239
Gaz (naturel et d'usine)	109	172	181	177	186	151
Pétrole et carburants	10	159	329	348	383	450
Energie	95	125	156	155	161	175

Source : I. N. S. E. E.

2. CHARBON

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

Houille et lignite.

	I	II	III	IV
1954	128	116	111	125
1955	127	122	112	124
1956	(125)			

Moyenne mensuelle: 1929 = 117. — 1952 = 121. — 1953 = 116. — 1954 = 120. — 1955 = 121.

Cokes.

	I	II	III	IV
1954	108	101	98	113
1955	118	116	114	124
1956	130 janv. 128 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 111. — 1953 = 104. — 1954 = 105. — 1955 = 117.

	I	II	III	IV
1954	93	98	81	88
1955	92	97	73	97
1956	112 janv. 106 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 103. — 1953 = 93. — 1954 = 90. — 1955 = 89.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Productions totales (1.000 tonnes) (moyenne mensuelle):

	1938	1952	1953	1954	1955
Houille et lignite (production nette = vente de houille crue aux tiers + consommation des mines + variation des stocks)	3.963	4.780	4.544	4.693	4.782
Cokes (production totale disponible de semi-coke, coke de four, coke de gaz)	806	899	834	850	947
Agglomérés (production totale, sauf distillés)	630	660	566	557	555

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. ELECTRICITÉ

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	224	215	201	234
1955	248	233	219	257
1956	273			

Moyenne mensuelle: 1929 = 76. — 1952 = 194. — 1953 = 198. — 1954 = 218. — 1955 = 239.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Productions totales (millions de kWh) (moyenne mensuelle):

	1938	1952	1953	1954	1955
Production totale	1.733	3.400	3.450	3.797	4.130
Statistique partielle: centrales thermiques 5.000 kWh (puissance installée); centrales hydrauliques 1.000 kWh (puissance installée)	1.548	3.208	3.243	3.567	3.882

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

4. GAZ

Indice 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

Gaz d'usine

(production calorifique) (1).

	I	II	III	IV
1954	180	111	122	135
1955	177	135	110	161
1956	(188)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 143.
1953 = 143.
1954 = 149.
1955 = 141.

Source: I. N. S. E. E.

Ensemble.

(Gaz d'usine et gaz naturels.)

	I	II	III	IV
1954	221	176	156	192
1955	215	168	145	199
1956	(238)			

Moyenne mensuelle: 1929 = 109.
1952 = 181.
1953 = 177.
1954 = 186.
1955 = 181.

N. B. — Productions totales (millions de mètres cubes) (moyenne mensuelle):

	1938	1952	1953	1954	1955
Gaz d'usine (production totale disponible)	149	207	207	216	209
Gaz naturels:		22,2	20,4	21,6	23,2

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

5. PÉTROLE

Indice 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

Production métropolitaine de brut.

	I	II	III	IV
1954	535	574	738	970
1955	864	1.162	1.319	1.535
1956	(1.567)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 484.
1953 = 511.
1954 = 704.
1955 = 1.213.

Source: I. N. S. E. E.

Ensemble: pétrole et carburants.

(Production métropolitaine, pétrole traité dans les raffineries.)

	I	II	III	IV
1954	338	375	393	406
1955	399	433	474	499
1956	(508)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 329.
1953 = 348.
1954 = 383.
1955 = 450.

N. B. — Productions totales (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

	1938	1952	1953	1954	1955
Production métropolitaine de brut	6	29,1	30,6	42,4	72,9
Pétrole traité dans les raffineries	582	1.791	1.887	1.987	2.091

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

(1) Le pouvoir calorifique moyen est de 4.200 calories par mètre cube contre 4.500 en 1938.

c) Matières premières.

1. Ensemble

Indices 1938 = 100 (moyennes mensuelles).

	1929 —	1949 —	1952 —	1953 —	1954 —	1955 —
Extraction de minerais métalliques.	147	97	126	132	134	152
Extraction de matériaux de construction	134	108	174	154	152	172
Céramique et fabrication de matériaux de construction	170	119	146	147	154	175

2. Extraction de minerais métalliques

Indices 1938 = 100 (moyennes mensuelles).

Ensemble.

	I	II	III	IV
1954	135	134	126	143
1955	151	155	143	160
1956	159			

Minerai de fer.

Production totale de minerai marchand (1.000 tonnes).

	I	II	III	IV
1954	133	133	127	145
1955	151	153	147	160
1956	(161)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 124
1953 = 130
1954 = 134
1955 = 152

Source: I. N. S. E. E.

Bauxite.

	I	II	III	IV
1954	203	207	170	215
1955	226	264	203	228
1956	(202)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 173
1953 = 181
1954 = 199
1955 = 230

N. B. — Productions totales (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

	1938 —	1952 —	1953 —	1954 —	1955 —
Minerai de fer (production totale de minerai marchand)	2.754	3.393	3.531	3.632	4.193
Bauxite	54	93	97	106	125

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. Extraction de matériaux de construction

Indices 1938 = 100 (moyennes mensuelles).

Ensemble.

	I	II	III	IV
1954	119	161	167	168
1955	137	188	183	178
1956	130			

Moyenne mensuelle: 1929 = 134. — 1952 = 174. — 1953 = 154. — 1954 = 152. — 1955 = 172.

Ardoises.

	I	II	III	IV
1954	133	129	103	126
1955	114	112	71	120
1956	(113)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 137.
1953 = 128.
1954 = 121.
1955 = 104.

Sables et graviers d'alluvions.

	I	II	III	IV
1954	148	240	248	247
1955	181	271	295	279
1956	(192)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 193.
1953 = 209.
1954 = 221.
1955 = 265.

Pierres à bâtir.

	I	II	III	IV
1954	69	98	112	126
1955	107	141	125	125
1956	(91)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 137.
1953 = 120.
1954 = 101.
1955 = 125.

Matériaux de viabilité.

	I	II	III	IV
1954	139	190	184	185
1955	162	217	232	204
1956	(192)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 168.
1953 = 179.
1954 = 174.
1955 = 204.

Ciments.

	I	II	III	IV
1954	198	287	292	276
1955	272	325	322	311
1956	226			

Moyenne mensuelle: 1952 = 243. — 1953 = 254. — 1954 = 263. — 1955 = 298.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Productions totales (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

	1938 —	1952 —	1953 —	1954 —	1955 —
Ardoises de couverture	9,7	13,1	12	11,6	10,4
Pierres à bâtir (1)	127	131	150	130	159
Sables et graviers d'alluvions	1254	2537	2563	2740	3295
Matériaux de viabilité	1109	1826	1964	1980	2240
(Ciments) (2)	296	720	754	781	881

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

d) Produits industriels d'équipement.

PRESENTATION D'ENSEMBLE

Indices 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	1929 —	1949 —	1952 —	1953 —	1954 —	1955 —
Production des métaux:						
Sidérurgie	»	146	175	159	165	200
Métallurgie des métaux non ferreux.	»	123	190	194	218	243
Ensemble	151	143	177	163	172	206
Transformation des métaux	150	141	173	157	172	197
Industrie du verre (50 p. 100)	161	141	149	156	171	190
Bâtiment et travaux publics	190	125	137	135	138	147
Caoutchouc	90	155	200	200	229	242

Source: I. N. S. E. E.

PRODUCTION DES METAUX

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	160	170	170	189
1955	203	213	192	211
1956	(212)			

Moyenne mensuelle: 1929 = 151. — 1952 = 177. — 1953 = 163. — 1954 = 172. — 1955 = 206.

Source: I. N. S. E. E.

1. Sidérurgie

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	157	100	161	185
1955	201	205	184	210
1956	208			

Moyenne mensuelle: 1952 = 175. — 1953 = 159. — 1954 = 165. — 1955 = 200.

Indices 1938 = 100 (moyennes mensuelles).

Fonte.

	I	II	III	IV
1954	135	139	146	164
1955	180	185	173	192
1956	(188)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 162.
1953 = 144.
1954 = 147.
1955 = 182.

Acier.

	I	II	III	IV
1954	162	165	168	189
1955	205	207	186	212
1956	(211)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 174.
1953 = 161.
1954 = 171.
1955 = 203.

(1) Calcaires (pierres de taille, moëllons, enrochements, cales et meulières à bâtir).

(2) Ciments de Portland, de hauts fourneaux, de laitier au clinker; ciments spéciaux et ciments-bâtiments.

Produits finis sidérurgiques.

(Laminés à chaud.)

	I	II	III	IV
1954	166	177	170	202
1955	218	224	193	228
1956	(225)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 189. — 1953 = 171. — 1954 = 179. — 1955 = 216.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Productions totales (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

	1938 —	1952 —	1953 —	1954 —	1955 —
Fonte (production totale de fonte brute) (1).....	501	814	722	737	913
Acier (production totale d'acier brut)	518	906	833	886	1.049
Produits finis (production totale de laminés à chaud et tôles minces laminées à froid)...	343	647	581	606	739

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. Métallurgie des métaux non ferreux

Indices 1938 = 100 (moyennes mensuelles).

Ensemble.

	I	II	III	IV
1954	201	240	222	217
1955	221	261	244	244
1956	236 janv. 250 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 190. — 1953 = 194. — 1954 = 218. — 1955 = 243.

Aluminium.

	I	II	III	IV
1954.....	269	318	304	266
1955.....	284	335	328	320
1956.....	320 janv. 330 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 248.
1953 = 266.
1954 = 289.
1955 = 317.

Cuivre.

Production totale.

	I	II	III	IV
1954....	156	172	103	148
1955....	146	134	123	174
1956....	177 janv. 173 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 137.
1953 = 109.
1954 = 145.
1955 = 144.

Zinc.

	I	II	III	IV
1954....	162	172	160	188
1955....	187	187	157	167
1956....	180 janv. 172 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 118.
1953 = 122.
1954 = 172.
1955 = 174.

Plomb.

	I	II	III	IV
1954....	137	171	110	154
1955....	166	165	131	175
1956....	177 janv. 174 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 125.
1953 = 128.
1954 = 143.
1955 = 159.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Productions totales (tonnes) (moyennes mensuelles):

	1938 —	1952 —	1953 —	1954 —	1955 —
Aluminium (production totale 1re et 2e fusion).....	4.235	10.554	11.352	12.258	13.418
Cuivre (production de cuivre électrolytique en cathodes et production de cuivre affiné 2e fusion) (2).....	1.754	1.987	1.741	2.313	2.287
Zinc (production totale 1re et 2e fusion).....	6.568	7.786	8.041	11.312	11.447
Plomb (production totale de plomb doux, 1re et 2e fusion) (3).....	4.723	5.936	6.148	6.849	7.716

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

(1) Ferro-alliages au haut fourneau inclus.
(2) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.
(3) Le plomb antimonieux est fabriqué à partir du plomb de 1re et 2e fusion, soit de déchets ou d'alliages.

TRANSFORMATION DES METAUX

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	166	179	160	186
1955	196	201	181	211
1956	(226)			

Moyenne mensuelle: 1929 = 150. — 1952 = 173. — 1953 = 157. — 1954 = 172. — 1955 = 197.

Source: I. N. S. E. E.

1. Première transformation

Grosse forge, tréfilés, étirés, laminés à froid, tubes d'acier.
Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	123	137	119	150
1955	155	162	136	170
1956	169 janv. 155 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 132. — 1953 = 116. — 1954 = 133. — 1955 = 156.

Source: I. N. S. E. E.

2. Fonderie

Fonderies autonomes.

Indice 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954.....	135	132	112	149
1955.....	152	152	156	168
1956.....	165			

Moyenne mensuelle: 1952 = 140. — 1953 = 117. — 1954 = 131. — 1955 = 168.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Productions totales des fonderies autonomes de fonte et d'acier (1.000 tonnes) (moyenne mensuelle):

1938 = 78. — 1952 = 108. — 1953 = 91. — 1954 = 101. — 1955 = 119.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. Machines agricoles

Production totale (pièce).

Tracteurs.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954....	2.576	3.203	3.307	3.955
1955....	4.728	5.405	4.921	6.189
1956....	5.803			

Moyenne mens.: 1938 = 145.
1952 = 2.086.
1953 = 2.254.
1954 = 3.287 (1).
1955 = 5.352.

Motoculteurs et mototreuils.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954....	475	643	491	600
1955....	736	1.152	754	980
1956....	1.019			

Moyenne mensuelle: 1938 = 36.
1952 = 396.
1953 = 492.
1954 = 352.
1955 = 902.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

4. Automobiles (2)

Indice 1938 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV
1954.....	233	263	206	260
1955.....	277	307	235	302
1956.....	327			

Moyenne mensuelle: 1952 = 189. — 1953 = 191. — 1954 = 240. — 1955 = 280.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Productions totales d'automobiles (1.000) (moyenne mensuelle):

	1938 —	1952 —	1953 —	1954 —	1955 —
Voitures particulières.....	15,2 (3)	30,8	30,7	36,4	46,1
Véhicules utilitaires, (camions et camionnettes)...	3,3	10,7	10,4	13,1	13,9

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

(1) La moyenne mensuelle de 1954 tient compte de 1.300 tracteurs à roues non compris dans les situations mensuelles.
(2) Indice calculé d'après l'indice général pondéré de la production établi par la direction des industries mécaniques et électriques au ministère de l'industrie et du commerce et basé sur les tonnages à vide fabriqués, des divers véhicules, répartis en cinq catégories.
(3) Moyenne du 1er octobre 1937 au 10 septembre 1938.

INDUSTRIE DU VERRE

Indices 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	165	178	156	183
1955	182	191	180	205
1956	(210)			

Moyenne mensuelle: 1929 = 161. — 1952 = 149. — 1953 = 156. — 1954 = 171. — 1955 = 190.

Source: I. N. S. E. E.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Indices 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	118	113	141	150
1955	128	157	148	155
1956	123			

Moyenne mensuelle: 1929 = 190. — 1952 = 137. — 1953 = 135. — 1954 = 138.

Source: I. N. S. E. E.

CAOUTCHOUC

Pneumatiques.

Indices 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	225	230	193	236
1955	246	247	188	257
1956	245			

Moyenne mensuelle: 1952 = 200. — 1953 = 185. — 1954 = 221. — 1955 = 234.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Production totale de pneumatiques (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

1938	1952	1953	1954	1955
—	—	—	—	—
6,7	13,4	12,2	14,5	15,6

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

Caoutchouc (ensemble).

(Indices 1938 = 100.)

	I	II	III	IV
1954	236	240	198	245
1955	247	252	199	166
1956	(262)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 200. — 1953 = 200. — 1954 = 229. — 1955 = 242.

Source: I. N. S. E. E.

e) Produits industriels de consommation.

PRESENTATION D'ENSEMBLE

Indice 1938 = 100.

	1929	1949	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—	—
Extraction et préparation de minéraux divers..	96	125	146	146	168	179
Industrie du verre (50 p. 100)	161	141	149	156	171	190
Industries chimiques	113	126	146	154	178	201
Tabacs et allumettes	107	128	152	149	159	164
Corps gras	92	64	76	86	91	95
Industrie textile	120	101	103	107	115	109
Cuirs	117	67	64	59	65	57
Papiers et cartons	63	100	107	124	143	156
Presse-édition	»	100	113	115	133	152
Ensemble	105	101	109	114	128	133

Source: I. N. S. E. E.

EXTRACTION ET PREPARATION DE MINERAUX DIVERS

Indice 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954	179	167	151	180
1955	189	183	166	172
1956	(262)			

Moyenne mensuelle: 1929 = 96. — 1952 = 146. — 1953 = 146. — 1954 = 168. — 1955 = 179.

Source: I. N. S. E. E.

INDUSTRIES CHIMIQUES ET ASSIMILEES

Indices 1938 = 100.

1. Industries chimiques

(Moyenne mensuelle).

Produits chimiques minéraux de base (1).

	I	II	III	IV
1954	171	185	176	190
1955	191	214	196	206
1956	206 janv. 193 févr.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 154. 1953 = 158. 1954 = 181. 1955 = 202.

Colorants.

	I	II	III	IV
1954	148	149	105	129
1955	123	136	97	128
1956	119 janv. 119 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 84. 1953 = 122. 1954 = 132. 1955 = 121.

Engrais.

(Ci-après, en 2.)

Goudrons et benzols.

	I	II	III	IV
1954	146	128	105	143
1955	163	129	117	157
1956	(157)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 135. 1953 = 132. 1954 = 131. 1955 = 142.

Peintures et vernis.

	I	II	III	IV
1954	139	186	161	161
1955	154	206	176	160
1956	164 janv. 160 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 136. 1953 = 142. 1954 = 161. 1955 = 178.

Ensemble.

	I	II	III	IV
1954	172	184	170	188
1955	193	212	192	208
1956	200			

Moyenne mensuelle: 1929 = 113. — 1952 = 146. — 1953 = 154. — 1954 = 178. — 1955 = 201.

Source: I. N. S. E. E.

2. Engrais

Indices 1938 = 100.

Production totale (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	164	155	156	178
1955	191	191	184	206
1956	(208)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 143. — 1953 = 142. — 1954 = 164. — 1955 = 194.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Production totale (1.000 tonnes) (moyenne mensuelle):

	1938	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—
Engrais azotés (2)	14,7	23,7	23,1	26,5	31,9
Engrais phosphatés (3)	312	324	394	477	459

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. Tabacs et allumettes

Indices 1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954	149	177	123	186
1955	176	175	121	179
1956	(186)			

Moyenne mensuelle: 1929 = 107. — 1952 = 152. — 1953 = 149. — 1954 = 159. — 1955 = 164.

Source: I. N. S. E. E.

(1) Acides sulfuriques et nitriques, ammoniac de synthèse, carbonate de soude.

(2) Production totale d'engrais azotés de synthèse (sulfate d'ammoniaque, nitrates de chaux, de soude, d'ammoniaque, ammonitrates), de cyanamide calcique et de sulfate d'ammoniaque de récupération (évaluée en tonnes d'azote).

(3) Production totale de superphosphates, phosphates moulus, scories de déphosphoration et engrais composés.

INDUSTRIE TEXTILE

Indice d'ensemble 1938 = 100.

1929	120	1954	115
1951	115	1955	109
1952	103		
1953	107		

Source: I. N. S. E. E.

1. Laine

(Production totale.)

	I	II	III	IV
1954	99	106	88	103
1955	97	96	87	104
1956	104			

Moyenne mensuelle: 1952 = 92. — 1953 = 94. — 1954 = 99. — 1955 = 96.

2. Coton

(Production totale.)

	I	II	III	IV
1954	118	121	97	120
1955	115	105	73	100
1956	102 janv. 100 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 98. — 1953 = 105. — 1954 = 114. — 1955 = 99.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Productions totales (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

Laine.

	1938	1952	1953	1954	1955
Laine peignée	5,25	4,7	6	6,2	6,1
Filés (filés purs ou mélangés pour tissage, bonneterie diverse et mercerie)	9,8	9,2	10	10,7	10,7
Tissus (tissus et feutres de laine)	6,65	6,1	5,7	6	5,8

Coton.

	1938	1952	1953	1954	1955
Filés (production totale de filés de cotons purs ou mélangés, fibrannés)	20,8	21,4	22,5	24,6	22,1
Tissus (production totale de tissus de cotons purs ou mélangés, fibranne)	13,2	12,5	13,3	14,5	12,5

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. Autres textiles

Indices 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

Lin et chanvre.

Production de tissus de lin et de chanvre et de métis lin-coton.

	I	II	III	IV
1954	146	147	120	156
1955	146	135	104	136
1956	136 janv. 136 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 143. 1953 = 137. 1954 = 141. 1955 = 130.

Jute.

Production de filés et tissus.

	I	II	III	IV
1954	115	122	106	138
1955	137	134	112	136
1956	(137)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 108. 1953 = 116. 1954 = 120. 1955 = 129.

Sisal.

Production de filés (1).

	I	II	III	IV
1953	129	130	69	107
1954	142	171	115	134
1955	162	176	143	176
1956	(187)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 135. 1953 = 109. 1954 = 142. 1955 = 164.

Rayonne.

Production totale tous procédés.

	I	II	III	IV
1954	199	210	161	202
1955	204	209	164	209
1956	(205)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 148. 1953 = 169. 1954 = 193. 1955 = 196.

Fibranne.

Production totale tous procédés.

	I	II	III	IV
1954	892	1.053	811	1.104
1955	1.091	1.155	867	1.031
1956	(992)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 627. 1953 = 858. 1954 = 965. 1955 = 1.035.

Soie et rayonne.

Production de tissus et rubans.

	I	II	III	IV
1953	79	83	65	88
1954	87	87	70	87
1955	86	87	73	87
1956	(87)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 77. 1953 = 79. 1954 = 83. 1955 = 83.

Source: I. N. S. E. E.

CORPS GRAS

1. Ensemble (huilerie, margarinerie, etc.)

Indices 1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954	84	94	82	104
1955	87	96	85	106
1956	93 janv. 84 fév.			

Moyenne mensuelle: 1929 = 82. — 1952 = 76. — 1953 = 86. — 1954 = 91. — 1955 = 95.

Source: I. N. S. E. E.

2. Savonnerie

Indices 1938 = 100.

Savonnerie (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	74	83	73	92
1955	77	86	78	93
1956	83 janv. 74 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 67. — 1953 = 76. — 1954 = 80. — 1955 = 83.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Productions totales (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

	1938	1952	1953	1954	1955
Production totale de savons et lessives	35,9	24,1	27,5	30,1	32,5
Contenant en acide gras (2)	16	11,5	12,9	14	13,6

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

(1) Y compris les filés de sisal destinés à la fabrication de ficelle-lieuse.

(2) Evaluations.

PAPIERS ET CARTONS

Indice 1938 = 100.

Indice pondéré « Papiers et cartons »: pâtes à papier, papier paille et d'emballage, papier d'impression et papier journal et, en outre, papiers minces et spéciaux et cartons.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954	145	151	127	155
1955	159	163	135	167
1956	173			

Moyenne mensuelle: 1929 = 63. — 1952 = 107. — 1953 = 124. — 1954 = 143. — 1955 = 156.

Source: I. N. S. E. E.

1. Pates a papier

Pâtes à papier.

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	202	214	166	208
1955	221	221	190	224
1956	242 janv. 227 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 149. — 1953 = 170. — 1954 = 197. — 1955 = 212.

2. Papier d'impression, d'écriture et papier journal

Papier d'impression et papier journal.

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	132	137	109	139
1955	143	143	118	147
1956	149 janv. 151 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 101. — 1953 = 113. — 1954 = 129. — 1955 = 138.

3. Papier paille et emballage

Papier paille et emballage.

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	159	156	125	165
1955	171	175	147	183
1956	195 janv. 193 fév.			

Moyenne mensuelle: 1952 = 109. — 1953 = 135. — 1954 = 151. — 1955 = 169.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Productions totales (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

	1938	1952	1953	1954	1955
Pâtes à papier (production totale évaluée en 1.000 tonnes de pâtes sèches) (1)	28,9	43	48,7	56,3	61,2
Papier d'impression et d'écriture	48,7	49,2	54,5	62,1	67,1
Papier paille et d'emballage	26,6	27	35,6	39,8	45

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

CUIRS ET PEAUX

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

Ensemble.

	I	II	III	IV
1954	61	69	62	69
1955	63	58	48	57
1956	(53)			

Moyenne mensuelle: 1929 = 177. — 1952 = 64. — 1953 = 59. — 1954 = 65. — 1955 = 57.

Source: I. N. S. E. E.

(1) Production totale de pâtes mécaniques et mi-chimiques de pâtes au bisulfite, de pâte Kraft à la soude, et autres pâtes chimiques.

Cuirs et peaux finis

Cuirs finis (ensemble).

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	63	78	63	72
1955	67	63	49	60
1956	(58)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 66. — 1953 = 62. — 1954 = 67. — 1955 = 60.

Source: I. N. S. E. E.

Cuirs finis (pour chaussures).

Consommation (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1954	58	68	60	67
1955	60	53	47	54
1956	(49)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 61. — 1953 = 55. — 1954 = 63. — 1955 = 53.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Productions totales de cuirs et peaux fines de bovins (1) (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

1938	1952	1953	1954	1955
5,4	3,5	3,25	3,5	3,2

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

f) Indications sur l'industrie cinématographique.

(Long métrage = 1.300 mètres.)

1. Production de films

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
108	108	108	96	111	96	110

2. Visas de censure

Français.

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
96	108	120	108	111	96	105

Américains (total).

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
336	324	348	312	324	468	(2)

Autres (total).

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
192	276	288	288	372	156	(2)

Total visas.

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
624	708	756	708	804	720	660

3. Visas d'exportation (3)

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
1.020	1.356	2.520	1.440	1.488	1.572	(4)

4. Nombre de spectateurs (millions).

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
385	372	254	356	356	377	393

Source: Centre national du cinéma.

(1) Evaluations.
(2) Total américains et autres.
(3) Visas délivrés pour les films exportés vers l'étranger (films de long métrage, plus de 1.300 mètres).
(4) Visas longs et courts métrages: 2.555.

5. Evolution financière

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—	—	—
Coût moyen des films (millions de francs)...	38,5	42	50	63	82	115	109
Prix moyen des places:							
Valeur absolue (prix moyen en francs)..	57,18	69,68	89,09	107,80	112,25	119	122
Recette brute (millions de francs):							
En valeur absolue..	22.170	25.861	33.254	38.382	41.500	48.500	42.000
En valeur réelle....	22.260	23.800	25.550				(1).

6. Production court métrage (moins de 1.300 mètres)

Visas de censure.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—	—	—
Français	194	234	310	234	233	2.163	258
Américains (2)..	467	516	460 (2)	345 (2)	460 (2)	346	(1)
Autres (2).....	121	147	114 (2)	194 (2)	197 (2)	154	(1)
Total.....	782	897	884	782	890	783	656

Source: Centre national du cinéma.

g) Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.

L'indice mensuel de la production industrielle ne couvre pas les branches: industries alimentaires, industries du bois et de l'ameublement, habillement et travail des étoffes, dont l'activité est difficile à saisir au rythme mensuel ou n'est connu qu'avec retard.

Pour les *industries alimentaires*, un indice a cependant été calculé sur la base de mesures en volume de la production, à l'exception de certaines productions pour lesquelles il a fallu se contenter d'évaluation (laiteries, conserves de poisson...).

En hausse continuelle depuis 1946, l'indice ne dépasse toutefois le niveau de 1938 que de 5 p. 100 en 1950 et 1951; la plupart des indices partiels qui le composent sont en hausse en 1951 (meunerie, sucrerie, raffinerie, brasserie, biscuiterie); mais il faut noter un recul sensible dans la distillerie (11 p. 100) et la chocolaterie (20 p. 100).

L'indice des *industries de l'habillement* et du *travail des étoffes* est calculé d'après les approvisionnements en tissus et les consommations apparentes. Le niveau de 1951 dépasse de 15 p. 100 celui de 1938.

L'activité des industries du bois et de l'ameublement est particulièrement difficile à apprécier, par insuffisance des informations. L'indice correspondant est obtenu à partir de la consommation apparente de bois ou des livraisons de contreplaqués et les consommations d'électricité haute tension. En ordre de grandeur, l'indice serait de 37 p. 100 au delà de l'indice 1938.

***Un indice d'ensemble* est enfin calculé pour ces trois branches.**

(1938 = 100.)

	Pondération.	1946	1947	1948	1949
	—	—	—	—	—
Industries alimentaires....	50	69	63	76	90
Habillement et travail des étoffes	30	73	89	104	99
Bois et ameublement.....	20	95	100	125	125
Ensemble	100	75	78	94	100

	Pondération.	1950	1951	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—	—
Industries alimentaires....	50	106	105	94	105	105
Habillement et travail des étoffes	30	109	115	103	104	111
Bois et ameublement.....	20	130	137	137	140	150
Ensemble	100	112	114	105	112	116

(1) Visas de censure américains et autres: 398.
(2) Version originale et version doublée:
Américains, version originale: 1952, 228; 1953, 304; 1954, 211. — Version doublée: 1952, 126; 1953, 156; 1954, 155.
Divers, version originale: 1952, 116; 1953, 133; 1954, 100. — Version doublée: 1952, 78; 1953, 164; 1954, 54.

Indices complets de la production industrielle

A partir de cet indice d'ensemble des trois branches ci-dessus et de l'indice mensuel de la production industrielle (vingt branches), *deux indices complets de la production industrielle* ont été calculés par l'institut national de la statistique et des études économiques (vingt-trois branches).

Le premier de ces indices (1) comprend, dans l'indice habituel des vingt branches, un indice d'activité du bâtiment et des travaux publics basé sur le nombre d'heures-ouvrier.

Dans le *second* indice complet (2), l'indice « Bâtiment » est élaboré à partir de plusieurs séries: activité et consommation des matériaux et d'énergie.

En fait, note l'I. N. S. E. E., les deux indices complets ainsi calculés s'écartent relativement peu de l'indice partiel publié mensuellement:

(1938 = 100.)

	Pondération	1946	1947	1948	1949
	—	—	—	—	—
Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches)...	20	75	78	94	100
Indice partiel publié mensuellement (20 branches).	100	84	99	113	123
Indice complet I (23 branches) (1).....	120	83	96	110	119
Indice complet II (23 branches) (2).....	120	82	96	111	120

	Pondération	1950	1951	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—	—
Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches)...	20	112	114	105	112	116
Indice partiel publié mensuellement (20 branches).	100	123	138	144	140	152
Indice complet I (23 branches) (1).....	120	121	134	138	135	146
Indices complet II (23 branches) (2).....	120	122	136	139	137	148

Source: I. N. S. E. E.

h) Indice du secteur public.

1. Composition de l'indice

Cet indice a été publié, pour la première fois, dans le numéro de janvier 1950 du Bulletin mensuel de statistique de l'I. N. S. E. E.

Il rend compte de l'évolution du volume de la production réalisée par les activités dont la gestion est assurée, directement ou non, par l'Etat: services industriels de l'Etat, services nationalisés, sociétés d'économie mixte et à participation majoritaire.

Ces activités, déjà saisies par l'indice général de la production industrielle, sont les suivantes:

Electricité.

L'indice retenu pour ce secteur est l'indice « électricité » servant déjà au calcul de l'indice d'ensemble.

Il convient de noter que cet indice est inférieur à l'indice qui représenterait le seul secteur public, à l'exclusion des centrales privées, l'effort d'équipement et de production ayant surtout porté, depuis la libération, sur les grands ensembles relevant d'entreprises publiques. La discrimination n'a pas été faite entre entreprises publiques et privées en raison de leur étroite indépendance, l'Electricité de France disposant d'un pouvoir étendu de coordination.

(1) Dans cet indice, le bâtiment et les travaux publics sont caractérisés par l'indice d'activité.

(2) Indice mixte: activité et consommation de matériaux et d'énergie pour le bâtiment et les travaux publics.

Gaz (naturel et d'usine).

L'indice « gaz naturel et d'usine » a été de même retenu (Gaz de France et régie autonome des pétroles).

Combustibles minéraux solides.

Pour la houille et lignite, l'indice « houille et lignite » habituel est retenu. Il se distingue très légèrement, en effet, de l'indice calculé en ne tenant compte que des mines nationalisées (Charbonnages de France).

Sont représentées, d'autre part, la production d'agglomérés des usines minières et la production totale de coke et semi-coke, à l'exclusion des cokeries sidérurgiques (production de coke de gaz et coke de four, des cokeries gazières de Gaz de France, et production des cokeries minières de Charbonnages de France).

Potasse.

Indice « potasse » I. N. S. E. E. (production nationale de potasse, évaluée en K^2O pure, des mines domaniales d'Alsace et de Kali-Sainte-Thérèse).

Automobile.

Production de la Régie Renault (direction des industries mécaniques et électriques au ministère de l'industrie et de l'énergie).

Aéronautique.

Indice I. N. S. E. E. (indice général du volume de la production calculé à partir du tonnage total de cellules fabriquées (poids 2/3) et la puissance totale des moteurs produits (poids 1/3); source: Ministère de l'air).

Tabacs et allumettes.

Indice I. N. S. E. E. habituel.

N. B. — Des activités, comme celles de « Francolor » et de l'office national industriel de l'azote, ne sont pas représentées. Elles occupaient, en 1949, environ 2 p. 100 du personnel du secteur public.

La pondération, adoptée pour la synthèse de ces indices, reprend celle retenue pour l'indice d'ensemble de la production industrielle et est donc basée sur les valeurs nettes, correspondant à la période de référence 1938. (Des coefficients particuliers ont dû être cependant calculés pour le coke non sidérurgique, les agglomérés et l'automobile [Renault].)

2. Evolution de l'indice

1938 = 100 (moyenne mensuelle).

Evolution trimestrielle récente.

	I	II	III	IV
Avec aéronautique:				
1954	148	147	127	148
1955	155	147	127	161
1956	176 janv. 179 fév.			
Sans aéronautique:				
1954	172	165	149	175
1955	183	175	154	185
1956	194 janv. 204 fév.			
Indice de la production industrielle, bâtiment exclu:				
1954	150	162	142	164
1955	169	173	154	179
1956	185			

Evolution annuelle.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Avec aéronautique	100	110	127	134	137	143	148
Sans aéronautique	124	133	149	155	152	165	174
Indice de la production industrielle, bâtiment exclu.	122	123	139	145	141	154	169

4° ACTIVITE

a) Evolution d'ensemble.

(Toutes activités.)

1. Effectifs

(1938 = 100.)

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1952	110,6	110,7	111	110,9
1953	108,8	108,7	109,4	110
1954	108,8	109,3	110,9	111,4
1955	110,7	111,6	112.8	113,2
1956	112,5	113		

Moyenne: 1946 = 106,6. — 1950 = 107,1. — 1951 = 109,7. — 1952 = 110,4. — 1953 = 109,1. — 1954 = 110,2. — 1955 = 112,2.

2. Durée hebdomadaire du travail

(Heures.)

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1952	45,1	44,9	44,8	45
1953	44,5	44,5	45 (1)	45,1
1954	45	45	45,3	45,3
1955	45,2	45,1	45,3	45,5
1956	45,4	45,5		

Moyenne: 1949 = 44,6. — 1950 = 45. — 1951 = 45.2. — 1952 = 44,9. — 1953 = 44,8. — 1954 = 45,2. — 1955 = 45,3.

3. Niveau de l'activité

(Heures-ouvrier effectuées = effectifs × durée du travail.)

1938 = 100.

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1952	127	126,3	126,4	126,8
1953	123,2	123	125,3	126,2
1954	124,6	124,9	127,5	128,4
1955	127,2	127,9	129,9	130,9
1956	131,3			

Moyenne: 1949 = 120,7. — 1950 = 122,5. — 1951 = 126,1. — 1952 = 125,9. — 1953 = 124,5. — 1954 = 126,5. — 1955 = 129,1.

Source: Ministère du travail et de la sécurité sociale. — Enquête trimestrielle effectuée, par voie de questionnaires aux employeurs et portant sur des établissements de plus de 10 salariés, représentant environ 58 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les secteurs professionnels considérés. Ceux-ci comprennent l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture, du gaz et des services publics (pour lesquels aucune donnée valable n'a pu être recueillie sur un rythme trimestriel), la Société nationale des chemins de fer français, les Houillères et la Régie autonome des transports parisiens sont comprises dans l'enquête. Les travailleurs isolés et le personnel domestique sont de même exclus. Sont d'autre part considérés les effectifs et la durée du travail des ouvriers de plus de dix-huit ans, payés à l'heure.

A partir du 1er avril 1956, différentes modifications sont intervenues dans l'établissement des statistiques, tant en ce qui concerne la période de référence (1954 = 100) que la nomenclature. Les résultats donnés par branches tiendront compte de ces modifications.

Voici les résultats d'ensemble pour 1955 et 1956, sur la base 1954 = 100:

Effectifs.

	1er janv.	1er avril	1er juil.	1er oct.
1955	99,9	100,5	101,4	101,7
1956	100,9	101,8		

Activité.

	1er janv.	1er avril	1er juil.	1er oct.
1955	100	100,3	101,8	102,3
1956	101,2	102,6		

b) Evolution par secteur ou branche d'activité.

N. B. — Les observations données ci-après concernent, autant que possible, ceux des secteurs de production dont les résultats ont été exposés précédemment (3° Production industrielle), et, en outre, les transports et les activités commerciales et libérales.

ANNÉES	EFFECTIFS (INDICE) (1951 = 100.) I	II	III	IV	DURÉE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail (h.) I	II	III	IV	NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) (1951 = 100.) I	II	III	IV
	(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)			
1. Energie												
Combustibles minéraux solides.												
1955.....	98,4	97,6	96,2	94,8	48	48	48	48	98,4	97,6	96,2	94,8
1956.....	94,8	94,5			48	48			94,8	94,5		
	Moyenne : 1955 = 96,3.				Moyenne : 1955 = 48.				Moyenne : 1955 = 96,3.			
Eau, gaz, electricité.												
1955.....	99,7	99,1	98,7	99	48	48	48	48	99,7	99,1	98,7	99
1956.....	98,5	98,5			48	48			98,5	98,5		
	Moyenne : 1955 = 99.				Moyenne : 1955 = 48.				Moyenne : 1955 = 99.			
Pétrole et carburants liquides.												
1955.....	100,1	102,7	102,4	103	47,3	47,7	47,1	47,2	101,6	101,2	102,6	103,4
1956.....	102,6	103,2			46,8	47,2			102,2	103,6		
	Moyenne : 1955 = 102,5.				Moyenne : 1955 = 47,9.				Moyenne : 1955 = 103.			
Ensemble.												
1955.....	99	98,4	97,3	96,6	48	48	47,9	47,9	99	98,5	97,3	96,6
1956.....	96,4	96,3			47,9	47,9			96,4	96,3		
	Moyenne : 1955 = 97,5.				Moyenne : 1955 = 47,9.				Moyenne : 1955 = 97,5.			
2. Industries d'équipement												
Extraction de minerais divers.												
1955.....	97,9	98,7	101,4	100,5	47	47,6	47,6	48,3	97,5	99,5	102,2	102,8
1956.....	97,4	97,8			47,1	47,6			97,2	98,6		
	Moyenne : 1955 = 99,6.				Moyenne : 1955 = 47,6.				Moyenne : 1955 = 100,5.			
Céramique, matériaux de construction et verre.												
1955.....	99,5	101,6	103,2	103,5	45,8	45,8	46,2	46,2	99,5	101,6	104,1	104,4
1956.....	103,3	104,1			46	46			103,7	110,5		
	Moyenne : 1955 = 102,4.				Moyenne : 1955 = 46.				Moyenne : 1955 = 102,9.			
Production de métaux.												
1955.....	100	101,1	101,6	102,5	48,2	48,2	48,3	48,6	102,6	103,7	104,4	106
1956.....	103,2	103,9			48,4	48,7			106,3	107,6		
	Moyenne : 1955 = 101,7.				Moyenne : 1955 = 48,4.				Moyenne : 1955 = 104,6.			
Industrie mécanique et électrique.												
1955.....	101,5	103	103,4	104	46,6	46,6	46,7	46,6	102,1	103,6	104,3	104,6
1956.....	105,1	106,2			46,9	46,9			106,5	107,6		
	Moyenne : 1955 = 103,4.				Moyenne : 1955 = 46,7.				Moyenne : 1955 = 104,2.			
Bâtiments et travaux publics.												
1955.....	99,9	102,1	106,1	107,8	47	47,8	48,7	43,7	98,2	102,1	108,1	109,8
1956.....	104,1	106,3			47,1	48,4			102,5	107,7		
	Moyenne : 1955 = 104,5.				Moyenne : 1955 = 48,1.				Moyenne : 1955 = 105,1.			

ANNÉES	EFFECTIFS (INDICE) (1951 = 100.)				DURÉE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail (h.).				NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) (1951 = 100.)			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)			
3. Industries de consommation												
Industrie chimique et caoutchouc.												
1955.....	101	102,1	102,2	102,1	44,9	44,6	45	45	101	101,4	102,4	102,3
1956.....	102,3	103,3			45	44,9			102,5	103,3		
	Moyenne : 1955 = 102.				Moyenne : 1955 = 44,9.				Moyenne : 1955 = 102.			
Industrie textile.												
1955.....	98,5	96,7	94,3	92,9	42,5	41,3	41,3	41,7	98,7	94,2	91,9	94,3
1956.....	92,8	92,8			42,5	42,4			93	92,8		
	Moyenne : 1955 = 94,9.				Moyenne : 1955 = 41,7.				Moyenne : 1955 = 93,3.			
Cuirs et peaux.												
1955.....	99,5	99,3	97,3	97,2	42	42,2	41,8	42,6	100,5	107,7	97,8	99,5
1956.....	97,3	97,4			42,6	42,5			99,6	99,5		
	Moyenne : 1955 = 98,1.				Moyenne : 1955 = 42,2.				Moyenne : 1955 = 99,5.			
Papiers et cartons.												
1955.....	100	99,6	100,3	100,3	45,3	44,7	45,2	44,9	100,9	92,2	101	100,3
1956.....	100,2	101,2			45,6	45,7			101,8	103		
	Moyenne : 1955 = 100,1.				Moyenne : 1955 = 45,1.				Moyenne : 1955 = 100,5.			
Industries agricole et alimentaire.												
1955.....	98,3	97,6	103,3	107,2	45,8	44,2	45,3	45,6	99,6	95,5	103,5	108,2
1956.....	99	100,1			45,1	45,2			98,8	100,1		
	Moyenne : 1955 = 101,7.				Moyenne : 1955 = 45,1.				Moyenne : 1955 = 101,6.			
Industrie du bois et ameublement.												
1955.....	100,4	100,8	100,6	100,3	45,6	45,5	46,1	46,4	100,4	100,6	101,7	102,1
1956.....	101	100,5			46,3	46,1			102,5	101,6		
	Moyenne : 1955 = 100,6.				Moyenne : 1955 = 46.				Moyenne : 1955 = 101,5.			
Habillement, travail des étoffes.												
1955.....	97,7	97,3	95,1	94,4	40,4	40,8	40,4	40,8	97	97,5	94,4	94,6
1956.....	94,3	95,9			40,2	41,7			93,2	98,3		
	Moyenne : 1955 = 95,7.				Moyenne : 1955 = 40,6.				Moyenne : 1955 = 95,4.			
4. Industries de transformation (bâtiment inclus)												
Ensemble.												
1955.....	100	100,8	101,7	102,4	45,3	45,2	45,5	45,6	100,1	100,6	102,3	103,2
1956.....	101,3	102,4			45,4	45,7			101,7	103,5		
	Moyenne : 1955 = 101,4.				Moyenne : 1955 = 45,4.				Moyenne : 1955 = 101,8.			
5. Transports												
Société nationale des chemins de fer français.												
1955.....	98,4	97	96,1	95,2	48	48	48	48	98,4	97	96,1	95,2
1956.....	94,7	93,7			48	48			94,7	93,7		
	Moyenne : 1955 = 96,2.				Moyenne : 1955 = 48.				Moyenne : 1955 = 96,2.			
Ensemble.												
1955.....	98,9	98,1	98,2	97,6	47,4	47,5	47,5	47,6	98,9	98,2	98,3	97,8
1956.....	97	96,6			47,5	47,6			97,1	96,8		
	Moyenne : 1955 = 98.				Moyenne : 1955 = 47,5.				Moyenne : 1955 = 98,1.			
6. Activités commerciales et libérales												
1955.....	100,3	101	102,5	102,5	43,7	43,5	43,6	43,8	100,5	100,7	102,6	102,9
1956.....	102,5	103,5			43,7	43,7			102,8	103,8		
	Moyenne : 1955 = 101,9.				Moyenne : 1955 = 43,7.				Moyenne : 1955 = 102.			

Source : Ministère du travail.

Durée hebdomadaire du travail par branche d'activité (ouvriers et employés).

Unité : heure.

DÉSIGNATION	PARIS ET BANLIEUE			PROVINCE			ENSEMBLE		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble	Hommes.	Femmes.	Ensemble	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Agriculture (salariés)	49,3	»	49,3	53,1	48,4	52,3	53,1	48,4	52,3
Energie	48,3	48	48,3	43,5	47,9	43,7	43,8	48,4	44
Industrie	45,3	40,7	43,6	42,5	37,3	41,2	43	38,2	41,7
Transports	45	43,4	44,5	46,1	41,5	45,3	45,8	42,2	45,1
Commerces	46,6	40,7	43,7	43,6	43,4	43,5	44,2	42,7	43,6
Professions administratives et libérales	45	40,1	42,3	42,5	38,4	40,5	43,1	39	41,1
Services domestiques, hygiène	50	36,7	40	45	34,9	36,7	47	35,5	37,8
Non déclarés	47,2	45,6	46,3	44,5	35,8	40,8	45,6	41,8	43,6
Ensemble (non compris les salariés agricoles)	45,4	41	43,6	43,1	38,7	41,9	43,6	39,4	42,3

Source : I. N. S. E. E., enquête par sondage sur l'emploi de mars 1955.

c) Emploi et chômage.

1. Chômeurs secourus

Total France entière (1.000).

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1955	57,4	67,2	50,7	38,1
1956	44	44,75		

Moyenne mensuelle : 1938 = 373.6. — 1950 = 52,4. — 1951 = 41,2. — 1952 = 37,8. — 1953 = 61,8. — 1954 = 62,6. — 1955 = 52.

Dont :

Hommes de moins de soixante ans aptes au travail.

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1955	28,9	35,9	22,8	14,8
1956	18,5	34,8		

N. B. — Cette statistique ne donne pas l'ensemble des personnes en chômage, les fonds de chômage n'existant pas partout, un certain nombre de ces personnes ne s'inscrivant pas à ces fonds.

2. Fonds de chômage ouverts

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1955	770	917	794	664
1956	711	828		

Moyenne mensuelle : 1951 = 395. — 1952 = 435. — 1953 = 816. 1954 = 857. — 1955 = 794.

3. Demandes d'emploi non satisfaites

Nombre (1.000).

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1955	177,9	198,8	142,9	129
1956	145	144,2		

Moyenne mensuelle : 1938 = 402. — 1950 = 153. — 1951 = 120. — 1952 = 132. — 1953 = 179. — 1954 = 183,9. — 1955 = 158,6.

Rapports des offres aux demandes d'emploi non satisfaites.

Nombre d'offres pour 100 demandes.

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1955	5,7	7,8	16,7	21,4
1956	13,5	24,8		

Moyenne mensuelle : 1938 = 0,9. — 1949 = 24,1. — 1950 = 10,3. — 1951 = 21,7. — 1952 = 12,1. — 1953 = 5,7. — 1954 = 7,3. — 1955 = 13,4.

N. B. — Les statistiques des demandes d'emploi proviennent des relevés effectués dans les bureaux de main-d'œuvre. Elles ne sauraient apporter une estimation exacte du nombre des personnes réellement en chômage ; elles comprennent en effet des personnes ayant un emploi et en recherchant un autre, d'autres personnes, effectivement en chômage, n'ayant pas recours aux offices de placement. Toutefois, les enquêtes par sondage sur l'emploi de l'I. N. S. E. E. semblent faire apparaître la validité relative d'une évaluation du nombre des chômeurs complets à une fois et demie celui des demandeurs d'emploi.

Source : Ministère du travail.

Proportion des demandeurs d'emplois et des chômeurs secourus dans la population active.

Demandes restant à satisfaire.

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1955	1,62	1,99	1,30	1,17
1956	1,16	1,15		

Moyenne : 1949 = 1,17. — 1952 = 1,15. — 1953 = 1,63. — 1954 = 1,67. 1955 = 1,45.

Nombre de chômeurs secourus, à l'exclusion des inaptes.

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
Ensemble :				
1955	0,52	0,67	0,46	0,35
1956	0,35	0,36		

Moyenne : 1952 = 0,33. — 1953 = 0,56. — 1954 = 0,57. — 1955 = 0,48.

Activités les plus atteintes en 1955.

(En pourcentage de la population active salariée dans chaque activité.)

ACTIVITES	NOMBRE de demandes d'emploi restant à satisfaire.	NOMBRE secourus, à l'exclusion des inaptes.
Spectacles	15,1 p. 100	2,78 p. 100
Manutention et stockage et manœuvres toutes catégories	5,5 p. 100	1,19 p. 100
Textiles, tissus	2,1 p. 100	0,16 p. 100
Cuirs et peaux	2,6 p. 100	1 p. 100
Services et domestiques	1,8 p. 100	0,25 p. 100
Construction et entretien des bâtiments	1,7 p. 100	0,18 p. 100
Emplois du commerce et assimilés	1,4 p. 100	0,35 p. 100
Emplois de bureau	1,3 p. 100	0,25 p. 100
Transports	1 p. 100	0,31 p. 100
Production et utilisation des métaux	0,95 p. 100	0,37 p. 100
Agriculture et élevage	0,58 p. 100	0,1 p. 100

Source: Ministère du travail.

4. CHÔMAGE PARTIEL

(Evaluation du ministère du travail)

Voici d'abord la statistique portant sur l'ensemble des branches recensées (industries, transports, activités commerciales et libérales).

Effectif ouvrier ayant travaillé par semaine

	ENSEMBLE	MOINS de 32 heures.	DE 32 à 35 heures.	DE 36 à 39 heures.
1er janvier 1954	152.000	33.900	44.800	73.300
1er janvier 1956.	137.000	34.100	42.100	60.800

BRANCHE D'ACTIVITÉ	OUVRIERS OCCUPÉS au 1er octobre 1956.			ENSEMBLE	
	Moins de 32 heures.	32 heures à 35 heures	36 heures à 39 heures	1er octobre 1955	1er janvier 1956
Extraction de minerais divers construction.	200	»	200	200	500
Production des métaux.	700	»	»	1.400	700
Industrie mécanique et électrique	»	2.200	1.100	6.400	3.300
Industrie du verre	»	»	200	300	200
Céramique, matériaux de construction	»	»	300	300	300
Bâtiment, travaux publics	900	900	2.700	4.500	4.500
Industrie chimique et caoutchouc	200	400	1.100	1.100	1.700
Industries agricoles et alimentaires	2.900	2.600	2.300	12.300	7.800
Industrie textile	2.700	16.200	19.800	63.200	38.700
Habillement et travail des étoffes	4.300	10.000	9.200	32.700	23.500
Cuirs et peaux	1.500	2.200	2.900	7.000	6.600
Industrie du bois, ameublement	»	100	600	500	700
Papier-carton	100	»	»	1.100	100
Industrie polygraphique	600	1.200	13.800	18.900	15.700
Industries diverses	100	300	600	1.000	1.000
Industries de transformation (y compris le bâtiment).	14.300	36.200	54.800	150.900	105.300
Transports (sauf S. N. C. F. et R. A. T. P.).	200	»	»	1.400	200
Commerces agricoles et alimentaires	»	»	800	800	800
Commerces non alimentaires	300	500	300	2.000	1.100
Banques, assurances, agences	»	»	»	»	»
Spectacles	100	100	»	500	200
Hygiène	18.900	3.100	4.900	19.600	26.900
Professions libérales	200	2.200	»	2.400	2.500
Toutes activités	34.100	42.100	60.800	177.000	137.000

Chômage partiel indemnisé.

(1.000.)

	I (Janvier) —	II (Avril) —	III (Juillet) —	IV (Octobre) —
Nombre de journées indemnisées (1):				
Ensemble:				
1955	355 (2)	333,7	209,2	126,5
1956	222,8			
Dont:				
Textiles et annexes:				
1955	189	239	150	82
1956	122			
Habillement et travail des étoffes:				
1955	66	37	28	21
1956	44			
Chaussures:				
1955	29	25	14	13
1956	16			

Source: Ministère du travail.

5. CONFLITS DE TRAVAIL

Nombre de journées perdues (1.000).

	I (Janvier) —	II (Avril) —	III (Juillet) —	IV (Octobre) —
1955	91,3	59,8	217,4	(1.431)
1956	41,7			

Source: Ministère du travail.

Moyenne mensuelle: 1949 = 591. — 1955 = 256,5.

d) **Activité générale.**

Divers indices permettent de mesurer, en ordre de grandeur, l'ensemble de l'activité. Parmi ceux-ci, trois peuvent être, en particulier, retenus pour une vue d'ensemble rapide:

L'indice d'ensemble de la production industrielle;

L'indice total des recettes, calculé à prix constants, de la S. N. C. F. (auquel on peut ajouter l'évolution des tonnages chargés);

La consommation d'électricité.

Voici les données correspondantes:

1. INDICE D'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(Bâtiment exclu.)

1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1955	169	173	154	(179) oct.
1956	185			

Moyenne mensuelle: 1950 = 123. — 1951 = 139. — 1952 = 145. — 1953 = 141. — 1954 = 154. — 1955 = 169.

2. TRAFIC S. N. C. F

Indice total des recettes S. N. C. F. calculé à prix constant (3).

1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1955	141	139	134	142
1956	(150)			

Moyenne mensuelle: 1950 = 135. — 1951 = 153. — 1952 = 156. — 1953 = 128. — 1954 = 128. — 1955 = 139.

Tonnage chargé et entré chargé.

Moyenne journalière des transports commerciaux (1.000 tonnes).

(Moyenne par trimestre.)

	I	II	III	IV
1955	513	524	493	576
1956	(542)			

Moyenne mensuelle: 1938 = 362. — 1951 = 484. — 1952 = 474. — 1953 = 446. — 1954 = 464. — 1955 = 525.

(1) Sur la base d'une journée pour huit heures indemnisées. La statistique ne remonte pas au delà de janvier 1952.

(2) Plus 158 en raison des inondations.

(3) Cet indice est le quotient, multiplié par 100, des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 38, ramenées au taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux.

3. Indice de la production totale d'électricité

1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1955	248	233	219	257
1956	(274)			

Moyenne mensuelle: 1950 = 160. — 1951 = 182. — 1952 = 194. — 1953 = 198. — 1954 = 198. — 1955 = 239.

Source: I. N. S. E. E.

5° PRODUCTIVITE

N. B. — Les indices de productivité publiés par l'I. N. S. E. E. n'ont pas été mis à jour depuis 1953.

La présentation en sera reprise dans un prochain rapport de conjoncture du Conseil économique, lorsque les indices récents seront connus.

6° ECHANGES EXTERIEURS EN NATURE

a) Résultats globaux.

N. B. — Les échanges sont observés ici en nature. Les valeurs ne sont données que pour l'ensemble et à titre complémentaire, les finances extérieures et la balance des comptes faisant l'objet d'une étude particulière (III, 7°).

1. Evolution d'ensemble des importations et des exportations (1)

(Or inclus.)

IMPORTATIONS

Quantités (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1955...	4.554	4.944	4.572	
1956...	5.056			

Moyenne mensuelle:

1928 = 4.111.	1951 = 4.054.
1929 = 4.955.	1952 = 4.365.
1938 = 3.952.	1953 = 4.082.
1949 = 3.839.	1954 = 4.380.
1950 = 3.257.	1955 = 4.879.

EXPORTATIONS

Quantités (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1955...	4.311	4.974	4.659	
1956...	3.872			

Moyenne mensuelle:

1928 = 3.427.	1951 = 3.324.
1929 = 3.325.	1952 = 3.116.
1938 = 2.249.	1953 = 3.403.
1949 = 2.263.	1954 = 3.760.
1950 = 2.858.	1955 = 4.753.

IMPORTATIONS

Valeurs (milliards de francs).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1955...	131,99	145,4	127,59	147,15
1956...	147,68			

Moyenne mensuelle:

1928 = 4,45.	1951 = 133,64.
1929 = 4,85.	1952 = 132,64.
1938 = 3,84.	1953 = 121,52.
1949 = 77,19.	1954 = 126,84.
1950 = 89,39.	1955 = 138,04.

EXPORTATIONS

Valeurs (milliards de francs).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1955...	136,36	143,72	125,45	
1956...	127,38			

Moyenne mensuelle:

1928 = 4,28.	1951 = 123,24.
1929 = 4,18.	1952 = 118,04.
1938 = 2,55.	1953 = 117,24.
1949 = 65,39.	1954 = 128,03.
1950 = 89,39.	1955 = 141,32.

Sources: Ministère des finances et I. N. S. E. E.

(1) Commerce spécial, c'est-à-dire importations mises sur le marché intérieur ou livrées à des usines métropolitaines pour transformation; et exportations des marchandises nationales ou nationalisées et des produits fabriqués dans des usines métropolitaines avec des matières premières importées.

Les statistiques douanières se rapportent, à partir de janvier 1956, au mois calendaire ordinaire.

Auparavant, elles étaient arrêtées le 20 du mois pour les exportations et au 25 pour les importations, ce qui donnait aux mois douaniers la longueur du mois précédent.

D'autre part, entre le mouvement des marchandises et leur enregistrement, des délais variables et différents selon les cas peuvent être observés pour les importations et les exportations.

Enfin, des variations accidentelles, telles que retard d'horaire de bateaux dus au mauvais temps, peuvent affecter considérablement les relevés douaniers pour un mois donné.

Ces considérations expliquent l'intérêt de n'employer que des chiffres trimestriels, beaucoup moins affectés par les causes d'erreurs signalées ci-dessus que des chiffres mensuels.

2. Les indices du volume

Les indices du *volume du commerce extérieur*, calculés dans presque tous les pays publiant des indices de ce commerce, sont caractérisés par la comparaison des valeurs échangées, ces valeurs étant calculées à prix constant.

En effet, un indice ne tenant compte que du tonnage de l'ensemble des marchandises échangées donnerait une part prépondérante et injustifiée aux matières pondéreuses et de prix relativement faible.

Un indice basé sur les valeurs n'aurait de sens que si les prix étaient stables, afin que ne soient pas masquées par le mouvement des prix des variations dues à l'évolution des quantités échangées.

Les indices du volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont des moyennes arithmétiques pondérées des indices de quantité relatifs aux différentes marchandises, les coefficients de pondération étant proportionnels aux valeurs échangées pendant l'année de base. La base 1949 a été adoptée, 1949 étant la première des années d'après guerre marquée par une stabilité relative de l'économie et plus spécialement des prix.

Le nombre des marchandises ou de groupements de marchandises utilisées dans le calcul est largement supérieur à celui retenu pour les anciens indices: 274 à l'importation, 338 à l'exportation, contre 131 et 104 auparavant.

A partir de 1951, pour accorder les indices base 100 en 1949 à ceux de base 1938, il faut multiplier les indices des exportations (base 100 en 1949) par 1,21 pour obtenir les indices à base 1938, ceux des importations restant identiques. Une nouvelle série a été calculée de 1946 à 1950 pour tenir compte des variations du nombre et de la valeur des marchandises utilisées pour le calcul des indices (voir ci-après).

Pour la période antérieure à 1938, on obtiendra des indices à base 1938 en multipliant les indices à base 1913 par 0,934 pour les importations et 1,105 pour les exportations (voir Bulletin de la statistique générale de décembre 1945 pour ces séries).

Enfin, les nouveaux indices publiés sur la base 100 en 1949 tiennent compte, désormais, de la valeur de la totalité des marchandises dont ils prétendent représenter les variations de volume et ne sont donc plus calculés avec une « couverture » incomplète comme les précédents.

Evolution des indices du volume du commerce extérieur depuis 1913

Indices bruts (1913 = 100).

	Importations.	Exportations
1913	100	100
1919	121	45
1920	114	86
1921	82	83
1922	108	86
1923	109	103
1924	115	119
1925	106	124
1926	111	134
1927	109	146
1928	116	148
1929	133	147
1930	143	132
1931	141	112
1932	118	86
1933	123	88
1934	106	91
1935	103	81,5
1936	113	78
1937	120	84
1938	107	90,5
1939	94	87,5
1940	»	40
1941	30	30
1942	24	45

Indices bruts (1938 = 100).

	Importations.	Exportations.
1938	100	100
1939	87,6	99,1
1940	64	44,5
1941	28,3	34,9
1942	22,8	50,2
1943	21,4	46,3
1944	5,8	26,7
1945	86,4	15,3

Indice corrigé (I. N. S. E. E.).

(1938 = 100.)

	Importations.	Exportations.
1946	109	40
1947	116	70
1948	98	82
1949	101	118
1950	105	164
1951	123	195
1952	125	172
1953	126	182
1954	132	206

(1949 = 100.)

	Importations.	Exportations.
1938	99	85
1950	105	136
1951	123	161
1952	125	142
1953	126	150
1954	132	170
1956	142	186

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

Source: Statistique générale de la France (Bulletin de décembre 1945).

3. Répartition du volume global des échanges selon l'origine ou la destination (or inclus)

(Etranger, Union française, outre-mer.)

1949 = 100 (moyenne mensuelle).

	1954 I	1954 II	1954 III	1954 IV	1955 I	1955 II	1955 III	1955 IV
Importations:								
Etranger ...	135	137	122	125	138	151	130	144
U. F. O. M..	138	155	124	140	147	158	133	141
Ensemble.	136	142	123	129	140	158	133	144
Exportations:								
Etranger ...	181	187	182	212	221	240	213	245
U. F. O. M..	142	143	123	158	145	122	105	125
Ensemble.	165	169	157	190	189	194	168	195

Evaluation annuelle.

(Moyenne mensuelle.)

	1938	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Etranger:							
Importations	94	103	128	128	127	130	141
Exportations	99	150	178	142	162	190	230
U. F. O. M.:							
Importations	132	111	109	117	123	139	145
Exportations	62	116	139	141	133	142	124
Ensemble:							
Importations	99	105	123	125	126	132	142
Exportations	85	136	161	142	150	170	186

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — L'I. N. S. E. E. va établir prochainement de nouvelles séries statistiques (or exclu) tenant compte des modifications intervenues récemment dans les statistiques douanières (mois calendaire retenu comme période de base depuis janvier 1956, changeant dans les nomenclatures).

4. Evolution du volume des échanges par groupements d'utilisation

(Alimentation humaine, matières premières et demi-produits, produits fabriqués.)

1949 = 100 (moyenne mensuelle).

Importations

Alimentation humaine.

(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1954....	129	139	109	123
1955....	142	154	111	194

Matières premières et demi-produits.

(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1954....	141	142	131	127
1955....	135	147	134	142

Produits fabriqués.

(Etranger.)

	I	II	III	IV
1954....	128	153	135	150
1955....	173	186	168	185

Exportations

Alimentation humaine.

(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1954....	222	222	195	311
1955....	327	254	221	322

Matières premières et demi-produits.

(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1954....	188	192	188	203
1955....	204	236	209	224

Produits fabriqués.

(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1954....	127	132	117	144
1955....	137	132	115	133

Evolution annuelle.

	1938	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Alimentation humaine:							
Importations:							
Etranger	78	98	128	114	102	81	107
U. F. O. M.....	145	117	107	120	126	145	150
Ensemble	119	111	114	118	117	123	135
Exportations:							
Etranger	97	191	198	125	138	259	367
U. F. O. M.....	90	127	158	181	193	214	167
Ensemble	94	160	179	152	164	237	281
Matières premières et demi-produits:							
Importations:							
Etranger	99	96	123	127	130	136	140
U. F. O. M.....	94	95	117	112	122	129	138
Ensemble	99	96	122	125	129	135	139
Exportations:							
Etranger	105	159	196	161	193	210	243
U. F. O. M.....	56	115	141	148	133	137	138
Ensemble	93	148	183	157	179	193	218
Produits fabriqués:							
Importations:							
Etranger	68	140	148	147	126	143	178
Exportations:							
Etranger	89	123	140	118	120	135	156
U. F. O. M.....	58	113	133	129	119	126	109
Ensemble	73	117	136	124	119	130	129

Source: I. N. S. E. E.

b) Echanges agricoles en nature.

N. B. — Les observations données ci-après se rapportent, chaque fois qu'il est possible, aux produits analysés au paragraphe 1er (résultats agricoles) afin de permettre le calcul, ultérieurement, des disponibilités nationales. Elles sont relatives au commerce spécial.

Indice du volume 1949 = 100.

Produits de l'agriculture et des industries alimentaires.

IMPORTATIONS	I	II	III	IV	EXPORTATIONS	I	II	III	IV
1954....	135	144	111	132	1954....	216	208	185	299
1955....	144	159	120	140	1955....	302	238	214	303

Evolution annuelle.

	1950	1952	1953	1954	1955
Importations.....	108	119	124	130	141
Exportations.....	154	155	163	225	264

Source: I. N. S. E. E.

ECHANGES DE PRODUITS VEGETAUX (1.000 quintaux).

1. Blé

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger.....	2.011	3.745	6.628	205	32,5	3,2
U. F. O. M.....	2.708	2.185	1.021	2.180	2.502,5	2.312
Total.....	4.719	5.930	7.649	2.385	2.537,5	2.315,2
Exportations:						
Etranger.....	718	755	1.108	2.332	12.050	22.456
U. F. O. M.....	7	1.986	46	3	225	187
Total.....	725	2.741	1.154	2.335	12.275	22.643

2. Céréales secondaires

Seigle.

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger.....	»	615	1	147	21,7	0,3
U. F. O. M.....	»	3	»	21	5,5	»
Total.....	»	618	1	168	27,2	0,3
Exportations:						
Etranger.....	»	»	5	»	2	12

Orge.

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger.....	298	618	174	272	38,6	23
U. F. O. M.....	439	2.638	1.879	2.306	295,9	93
Total.....	737	3.256	2.053	2.578	334,5	116
Exportations:						
Etranger.....	»	58	195	8	515	403
U. F. O. M.....	»	»	»	»	1,2	55
Total.....					516,2	458

Avoine.

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger.....	»	1.505	12	4,6	3,3	1,4
U. F. O. M.....	»	128	129	12,4	28,6	7,8
Total.....	»	1.633	141	17	31,9	9,2
Exportations:						
Etranger.....	2,7	0,4	25	0,6	28,4	439
U. F. O. M.....	»	0,9	»	1,4	1,2	2,9
Total.....		1,3		2	29,6	441,9

Maïs.

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger.....	265	2.999	4.240	3.570	2.481	1.780
U. F. O. M.....	6.816	1.648	580	472	837	1.149
Total.....	7.081	4.647	4.820	4.042	3.318	2.929
Exportations:						
U. F. O. M.....	»	6,8 10 (étr.)	10	5	0,9	1

Riz.

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger.....	229	215	230	203	29,2	49
U. F. O. M.....	5.405	211	84	104	617,3	740
Total.....	5.634	426	314	307	646,5	789
Exportations:						
Etranger.....	»	»	»	71	0,2	11,6
U. F. O. M.....	»	0,2	26	18	7,5	6,7
Total.....			26	89	7,7	18,3

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

Céréales et farines.

Indice du volume 1949 = 100.

	1950	1952	1953	1954	1955
Importations:					
Etranger	83	115	49	27	17
U. F. O. M.	81	75	100	101	101
Ensemble	82	96	73	62	57
Exportations:					
Etranger	691	205	326	1.429	2.678
U. F. O. M.	121	96	97	123	90
Ensemble	261	123	152	447	732

	1955				1956	
	I	II	III	IV	I	II
Importations:						
Etranger	7	14	18	32	»	»
U. F. O. M.	124	96	86	100	»	»
Ensemble	61	52	50	64	»	»
Exportations:						
Etranger	3.613	2.277	1.924	2.897	»	»
U. F. O. M.	101	84	75	100	»	»
Ensemble	972	628	534	794	»	»

3. Sarclées

Pommes de terre (1.000 quintaux).

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger	791	952	1.274	2.508	1.434	1.121
U. F. O. M.....	756	423	809	970	980	788
Total	1.547	1.375	2.083	3.478	2.414	1.909
Exportations:						
Etranger	133	1.653	419	127	218	1.301
U. F. O. M.....	764	1.275	1.155	1.377	1.637	1.905
Total	897	2.928	1.574	1.504	1.855	3.206

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

4. Oléagineux

Total graines et fruits oléagineux (1).

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger	»	2.133	1.414	2.023	2.615	4.312
U. F. O. M.....	»	4.646	3.783	4.281	4.863	4.062
Total	»	6.779	5.197	6.304	7.478	8.374
Exportations:						
Etranger	»	3,5	276	117	55,6	41,8
U. F. O. M.....	»	4,3	27	19	11,8	5,4
Total	»	7,8	303	136	67,4	47,2

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

Oléagineux et corps gras.

Indices du volume 1949 = 100.

	1950	1952	1953	1954	1955
Importations:					
Etranger	46	83	109	153	227
U. F. O. M.....	111	107	119	140	115
Ensemble	91	99	116	144	151

	1955				1956	
	I	II	III	IV	I	II
Importations:						
Etranger	219	280	183	225		
U. F. O. M.....	106	133	132	88		
Ensemble	142	179	148	131		

Source: I. N. S. E. E.

5. Légumes secs

(1.000 quintaux.)

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger	475	124	78	224	204	97
U. F. O. M.....	805	502	764	954	832	768
Total	1.280	626	842	1.178	1.036	865
Exportations:						
Etranger	231	154	19	19	206	30
U. F. O. M.....	77	63	47	67	68	79
Total	308	217	66	86	274	109

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

(1) Arachides, principalement, et coprah, noix, soja, graines de colza, tournesol, œillette, etc.

6. Légumes frais

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—	—
Importations:						
Etranger	563	611	520	609	420	506
U. F. O. M.....	963	812	1.287	1.421	1.576	1.566
Total	1.526	1.423	1.807	2.030	1.996	2.072
Exportations:						
Etranger	552	504	695	649	707	900
U. F. O. M.....	»	57	99	88	115	89
Total	552	561	794	737	822	989

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

Légumes et fruits.

Indices du volume: 1949 = 100.

	1950	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—
Importations:					
Etranger	174	176	213	183	193
U. F. O. M.....	110	126	132	144	146
Total	128	140	155	155	159
Exportations:					
Etranger	100	86	88	95	110
U. F. O. M.....	114	107	123	135	153
Total	103	91	96	104	120

	1955				1956	
	I	II	III	IV	I	II
Importations:						
Etranger	255	318	68	133		
U. F. O. M.....	191	175	72	145		
Total	209	216	71	142		
Exportations:						
Etranger	73	78	73	215		
U. F. O. M.....	152	66	100	295		
Total	92	75	80	234		

Source: I. N. S. E. E.

7. Fruits

(1.000 quintaux.)

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—	—
Fruits à pépins (1).						
Importations:						
Etranger ..... (2)	547	42,6	313	341	324,5	380
Exportations:						
Etranger	1.359	391	240	536	65,8	1.425
U. F. O. M.....	26	74	113	107	83,5	116
Total ..... (2)	1.385	465	353	643	149,3	1.541
Fruits à noyaux.						
Importations:						
Etranger	67	22,2	82	56	80,7	89
U. F. O. M.....	106	28,9	62	53	76,6	27,5
Total	173	51,1	144	109	157,3	116,5
Exportations:						
Etranger	140	112	15	59	30	118
U. F. O. M.....	»	1,5	2	3	4,1	4,5
Total	140	113,5	17	62	34,1	122,5

(1) Pommes, poires et coings.
(2) Pommes et poires fraîches.

Raisins frais.

Importations:						
Etranger	»	47,3	35	45	116,3	106
U. F. O. M.....	128	62,6	35	67	47,6	35
Total	128	109,9	70	112	163,9	141
Exportations:						
Etranger	129	128	291	272	407,8	392
U. F. O. M.....	»	4,3	2	2	9,1	6
Total	129	132,3	293	274	416,9	398

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

8. Plantes industrielles (1.000 quintaux.)

Houblon.

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—	—
Importations:						
Etranger	»	6,6	5,5	9	4,5	5,7
Exportations:						
Etranger	»	15,1	11	6	3,2	4,9
U. F. O. M.....	»	1,8	1	2	1,2	0,9
Total	»	16,9	12	8	4,4	5,8

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

9. Vin (1.000 hectolitres.)

Vins et apéritifs à base de vin.

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—	—
Importations:						
Etranger	173	1.269	72	83	102	106
U. F. O. M.....	16.153	9.033	11.686	11.741	15.160	18.257
Total	16.326	10.302	11.758	11.824	15.262	18.363
Exportations:						
Etranger	761	475	811	1.052	1.426	1.512
U. F. O. M.....	271	268	658	627	213,5	166
Total	1.032	743	1.469	1.679	1.639,5	1.678

Boissons (1).

Indice du volume 1949 = 100.

	1950	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—
Importations:					
Etranger	26	41	36	33	45
U. F. O. M.....	125	128	127	159	188
Ensemble	116	119	119	146	176
Exportations:					
Etranger	127	131	146	172	185
U. F. O. M.....	135	321	368	391	205
Ensemble	129	182	205	230	190

	1955				1956	
	I	II	III	IV	I	II
Importations:						
Etranger	37	49	41	54		
U. F. O. M.....	90	202	178	180		
Ensemble ...	78	189	166	170		
Exportations:						
Etranger	52	183	165	239		
U. F. O. M.....	288	162	160	208		
Ensemble ...	189	176	163	231		

Source: I. N. S. E. E.

(1) Vins essentiellement et, en outre, eaux et glaces, bières, cidres, eaux-de-vie, liqueurs.

ECHANGES DE PRODUITS ANIMAUX

(1.000 quintaux.)

1. Lait et produits laitiers

Lait concentré:

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger	24	164	39,2	52	27,8	36,5
Exportations:						
U. F. O. M.	53,2	117,5	177,4	152	166,6 (1)	160,9 (2) (3)

Fromages:

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger	142	91	165	83	84	92,3
U. F. O. M.	»	0,87	2,7	2	1,5	0,9
Total	142	92	167,7	85	85,5	93,2
Exportations:						
Etranger	46	62	36,5	34	38,5	42,7
U. F. O. M.	74	103	142,6	133	147,8	150,6
Total	120	165	179,1	167	186,3	193,3

Beurre:

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger	6	253	150	192	13,5	71,9
U. F. O. M.	»	9,5	0,56	»		»
Total	6	262,5	150,56	192	13,5	71,9
Exportations:						
Etranger	»	0,1	0,7	0,8	12,3	89
U. F. O. M.	25	31,6	11,6	14,1	15,8	30,3
Total	25	31,7	12,3	14,9	28,1	119,3

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

Produits laitiers.

Indice du volume: 1949 = 100.

	1950	1952	1953	1954	1955
Importations:					
Etranger	93	76	75	26	42
Exportations:					
Etranger	90	65	57	83	263
U. F. O. M.	96	118	109	122	131
Ensemble	93	102	93	110	172

	1955				1956	
	I	II	III	IV	I	II
Importations:						
Etranger	31	36	10	91		
Exportations:						
Etranger	426	166	321	138		
U. F. O. M.	154	114	129	128		
Ensemble	288	130	188	131		

Source: I. N. S. E. E.

2. Viande (fraîche ou congelée) (1.000 quintaux).

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations:						
Etranger	84	22,6	223	64	216	341
U. F. O. M.	125	45,1	56	23	41	11
Total	209	67,7	279	87	256	352
Exportations:						
Etranger	5	88	24	92	452	522
U. F. O. M.	»	9,8	21	12	26	31
Total	5	97,8	45	104	478	553

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

(1) Exportations totales de lait non concentré: 45,6.
(2) Exportations totales de lait non concentré: 76,7.
(3) Exportations de l'étranger: 2,9.

c) Echanges industriels.

ENERGIE

1. Charbon

Combustibles minéraux solides.

Indice du volume: 1949 = 100.

Importations (étranger) (1).	I	II	III	IV
1955	76	77	65	78

Exportations (totales).	I	II	III	IV
1955	186	253	234	182

Importations (1):	1950	1952	1953	1954	1955
Etranger	59	81	63	67	74
Exportations:					
Etranger	108	100	124	129	211
U. F. O. M.	502	495	443	538	494
Ensemble	113	105	128	134	214

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Importations et exportations totales de combustibles minéraux solides (1.000 tonnes moyennes mensuelles).

Combustibles minéraux solides (ensemble):	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations	1.842	1.752	1.549	1.251	1.324	1.388
Exportations (2)	96,3	195	140	211	241	526,9
Houille et lignite:						
Importations (3)	1.278	1.329	1.112	883	971	938
Coke et semi-coke:						
Importations (3)	197	422	426	343	316	448

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. Electricité (millions de kWh)

(Moyenne mensuelle.)

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1955	27,7	47,4	98,7	63,4	1955	56,6	35,8	68,2	92,8
1956	(81,5)				1956	(120,3)			

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Importations	34,5	85,4	53,2	45	46	60
Exportations	10	22,7	52,6	45	67	65

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. Pétrole et produits pétroliers

Indice du volume (1949 = 100) (4).

	Importations (étranger). I	II	III	IV		Exportations (totales). I	II	III	IV
1955	182	201	207	215	1955	238	285	301	274
1956					1956				

	1950	1952	1953	1954	1955
Importations	117	173	177	197	201
Exportations	151	297	299	284	275

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Importations et exportations totales de pétroles et produits pétroliers (1.000 tonnes moyennes mensuelles).

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Pétrole brut:						
Importations	580	983	1768	1832	1970	2064
Essences:						
Importations	57,8	16,6	15,8	18,5	25,5	41,7
Exportations	18,1	40,8	123,2	130,3	124,1	105,1
Gas oil:						
Importations	6,9	6,4	11	5,3	0,79	0,53
Exportations	14	67,3	141,7	101,5	105,6	136,2
Fuel oil:						
Importations	33,2	23,6	20,2	10,7	27,3	24,8
Exportations	8,6	67,5	287,6	321,9	241	190,6

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

(1) Y compris produits de leur distillation (goudrons et dérivés). Les importations d'outre-mer sont très faibles.
(2) Sarre exclue.
(3) Y compris livraison de la Sarre.
(4) Brut, essences, gas oil, fuel oil et autres produits.

MATIERES PREMIERES

Indice du volume: 1949 = 100 (1).

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1955.....	178	189	178	177	1955.....	152	166	156	165
1956.....					1956.....				

	1950	1952	1953	1954	1955
Importations	110	134	141	151	180
Exportations	111	136	144	147	160

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Exportations totales de minerai de fer et de bauxite (1.000 tonnes moyennes mensuelles).

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Minerai de fer.....	814	592	764	837	935	1.107
Bauxite	24,3	15,9	28,2	23,1	26,5	29,2

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

PRODUITS INDUSTRIELS D'EQUIPEMENT

MÉTAUX COMMUNS ET PRODUITS DE LEUR TRANSFORMATION

Indice du volume: 1949 = 100.

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1955.....	147	156	148	147	1955.....	177	190	159	178
1956.....					1956.....				

	1950	1952	1953	1954	1955
Importations	99	120	107	121	149
Exportations	132	136	139	156	176

Source: I. N. S. E. E.

1. MÉTAUX (production).

Sidérurgie.

Indice du volume: 1949 = 100.

(Sidérurgie et première transformation.)

Importations (de l'étranger).	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1955.....	327	420	411	413	1955.....	268	304	247	279
1956.....					1956.....				

	1950	1952	1953	1954	1955
Importations.....	57	66	99	221	393
Exportations.....	172	149	186	203	274

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Importations et exportations totales de produits sidérurgiques (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Ensemble (fonte, acier produits finis):						
Importations	6,2	16,4	9,2	19	50,2	100,3
Exportations	173	163	218	319	407	466
Fonte (fonte brute et ferro-alliages):						
Importations	2,78	1,25	1,62	4,23	9,36	12,62
Exportations	45,1	17,4	28,7	26,9	14,7	42,9
Acier (lingots et demi-produits, fer et acier):						
Importations	0,08	1,08	3,87	6,88	12,9	20,67
Exportations	15,2	14,1	15	29,2	38,6	43,5
Produits finis (laminés à chaud et tôles minces laminées à froid):						
Importations	2,2	12,9	2,9	6,58	20,6	46,3
Exportations	75	117	167	223	281,5	324,5
Ferrailles et déchets:						
Importations	1,2	1,2	0,8	1,35	7,34	30,7
Exportations	37,4	15,1	7,1	39,7	72,1	55,1

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

(1) Matières premières et demi-produits: minerais et pyrites de fer, et, en outre, minerais de plomb, zinc et amiante (indice « autres produits minéraux »).

Métaux non ferreux (et alliages).

Indice du volume: 1949 = 100.

(Cuivre, aluminium, nickel, étain, zinc.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1955.....	112	128	137	118	1955.....	127	173	132	175
1956.....					1956.....				

	1950	1952	1953	1954	1955
Importations.....	83	128	83	113	124
Exportations.....	177	64	167	165	152

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Importations et exportations totales (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Aluminium:						
Exportations	1,17	1,16	0,84	3,65	1,56	2,56
Cuivre (1):						
Importations	10	12,1	12,3	8,3	11,75	14,6
Exportations	0,99	0,08	0,05	0,96	1,29	0,41
Plomb:						
Importations	4	2,1	4,5	3,6	4,8	5,2
Exportations	0,25	1,71	0,54	0,96	1,22	1,2
Zinc:						
Importations	2,85	4,19	3,76	1,43	2,2	2,01
Exportations	0,373	0,061	0,066	0,047	0,10	0,053

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. MÉTAUX (TRANSFORMATION), OUVRAGES EN MÉTAUX ET MACHINES

Indice du volume 1949 = 100.

Exportations.

Ouvrages en métaux.

	I	II	III	IV
1954....	161	188	132	150
1955....	143	132	126	

Machines et appareils.

(Equipement.)

	I	II	III	IV
1954....	123	124	118	125
1955....	130	137	120	

Tracteurs, automobiles, cycles.

	I	II	III	IV
1954....	125	144	106	120
1955....	145	153	117	

Constructions électriques.

(Equipement.)

	I	II	III	IV
1954....	130	168	114	133
1955....	141	129	110	130

Autres produits en métaux.

(Equipement surtout.)

	I	II	III	IV
1954....	120	139	119	146
1955....	142	154	145	131

	1950	1952	1953	1954	1955
Ouvrages en métaux:					
Exportations	122	146	134	158	137
Machines et appareils:					
Importations (étranger).....	109	124	128	122	142
Exportations	108	149	130	122	130
Tracteurs, automobiles, cycles:					
Exportations	109	116	104	124	136

(1) Y compris cuivre non raffiné, limailles et vieux métaux de cuivre utilisés pour la production.

	1950	1952	1953	1954	1955
Constructions électriques:	—	—	—	—	—
Exportations	114	131	115	136	128
Autres produits en métaux (équipements):					
Importations (étranger)	131	121	105	105	126
Exportations	120	127	100	131	143

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Importations et exportations totales d'ouvrages en métaux et machines.

(Moyennes mensuelles.)

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
Fonderie (1.000 tonnes):	—	—	—	—	—	—
Importations (1)	0,219	0,116	0,165	0,19	0,445	1,03
Exportations (2)	7,91	16,48	18,7	19,74	22,55	28,2
Machines agricoles (pièce):						
Tracteurs (3):						
Importations	»	1.014	783	838	585	753
Exportations	»	219	350	255	359	438
Motoculteurs:						
Importations	»	61	89	61	58	65
Exportations	»	18	7	5	27	28
Automobiles (pièces):						
Voitures particulières:						
Importations	»	119	648	503	643	836
Exportations	»	6.896	6.896	6.772	8.408	11.070
Véhicules utilitaires:						
Importations	66	12	54	41	38	48
Exportations	200	1.669	1.701	1.654	2.225	2.170

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. Verres

Faïence, porcelaine, verrerie.

Indice du volume: 1949 = 100.

Exportations.

	I	II	III	IV
1955	152	152	141	148
1956				

Moyenne mensuelle: 1950 = 115. — 1952 = 121. — 1953 = 127. — 1954 = 138. — 1955 = 148.

Source: I. N. S. E. E.

4. Caoutchouc

Indice du volume: 1949 = 100.

(Importations de matières premières.)

1955	128	145	129	154

Moyenne mensuelle: 1950 = 95. — 1952 = 125. — 1953 = 116. — 1954 = 121. — 1955 = 139.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Importations et exportations totales de pneumatiques et bandages (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—	—
Importations	0,31	0,35	0,65	0,35	0,44	0,63
Exportations	0,83	1,75	2,4	2,61	3,65	3,36

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

PRODUITS INDUSTRIELS DE CONSOMMATION

1. Produits chimiques

Indice du volume: 1949 = 100.

Ensemble.

Importations (de l'étranger).	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1955	189	213	177	228	1955	212	236	205	252
1956					1956				

	1950	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—
Importations	116	125	133	167	202
Exportations	133	144	162	202	226

(1) Chauffage, sanitaires, poteries principalement et, très faiblement, tuyaux de fonte et fonte mécanique.

(2) Tuyaux de fonte surtout et, très faiblement, chauffage, sanitaires, poteries.

(3) Tous tracteurs agricoles et autres à roues et, très faiblement, à chenilles.

Engrais (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

1955:	I	II	III	IV
a) Nitrate de soude naturel	6,7	13,9	3,8	10,5
b) Nitrate de soude synthétique	»	»	»	»
c) Superphosphates	2,2	4,2	2,6	1,3
1956:				
a) Nitrate de soude naturel				
b) Nitrate de soude synthétique				
c) Superphosphates				

Exportations.

1955:	I	II	III	IV
1. Superphosphates	4	0,92	0,38	2,12
2. Scories de déphosphoration	17	19,6	33,1	31,1
3. Engrais composés	7,3	5,3	6,9	7,4
1956:				
1. Superphosphates				
2. Scories de déphosphoration				
3. Engrais composés				

Evolutions annuelles.

(Moyenne mensuelle.)

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—	—
Importations.						
a) Nitrate de soude naturel	9,6	8,4	5,19	7,17	11,8	8,70
b) Nitrate de soude synthétique	7,4	0,7	»	»	»	»
c) Superphosphates	6,2	»	»	0,43	1,5	2,5 (1)
Exportations.						
1. Superphosphates	3,4	13,6	5,6	2,1	1,83	1,86
2. Scories de déphosphoration	23,2	24,8	25,2	25	23,8	25,2
3. Engrais composés	3,9	5,3	6,5	6	7,3	6,63

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. Corps gras

Indice du volume: 1949 = 100.

Oléagineux et corps gras.

Importations.

	I	II	III	IV
1955	142	179	148	131
1956				

Moyennes mensuelles: 1950 = 91. — 1952 = 99. — 1953 = 116. — 1954 = 144. — 1955 = 151.

Source: I. N. S. E. E.

3. Textiles

Indice du volume: 1949 = 100.

Matières premières.

Importations.	I	II	III	IV	Exportations (2).	I	II	III	IV
1954	130	122	92	95	1954	140	170	150	136
1955	121	107	90	100	1955	180	182	151	195

Fils, filés, ficelles.

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1954	»	»	»	»	1954	149	137	143	169
1955	»	»	»	»	1955	163	168	148	189

Tissus et confection, bonneterie, chapellerie.

Importations (2).	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1954	95	83	110	114	1954	122	125	116	148
1955	111	123	132	175	1955	123	111	100	117

(1) Importations de scories de déphosphoration: 85.200 tonnes en 1955.

(2) Etranger seulement.

Ensemble.

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1954....	125	117	93	97	1954....	129	132	125	154
1955....	119	103	93	108	1955....	138	131	116	140

	1950	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—
Matières premières:					
Importations	100	91	106	110	104
Exportations	127	130	130	157	178
Fils, filés, ficelles:					
Exportations	157	90	130	149	107
Tissus:					
Importations	246	129	99	100	135
Exportations	121	112	117	128	113
Ensemble:					
Importations	116	94	104	108	107
Exportations	129	110	121	135	131

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Importations et exportations totales de textiles (1.000 tonnes) (moyennes mensuelles):

Laine.	1938	1949	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—	—
Laine brute (1):						
Importations	10,4	9,4	8,1	9,9	9,96	10,7
Laine peignée:						
Importations	0,067	0,009	0,15	0,17	0,188	0,22
Exportations	1,87	1,02	1,47	1,38	1,63	1,66
Filés:						
Importations	0,047	0,021	0,018	0,018	0,031	0,035
Exportations	0,92	1,23	0,8	1,33	1,47	1,79
Tissus (2):						
Importations	0,06	0,025	0,08	0,079	0,118	0,22
Exportations	0,28	0,77	0,35	0,396	0,40	0,40
Coton.						
Coton brut:						
Importations	23,2	21,6	20,5	23,6	26,1	22,3
Filés:						
Importations	0,04	0,55	0,3	0,12	0,11	0,04
Exportations	0,77	0,44	0,62	0,68	0,68	0,48
Tissus:						
Importations (2).....	0,054	0,63	0,70	0,266	0,257	0,18
Exportations	3,72	4,42	4,68	4,25	4,48	3,37

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

4. Cuirs et peaux

Indice du volume: 1949 = 100.

(Matières premières et demi-produits.)

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1955....	143	168	139	160	1955....	215	254	204	267
1956....					1956....				

	1950	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—
Importations	126	123	138	135	152
Exportations	195	154	166	205	235

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Importations et exportations totales de cuirs et peaux finis de bovins (tonnes) (moyennes mensuelles):

	1938	1949	1952	1953	1954	1955
	—	—	—	—	—	—
Importations	87	10	23	24	14	29
Exportations	123	99	264	309	428.	338

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

(1) Laine brute, blousses, déchets et effilochés.
(2) Statistiques nouvelles depuis 1952 (tapis exclus).

5. Papiers-cartons

Indice du volume: 1949 = 100.

Importations de l'étranger. *Pâtes à papier* (étranger).	I	II	III	IV	Exportations. *Papier* (édition exclue).	I	II	III	IV
1955....	174	162	152	131	1955....	133	132	113	129
1956....					1956....				

Moyenne mensuelle: 1950 = 114. 1952 = 102. 1953 = 118. 1954 = 141. 1956 = 157.

Moyenne mensuelle: 1950 = 138. 1952 = 93. 1953 = 95. 1954 = 116. 1956 = 127.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Importation de pâtes à papier (1.000 tonnes pâtes sèches). (Moyenne mensuelle):

1938	1949	1952	1953	1954	1955
—	—	—	—	—	—
33	34,3	35,2	39,1	46,6	52,6

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

7° DISTRIBUTION-TOURISME

a) Importance et répartition des entreprises commerciales.

(D'après une exploitation du fichier des établissements géré par l'I. N. S. E. E., octobre 1953.)

1. Nombre des établissements

N. B. — Les chiffres donnés ci-après peuvent être légèrement supérieurs à la réalité, les créations d'établissements étant notifiées plus régulièrement que les suppressions.

Commerces proprement dits: *vendeurs de produits, c'est-à-dire exerçant leur activité dans le cadre des circuits amenant les produits du producteur final au consommateur final:*		
Définition restrictive: commerces, acheteurs et vendeurs de produits, sans opération de fabrication ou transformation...	(1)	963.000
Intermédiaires vendant pour le compte d'autrui (commissionnaires, courtiers, mandataires, agents).		28.000
Commerces de détail ayant une activité de production (boulangeries, pâtisseries, charcuteries).....		92.000
		1.083.000
A déduire:		
Commerces travaillant en amont de la production (exemple: négociants, importateurs de laine brute, etc.).....	—	17.000
Commerces reliant deux branches de production (exemple: commerces d'engrais).....		
Commerces reliant deux stades successifs de production (exemple: marchands de fer, négociants en matériaux de construction).....	—	6.000
Commerces mixtes (à la fois activité de distribution et relais entre producteurs) (exemple: marchands de bestiaux).....		
Total des commerces proprement dits.....	=	1.060.000
Dont:		
a) Commerces de détail:		
Vente au détail.....		787.000
Boulangeries, pâtisseries, charcuteries.....		92.000
		879.000
Plus mixtes (détail plus autres activités commerciales de gros ou demi-gros).....	(2)	63.000
Points de vente à la consommation.....		942.000
b) Autres commerces:		
Gros, demi-gros.....		90.000
Intermédiaires		28.000
		118.000

N. B. — Evolution du nombre des points de vente au cours des premiers semestres 1954 et 1955 (enquête du 31 août 1955).

	1er semestre 1954.	1er semestre 1955.
	—	—
Grossistes	+ 68	— 97
Détaillants	— 3.954	— 1.600
Succursales	+ 434	+ 1.400
	— 3.452	— 297

Source: Conseil national du commerce.

(1) Inclus: débits de boissons et restaurants annexés à un hôtel (vendeurs de produits: 43.000). — Exclus: pharmaciens, herboristes, opticiens, orthopédistes (16.000 en 1950).
(2) Mais une partie des commerces mixtes pratiquent aussi la vente en gros et demi-gros.

Vendeurs de services.

Salons de coiffure	55.000
Hôtels (sans café ou restaurant)	(*) 9.000
Blanchisseries	8.000
Teintureries	8.000
	80.000

N. B. — Transports, spectacles, garages, réparateurs exclus.

Donc, total des commerces, au sens large du mot: de 1.140.000 (1.060.000 commerces proprement dits, plus 80.000 vendeurs de services) à 1.160.000 (1.083.000 commerces toute nature plus 80.000 vendeurs de services).

2. Etablissements du commerce de détail en 1954

(Répartition selon les salariés.)

DÉSIGNATION	NOMBRE total d'établissements. (En milliers.)	RÉPARTITION EN P. 100 suivant le nombre de salariés.			
		0	1 ou 2	3 à 10	Plus de 10
Commerces alimentaires.					
Alimentation générale	214,7 (1)	71	26,5	2,2	0,3
Boulangerie, pâtisserie	61,3	31	55	13,5	0,5
Boucherie	51,4	48	45,5	5,8	0,7
Charcuterie	15,7	40	47	12,4	0,6
Crémerie	11,7 (2)	62	30	7,3	0,7
Poissonnerie, huîtres	6	73	21,5	5,4	0,1
Autres	12,2	59,5	30	9,5	1
Non sédentaires	39,9	88	11,5	0,5	0
Total	412,9	62	32,6	5,1	0,3

(1) Dont 32,5 pour les sociétés à succursales multiples et les coopératives de consommation et 50,1 pour les commerces associés à des débits de boisson.

(2) Dont 0,6 pour les sociétés à succursales multiples.

(*) Total des hôtels: 43.000 commerces avec café et restaurant (+9.000=52.000.

DÉSIGNATION	NOMBRE total d'établissements. (En milliers.)	RÉPARTITION EN P. 100 suivant le nombre de salariés.			
		0	1 ou 2	3 à 10	Plus de 10
Commerces non alimentaires.					
Grands magasins	0,35 (1)	///	///	27	73
Textiles, habillement	74,1 (2)	60	28,5	10	1,5
Chaussures	13,4 (3)	57,5	28,5	12,4	1,6
Ameublement	5,6 (4)	40	39	18	3
Droguerie, quincaillerie	28,6 (5)	60,5	26	11	2,5
Librairie, papeterie, journaux	16,5	60	30	9	1
Electricité, radio	5,5	50	34	14	2
Horlogerie, bijouterie	6	55	34	10,5	0,5
Maroquinerie	6,4	63	28	8,5	0,5
Combustibles et carburants	19,3 (6)	48	40,5	10	1,5
Pharmacie	14,2	21	52,5	25	1,5
Jouets, articles de sports	3,2	62	30	7,5	0,5
Cycles	2,8	63	29,5	6,9	0,6
Autres	38,6 (7)	56	29	12	3
Non sédentaires	56,1	92	7,5	0,5	0
Total	290,6	62,5	26,6	9,4	1,5

(1) Y compris les magasins « à prix unique ».

(2) Dont: vêtements confectionnés, 9,0; tissus, 13,2; chemiserie, lingerie, etc., 20,3; mercerie, 10,9; non spécifiés, 18,3.

(3) Dont 1,7 pour les sociétés à succursales multiples.

(4) Non compris les marchands de meubles d'occasion.

(5) Y compris les commerces de vaisselle et verrerie.

(6) Dont 2,6 pour les commerces associés à un débit de boisson.

(7) Dont: bazars, 6,9; meubles d'occasion, antiquités, etc., 6,9; fleurs, 4,4; bois, 2,9; parfumerie, 2,3; photo, optique, 1,5.

Source: I. N. S. E. E. (Fichier des établissements — 1954).

b) **Indices du chiffre d'affaires.**

(Chiffre d'affaires moyen quotidien.)

1. Commerces alimentaires

1950 = 100. (Moyenne mensuelle.)

Succursalistes.

	I	II	III	IV
1954	162	174	182	186
1955	174	190	197	201
1956	182 janv. 183 fév.			

1953 = 163. — 1954 = 177. — 1955 = 190.

Détaillants indépendants.

	I	II	III	IV
1954	144	150	149	169
1955	151	161	154	176
1956	157 janv. 160 fév.			

1953 = 148. — 1954 = 176. — 1955 = 160.

Coopératives de consommation.

	I	II	III	IV
1954	168	180	187	193
1955	178	192	202	213
1956	108 janv. 144 fév.			

1953 = 168. — 1954 = 182.

Grossistes.

	I	II	III	IV
1954	118	131	136	130
1955	122	136	143	136
1956	121 janv. 131 fév.			

1953 = 120. — 1954 = 129. — 1955 = 134.

Source: Direction du commerce intérieur.

2. Commerces non alimentaires

(Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien.)

1950 = 100. (Moyenne mensuelle.)

Commerces multiples.

Grands magasins.

Paris (6) :

	I	II	III	IV
1954....	160	157	151	238
1955....	180	181	161	271
1956....	245 janv. 145 fév.			

1953 = 160. — 1954 = 176. — 1955 = 199.

Province :

	I	II	III	IV
1954....	148	172	172	224
1955....	162	191	192	258
1956....	182 janv. 169 fév.			

1953 = 161. — 1954 = 179. — 1955 = 201.

Source : Direction du commerce intérieur.

Textiles-habillement.

	I	II	III	IV
1954....	103	140	126	158
1955....	110	139	104	174
1956....	105 janv. 93 fév.			

1951 = 114. — 1953 = 121.
1952 = 122. — 1954 = 127.
1955 = 132.

Chaussures.

	I	II	III	IV
1954....	96	159	127	153
1955....	97	166	120	172
1956....	96 janv. 80 fév.			

1951 = 114. — 1953 = 125.
1952 = 124. — 1954 = 130.
1955 = 139.

Droguerie-quincaillerie.

	I	II	III	IV
1954....	147	160	156	174
1955....	157	179	171	203
1956....	174 janv. 160 fév.			

1951 = 132. — 1953 = 151.
1952 = 150. — 1954 = 159.

Ameublement.

	I	II	III	IV
1954....	153	161	160	174
1955....	169	189	192	239
1956....	186 janv. 187 fév.			

1951 = 143. — 1952 = 157.
1953 = 154. — 1954 = 166.
1955 = 197.

Source I. N. S. E. E.

c) Evolution du commerce intérieur.

1. Création de fonds (1)

(Moyenne mensuelle.)

France entière.

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954	1955
1954...	3.596	3.391	2.619	3.209	—	—	—	—	—	—
1955...	3.516	3.261	2.758	3.101	»	»	4.690	4.509	3.204	3.159
1956...	3.398									

Actes de constitution de sociétés (Seine).

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954	1955
1954....	387	330	280	364	—	—	—	—	—	—
1955....	386	345	280	381	294	650	484	419	340	348
1956....	424									

2. Dissolution et radiation (1)

(Moyenne mensuelle.)

Radiations de fonds (France entière).

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954	1955
1954...	4.884	3.230	2.930	3.782	—	—	—	—	—	—
1955...	4.999	3.050	2.814	3.793	»	»	3.380	3.549	3.706	3.664
1956...	4.609									

(1) Intermédiaires exclus.

Acte de dissolution de sociétés (Seine).

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954	1955
1954....	306	204	171	307	—	—	—	—	—	—
1955....	307	226	143	301	147	247	228	219	247	244
1956....	318									

3. Liquidations judiciaires (déclarées).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954	1955
1954....	160	161	133	139	—	—	—	—	—	—
1955....	162	141 (1)	193	279	145	93	125	137	127	216
1956....	289									

Dont : *Commerces agricoles et alimentaires :*

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954	1955
1954....	24	26	17	18	—	—	—	—	—	—
1955....	22	18	28	35	31	»	22	21	22	26
1956....	34									

4. Faillites (déclarées).

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954	1955
1954....	492	438	336	546	—	—	—	—	—	—
1955....	478	405 (2)	243	403	405	283	369	415	442	394
1956....	346									

Dont : *Commerces agricoles et alimentaires :*

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954	1955
1954....	84	69	55	82	—	—	—	—	—	—
1955....	173	55	31	52	70	58	66	64	72	53
1956....	48									

Source : I. N. S. E. E.

d) Prévisions des chefs d'entreprises commerciales pour le premier semestre 1956.

L'enquête effectuée auprès des chefs d'entreprises par l'institut national de la statistique et des études économiques en novembre 1955 a donné les indications suivantes pour 585 réponses obtenues des entreprises commerciales :

1. Volume des ventes

(Réponse pondérée selon le chiffre d'affaires.)

	Situation fin 1955. — P. 100.	Prévisions pour le premier semestre 1956. — P. 100.
Prévision d'augmentation....	73	72
Sans changement.....	20	26
Diminution	7	2

N. B. — Les prévisions d'augmentation intéressent surtout l'alimentation, la droguerie-parfumerie, les textiles-habillement.

Les grandes entreprises sont plus optimistes dans leurs prévisions.

2. Volume des achats

(Réponses pondérées selon le chiffre d'affaires.)

	Situation fin 1955. — P. 100.	Prévisions pour le premier semestre 1956. — P. 100
Prévision d'augmentation....	70	69
Sans changement.....	24	28
Diminution	6	3

Source : I. N. S. E. E.

(1) Régime des faillites modifié.

8° TRANSPORTS

a) Evolution comparée des transports de marchandises.

(Fer, eau, route.)

Unités: tonnage chargé = million de tonnes. — Tonnage kilométrique = milliards de kilomètres. — Distances = kilomètres.

MODES de transport.	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953
Fer:							
Tonnage chargé.	222,7	132,3	160,6	151,7	176,6	174	163
Tonnage kilométrique	41,8	26,5	41	38,9	45,4	44	40,3
Parcours moyen d'une tonne...	188	200	256	257	257	254	248
Eau:							
Tonnage chargé.	50	45	39	43	49	50,1	50,8
Tonnage kilométrique	6,8	8,3	6	6,7	7,5	7,7	7,8
Parcours moyen d'une tonne...	136	183	155	156	153	152	153
Route (1):							
Tonnage chargé.	51,1	67,7	86,8	94,3	107,9	108	117
Tonnage kilométrique	3.5	5,4	8,4	9,2	10,5	10,5	11,5
Parcours moyen d'une tonne...	69	80	96,5	96	97	97	98
Total: fer + eau + route:							
Tonnage chargé.	323,8	245	285,9	285,8	328,7	332	330,8
Tonnage kilométrique	52,1	40,2	55,4	54,8	63,4	62,2	59,6
Parcours moyen d'une tonne...	161	164	194	189	190	187	180
Parts respectives des divers modes de transport dans le total du trafic (tonnage kilométrique, p. 100):							
Fer.....	80,2	65,9	74	71	71,6	70,7	67,6
Eau.....	13,1	20,6	10,8	12,2	11,8	12,4	13,1
Route.....	6,7	13,5	15,2	16,8	16,6	16,9	19,3

(1) Compte tenu des réserves qui s'imposent en ce qui concerne l'évaluation du trafic routier.

Source: Commissariat général au plan.

b) Trafic (par mode de transport).

1. Fer (Société nationale des chemins de fer français).

Trafic voyageurs-kilomètres (millions de voyageurs-kilomètre).

Moyenne mensuelle.

	I	II	III	IV
1954...	1.633	2.200	2.913	1.987
1955...	1.753	2.267	3.047	2.107
1956...	1.940 janv.			

1929 = 2.350.
1938 = 1.837.
1949 = 2.456.
1952 = 2.380.
1953 = 2.440.
1954 = 2.483.
1955 = 2.290.

Trafic marchandises kilométrique (millions de tonnes-kilomètre).

Moyenne mensuelle.

	I	II	III	IV
1954...	3.447	3.267	3.253	3.880
1955...	3.787	3.906	3.683	4.233
1956...	4.050 janv.			
	3.560 fév.			

1929 = 3.480
1938 = 2.210.
1949 = 3.420.
1952 = 3.675.
1953 = 3.376.
1954 = 3.462.
1955 = 3.968.

Tonnages chargés et entrés chargés.

(Moyenne journalière des transports commerciaux.) (1.000 tonnes.)

Moyenne par trimestre.

	I	II	III	IV
1954....	456	427	435	539
1955....	515	524	490	577
1956....	593			

1938 = 362.
1951 = 484.
1952 = 474.
1953 = 416.
1954 = 464.
1955 = 325.

Sources: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

Evolution du parc de matériel à marchandises et du chargement moyen par wagon.

Evolution du parc de matériel roulant de la S. N. C. F. (1).

CATÉGORIES de matériel	1929	1938	1946	1950	1951
Locomotives a vapeur.	19.800	15.200	13.800	12.300	11.500
Locomotives et automotrices électriques.	700	1.120	1.180	1.251	1.320
Locomotives diesel ...	64	7	16	110	133
Autorails		664	618	718	747
Voitures à voyageurs (y compris remorques d'autorails et d'automotrices électriques).	35.200	30.800	18.000	17.900	17.500
Wagons et fourgons...	521.000	485.000	329.000	409.600	393.000

CATÉGORIES de matériel	1952	1953	1954	1955
Locomotives à vapeur.	10.460	9.890	9.390	9.040
Locomotives et automotrices électriques.	1.360	1.390	1.460	1.530
Locomotives diesel ...	155	165	185	220
Autorails	780	840	900	940
Voitures à voyageurs (y compris remorques d'autorails et d'automotrices électriques).	16.830	16.200	15.500	15.440
Wagons et fourgons...	379.000	363.000	35.600	350.630

(1) Effectif en exploitation, moyenne annuelle.

Evolution du trafic et de la productivité de la Société nationale des chemins de fer français.

DÉSIGNATION	UNITÉS	1929	1938	1953	1954
Trafic:					
Voyageurs	Milliards de voyageurs-kilomètre...	28,2	22,1	25,7	26,6
Marchandises	Milliards de tonnes-kilomètre.....	41,8	26,5	40,5	41,5
Total	Milliards d'unités-trafic	70	48,6	66,2	68,1
Productivité:					
Du travail.....	Base 100 en 1929...	100	83	134	136
De la consommation d'énergie..	Base 100 en 1929...	100	85	157	162

Source: Commissariat général du plan.

2. Voies navigables

Trafic kilométrique total (millions de tonnes-kilomètre).

(Moyenne mensuelle.)

					Moyenne mensuelle:
1954.....	522	748	730	756	1929 = 567. — 1938 = 629.
1955.....	613	847	814	773	1949 = 521. — 1952 = 640.
1956.....	557				1953 = 651. — 1954 = 689.
					1955 = 737.

Source: I. N. S. E. E.

Composition de la flotte fluviale à la fin de 1954.

TYPES DE BATEAUX	UNITES		TONNAGES	
	Navigation intérieure Rhin inclus.	Rhin.	intérieure Navigation Rhin inclus.	Rhin.
Bateaux de transport:				
Marchandises générales:				
Tractionnés	6.512	196	2.351.247	242.638
Automoteurs	3.157	153	1.106.717	124.367
Citernes:				
Tractionnés	201	11	104.257	12.686
Automoteurs	636	2	237.901	1.528
Remorqueurs	435	79	»	»
Total	10.941		3.800.122	381.219
Dont 3.104 bateaux bois..				
Tonnage équivalent en péniches	»	»	5.144.740	507.114

Source: Commissariat général du plan.

3. Mer

(Moyenne mensuelle.)

Voyageurs (grande navigation).

(1.000.)

Débarquements:

	I	II	III	IV
1954....	13,1	26,2	31,11	14,8
1955....	13,2	27,5	26,7	15,5
1956....	9,2 janv.			
	11,9 fév.			

Moyenne mensuelle:

1938 = 16,9. — 1949 = 16,4.
1952 = 21,6. — 1953 = 20,9.
1954 = 21 . — 1955 = 21,4.

Embarquements:

	I	II	III	IV
1954....	12	17,7	31,3	21,2
1955....	11,8	21,4	31,3	
1956....	10,3 janv.			
	10,5 fév.			

Moyenne mensuelle:

1938 = 18,6. — 1949 = 22,4.
1952 = 23,1. — 1953 = 22,3.
1954 = 21,2. — 1955 = 22,2.

Marchandises (toutes).

(1.000 tonnes.)

Débarquements:

	I	II	III	IV
1954...	3.522	3.630	3.454	3.591
1955...	3.707	3.770	3.767	3.910
1956...	4.155 janv.			
	4.108 fév.			

Moyenne mensuelle:

1938 = 2.989. — 1949 = 3.006.
1952 = 3.538. — 1953 = 3.371.
1954 = 3.613. — 1955 = 3.856.

Embarquements:

	I	II	III	IV
1954...	1.834	1.738	1.963	2.063
1955...	2.187	2.196	2.282	2.170
1956...	2.346 janv.			
	1.871 fév.			

Moyenne mensuelle:

1938 = 1.050. — 1949 = 1.266.
1952 = 1.860. — 1953 = 1.898.
1954 = 1.974. — 1955 = 2.255.

4. Air

(Moyenne mensuelle.)

Passagers (transporteurs français).

(Millions voyageurs-kilomètre.)

	I	II	III	IV	Moyenne mensuelle:
1954....	152,4	235,3	305,9	229,4	1938 = 6,1 — 1949 = 110.
1955....	185,3	267	362	239,7	1952 = 179. — 1953 = 205.
1956....	208 janv.				1954 = 229. — 1955 = 266.

Fret (sans la poste).

(Milliers tonnes-kilomètre.)

	I	II	III	IV	Moyenne mensuelle:
1954...	6.073	6.362	6.335	6.942	1938 = 85,3. — 1949 = 4.251.
1955...	6.877	7.412	4.677	5.148	1952 = 6.792. — 1953 = 6.645.
1956...	7.122 janv.				1954 = 6.263. — 1956 = 6.962.

Poste (Air France).

(Milliers tonnes-kilomètre.)

	I	II	III	IV	Moyenne mensuelle:
1954...	1.763	1.741	1.607	1.950	1938 = 95,4. — 1949 = 941.
1955...	1.650	1.547	1.489	1.558	1952 = 1.578. — 1953 = 1.602.
1956...	1.698 janv.				1954 = 1.759. — 1955 = 1.563.
	1.580 fév.				

Source: I. N. S. E. E.

c) Route (indications).

Les indications suivantes peuvent être apportées:

1. Parc routier au 31 décembre 1954

Voitures particulières et commerciales.

2.522.000, dont 56 p. 100 construits depuis 1950 et 28 p. 100 de 5 CV au moins.

Véhicules utilitaires.

1.476.000, dont 40,5 p. 100 construits depuis 1950.

Dont:

Cars et autobus (surtout 30 à 40 places et plus).....	2 p. 100
Camions, camionnettes, véhicules spéciaux.....	71 p. 100
Remorques et semi-remorques.....	9 p. 100
Tracteurs agricoles, forestiers.....	17 p. 100
Tracteurs routiers.....	1 p. 100

Source: I. N. S. E. E.

2. Livraison de carburants a la clientèle civile et métropolitaine

1.000 tonnes. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954:				
Essence auto.....	169	216	213	207
Super-carburant	76	113	139	108
1955:				
Essence auto.....	177	236	250	
Super-carburant	97	137	161	
1956:				
Essence auto.....	188			
Super-carburant	150			

Moyennes mensuelles: 1938 = 225 au total. — 1949 = 148. — 1952 = 205 et 57. — 1953 = 216 et 77. — 1954 = 207 et 108. — 1955 = 223 et 130.

Gas oil (livraison au marché intérieur).

1.000 tonnes. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	87	97,4	109	115
1954	93,5	109	119	123
1955	110	124,1	133	
1956	118			

Moyennes mensuelles: 1938 = 25,3. — 1949 = 63 — 1952 = 85. — 1953 = 101. — 1954 = 110. — 1955 = 124.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

d) Flotte marchande. (Evolution en tonnage.)

(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre de navires.)

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

ANNÉES	PÉTROLIERS	NAVIRES à passagers.	AUTRES cargos.	TOTAL
	(1.000)	(1.000)	(1.000)	(1.000)
1er janvier:				
1929	1.300	170	1.600	3.870
1938	1.210	260	1.220	2.690
1939 (1/9)	1.166	323	1.244	2.734
	(146)	(72)	(452)	(670)
1945 (1/8)	365	102	375	842
1946	Pas de statistiques (Cf. août 1945).			
1947	421	176	859	1.456
1948	457	276	1.267	2.000
				(585)
1949	569	434	1.421	2.424
	(4)	(67)	(447)	
1950	608	538	1.562	2.708
1951	709	612	1.645	2.966
1952	739	711	1.723	3.173
1953	784	849	1.760	3.395
1954	873	869	1.803	3.545
1955	860	998	1.714	3.572
	(89)	(119)	(520)	(728)
1956	800	1.195	1.714	3.709
	(82)	(127)	(510)	(719)
En construction et reconstruction (commandes).				
1956 (1/1):				
France	12,5 (1)	171 (9)	190 (39)	373 (49)
Etranger	»	68 (4)	5,5 (2)	73,5 (6)
Total	12,5 (1)	239 (14)	195,2 (41)	447 (55)

Source: Ministère de la marine marchande.

III. — FINANCES — CREDIT — MONNAIE

1° FINANCES PUBLIQUES

a) Budget de l'Etat et trésorerie.

1. Budget

	1954		1955		1956
	Loi de finances.	Résultats provisoires (6-12-55).	Loi de finances et lois militaires.	Situation au 31-12-55.	Décret de reconduction du 31-12-55 et collectif du 17-4-56.
	(En milliards de francs.)				
Dépenses.					
Services civils:					
Dépenses ordinaires.	1.613	1.760	1.863	1.950	2.104
Dépenses en capital..	295	301	352	383	404
	1.908	2.061	2.215	2.333	2.508
Fonds national de solidarité	»	»	»	»	105
Dépenses militaires..	1.107	1.197	989	1.033	(1) 1.125
Dommages de guerre.	313	315	271	277	221
	3.328	3.573	3.475	3.643	3.959
Déduction du droit d'enregistrement sur les marchés	»	»	— 10,5	Ventilé.	»
Total	3.328	3.573	3.464,5	3.643	3.959
Recettes.					
Ressources fiscales	2.824	3.064	2.709	2.775	2.870
Produits non fiscaux			281	328	357
Recettes pour le fonds national de solidarité.	»	»	»	»	122
Aide américaine	185	163	35	105	25
Total	3.009	3.227	3.025	3.208	3.374
Déficit	319	346	439,5	435	585

(1) Les dépenses pour le rétablissement de l'ordre en Afrique du Nord ont été évaluées pour l'ensemble de l'année à 350 milliards (350 milliards à la date du 22 juin).

2. Trésorerie

	1954		1955		1956
	Loi de finances.	Résultats provisoires (6-12-55).	Loi de finances et lois militaires.	Situation au 31-12-55.	Décret de reconduction du 31-12-55 et collectif du 17-4-56.
Comptes spéciaux	55	57	55	53	90
Fonds de développement économique et social	210	184	205	200	200
	265	241	260	253	290
Charges du Trésor	584	587	699,5	688	692
Prêts aux H. L. M.	75	70	107	73	107
Ensemble	659	657	806,5	761	982

Source: Ministère des finances.

3. Dette publique

(Etat, caisse autonome d'amortissement, P. T. T.)

Montant.

DÉSIGNATION	1938 (Fin d'année.)	1953 (Fin d'année.)	1954 (Fin d'année.)	1955 (31 décembre.)
	Milliards de francs.			
Dette intérieure	414	4.177	4.529	4.829
(Non exigible)	(390)	(3.791)	(4.056)	(4.245)
(Instituts d'émission)	(36,2)	(880)	(815)	(704)
Dette extérieure	6,8	1.240	1.120	1.027

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

4. Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs

Produits budgétaires.

DESIGNATION	RESULTATS (En milliards de francs.)
	Quatre premiers mois.
Taxes sur le chiffre d'affaires:	
Total:	
1955	336,6
1956	355
Dont:	
Taxes sur la valeur ajoutée:	
1955	348,1
1956	228,6
Anciennes taxes:	
1955	7,8
1956	125,4
Taxes uniques:	
Taxe sur les vins et cidres:	
1955	10,8
1956	11,3
Taxe sur les viandes:	
1955	16,6
1956	17,1
Taxe sur les thés et cafés:	
1955	7,7
1956	»
Impôts indirects:	
1955	19,6
1956	17,8
	Neuf premiers mois.
Total général:	
1955	411,7
1956	401,4
Taxes locales:	
Total:	
1955	78,7
1956	63,8
	Trois mois.
Tabacs:	
1955	46,7
1956	63

Source: Ministère des finances.

Recouvrements annuels des impôts indirects et du monopole des tabacs.

DESIGNATION	1938	1949	1953	1954	1955
	(Milliards de francs.)				
Contributions indirectes	5,7	52,6	59	53	54
Taxe sur le chiffre d'affaires	9,8	»	»	»	»
Ensemble	»	620	1.091	1.154	1.161
Tabacs	5,2	130	198	213	203

Source: Ministère des finances.

Produit du prélèvement sur les salaires.

(En milliards de francs.)

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
—	—	—	—	—	—	—
107,5	135	165	207	211	228	251

(Taxe de 5 p. 100 versée par les employeurs et versement forfaitaire de 3 p. 100 sur les pensions servies.)

b) **Collectivités locales.**

Situation financière à la clôture de l'exercice (1).

(Milliards de francs.)

1. Départements

	1949	1950	1951	1952	1953
Recettes	155	171	204	267	295
Dépenses	157	162	192	249	272
Solde	— 2	+ 9	+ 12	+ 18	+ 23
Situation (compte tenu des restes à recouvrer et à payer et des fonds réservés)	— 3,2	+ 2,7	+ 8,8	+ 12	+ 19
Dette en capital	41,4	59	87	94	108

2. Communes

	1949	1950	1951	1952	1953
Recettes	308	331	385	592	667
Dépenses	257	288	372	467	520
Solde	+ 51	+ 43	+ 13	+ 125	+ 147
Situation (compte tenu des restes à recouvrer et à payer et des fonds réservés)	+ 23	+ 46	+ 47	+ 56	+ 57
Dette en capital	74	103	153	194	256

Source: Ministère des finances.

(1) Année civile plus période complémentaire (fin février pour les départements, fin mars pour les communes).

2° SERVICES PUBLICS

a) Société nationale des chemins de fer français.

1. Recettes (milliards de francs).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Voyageurs:				
1955	7,1	9,9	13,7	8,9
1956	(8,2)			
Marchandises (1):				
1955	22,6	22,7	20,8	24,7
1956	(23,7)			
Total (2):				
1955	31,1	34,1	36	35,5
1956	(33,3)			

	1938	1939	1952	1953	1954	1955
Voyageurs	0,344	5,8	8,6	8,7	2,6	3,9
Marchandises	0,840	15,6	19,3	21	21,2	25,7
Total (2)	1,237	22,2	32,4	31,1	32,1	34,2

Indice des recettes à prix constant (3).
1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Voyageurs:				
1955	127	128	126	139
1956	(149)			
Marchandises:				
1955	144	143	140	143
1956	(151)			
Total:				
1955	140	139	134	142
1956	(150)			

	1949	1952	1953	1954	1955
Voyageurs	133	133	122	126	130
Marchandises	144	156	131	129	143
Total	141	150	128	128	139

Sources: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

2. Evaluation des résultats financiers de la Société nationale des chemins de fer français de 1946 à 1954
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 (Chiffres provisoires)
Déficit comptable	3,9	5,6	30,2	7,6	36,1	7,9	32,2	47,4	70
Indemnités compensatrices	4,3	4,7	0,9	54,6	50	80,2	»	13,4	»
Contribution de l'Etat aux dépenses d'infrastructure, de retraite et de gardiennage des passages à niveau	»	»	»	»	»	»	65,6	61,5	65,9
Charges de grand équilibre supportées par l'Etat	4,4	4,6	5,4	»	»	»	»	»	»
Résultats financiers bruts	— 12,6	— 14,9	— 36,5	— 62,2	— 86,1	— 88,1	— 97,8	—122,3	— 135,9
Redevance d'usage	»	»	»	»	»	»	9	11,3	13,8
Perte de recettes résultant d'abaissement de tarifs non compensés par une subvention	4,4	5	7,3	»	»	»	»	»	»
Résultats financiers	— 8,2	— 9,9	— 29,2	— 62,2	— 86,1	— 88,4	— 88,8	—111	— 122,1

Source: Statistiques et études financières.

3. Evolution des tarifs et des prix
(Base 100 en 1938.)

ANNÉES	INDICE des tarifs voyageurs (prix moyen pondéré du voyageur-kilomètre pour l'usager).	INDICE des tarifs marchandises (prix moyen pondéré de la tonne-kilomètre pour l'usager).	INDICE des prix de gros.	ANNÉES	INDICE des tarifs voyageurs (prix moyen pondéré du voyageur-kilomètre pour l'usager).	INDICE des tarifs marchandises (prix moyen pondéré de la tonne-kilomètre pour l'usager).	INDICE des prix de gros.
1946	421	442	648	1951	1.399	1.500	2.651
1947	582	622	989	1952	1.690	1.830	2.778
1948	833	1.199	1.712	1953	1.910	1.840	2.645
1949	1.055	1.342	1.917	1954	2.045	1.865	2.607
1950	1.362	1.280	2.166				

Source: Statistique et études financières.

(1) Marchandises détail et wagons.
(2) L'indication totale des recettes ne couvre pas exactement les chiffres « voyageurs » et « marchandises ». Elle comprend les recettes voyageurs, marchandises, bagages et consigne, colis postaux, petits colis.
(3) Cet indice est le quotient (multiplié par 100) des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938 ramenées aux taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux et la comparaison doit se faire seulement par rapport à 1938.

4. Trafic en milliards d'unités-kilomètres

DÉSIGNATION	1938	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Voyageurs-kilomètres	22,1	31,5	31,1	30,4	29,5	26,4	28,1	28,6	25,9	25,2
Tonnes-kilomètres	26,5	33,9	37,1	41,3	41	38,9	45,4	44	40,3	42
Total	48,6	65,4	68,2	71,7	70,5	65,3	73,5	72,6	66,2	67,2

Sources: Ministère des finances, S. N. C. F.

5. Variations des effectifs de la Société nationale des chemins de fer français de 1938 a 1955

DÉSIGNATION	1938	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Effectifs moyens des cheminots (en milliers)	514	477	469	451	429	415	402	391	381
Pensionnés	»	320	»	»	»	»	»	»	386

Source: Ministère des finances.

b) **Postes, télégraphes et téléphones.**

Recettes totales

Postes, télégraphes, téléphones, services financiers.

Mois cumulés (en milliards de francs.)

	I	II (Fin de trimestre)	III	IV (Année entière)
1954	43,7	81,3	123,5	161.7
1955	47,8	86,5	132,6	178,1
1956	51,6			

Année 1951 = 85,9. — 1952 = 143. — 1953 = 150,2.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3° SECURITE SOCIALE

a) **Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale.**

(Y compris le régime des fonctionnaires et celui des étudiants, non compris les professions agricoles.)

(En milliards.)

DESIGNATION	1938	1947	1948	1949	1951	1952	1953	1954
I. — *Recettes.*								
Assurances sociales	»	108,2	172,8	216,8	300,3	384,1	414	441,4
Accidents du travail	»	16,7	29,5	33,6	43,5	54,2	59,6	63,6
Prestations familiales:								
1° Salariés	»	65,1	124,9	192,6	275,3	371,6	402,1	434,5
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	5,7	5,1	8,6	18,1	21,4	24,8	29,8
Action sanitaire et sociale (1)	»	11,7	11,0	12,4	Ventilée.		22,4	25
Ensemble	»	207,4	343,3	464,0	637,2	831,3	922,6	994,3
II. — *Dépenses.*								
Assurances sociales	2,6	93,4	145,6	208,8	343,6	415,8	451,3	488
Accidents du travail	»	10,8	22,4	33,7	44,4	53,0	61,3	66,8
Prestations familiales:								
1° Salariés	»	65,1	134,8	185,2	265,7	330,8	360,5	403,2
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	8,1	10,5	9,7	18,4	21,9	24,3	27,8
Action sanitaire et sociale	»	3,3	9,8	13,9	Ventilée.		22,5	23,7
Ensemble (1)	2,6	180,7	323,1	451,3	672,1	825,1	919,9	10,5
Patrimoine	»	105,5	134,9	138,8	121,4	135,9	137,3	132

(1) Contrôle médical exclu.

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

b) Etablissements hospitaliers.

Résultats à la clôture de l'exercice (1).

(Milliards de francs.)

1. Recettes et dépenses

	1949	1950	1951	1952	1953
Recettes	95	115	150	176	195,5
Dépenses	87	101	138	163	180
Solde	+ 8	+ 14	+ 12	+ 13	+ 15,5

2. Situation

(Compte tenu des restes à recouvrer et à payer.)

(Milliards de francs.)

1949	1950	1951	1952	1953
+ 9,6	+ 13,4	+ 11	+ 16	+ 26

Dette en capital.

1949	1950	1951	1952	1953
4,4	6	8,7	12	16

Source: Ministère des finances.

4° CREDIT, BANQUE, MONNAIE

a) Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contre-partie.

1. Disponibilités monétaires et dépôts a terme

(En milliards de francs.)

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.)				VARIATIONS (Par trimestre.)			
	Billets en circulation.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	2.327	2.374	2.444	2.551	+ 17	+ 47	+ 70	+107
1955...	2.584	2.630	2.730	2.853	+ 33	+ 46	+100	+123
1956...	(2.903)				+ 50			
	Monnaies divisionnaires.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	28	28	28	32	»	»	»	+ 4
1955...	39	46	51	57	+ 7	+ 7	+ 5	+ 6
1956...	(53)				+ 2			
	Dépôts à vue (1).							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	2.337	2.384	2.468	2.715	+ 17	+ 47	+ 84	+247
1955...	2.712	2.783	2.879	3.050	— 3	+ 71	+ 96	+178
1956...	(6.068)				+ 47			
	Total.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	4.692	4.786	4.940	5.298	+ 34	+ 94	+154	+358
1955...	5.335	5.459	5.660	5.960	+ 37	+124	+201	+307
1956...	(6.068)				+ 99			
	Plus dépôts à terme.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	147	151	160	167	+ 11	+ 4	+ 9	+ 7
1955...	172	179	189	200	+ 5	+ 7	+ 10	+ 10
1956...	(212)				+ 12			
	Ensemble: disponibilités monétaires et dépôts à terme.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	4.839	4.937	5.100	5.465	+ 45	+ 98	+163	+365
1955...	5.507	5.638	5.849	6.169	+ 42	+131	+211	+317
1956...	(6.280)				+111			

(1) Comptes courants créditeurs des particuliers et des entreprises à la Banque de France. — Dépôts à vue dans les banques. — Dépôts ou comptes courants postaux. — Dépôts de fonds particuliers au Trésor.

Source: Conseil national du crédit.

(1) Année civile plus période complémentaire de l'exercice (31 mars).

2. Contre-partie des disponibilités monétaires et dépôts a terme

(En milliards de francs.)

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.)				VARIATIONS (Par trimestre.)			
	Créances sur le Trésor public (1).							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	2.120	2.112	2.103	2.230	+ 64	— 8	— 9	+127
1955...	2.156	2.186	2.234	2.228	— 99	+304	+ 38	+ 25
1956...	(2.316)				+ 88			
	Crédits à l'économie.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	2.459	2.542	2.677	2.852	— 59	+ 83	+135	+175
1955...	2.902	2.909	2.975		+ 75	+ 3	+ 69	+310
1956...	(3.347)				+ 48			
	Or et devises.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	259	282	308	394	+ 34	+ 23	+ 26	+ 86
1955...	482	561	675		+ 88	+ 79	+114	+ 20
1956...	660				— 35			
	(Ajustement.)							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	+ 1	+ 1	+ 12	— 11	+ 6	—	+ 11	— 23
1955...	— 33	— 18	— 25		— 22	+ 15	— 7	— 28
1956...	— 43				— 10			
	Total.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	4.839	4.937	5.100	5.465	+ 45	+ 98	+163	+365
1955...	5.507	5.638	5.849		+ 42	+131	+211	+317
1956...	6.280				+111			

(1) Créances de la Banque de France. — Portefeuille d'effets publics de la Banque de France et des banques, créances d'entreprises ou de particuliers (avoirs aux chèques postaux et au Trésor, monnaie divisionnaire en circulation).

Source: Conseil national du crédit.

N. B. — Evolution des comptes courants créditeurs et disponibilités monétaires

a) *L'évolution* des comptes créditeurs doit être rapprochée des variations des dépôts à vue dans les banques, comparées à celles des règlements effectués en compensation à Paris. Un « *indice de la vitesse de rotation des dépôts* » ou coefficient d'échange des avoirs en compte rend compte de ces variations selon la formule suivante:

$$\text{Indice de vitesse de rotation des dépôts} = \frac{\text{Indice des règlements en compensation à Paris.}}{\text{Indice des dépôts en banques.}}$$

Cet indice est calculé sur la base 1 en 1938 (coefficient 0,57), obtenu par le rapport:

$$\frac{\text{33 (moyenne mensuelle des compensations.)}}{\text{58 (dépôts au 31 décembre 1938.)}}$$

Sur cette base, l'évolution de l'indice de la vitesse de rotation des dépôts en banque est la suivante:

(1938 = 1.)

	I	II	III	IV	Année
	1,95				
1952	2,24	2,18	2,14	2,14	2,17
1953	2,08	2,15	2,07	2,11	2,10
1954	2,07	2,07	2,15	2,13	2,10
1955	2,01	1,94	1,92		

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	2,07			2,07			2,15			2,13		
1954	1,95	1,96	2,33				2,04	2,18	2,25	2,06	2,11	2,15
1955	2,05	1,96	2,06	1,68	2,05	2,07	1,80	2,01	1,80			
	2,01			1,94			1,87					

Source: Conseil national du crédit.

b) *Mouvement des disponibilités monétaires.*

(Evolution depuis 1938.)

ANNÉES	PRIX DE GROS (Indice.) (1).	DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES Milliards de francs courants (2).	DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES Milliards de francs 1938 d'après l'indice des prix de gros.	INDICE de la production industrielle (sans bâtiment) (4).
1938	100	192	(100) 192	(3) 100
1945	459	1.013	221	(3) 42
1948	1.945	2.165	111	114
1949 (4)..	(4) 1.899	2.701	142	124
1950	2.160	3.120	144	134
1951	2.761	3.678	133	145
1952	2.597	4.159	160	148
1953	2.539	4.630	182	147
1954	2.490	5.298	213	165
1955	2.539	6.008	237	179

(1) Indice moyen du dernier trimestre de chaque année.
(2) Fin décembre de chaque année.
(3) Moyenne annuelle.
(4) A partir de 1949, nouvel indice (base 100 = 1949) ramené à la base 100 = 1938.

Rapport au produit national brut.

	1938	1949	1952	1954	1955
Produit national brut.....	435 (2)	8.400 (3)	14.140 (3)	15.390 (4)	16.370 (4)
Disponibilités monétaires (1).	162	2.408	3.900	4.858	5.540 (4)
Rapport: Disponibilités monétaires. / Produit national brut.	2,39	3,49	3,63	3,17 (4)	2,95 (4)

N. B. — Hausse du rapport: la même quantité de monnaies permet d'alimenter un volume de transactions établies à un niveau de prix plus élevé. Baisse du rapport: une fraction plus importante de la monnaie est conservée inactive dans les encaisses.

(1) Moyenne des douze mois.
(2) Source: commission des comptes de la nation.
(3) Rapport sur les comptes de la nation de 1949 à 1955.
(4) Chiffres provisoires ou évaluations.

b) **Epargne.**

1. Epargne totale

(Variations respectives des différentes formes recensables de l'épargne.)

DESIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
	(Milliards de francs.)						
Epargne liquide directe:							
Valeurs du Trésor à court terme détenues par les particuliers et les entreprises (variations):							
Bons sur formules (1).....	+ 30	+ 57	+ 80	+ 77	+ 98	+ 137	+ 139
Bons en compte courant (2).....				— 1	— 6	+ 29	+ 10
Détenues par d'autres porteurs que des banques.							
Epargne liquide collectée:							
Augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne.....	90	124	74	124	188	220	285
Dépôts à échéance dans les banques (augmentation).....	20	22	24	19	37	31	32
Total épargne liquide.....	140	203	178	219	317	427	456
Epargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances (4).....	37	37	56	61	57	75	83
Epargne investie directement par le public sur le marché financier en valeurs mobilières.....	121	104	86	283	229	335	309
Epargne totale.....	298	344	320	563	603	837 (5)	858 (5)

(1) Il s'agit des bons délivrés au public: bons de la reconstruction et bons de la défense nationale pour les montants restant en circulation; bons du Trésor à un an, à deux ans et bons à intérêt progressif, qui continuent seuls à être émis.
(2) S. N. C. F., compagnies d'assurances, sociétés de capitalisation, mutuelles.
(3) Epargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances, vie exclue (connue seulement par année).
(4) Evaluée d'après l'augmentation des réserves mathématiques.
(5) Non compris la part des émissions des bons à trois ans et à cinq ans de la caisse nationale du crédit agricole souscrites par le public. Son accroissement en 1954 et 1955 est respectivement de 8 et 7 milliards de francs.

Source: Conseil national du crédit.

De 1949 à 1950, augmentation de 52 milliards, soit près de 20 p. 100, soit encore 4,3 p. 100 du revenu national en 1950 contre 4 p. 100 en 1949. Mais il n'y a pas de progrès sensible si l'on tient compte de la hausse des prix et, en valeur réelle, les résultats représentent environ 50 p. 100 seulement de l'épargne collectée en 1938 par les mêmes moyens.

En 1951, il y a réduction de 14 p. 100 par rapport à 1950, de l'épargne totale recensable qui ne représente que 2,8 p. 100 environ du revenu national (4,3 p. 100 en 1950).

En 1952, le progrès apparent est de 82 p. 100 par rapport à 1951 et de 68 p. 100 en tenant compte de la variation des prix: l'épargne totale recensable représenterait environ 5 p. 100 du revenu national contre 2,8 p. 100 en 1951. La situation est à peu près identique en 1953.

En 1954, le progrès apparent est d'environ 45 p. 100 par rapport à 1953.

2. Epargne liquide (montant).

(A l'exclusion de l'épargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances sur la vie.)

DESIGNATION	1949	1953	1954	1955
	Milliards de francs.			
Directe:				
Valeurs du Trésor à court terme détenues par les particuliers et les entreprises:				
Bons sur formules et bons défense nationale	243	548	685	824
Bons en comptes courants (non banquiers)		37	74	91
Collectée:				
Dépôts dans les caisses d'épargne (intérêts capitalisés inclus)	500	1.010	1.230	1.515
Dépôts à échéance dans les banques	34	136	167	199
Total	777	1.731	2.156	2.629

Source: Conseil national du crédit.

3. Epargne nette investie en valeurs mobilières

Cette épargne est obtenue en déduisant de l'épargne apparente investie sur le marché financier les amortissements divers sur titres antérieurement émis et les souscriptions effectuées par les organismes collecteurs d'épargne qui ne font qu'investir sur le marché des épargnes monétaires.

Cette épargne peut être ainsi appréciée:

A. — *Epargne apparente investie sur le marché financier.*

DESIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
	(Milliards de francs.)						
Valeurs à revenu fixe et indexé.							
Secteur public et semi-public.							
1. Etat	108	31	»	228	43	110	85
2. Collectivités locales et emprunts de sinistrés	0,7	25	7	2	12	10	14
3. Entreprises nationalisées	14,3	15,5	24	31	62	70	49
4. Caisse nationale de crédit agricole	»	3,5 (Argent frais.)	12	8	38	72	63
5. Crédit foncier	4	8	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
Totaux	127	83,00	43	269	155	262	201
Secteur privé.							
Obligations industrielles	9,8	10,7	11	7	24	44	84
Totaux des valeurs à revenu fixe	136,8	93,70	54	276	179	306	295
Valeurs à revenu variable.							
Actions (souscription directe de l'Etat exclue)	41	34	44	67	54	82	110
Parts de sociétés à responsabilité limitée	9	9,7	6	7	12	11	12
Totaux	50	40,7	50	74	66	93	
Emissions de valeurs étrangères sur le marché français	»	»	»	»	»	»	— 4
Total de l'épargne apparente investie en valeurs mobilières	187	135	104	350	251	399	421

(1) Inclus dans la rubrique n° 4.

Source: Conseil national du crédit.

B. — *Epargne nette investie.*

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
	(Milliards de francs.)						
Epargne apparente	187	135	104	350	251	399	421
A déduire :							
Amortissements réguliers sur titres antérieurement émis.	13	12	13	15	17	31	50
Indemnités payées aux porteurs français de valeurs étrangères réquisitionnées (évaluation)	8	1					
Apports de capitaux des compagnies d'assurances, soit sous forme d'achats en Bourse, soit sous forme de souscriptions à des émissions placées dans le public						45	33
Achats et souscriptions de titres par la caisse des dépôts et consignations	45	18	5	52	5	18	29
	66	31	18	67	22	64	112
Totaux	121	104	86	283	229	335	309

Source : Conseil national du crédit.

4. ACTIONS ET OBLIGATIONS

Souscriptions nouvelles du public en numéraire.

ANNÉES	MONTANTS (Par trimestre.)				VARIATIONS			
	Milliards de francs.							
	Actions et obligations.							
	Actions émises contre espèces (1) :							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	17,1	14,1	12,2	35	+ 4,4	— 3	— 1,9	+12,8
	78,3							
1955...	36,1	30,5	17,2	23	+ 1,1	— 5,6	—13,5	+ 6,8
	106,8							
	1938 = 1,5.				1949 = — 0,4.			
	1948 = 39,4.				1950 = — 8,5.			
	1949 = 39.				1951 = + 11,5.			
	1950 = 30,5.				1952 = + 24.			
	1951 = 42.				1953 = + 15,5.			
	1952 = 66.				1954 = + 27,8.			
	1953 = 50,5.				1955 = + 28,5.			
	Obligations.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	50,6	71,2	26,7	44,3	+ 18,4	+ 20,6	— 44,5	+ 17,6
	192,8							
1955...	55,8	31,7	31,6	82,4	+ 11,5	— 24,1	— 0,1	+ 50,8
	200,2							
	1938 = 1,3.				1949 = + 14,9.			
	1948 = 13,2.				1950 = + 9,7.			
	1949 = 28,1.				1951 = + 6,7.			
	1950 = 37,8.				1952 = + 4,5.			
	1951 = 44,5.				1953 = + 75,5.			
	1952 = 49.				1954 = + 70,3.			
	1953 = 122,5.				1955 = + 7,4.			

(1) Appels de fonds sur actions partiellement libérées antérieurement à la période, exclus. Sont seuls considérés les versements au titre d'actions émises au cours de la période.

ANNÉES	MONTANTS (Par trimestre.)				VARIATIONS			
	Milliards de francs.							
	Dont sociétés privées (obligations) (1) :							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	3,9	7,3	11,2	21,5	— 7,7	+ 3,4	+ 3,9	+ 10,3
	43,8							
1955...	9,6	15,8	13,6	49,1	— 11,9	+ 6,2	— 2,2	+ 35,5
	88,2							
	1938 = 0,5.				1950 = + 1,1.			
	1949 = 9,8.				1951 = + 0,3.			
	1950 = 10,9.				1952 = — 4,2.			
	1951 = 11,2.				1953 = + 17,4.			
	1952 = 7.				1954 = + 19,4.			
	1953 = 24,4.				1955 = + 44,4.			
	Total (actions et obligations) (2).							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1954...	67,7	85,3	39,1	80	+ 22,8	+ 17,6	— 46,2	+ 40.9
	271,2							
1955...	91,9	62,2	47,6	105,4	+ 11,9	— 29,7	— 14,6	+ 57,8
	30,7							
	1938 = 2,8.				1949 = + 14,5.			
	1948 = 52,6.				1950 = + 1,2.			
	1949 = 67,1.				1951 = + 18,2.			
	1950 = 68,3.				1952 = + 28,5.			
	1951 = 86,5.				1953 = + 58.			
	1952 = 115.				1954 = + 98,2.			
	1953 = 173.				1955 = + 35,8.			

(1) Toutes sociétés non nationalisées ou dont le capital n'est pas détenu en majorité par l'Etat.

(2) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées exclus.

ANNÉES	MONTANTS (Par trimestre.) I	II	III	IV	VARIATIONS I	II	III	IV
	Milliards de francs.							
Plus collectivités locales et groupement de sinistrés:								
1954...	0,523	0,232	6,3	»	— 0,47	— 0,29	+ 6	— 6,3
	9,6 (1)							
1955...	0,145	10,5	0,25	»	+ 0,1	+10,4	—10,3	— 0,25
	14,3 (1)							
	1938 = 1,63 1950 = 24,6. 1951 = 7. 1952 = 2. 1953 = 11,7.				1951 = — 17,6. 1952 = — 5. 1953 = + 9,7. 1954 = — 2,1. 1955 = + 4,7.			
Plus emprunts du Trésor à long et à moyen terme:								
1954...	17	22,5	»	68	— 15	+ 5,5	— 22,5	— 68
	107,5							
1955...	33,8	51,6	»	»	— 34,2	+ 17,8	— 51,6	»
	85,4							
	1938 = 7,5. 1950 = 30,7. 1951 = » (2). 1952 = 217. 1953 = 44.				1951 = — 30,7. 1952 = + 217. 1953 = — 171. 1954 = + 61,3. 1955 = — 22,1.			

ANNÉES	MONTANTS (Par trimestre.) I	II	III	IV	VARIATIONS I	II	III	IV
	Milliards de francs.							
Plus sociétés à responsabilité limitée (versements approximatifs en espèces) (3):								
1954...	2,4	2,7	2,5	3,5	— 1,3	+ 0,3	— 0,2	+ 1
	11,1							
1955...	3,1	2,7	2,1	3,7	— 0,4	— 0,4	— 0,6	+ 1,6
	11,6							
	1950 = 9,7. 1951 = 9,7. 1952 = 7,4. 1953 = 12,4.				1951 = — 3,6. 1952 = + 1,3. 1953 = + 5. 1954 = — 1,3. 1955 = + 0,5.			
Total de l'épargne apparente investie sur le marché financier.								
1954...	87,6	110,7	47,9	151,5	+ 5,7	+ 23,1	—62,8	+103 6
	399							
1955...	129,4	127	49,9	109,1	—22,1	— 2,4	—77,1	+ 59,2
	418							
	1950 = 133,3. 1951 = 99,6. 1952 = 341. 1953 = 243.				1951 = — 33,7. 1952 = + 241. 1953 = — 98. 1954 = + 156. 1955 = + 19.			

(1) Compte tenu de petits emprunts locaux n'ayant pas été publiés au cours de l'année.
(2) Bons de la défense nationale à intérêt progressif de cinq ans au plus; souscriptions du public: 43 milliards (pour mémoire).
(3) A l'exclusion des apports et incorporations de réserves.
Sources: Crédit lyonnais, I. N. S. E. E.

c) Crédit.

1° *Crédits accordés par l'institut d'émission, les banques et les instituts publics et semi-publics de crédit à l'Etat et à l'économie.*

DESIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955 Au 31 mars.	Au 30 juin.	Au 30 sept.	Au 31 déc.
	Milliards de francs.							
Créances sur le Trésor.								
Total	1.465	1.723	1.977	2.115	2.156	2.186	2.224	2.249
Dont accordés par:								
La Banque de France	880	1.031	1.181	1.155	1.052	1.085	1.066	1.022
Les banques	310	371	425	522	598	570	597	627
Les instituts publics et semi-publics	275	321	371	438	506	531	561	600
Crédits à l'économie.								
Total	1.889	2.430	2.780	3.211	3.542	3.658	3.775	4.066
De la Banque de France	533	858	931	1.039	1.138	1.087	1.085	1.222
Des banques	1.070	1.240	1.405	1.594	1.764	1.822	1.899	2.077
Crédits sur ressources non monétaires ou sur ressources extra-métropolitaines	286	332	444	578	640	749	800	767
Total des crédits à l'économie et des créances sur le Trésor	3.354	4.153	4.757	5.326	5.698	5.844	5.999	6.315

2° *Evolution des crédits sous forme d'indices.*

(Fin 1949=100.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955 Au 31 mars.	1955 Au 30 juin.	1955 Au 30 sept.	1955 Au 31 déc.
	Milliards de francs.							
Créances sur le Trésor.								
Total	109	128	147	157	160	162	165	167
Dont accordés par:								
La Banque de France	97	114	130	128	116	120	118	113
Les banques	119	143	163	202	230	220	230	241
Les instituts publics et semi-publics	150	175	203	239	276	290	307	328
Crédits à l'économie.								
Total	166	213	244	282	311	321	331	357
De la Banque de France	185	299	324	362	397	379	378	426
Des banques	143	165	187	213	235	243	252	277
Total des crédits à l'économie et des créances sur le Trésor	138	171	191	214	229	235	241	254

3° *Evolution résumée des crédits consentis par les organismes de crédit* (en cours).

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955 Au 31 mars.	1955 Au 30 juin.	1955 Au 30 sept.	1955 Au 31 déc.
	Milliards de francs.							
Crédits dont l'activité des bénéficiaires est identifiée:								
Métropole	1.493	2.018	2.360	2.752	3.034	3.117	3.234	3.446
Sarre	31	42	57	66	64	66	68	70
Autres crédits (1)	366	370	352	393	444	475	473	550
Ensemble des crédits utilisés	1.889	2.430	2.769	3.211	3.542	3.658	3.775	4.066
Dont crédits recensés par le service central des risques	1.446	1.916	2.237	2.616	2.894	2.978	3.109	3.300

(1) Crédits aux entreprises nationalisées inclus.

4° *Etat des utilisations de crédit bénéficiant à des activités identifiées* (1).

Répartition des crédits d'après leur nature.

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955 31 mars.	1955 30 juin.	1955 30 sept.	1955 31 déc.
	Milliards de francs.							
Crédits d'investissements	409	632	870	1 109	1.291	1.337	1.407	1.526
Prêts mobilisables du Sous-comptoir des entrepreneurs et du Crédit foncier	12	45	110	209	304	342	394	445
Crédits bancaires	216	329	423	482	516	505	504	540
Crédits non mobilisables et prêts directs des instituts publics ou semi-publics de crédit.	181	258	337	418	474	490	512	541
Autres crédits	1.112	1.370	1.491	1.643	1.743	1.780	1.827	1.920
Caisse des marchés	50	80	79	65	58	55	54	56
Escompte d'effets commerciaux	582	701	717	814	869	905	885	988
Autres crédits mobilisables	265	355	397	405	422	420	436	459
Crédits non mobilisables et prêts directs des instituts publics ou semi-publics de crédit	215	234	208	359	394	400	452	417
Total général des crédits	1.521	2.202	2.361	2.752	3.034	3.117	3.234	3.446

(1) Sarre exclue.

Répartition des crédits d'après le secteur d'activité bénéficiaire.

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955			
					31 mars.	30 juin.	30 sept.	31 déc.
	Milliards de francs							
Charbon, énergie, transport:								
Crédits totaux	179	262	328	370	393	393	391	415
Dont investissements	90	140	196	238	262	247	237	270
Sidérurgie, minerais et métaux:								
Crédits totaux	369	546	620	690	732	762	755	784
Dont investissements	126	179	236	282	303	304	306	315
Textiles:								
Crédits totaux	167	181	192	217	224	222	227	207
Dont investissements	9	16	18	18	18	18	19	19
Produits chimiques:								
Crédits totaux	129	169	175	176	186	189	190	196
Dont investissements	31	48	53	48	50	51	53	55
Bâtiments, travaux publics:								
Crédits totaux	83	105	115	127	131	154	165	167
Dont investissements	17	20	26	35	39	45	49	54
Crédits immobiliers:								
Crédits totaux	12	42	110	207	299	337	386	435
Dont investissements	12	42	110	207	299	337	386	435
Cuirs, papier, bois:								
Crédits totaux	80	94	100	112	116	117	120	128
Dont investissements	6	10	12	13	15	15	15	16
Commerces non spécialisés:								
Crédits totaux	69	78	82	103	121	118	108	112
Dont investissements	2	3	5	8	8	8	8	9
Industries et commerces alimentaires:								
Crédits totaux	131	160	166	184	198	189	182	204
Dont investissements	10	16	17	17	18	18	19	19
Agriculture et stockage des produits agricoles:								
Crédits totaux	220	313	373	427	478	458	522	563
Dont investissements	99	146	179	220	252	265	282	300
Etablissements financiers et activités diverses:								
Crédits totaux	56	72	95	131	156	178	188	198
Dont investissements	9	13	18	23	27	29	33	34
Corrections d'échéances reportées:								
Crédits totaux	»	»	»	8	»	»	»	30
Dont investissements	»	»	»	»	»	»	»	»
Total:								
Crédits totaux	1.384	2.025	2.356	2.752	3.034	3.117	3.234	3.446
Dont investissements	372	632	870	1.110	1.291	1.337	1.407	1.526

5° *Evolution des crédits recensés par le service central des risques.*

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955			
					31 mars.	30 juin.	30 sept.	31 déc.
Crédits:								
Autorisations accordées (milliards de francs).	2.245	2.951	3.568	4.194	4.686	4.815	4.984	5.218
Pourcentage d'utilisation des autorisations (1).	64,7	64,9	62,4	62,3	61,7	61,8	62,3	63,2
Cautions et avals:								
Autorisations accordées (milliards de francs).	334	414	479	534	551	550	554	568
Pourcentage d'utilisation des autorisations..	64,7	67,4	67,5	65,2	65,5	65,6	64,2	66,9
Nombre de bénéficiaires	44.275	51.464	58.609	68.005	75.067	78.595	80.000	80.896

(1) Ce pourcentage correspond aux « crédits utilisés, recensés par le service central des risques ».

Sources: Banque de France, I. N. S. E. E.

d) **Banque de France.**

1. Situation mensuelle (Fin de mois).

DÉSIGNATION	I			II			III			IV		
	Janv.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Sept.	Octobre.	Nov.	Décembre.
	Milliards de francs.											
ACTIF												
Or, devises:												
1955	416	460	482	519	560	561	621	650	675	693	701	695
1956	687	662	660									
Encaisse-or:												
1955	201	201	201	201	201	201	201	201	201	201	201	301
1956	301	301	301									
Disponibilité à vue à l'étranger et avoirs à l'U. E. P.:												
1955	60	66	86	122	164	184	200	200	200	200	200	200
1956	197	178	178									
Avances au fonds de stabilisation des changes:												
1955	155	193	195	196	198	176	220	249	274	292	300	194
1956	189	183	181									
Créances sur le Trésor:												
1955	1.062	1.059	1.052	1.021	1.025	1.085	1.053	1.077	1.066	1.076	975	1.022
1956	1.017	1.073	1.052									
Prêts et avances provisoires (1):												
1955	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670
1956	663	663	663									
Avances spéciales (2):												
1955	113	140	118	83	120	100	85	100	78	50	39	34
1956	50	50	25									
Comptes courants postaux:												
1955	24	25	29	37	31	23	30	41	34	32	36	48
1956	32	36	31									
Effets publics en portefeuille (3):												
1955	190	146	123	157	163	202	203	170	197	203	213	177
1956	173	196	202									
Escompte de traites fiscales (4).												
1955	54	66	100	62	28	66	51	81	72	44	»	76
1956	74	101	113	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monnaies divisionnaires:												
1955	11	12	12	12	13	14	14	15	15	17	17	17
1956	18	17	18	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Crédits à l'économie:												
1955	1.118	1.099	1.138	1.170	1.085	1.087	1.111	1.035	1.085	1.155	1.124	1.122
1956	1.200	1.178	1.321	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets de commerce escomptés (5).												
1955	1.050	1.032	1.071	1.084	1.023	1.005	1.051	992	1.019	1.085	1.068	1.170
1956	1.154	1.124	1.250	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avances sur titres:												
1955	10	10	10	9	11	11	9	10	11	10	11	9
1956	10	10	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets de commerce négociables achetés en France (6):												
1955	58	57	57	77	51	71	71	33	55	60	45	43
1956	39	44	52	»	»	»	»	»	»	»	»	»

(1) Total des rubriques de la situation de la Banque de France: bons du Trésor négociables, 4 milliards, prêts sans intérêts à l'Etat (50 milliards), avances provisoires extraordinaires du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (426 milliards), et avances provisoires à l'Etat (loi du 23 janvier 1953 maintenues à 195 milliards en 1954).

(2) Loi du 11 juillet 1953: plafond de 240 milliards, réduit de 20 milliards tous les trois mois à compter du 16 décembre 1953, soit 220 milliards à cette dernière date, et 140 milliards le 16 décembre 1954 (120 milliards le 16 mars 1955, 100 milliards le 16 juin 1955, 80 milliards le 16 septembre 1955 et 60 milliards le 16 décembre 1955).

(3) Additions de la part d'effets publics inclus dans la rubrique: « Effets négociables achetés en France » et de la rubrique « Avances à 30 jours sur effets publics ».

(4) Compris dans la rubrique « Effets escomptés sur la France » du portefeuille d'escompte de la Banque de France.

(5) Rubrique « Portefeuille d'escompte » de la situation de la Banque de France, déduction faite de l'escompte direct de traites fiscales incluse dans la sous-rubrique « Effets escomptés sur la France ».

(6) Part d'effets de commerce inclus dans la rubrique « Effets négociables achetés en France ».

DÉSIGNATION	I			II			III			IV		
	Janv.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Sept.	Octobre.	Nov.	Décembre.
	Milliards de francs.											
PASSIF												
Engagements à vue:												
1955	2.639	2.667	2.706	2.712	2.701	2.769	2.816	2.795	2.851	2.873	2.848	2.996
1956	2.952	2.964	3.052	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Billets en circulation:												
1955	2.523	2.547	2.584	2.579	2.572	2.630	2.682	2.672	2.730	2.739	2.734	2.853
1956	2.810	2.841	2.903	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Comptes courants créditeurs:												
1955	116	120	122	133	132	139	134	123	121	134	114	143
1956	142	123	149	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: Banque de France.

e) Crédit agricole.

DÉSIGNATION	FIN DE TRIMESTRE			
	Milliards de francs.			

1. Solde des dépôts

	I	II	III	IV
A vue:				
1953	130	126,5	151	148
1954	152	149,4	178,5	176,4
1955	182	178,2	215,6	212,7
1956	217,6			
		Fin 1951 = 109,6. Fin 1952 = 127.		
A échéance:				
1953	6,8	7,9	8,2	8,6
1954	9,9	10,4	10,8	10,2
1955	10,6	11,6	12	10,9
1956	11,9			
		Fin 1951 = 2,6. Fin 1952 = 5,7.		

2. Bons a 5 ans

Montant, depuis l'origine, des souscriptions:	I	II	III	IV
1953	25,7	27,5	28,6	30,6
1954	32,3	34,6	36,9	40,3
1955	43,5	46,4	49,5	53,1
1956	57			
		Fin 1951 = 21,4. Fin 1952 = 24,8.		

3. Bons a 3 ans

Montant, depuis l'origine, des souscriptions:	I	II	III	IV
1953	»	»	»	»
1954	3,7	8,5	13,2	21
1955	29,6	37,5	46	53,7
1956	65,4			

4. Soldes des prêts

	I	II	III	IV
A court terme:				
1953	177	148	180	206
1954	186,9	155,1	179,2	201
1955	188,5	162,7	191,2	209,5
1956	185,7			
		Fin 1951 = 134. Fin 1952 = 187.		
A moyen terme:				
1953	73,8	78,1	81,3	84,2
1954	87,8	93,1	97,4	102,8
1955	108	115,5	123,2	131,7
1956	141,9			
		Fin 1951 = 58,6. Fin 1952 = 72,7.		
A long terme:				
Individuels:				
1953	12,7	13,6	14,2	14,8
1954	15	15,3	17,3	19,7
1955	22,3	25,3	28,1	31,6
1956	34,7			
		Fin 1951 = 9,1. Fin 1952 = 12,4.		
Collectifs:				
1953	52,3	57	61,5	68,7
1954	75.3	81,7	87,9	94,2
1955	97,5	100,3	106.2	111,4
1956	115,1			
		Fin 1951 = 30,8. Fin 1952 = 47,6.		
Dont électrification rurale:				
1953	16,4	17,8	19	22
1954	22,9	24,2	24,6	24,7
1955	24,5	24,3	24,1	24,2
1956	23,5			
		Fin 1951 = 9,1. Fin 1952 = 15,4.		
Prêts de modernisation et d'équipement de caractéristiques spéciales:				
1953	11,2	12,6	13,4	14
1954	14,9	16,1	16,6	17,2
1955	17,6	17,7	18,3	18,5
1956	18,7			
		Fin 1951 = 5,65. Fin 1952 = 9,8.		

Source: Caisse nationale du crédit agricole.

f). Franc.

1. Définition du franc

Evolution depuis 1914.

DÉSIGNATION	POIDS D'OR du franc (en milligr. à 900/1000).	COURS du dollar.	COURS de la livre sterling.
1914. — Franc germinal	322,58	5,18	25,22
26 juin 1928. — Franc Poincaré	65,5	25,52	124,24
Février 1934. — Après dévaluation de la livre et du dollar	65,5	15	77
1er octobre 1936. — Franc Auriol	43 à 49	21,50	105
30 juin 1937. — Franc Bonnet	Max. 43	25,14	124,44
5 mai 1938. — Daladier	—	36	179
12 novembre 1938. Franc Reynaud	27,5	37,50	180
29 février 1940. — 2e franc Reynaud	23,34	43,80	176,38
1er septembre 1944. — Libération	—	49,267	200
26 décembre 1945. — Franc Pleven	(8,288)	119,107	480
26 janvier 1948. — Franc Meyer	(4,69)	214.392	864
17 octobre 1948. — Queuille	—	264	1.062
27 avril 1949. — (Petsche)	—	272	1.097
20 septembre 1949. — Franc Petsche	(2,87)	350	980

2. Pouvoir d'achat du franc

Les mouvements du niveau général des prix constituent l'élément d'appréciation le moins contestable, bien qu'imparfait, de l'évolution du pouvoir d'acnat du franc.

L'imperfection du calcul est due, en premier lieu, à l'absence d'indices continus des prix de gros ou de détail, depuis 1914, en raison des progrès des procédés statistiques et des modifications intervenues dans l'utilisation des diverses marchandises (changements dans les habitudes, etc.). Elle s'explique encore par le fait que le calcul des indices ne tient compte, pour la période de guerre et d'après guerre, que des prix officiels, inférieurs aux prix moyens effectivement payés par les acheteurs.

Il n'y a donc pas d'indice unique susceptible de fournir une base de conversion générale. Suivant les cas, il y aurait lieu de se référer soit à un indice des prix de gros, soit à un indice des prix de détail, soit encore à un indice industriel ou agricole.

Dans ces conditions, on trouvera ci-après les indices de la valeur du franc et les coefficients de transformation des francs courants, d'une part pour la période 1914-1952 (elle-même divisée en trois sous-périodes 1914-1928, 1928-1938 et 1938 à 1952), sur la base des variations des prix de détail, et d'autre part, pour la période 1938-1952, d'après la moyenne des indices des prix de gros et de détail.

1914-1953 (base: prix de détail).

N. B. — Indications *très approximatives*, en raison de l'absence d'indice continu des prix de détail.

ANNÉES	INDICE des prix de détail (Paris).	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants	
			En francs 1914	En francs 1952.
1914 (1)	100	100	1	174
1915	(2) 120	83,3	0,833	145
1916	135	74	0,74	129
1917	163	61,3	0,613	107
1918	213	46,9	0,469	82
1919	268	37,3	0,373	65
1920	371	27	0,270	47
1921	337	29,7	0,297	52
1922	301	33,2	0,332	58
1923	332	30,1	0,301	52
1924	370	26,3	0,263	46
1925	425	23,5	0,235	41
1926	554	18,1	0,181	31
1927	556	18	0,180	31
1928	(549)	(18,2)	(0,182)	32
. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
1928	(1) 584	17,1	0,171	29,79
1929	621	16,1	0,161	28,01
1930	618	16,2	0,162	28,15
1931	609	16,4	0,164	28,56
1932	546	18,3	0,183	31,86
1933	520	19,2	0,192	33,45
1934	491	20,4	0,204	35,43
1935	440	22,7	0,227	39,54
1936	480	20,8	0,208	36,24
1937	611	16,4	0,164	28,47
1938	706	14,2	0,142	24,64
1939	763	13,1	0,131	22,8
1940	909	11	0,110	19,14
1941	1.062	9,4	0,094	16,38
1942	1.236	8,1	0,081	14,07
1943	1.578	6,3	0,063	11,02
1944	2.013	5	0,050	8,64
1945	2.778	3,6	0,036	6,26
1946	4.553	2,2	0,022	3,82
1947	7.273	1,4	0,014	2,39
1948	11.529	0,86	0,0086	1,51
1949	12.830	0,77	0,0077	1,35
1950	13.730	0,72	0,0072	1,27
1951	16.097	0,62	0,0062	1,08
1952	17.396	0,57	0,0057	1
1953	17.085	0,58	0,0058	1,02
1954	16.958	0,59	0,0059	1,03
1955 (2)	17,42	0,58	0,058	1,01

(1) Juillet 1914.
(2) Indice pondéré de 13 articles (Paris).

(1) Indice pondéré des 34 articles (Paris).
(2) Sur la base de l'indice 1949 = 100 multipliée par le coefficient de conversion en base 1938 = soit × 16,76.

1938-1953 (base: moyenne des prix de gros et de détail).

ANNÉES	INDICE des prix de gros (1).	INDICE des prix de détail (2).	MOYENNE des deux indices.	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants en francs 1938.	en francs 1914.	en francs 1952.	en francs 1953
1938...	100	100	100	100	1	24,65	26,21	25,35
1939...	105	108	106	94,3	0,943	23,26	24,73	23,91
1940...	139	129	134	74,6	0,746	18,40	19,56	18,91
1941...	171	150	161	62,1	0,621	15,31	16,28	15,74
1942...	201	175	188	53,2	0,532	13,11	13,94	13,48
1943...	234	224	229	43,7	0,437	10,76	11,44	11,06
1944...	264	285	275	36,4	0,364	8,96	9,53	9,21
1945...	375	393	384	26	0,260	6,42	6,82	6,60
1946...	648	645	647	15,5	0,155	3,81	4,05	3,92
1947...	989	1.030	1.010	9,9	0,099	2,44	2,59	2,50
1948...	1.712	1.632	1.672	6	0,060	1,47	1,57	1,51
1949...	1.917	1.817	1.867	5,4	0,054	1,32	1,4	1,35
1950...	2.166	1.945	2.056	4,9	0,049	1,20	1.27	1,23
1951...	2.651	2.279	2.465	4,1	0,041	1	1,06	1,02
1952...	2.778	2.464	2.621	3,8	0,038	0,94	1	0,97
1953...	2.651	2.420	2.535	3,9	0,039	0,97	1,03	1
1954...	2.605	2.402	2.504	3,9	0,039	0,97	1,03	1
1955...	2.609	2.428 (3)	2.514	3,9	0,039	0,97	1,03	1

(1) Indice général pondéré des prix de gros de 135 marchandises. A partir de 1951, les indices donnés sont le produit de l'indice actuel (319 articles), base 100 en 1949, par le coefficient de conversion 19,17.

(2) Indice des prix de détail à Paris (34 articles).

(3) Indice 1949 = 100 × 16,76.

N. B. — Pour retrouver, avec ces indices, la base 100 en juillet 1914, il faut multiplier les indices des prix de gros par 6,40, les indices des prix de détail par 7,6, la moyenne par 6,73.

Pour obtenir le coefficient de transformation des francs courants en francs 1914, il faut diviser par 6,73 les coefficients indiqués pour la conversion en francs 1938 ou les multiplier par 0,148.

5° INVESTISSEMENTS ET RECONSTRUCTION

1. Volume des investissements effectués dans la métropole.

a) Volume total des investissements bruts a capital fixe

(c'est-à-dire compte tenu du financement des stocks)

de 1949 a 1955

ANNÉES	EN MILLIARDS de francs courants.	INDICE des prix (100 en 1952).	EN MILLIARDS de francs constants (prix de 1952).	INDICE du volume (100 en 1949).	POURCENTAGE du produit national brut.
1949 ..	1.462	63,5	2.296	100	18,6
1950 ..	1.558	67	2.323	101	17,6
1951 ..	2.037	82,5	2.446	107	17,2
1952 ..	2.377	100	2.377	104	16,8
1953 ..	2.375	99	2.397	104	16,5
1954 ..	2.571	99	2.603	113	17,1
1955 ..	2.816	99,5	2.830	123	17,3

Chiffres extraits du rapport de la commission des comptes de la nation pour les années 1949 à 1955.

b) Financement des investissements dans la métropole

DÉSIGNATION	1952 Milliards	1952 P. 100.	1953 Milliards.	1953 P. 100.
Fonds publics.....	710	29,4	730	30,6
Prêts des organismes spécialisés sur ressources propres (1).....	121	5,1	135	5,8
Actions et obligations.....	102	4.3	155	6,5
Moyen terme mobilisable (2)	244	10.3	263	11,1
Autres ressources.....	1.200	50,9	1.092	46
Total	2.377	100	2.375	100

DÉSIGNATION	1954 Milliards	1954 P. 100.	1955 Milliards	1955 P. 100.
Fonds publics.....	703	27,3	700	24,9
Prêts des organismes spécialisés sur ressources propres (1).....	215	8,3	274	9,7
Actions et obligations.....	219	8,5	272	9,6
Moyen terme mobilisable (2)	282	11	343	12,2
Autres ressources.....	1.152	44,9	1.227	43,6
Total	2.571	100	2.816	100

(1) Montant des prêts consentis dans la métropole sur ressources autres que les avances du fonds par la caisse des dépôts, le Crédit national le Crédit foncier, le crédit agricole, la caisse centrale de crédit hôtelier; emprunts recensés placés auprès des compagnies d'assurances; payements de dommages de guerre sur fonds d'emprunts de sinistrés.

(2) Montant brut des utilisations de crédits à moyen terme mobilisables non compris les crédits à l'exportation.

Source: Commission des investissements.

N. B. — Evolutions particulières:

Evolution des émissions dans le publics (1).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955
		(Milliards de francs.)		
Valeur à revenu fixe.				
Secteur public et semi-public:				
Emprunts d'Etat et P. T. T.	228	43	(2) 110	87
Collectivités publiques et groupements de sinistrés	2	12	10	14
Entreprises nationales ..	31	62	70	46
Crédit national, Crédit foncier, crédit agricole	8	(3) 38	72	63
Secteur privé:				
Obligations industrielles.	7	24	(5) 44	88
Valeur à revenu variable.				
Actions et parts S. A. R. L.	74	66	(4) 91	121
	350	245	397	439

(1) Non compris les souscriptions de la caisse des dépôts et des compagnies d'assurances.

(2) Certificats d'investissements = 87 milliards.

(3) Bons à 5 ans ou moins de 5 ans de la caisse nationale de crédit agricole exclus.

(4) Dont 11 milliards correspondant aux constitutions et augmentations de capital des S. A. R. L.

(5) Dont 35 milliards de valeurs à revenu ou capital indexé.

Crédits bancaires d'investissements.

DÉSIGNATION	EN COURS au 31 déc. 1951.	EN COURS au 31 déc. 1952.	EN COURS au 31 déc. 1953.	EN COURS au 31 déc. 1954.	EN COURS au 30 déc. 1955.
	Milliards de francs.				
I. — Crédits non mobilisables:					
Prêts directs des établissements publics ou semi-publics de crédit.	210	289	368	454	541
II. — Crédits mobilisables:					
a) Crédits bancaires à moyen terme mobilisables avec intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat	(100)	152	210		
b) Crédits bancaires à moyen terme mobilisables sans intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat	(158)	222	257	515	254
c) Prêts mobilisables du Sous-comptoir des entrepreneurs et du Crédit foncier de France	19	65	142	261	286
Total	487	728	977	1.230	1.526

Source: Conseil national du crédit.

c) Répartition des investissements civils métropolitains

Prix de 1952 (en milliards de francs).

ANNÉES	INVESTISSEMENTS administratifs.	CONSTRUCTION de logements.	RÉPARATIONS d'immeubles.	MATÉRIEL de transports.	MATÉRIEL agricole.	MATÉRIEL industriel.	BATIMENTS et travaux publics.	TOTAL
	(En milliards de francs.)							
1949..	202	224	113	379	133	588	657	2.296
1950...	210	252	110	355	130	654	612	2.323
1951...	214	354	109	409	134	663	563	2.446
1952...	250	415	107	375	133	636	461	2.377
1953...	262	446	106	385	133	636	429	2.397
1954...	299	550	109	419	150	660	416	2.603
1955...	332	632	109	455	171	704	427	2.830
Variation 1955/1953 (en pourcentage).								
	— 27	+ 42	+ 2	+ 18	+ 29	+ 11	0	+ 18
Variation 1955/1949 (en pourcentage).								
	+ 64	+ 182	— 4	+ 20	+ 29	+ 20	— 35	+ 23

Source: Commission des investissements.

2. **Evolution des crédits inscrits pour la reconstruction et les investissements publics de 1952 à 1955.**

(Déduction faite des blocages et abattements.)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955
	(Milliards de francs.)			
1. Equipement des services civils..	151	185	199	(1) 260
2. Reconstruction:				
Dommages de guerre (2).....	261	269	262	220
Crédits de reconstitution:				
S. N. C. F.....	21	15,7	10,9	10
Flotte marchande et de pêche	31,3	37	24	17
Flotte rhénane.....	0,2	0,24	»	»
	52	54	35	27
	313	323	297	247
3. Investissements:				
Construction (H. L. M.).....	52	58	75	107
Investissements économiques et sociaux: avances et prêts....	282	292	313	325
	334	340	388	432
Ensemble	798	851	884	939

(1) Non compris le crédit de 5 milliards ouvert au titre VI A du budget du ministère de l'industrie pour la conversion; cette somme est en effet versée au fonds de développement.

(2) Crédits ouverts pour les payements en espèces de dommages de guerre correspondant à des investissements, et pour la mobilisation et le remboursement des titres. Les payements par remise de titres et les payements sur fonds d'emprunt ne sont pas compris. Les crédits pour payement en espèce de dommages concernant le mobilier familial figurent à la ligne 9.

Source: Commission des investissements.

d) Construction de logements

1. *Logements achevés.*

DÉSIGNATION	1929-1932	1949	1950	1951
	(1.000)			
Nombre	151	60,5	70,5	76,5
Pour 1.000 habitants.....	(37)	(14,5)	(17)	(18)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955
	(1.000)			
Nombre	84	115	162	208
Pour 1.000 habitants.....	(19,5)	(27)	(38)	(48)

Source: Commission économique pour l'Europe.

2. *Prêts du Crédit foncier.*

Nature des prêts accordés et des constructions correspondantes.
(Ensemble des constructions.)

DÉSIGNATION	ANNÉES (*)			
	1952	1953	1954	1955
Nombre de prêts accordés (en milliers)	28,4	31,0	58,5	55,5
Montant total des prêts accordés (en milliards de francs)	72	93	185	217
Montant total des devis soumis (1) (en milliards de francs)	132	160	285	314
Nombre de logements créés (en milliers)	36,7	48,9	107,3	126,4
Nombre total de pièces créées (2) (3) (en milliers)	142,5	185,5	408,3	485,6
Surface habitable totale créée (3) (en millions de mètres carrés)	3,12	3,86	7,64	8,91

(*) Les résultats détaillés correspondant aux années 1951 à 1953 ont été publiés en supplément trimestriel au *Bulletin mensuel de statistique.*

(1) Devis ne comprenant pas le prix d'acquisition du terrain ni les frais de viabilité.

(2) Les cuisines familiales sont comptées comme pièces.

(3) Y compris celles correspondant à des constructions ne donnant pas lieu à création de logements (agrandissement...).

Sources: Crédit foncier, I. N. S. E. E.

3. *Primes à la construction.*

DÉSIGNATION	1950	1951	1952
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision provisoire de prime (1).	11.155	66.530	70.994
Dont primes à 1.000 francs	»	»	»
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision définitive de prime (1).	106	6.039	20.346
Dont primes à 1.000 francs	»	»	»

DÉSIGNATION	1953	1954	1955
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision provisoire de prime (1).	109.285	178.203	197.332
Dont primes à 1.000 francs	22.042	76.059	92.968
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision définitive de prime (1).	30.808	52.806	82.834
Dont primes à 1.000 francs	91	6.381	27.513

(1) Ces chiffres s'entendent annulations non déduites.

Source: Commission des investissements.

4. *Investissements correspondant à la construction de logements*

(Evolution globale.)

Estimation pour la construction de logements (1).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955
Montant global des investissements (en milliards de francs courants).	415	446	550	632

(1) Y compris reconstruction de logements.

Source: Commission des investissements.

3. **Investissements dans les pays d'outre-mer.**

Evolution des moyens de financement recensés ou évalués (1).

RESSOURCES EFFECTIVEMENT UTILISÉES durant l'année.	1952	1953	1954	1955
	(Milliards de francs.)			
A. — Afrique du Nord.				
Fonds publics métropolitains	56	68	74	91
Ressources privées mixtes (2)	24	31	39	44
Fonds publics locaux	49	42	39	30
Autres ressources locales	40	28	27	23
Ressources étrangères	1	4	2	2
Total des ressources recensées ou évaluées	170	173	181	190
B. — Territoires d'outre-mer.				
Fonds publics effectivement utilisés localement pour le financement des investissements	(2) 86	68,5	68,5	72
C. — Départements d'outre-mer.				
Total des fonds publics utilisés	»	6,8	6,8	8,2

(1) L'état d'avancement des travaux en matière de comptabilité nationale ne permet pas encore de connaître d'une manière certaine le volume des investissements réalisés dans les pays d'outre-mer.

(2) Chiffre comprenant le règlement d'échéances massives correspondant à l'achèvement d'opérations importantes lancées antérieurement dans le cadre du premier plan quadriennal.

Source: Commission des investissements.

4. Investissements des entreprises nationales.

Investissements réalisés en 1953-1954 et prévisions 1955.

(Evaluations.)

ENTREPRISES	1953	1954	1955
	Milliards de francs.		
1. Charbonnages de France:			
Fonds publics	30	38,5	22
Crédits bancaires	17	7,5	19,3
Emprunts	20,5	21,5	
Autofinancement	12	9	18
	79,5	76,5	59,3
2. Electricité de France:			
Fonds publics	50,5	55	73
Crédits bancaires	27	15	21,9
Emprunts	25	24	
Autofinancement	26	15	32
	128	109	126,5
3. Gaz de France:			
Fonds publics	18	17,5	22,3
Crédits bancaires	3	»	2
Emprunts	»	2	
Autofinancement	5	7,5	4,3
	26	27	28,6
4. Compagnie nationale du Rhône:			
Fonds publics	7	3,9	3,9
Crédits bancaires	2	2,3	0,9
Emprunts	»	2,2	
Autofinancement	0,2	1,8	3,1
	9	10,2	7,9
5. Air France:			
Fonds publics	(5)	3	(3) 5,7
Crédits bancaires	»	2	3,7
Emprunts	(5,5)		
Autofinancement	(2,5)	4	0,2
	(13)	9	9,7
6. S. N. C. F.:			
Fonds publics	15	11	(1) 10,2+7
Crédits bancaires	15	1,5	(2) 19,5+3,9
Emprunts	12	22,5	
Autofinancement	4	5	7
	46	40	48

(1) Prêt de 7 milliards du fonds d'expansion économique.
(2) 3,9 milliards ont été empruntés en Suisse.
(3) Prêts du fonds d'expansion économique.

Source: Commission des investissements.

5. Investissements dans l'hôtellerie.

L'enquête d'octobre 1955 de l'institut national de la statistique et des études économiques sur le mouvement des affaires dans l'hôtellerie, apporte les indications suivantes:

5 p. 100 des hôteliers ayant répondu à l'enquête n'ont fourni aucune indication sur leurs investissements. Les renseignements donnés ci-après portent sur les 472 questionnaires comportant des réponses à ces questions.

La proportion des hôteliers ayant effectué des investissements, qui atteignait plus de 70 p. 100 en 1953 et 1954, est tombée à 60 p. 100 en 1955. Alors qu'on n'observait pas en 1954 de différences significatives suivant les diverses catégories d'hôtels, on constate cette fois que l'effort d'investissement a été moindre dans les établissements classés * que dans ceux des catégories supérieures (49 p. 100 des chefs d'établissement * ont fait en 1955 des investissements contre 60 à 70 p. 100 dans les autres catégories). C'est sur les bords de la Méditerranée, dans les grandes villes et à Paris, où l'activité hôtelière présente le plus de continuité, que les proportions d'hôteliers qui ont effectué des investissements sont les plus fortes (73,69 et 71 p. 100), dans les localités non touristiques et sur les côtes de la Manche qu'elles sont les moins élevées (44 et 42 p. 100); dans les autres groupes de stations, la moitié environ des hôteliers ont effectué des investissements.

Parmi les hôteliers qui ont fait des investissements en 1955, 69 p. 100 indiquent qu'il s'agit de la continuation d'un programme de travaux entrepris antérieurement. C'est surtout dans les hôtels classés ** et *** et sur les bords de l'Atlantique, en montagne et à Paris, que l'on rencontre les plus fortes proportions d'hôteliers dont le programme d'investissements s'étale sur deux années au moins.

L'insuffisance des moyens de financement est le motif invoqué par la moitié des hôteliers qui n'ont procédé à aucun investissement en 1955. Cette insuffisance est surtout ressentie dans les hôtels * (58 p. 100 des réponses) et dans les régions où la saison de pleine activité hôtelière est très courte (plages de la Manche et de l'Atlantique). Autre cause souvent mentionnée par les hôteliers, la non-rentabilité, dans les circonstances actuelles, des travaux qui pourraient être entrepris: elle est invoquée par 46 p. 100 des hôteliers, notamment dans les grandes villes et les stations thermales. Enfin, un peu moins d'un tiers des chefs d'établissement notent que, s'ils n'ont procédé à aucun investissement en 1955, c'est que l'état actuel de l'équipement de leur hôtel ne les justifiait pas.

77 p. 100 des hôteliers ayant effectué des investissements cette année et 26 p. 100 de ceux qui n'en ont pas fait envisagent de réaliser des travaux dans leur établissement en 1956.

Le tableau ci-après donne, d'une part, la répartition en pourcentage des réponses concernant la comparaison des investissements prévus pour 1956 avec les investissements réalisés en 1955 et, d'autre part, la proportion des hôteliers qui, n'ayant pas fait d'investissements en 1955, prévoient d'en réaliser en 1956.

CATÉGORIES	SUR CENT HOTELIERS ayant fait des investissements en 1955 en feront en 1956.			N'AYANT pas fait d'investissements en 1955, en feront en 1956.
	Davantage.	Autant.	Moins.	
*	12	62	26	27
**	29	46	25	26
***	17	58	25	17
****	29	53	18	43
Ensemble	20	55	25	26

Dans l'ensemble, plus de la moitié des hôteliers ayant fait des dépenses d'investissement cette année pensent en faire autant en 1956; d'autre part, la proportion de ceux qui pensent réduire ces dépenses est légèrement supérieure à la proportion de ceux qui envisagent de les accroître. Compte tenu des investissements que pensent faire ceux qui n'ont procédé à aucun travail cette année, l'effort total d'investissements dans l'hôtellerie sera sans doute un peu moins important en 1956 qu'en 1955. Il y aurait progression des investissements dans les hôtels **** et à un moindre degré dans les hôtels **, tandis que la tendance à la réduction des investissements déjà observée dans les établissements classés * paraît devoir se poursuivre.

Une bonne saison n'est donc pas suffisante pour donner aux hôteliers l'aisance financière que requièrent la modernisation et l'extension de l'équipement hôtelier français.

6. Prévisions d'investissements des chefs d'entreprises privées pour 1956 et comparaison avec 1955 (1).

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS D'APRÈS LES PRÉCISIONS DES CHEFS D'ENTREPRISES

1° *Réalisations en* 1955.

13 p. 100 des industriels déclarent n'avoir pas effectué d'investissements en 1955; la proportion était exactement la même en 1954.

Les réponses concernant la variation des investissements entre 1954 et 1955 font apparaître une tendance très nette à l'augmentation, sauf dans le secteur textile.

Industries textiles: augmentation, 34 p. 100; sans changement, 31 p. 100; diminution, 35 p. 100.

Autres industries: augmentation, 47 p. 100; sans changement, 34 p. 100; diminution, 19 p. 100.

N. B. — En pondérant les réponses selon le montant des dépenses, on a 72 p. 100, 23 p. 100 et 5 p. 100.

Pour le textile, ces indications confirment les prévisions formulées à ce sujet par les industriels à la fin de 1954; pour les autres industries, l'augmentation des investissements est plus nette qu'elle n'avait été prévue.

Au point de vue financement, la part des fonds propres de l'entreprise paraît prépondérante, surtout dans les petites et moyennes entreprises.

Autofinancement, 50 p. 100; crédit, 22 p. 100; marché financier, 23 p. 100; fonds publics, 5 p. 100.

Entreprises commerciales: augmentation, 48 p. 100; sans changements, 33 p. 100; diminution, 19 p. 100.

2° *Prévisions pour* 1956.

Il ne semble pas qu'il y a lieu de craindre un ralentissement des investissements en 1956; au contraire on pourrait même s'attendre à une nouvelle progression, à en juger par les prévisions des industriels. Dans le commerce, il semble cependant que le niveau des investissements doit être peu différent, en 1956, de celui constaté en 1955.

La comparaison des investissements prévus pour 1956 donne la répartition suivante:

Industries textiles: augmentation, 30 p. 100; sans changement, 43 p. 100; diminution 23 p. 100.

Autres industries: augmentation, 37 p. 100; sans changement, 41 p. 100; diminution, 20 p. 100.

On peut noter que les pronostics, concernant l'évolution des investissements au cours de la prochaine année, se répartissent exactement de la même manière cette fois-ci que lors de l'enquête de novembre 1954.

40 p. 100 des industriels qui projettent d'effectuer des investissements en 1956 déclarent, d'autre part, que la réalisation de ces projets dépendra de nouveaux concours financiers.

Commerce: augmentation, 19 p. 100; sans changement, 45 p. 100; diminution, 26 p. 100.

L'expansion des investissements s'est donc poursuivie en 1955, surtout dans les grandes entreprises mieux placées pour bénéficier de l'abondance des capitaux sur le marché financier. Un nouvel accroissement est prévu pour 1956, avec un recours accru aux sources extérieures de financement, la part de l'autofinancement, sensiblement la même en valeur absolue, paraissant s'amoindrir, en 1955 et 1956, en valeur relative.

6° MARCHE MONETAIRE

OR-DEVISES

a) Marché monétaire.

BANQUE DE FRANCE

Taux d'escompte de la Banque de France (2).

	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre ou de mois.)			
1954....	3,25	3,25	3,25	3
1955....	3	3	3	3
1956....	3	3		

Moyenne hebdom.: 1938 = 2,66
1952 = 4
1953 = 3,83
1954 = 3,25
1955 = 3

Avances sur titres (3).

	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre ou de mois.)			
1954....	4,5	4,5	4,5	4,5
1955....	4,5	4,5	4,5	4,5
1956....	4,5	4,5		

Moyenne hebdom.: 1938 = 3,7
1952 = 4,5
1953 = 4,5
1954 = 4,5
1955 = 4,5

(1) Enquête de l'I. N. S. E. E. de novembre 1955. L'enquête concerne surtout des entreprises importantes et exclut le secteur nationalisé; 1290 industriels et 578 commerçants ont répondu.

(2) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4 p. 100 à partir du 8 novembre 1951, 3,50 p. 100 (16 septembre 1953), 3,25 p. 100 (4 février 1954), 3,25 p. 100 (4 février 1954), 3 p. 100 (3 décembre 1954).

(3) 4 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

Avances à trente jours (1).

	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre ou de mois.)			
1954....	3,25	3,25	3,25	3
1955....	3	3	3	3
1956....	3	3		

Moyenne hebdom.: 1938 = 2,66
1952 = 3,5
1953 = 3,5
1954 = 3,25
1955 = 3

Argent au jour le jour.

	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre ou de mois.)			
1954....	3,42	3,67	3,77	3,29
1955....	3,28	3,23	3,12	2,99
1956....	3,06	3 (2)		

Moyenne hebdom.: 1938 = 2,16
1952 = 3,79
1953 = 4,04
1954 = 3,59
1955 = 3,16

Source: Banque de France. — I. N. S. E. E.

N. B. — Le taux des bons du Trésor a été abaissé de 0,25 p. 100 le 5 décembre 1954.

b) Or fin (francs).

1 GRAMME (d'après le prix au kilogramme).

	I	II	III	IV
	(Cours moyens mensuels.)			
1954.....	427	416	426	426
1955.....	426	424	423	440
1956.....	455,5	447 (3)		

Moyenne mensuelle: 1938 = 39,15. — 1952 = 526. — 1953 = 482. — 1954 = 424. — 1955 = 429.

c) Devises.

1. DOLLAR (cours parallèle).

	I	II	III	IV	Cours libre officiel moyen. —
1954.....	371	362	370	378	350
1955.....	370	366	367	382	350
1956.....	993,6	350 (3)			

Moyenne mensuelle: 1938 (cours libre) = 34,95. — 1952 = 415. — 1953 = 400. — 1954 = 369. — 1955 = 372.

2. FRANC SUISSE (cours parallèle).

	I	II	III	IV	Cours libre officiel moyen. —
1954.....	87	85	87	87	80,3
1955.....	87	86	87	91	80,3
1956.....	93	92,5 (3)			

Moyenne mensuelle: 1938 (cours libre) = 7,99. — 1952 = 96. — 1953 = 93. — 1954 = 86. — 1955 = 88.

3. LIVRE STERLING (cours parallèle).

	I	II	III	IV	Cours libre officiel moyen. —
1954.....	985	989	1.009	937	980
1955.....	991	988	988,5	1.006,3	980
1956.....	1.033,9	1.050 (3)			

Moyenne mensuelle: 1938 (cours libre) = 170,9. — 1952 = 1.010. — 1953 = 1.044. — 1954 = 995. — 1955 = 922,9.

(1) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 3,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

(2) Le 22 juin.

(3) Le 15 juin, cours le plus haut.

4. Ensemble des devises

Cours de l'or et des principales monnaies étrangères.

(Cours moyen en francs français) (1).

PAYS	UNITÉS ET DIVISIONS	ANNÉE 1938	CINQ DERNIÈRES ANNÉES 1951	1952	1953	1954	1955	MARS 1956
	Or:							
	Gramme de fin	39,15	546	526	482	424	429	450
	Pièce française de 20 F (5.806 g de fin)	225,75	4.288	4.078	3.673	2.754	2.639	3.099
Afrique du Sud	1 livre sud-africaine (20 shillings)	170,60	977,50	979	979	979	979	983,50
Allemagne occidentale	1 deutsche mark (100 pfennigs)	14,05	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33	88,33
Argentine	1 peso argentin (100 centavos)	8,98	24,70	25	25,02	25,08	19,44	19,44
Australie	1 livre australienne (20 shillings)	136,40	782,50	782,50	782,50	782,50	783,12	786
Autriche	1 schilling (100 groschen)	5,05	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46
Belgique-Luxembourg	1 franc belge (100 centimes):							
	Libre	1,18	7,02	7,02	7,01	7	7	7
	Parallèle	»	7,29	7,56	7,61	7,20	7,32	7,90
Brésil	1 cruzeiro (100 centavos)	2,03	18,87	18,87	9,20	8,20	5,44	5,75
Canada	1 dollar canadien (100 cents)	34,76	332,14	357,49	355,60	359,50	355	350,43
Danemark	1 couronne danoise (100 öre)	7,60	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67
Egypte	1 livre égyptienne (100 piastres)	175,02	1.005	1.005	1.005	1.005	1.005	1.005
Espagne	1 peseta (100 centimos)	»	8,85	8,93	9,08	9,22	9,22	9,22
Etats-Unis	1 dollar (100 cents):							
	Libre	34,95	349,96	349,96	349,97	349,97	349,97	349,98
	Parallèle	»	398	415	400	369	372	397
Finlande	1 mark finlandais (100 penni)	0,79	1,52	1,52	1,52	1,52	1,52	1,52
Grande-Bretagne	1 livre sterling (20 shillings):							
	Officiel	170,60	980	980	980	980	980	980
	Parallèle	»	964,90	1.009,80	1.044,10	995,2	992,09	1.034
Grèce	1 drachme (100 lepta)	0,31	0,023	0,023	0,012	(2) 11,67	11,59	11,70
Inde	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,77	73,50	73,50	73,50	73,50	73,52	73,81
Irak	1 livre irakienne (5 rials = 20 dirhams)	170,60	979,50	979,50	979,50	979,50	979,83	983,50
Israël	1 livre israélienne (1.000 prutot)	5	350	350	350	194,44	194,44	194,40
Italie	1 lire (100 centesimi)	1,84	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56
Japon	1 yen (100 sen = 1.000 rin)	9,92	0,98	0,98	0,98	0,98	0,98	0,98
Mexique	1 peso mexicain (100 centavos)	8,15	40,48	40,50	40,57	(2) 28	28	»
Norvège	1 couronne norvégienne (100 öre)	8,94	49	49	49	49	49	49
Nouvelle-Zélande	1 livre néo-zélandaise (20 shillings)	137	973	973,50	973,50	973,50	973,79	977,50
Pakistan	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,80	105,72	105,72	105,72	105,72	73,55	73,81
Pays-Bas	1 florin (100 cents)	19,22	92,10	92,10	92,10	92,10	92,1	92,10
Pologne	1 zloty (100 groszy)	6,60	87,52	87,52	87,52	87,52	87,57	87,72
Portugal	1 escudo (100 centavos)	1,55	12,22	12,17	12,17	12,15	12,09	12,17
Suède	1 couronne suédoise (100 öre)	8,79	67,65	67,65	67,66	67,66	67,66	67,66
Suisse	1 franc suisse (100 centimes):							
	Libre	7,99	80,82	86,13	80,35	80,32	79,99	80,04
	Parallèle	»	92	96	93	86	88	94,18
Turquie	1 livre turque (100 piastres)	28,07	124,38	124,38	124,38	124,38	124,54	125
Union soviétique	1 rouble (100 kopecks)	»	87,50	87,50	87,50	87,50	87,5	87,50
Venezuela	1 bolivar (100 centimos)	11,10	104,70	104,72	104,72	104,72	104,73	104,70
Yougoslavie	1 dinar (100 paras)	0,83	7	1,17	1,17	1,17	1,17	1,17

(1) A compter du 11 mai 1951.

(2) A compter du 19 avril 1954.

N. B. — Rappelons qu'à côté du franc métropolitain ayant cours en Algérie, en Tunisie, au Maroc, à la Martinique, à la Guadeloupe et en Guyane, de la piastre indochinoise valant 10 francs métropolitains (à compter du 11 mai 1953) et de la roupie des Etablissements français de l'Inde, rattachée au dollar des Etats-Unis sur la base de 4,762 roupies pour un dollar, soit 1 roupie = 73,50 F, existent depuis 1949 dans l'Union française: 1° le franc C. F. A. en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun, à Madagascar, à la Réunion et à Saint-Pierre et Miquelon, valant 2 francs métropolitains; 2° le franc C. F. P. en Nouvelle-Calédonie, et dans les possessions françaises d'Océanie, valant 5,5 francs métropolitains; 3° le franc de Djibouti, rattaché au dollar des Etats-Unis sur la base de 214,4 F pour un dollar, soit 1 franc Djibouti = 1,64 franc métropolitain.

Source: Ministère des finances.

d) Valeurs mobilières.

Indices des cours à la Bourse de Paris.

Moyenne 1949 = 100.

DESIGNATION	COEFFICIENT de raccord. (1)	1950	1952	1953	1954	1955	1956 1er trim.	1956 2e trim. (15 juin cours le plus haut).
	Moyennes hebdomadaires.							
1. *Indice de 295 valeurs françaises à revenu variable*	11,4	90	143	159	214	302	285	310
185 valeurs métropolitaines	10,22	98	155	175	248	364	344	377
Dont:								
122 valeurs industrielles (2)	10,71	95	151	162	227	333	317	»
Pétrole, carburants	19,27	89	149	148	312	611	555	711
Industries extractives	13,79	88	126	137	147	179	181	200
Métallurgie	8,98	97	170	200	235	361	366	395
Constructions mécaniques, électriques et navales	12,64	105	180	195	285	350	310,5	294
Automobile	8,50	111	170	169	280	495	455,3	449
Industries chimiques	5,89	82	118	160	169	276	284,3	324
Textiles	20,18	97	140	123	134	141	126	140
Transports	11,98	92	166	202	233	331	342	363
Grands magasins	5,97	96	143	188	293	484	531	691
Banques	4,47	128	205	272	464	643	624,5	615
Assurances	1,91	122	433	656	1.284	2.155	1.872	1.791
90 valeurs outre-mer	11,91	85	129	142	153	170	150	140
Agriculture	8,08	88	131	131	144	144	115	94
Caoutchouc (plantations)	2,65	94	168	119	113	155	141	139
Mines métalliques	8,46	82	121	149	172	215	209,3	198
Banques et sociétés foncières	9,54	84	119	141	166	175	155	132
Sociétés de portefeuille	20,14	86	115	118	119	133	103	101
20 valeurs de sociétés françaises exploitant à l'étranger	15,59	77	105	97	105	126	122	123
2. *Indice de 25 valeurs étrangères*	(4) 6,78	97	156	150	173	237	255	269
3. *Indice de 62 valeurs françaises à revenu fixe et indexé* (3)	»	99,8	111,2	113,6	116,4	127	133	133,7
Rentes perpétuelles (2)	»	98,2	113,9	117,2	117,7	122,6	123,1	120,5
Secteurs ind. public à revenu indexé (7)	»	99,3	137,1	142,3	153,2	188,6	214,8	232
Secteur libre (22)	»	104,1	102,8	106,1	111,4	120,9	121,6	21,2

(1) Ces coefficients, multipliés par les indices **hebdomadaires base** 100 en 1949, permettent d'obtenir des indices base 100 fin 1938 (31/12).

Les coefficients de raccord à la base 100 = moyenne 1938 sont les suivants:

Indice d'ensemble: 13,11; valeurs métropolitaines: 11,96; valeurs étrangères: 6,78; valeurs P. O. M.: 14,41; sociétés françaises à l'étranger: 15,43.

Les indices base 100 = moyenne 1938 doivent être divisés par les coefficients suivants si l'on veut les ramener à la base 100 = 1929:

Indice d'ensemble: 2,43; valeurs étrangères: 1,64; valeurs P. O. M.: 2,25; sociétés françaises à l'étranger: 2,19.

(2) Moyenne des indices en fin de mois.

(3) Coefficient de raccord pour les valeurs françaises à revenus fixes: 1,09 (indices 1938 = 100 à diviser par 1,1 pour obtenir un indice des valeurs françaises à revenu fixe sur la base 100 en 1929).

(4) Coefficient valable à la fois pour obtenir des indices base 100 au 31 décembre 1938 ou base = 100 moyenne 1938.

Source: I. N. S. E. E.

c) Marché financier (taux).

(Moyenne hebdomadaire. — Pourcentages.)

DESIGNATION	1938	1950	1952	1953	1954	1955	1956 1er trimestre.
Valeurs à revenu variable (295) (actions)	4,29	5,08	5,47	5,45	3,96	2,99	3,35
Valeurs à revenu fixe et indexé (62)	»	»	»	»	»	4,73	4,55
Rentes perpétuelles	»	6,44	5,54	5,37	5,32	5,04	5,01
Secteur industriel public à revenu indexé	»	5,72	» 5,18	5,62	5,31	3,94	3,28
Secteur libre (obligations industrielles)	»	8,49	8,12	7,90	7,33	6,47	6,40
Obligations émises dans le mois	6,93	7,02	6,61	6,27	6,39	5,84	6,07
Taux nominal d'émission des bons du Trésor à 1 an	3,13	2,5	2,5	2,67	3,48	3,25	3,25
Crédit foncier et caisse nationale d'épargne.							
Crédit foncier (prêts hypothécaires)	6,3	6,2	8,5	8,5	8,5	7,95	7,35
Caisse nationale d'épargne (dépôts particuliers)	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75

Source: I. N. S. E. E.

7° FINANCES EXTERIEURES

a) Balance commerciale (or inclus).

1. Résultats globaux (milliards de francs).

DESIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955	1956 I	1956 II Avril.	1956 Mai.
	(Moyenne mensuelle.)							
Balance générale.								
Importations	77,19	132,64	121,52	126,84	138,04	149,04	168,4	178,2
Exportations	65,33	118,04	117,24	126,04	141,32	127,38	143,8	132,9
Balance	— 11,86	— 14,60	— 4,28	— 0,80	+ 3,28	— 21,66	— 24,6	— 45,4
Balance avec l'étranger.								
Importations	57,14	102,63	91,08	92,57	103,98	112,23	124,9	128,6
Exportations	38,10	68,18	73,87	80,47	96,77	87,58	96,5	91,2
Balance	— 19,04	— 34,45	— 17,21	— 12,1	— 7,21	— 24,65	— 28,4	— 37,4
Balance avec l'Union française.								
Importations	20,05	30,01	30,44	34,27	34,06	36,81	43,5	49,5
Exportations	27,23	49,86	43,37	45,56	44,55	39,80	47,3	41,7
Balance	+ 7,18	+ 19,85	+ 12,93	+ 11,29	+ 10,49	+ 2,99	+ 3,8	— 7,9

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

Pourcentages de couverture des importations par les exportations.

(Moyenne mensuelle.)

DESIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956 I	1956 II Avril.	1956 Mai.
Echanges avec l'étranger	79,4	66,1	66,7	68,4	81,1	86,9	93,1	78	77,3	70,9
Echanges avec l'Union française outre-mer	133,9	67,8	135,8	166,2	142,5	132,9	130,8	108,1	108,7	84,1
Echanges globaux	89,9	66,7	84,6	89	96,5	99,4	102	86,1	85,4	74,5

Part respective de l'étranger et des U. F. O. M. dans les échanges extérieurs de la France métropolitaine.
(Moyenne mensuelle. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956 I	1956 II Avril.	1956 Mai.
Importations:										
Pourcentage étranger	88	73,1	74	74,4	75	73	75,3	75,3	74,2	72,2
Pourcentage Union française outre-mer	12	26,9	26	22,6	25	27	24,7	24,7	25,8	27,8
Exportations:										
Pourcentage étranger	84,2	72,6	58,3	57,8	63	63,8	68,5	68,8	67,1	68,6
Pourcentage Union française outre-mer	15,8	27,4	41,7	42,2	37	36,2	31,5	31,2	32,9	31,4

Evolutions annuelles.

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
	Milliards de francs courants.								
Importations:									
Etranger	51	34	682	793	1.272	1.232	1.093	1.111	1.248
Union française outre-mer	7	12	240	280	335	360	365	411	408
Total	58	46	1.922	1.073	1.607	1.592	1.458	1.522	1.656
Exportations:									
Etranger	41	22	456	686	933	818	887	965	1.161
Union française outre-mer	9	8	326	387	546	598	520	547	535
Total	50	30	782	1.073	1.479	1.416	1.407	1.512	1.696
Solde:									
Etranger	— 11	— 12	— 226	— 107	— 339	— 414	— 206	— 146	— 86
Union française outre-mer	+ 3	— 4	+ 86	+ 107	+ 211	+ 238	+ 155	+ 136	+ 126
Ensemble	— 8	— 16	— 140	0	— 128	— 176	— 51	— 10	+ 40
Outre-mer:									
Importations	7	12,5	239,4	280,3	334,9	360,1	365,3	411,2	408,7
Exportations	9,5	8,3	326,2	387	545,4	598,4	520,4	546,7	594,6
Solde	+ 2.5	— .4,2	+ 86,8	+ 106,7	+ 210,5	+ 238,3	+ 151,1	+ 135,5	+ 125,1
Etranger:									
Importations	51,2	33,6	682,4	792,5	1.272,4	1.231,6	1.093	1.110,8	1.247,8
Exportations	40,6	22,2	455,8	685,8	933,4	818,1	886,4	965,6	1.161,2
Solde	— 10,6	— 11,4	— 266,6	— 106,7	— 339	— 413,5	— 206,6	— 145,2	— 86,6
Balance globale:									
Importations	58,2	46,1	921,8	1.072,7	1.607,3	1.591,7	1.458,2	1.522,1	1.656,5
Exportations	50,1	30,5	782	1.072,2	1.478,8	1.416,5	1.406,9	1.512,4	1.695,8
Solde	— 8,1	— 15,6	— 239,8	0	— 128,5	— 175,2	— 51,3	— 9,7	— 39,3

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

2. Balance commerciale par monnaies

Moyenne mensuelle (milliards de francs).

DÉSIGNATION	1955				1956	
	I	II	III	IV	I	
					Janvier.	Février.
Zone dollar:						
Importation	17,4	19,9	18,2	18,4	14,1	20
Exportation	7,7	8,9	9,6	11,6	6,7	9,1
Solde	— 9,7	— 11	— 8,6	— 6,8	— 7,4	— 10,9
Zone sterling:						
Importation	30,2	33,3	29,8	33,5	29,3	35,3
Exportation	16,2	16,5	15,4	19,5	14,8	15,9
Solde	— 14	— 16,8	— 14,4	— 14	— 14,5	— 19,4
Zone franc (1):						
Importation	33	37,2	31,1	35,6	30,3	34,8
Exportation	47,6	44,1	37	49,1	30,4	41,4
Solde	+ 14,6	+ 6,9	+ 5,9	+ 13,5	+ 0,1	+ 6,6
Autres devises:						
Importation	50,4	53,7	47	58,9	50,8	55,8
Exportation	64,1	72,4	68,5	78,8	60,8	55,6
Solde	+ 13,7	+ 18,7	+ 15,7	+ 19,9	+ 10	— 0,2

(1) Côte des Somalis exclue.

ANNÉES	ZONE DOLLAR			ZONE STERLING			ZONE FRANC (1)			AUTRES DEVISES		
	Importations.	Exportations.	Solde.	Importations.	Exportations.	Solde.	Importations.	Exportations.	Solde.	Importations.	Exportations.	Solde.
1949....	19,7	2,4	— 17,3	13,7	7,9	— 5,8	19,9	27,2	+ 7,3	23,5	27,5	+ 4
1950....	17,6	5,1	— 12,5	17,5	11,7	— 5,8	23,4	32,2	+ 8,8	30,9	40,4	+ 9,5
1951....	21,4	9,1	— 12,3	34,2	17,8	— 16,4	28,9	45,4	+ 16,5	49,5	51,2	+ 1,7
1952....	21,8	6,4	— 15,4	31	12,7	— 18,3	31,3	49,7	+ 18,4	48,5	49,2	+ 0,7
1953....	17,3	8,1	— 9,2	30,8	12	— 18,8	30,6	43,3	+ 12,7	42,9	53,9	+ 11
1954....	16,1	7,9	— 8,1	29,1	12,7	— 16,4	34,3	45,4	+ 11,1	43,5	56,2	+ 12,7
1955....	18,5	9,2	— 9,3	31,7	16,9	— 14,8	34,2	44,3	+ 10,2	52,6	69,6	+ 17

(1) Côte des Somalis exclue.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3. Valeur des échanges par groupements d'utilisation

Moyenne mensuelle. (Milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955	1956 I
Importations.						
Alimentation humaine:						
Etranger	7,61	12,30	10,14	8,72	9,74	12,20
Union française outre-mer	14,82	21,38	21,99	25,29	24,15	26,89
Total	22,43	33,68	32,13	34,01	33,89	39,09
Matières premières et demi-produits (or inclus):						
Etranger	40,96	75,12	64,99	68,01	74,64	81,36
Union française outre-mer	4,9	8,11	7,89	8,11	9,19	9,70
Total	45,86	83,23	72,88	76,12	83,83	91,06
Produits fabriqués:						
Etranger	8,57	15,21	15,95	15,83	19,60	18,67
Union française outre-mer	0,29	0,51	0,56	0,87	0,71	0,22
Total	8,86	15,72	16,51	16,70	20,31	18,89
Exportations.						
Alimentation humaine:						
Etranger	4,26	5,83	6,10	9,65	13,95	13,40
Union française outre-mer	3,95	7,28	6,97	7,39	6,92	6,77
Total	8,21	13,11	13,07	17,04	20,87	20,17
Matières premières et demi-produits (or inclus):						
Etranger	21,02	42,03	47,22	47,65	55,87	50,21
Union française outre-mer	6,3	13,68	11,16	11,37	11,95	10,88
Total	27,32	55,71	58,38	59,02	67,82	61,09
Produits fabriqués:						
Etranger	12,82	20,32	20,55	23,17	26,94	23,97
Union française outre-mer	16,78	28,91	25,24	26,80	25,69	22,15
Total	29,6	49,23	45,79	49,97	52,63	46,12

Source: Ministère des finances.

4. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers (or exclu).
Unité : milliards de francs.

PAYS	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Allemagne :								
Importations	36,0	68,4	69,9	102,1	116,7	110,7	120,5	152,04
Exportations	23,4	39,9	84,3	70,0	79,9	99,5	125,1	158,32
Grande-Bretagne :								
Importations	18,6	32,5	40,0	50,8	53,2	56,7	57,3	62,64
Exportations	31,8	70,1	98,1	120,5	75,1	74,6	84,4	123,72
Italie :								
Importations	11,4	17,7	37,3	47,8	33,9	22,5	27,5	36,12
Exportations	4,6	15,7	27,9	34,9	37,6	45,3	57,5	64,92
Pays-Bas :								
Importations	16,2	22,5	24,0	32,8	33,4	31,6	34,8	48,36
Exportations	18,2	35,5	37,3	37,5	27,6	34,6	36,7	50,28
Suède :								
Importations	9,5	14,2	17,3	35,1	34,6	26,5	26,5	33,84
Exportations	13,1	16,2	24,7	20,9	22,2	25,7	31,2	31,68
Suisse :								
Importations	13,8	15,4	28,7	30,8	27,4	29,1	30,2	32,28
Exportations	23,7	27,3	40,9	57,6	47,1	92,6	56,7	74,16
U. E. B. L. :								
Importations	25,2	32,2	49,1	72,5	58,4	56,4	70,3	90,48
Exportations	31,3	45,1	68,9	85,6	79,5	85,1	102,9	108
Arabie séoudite et Koweit (1) :								A. S. :
Importations	»	51,5	50,6	89,7	116,3	83,1	76,5	22,20
Exportations	»	0,7	0,5	1,7	2,8	2,4	1,6	K. : 53,76
Irak :								»
Importations	9,9	15,5	22,7	34,4	52,3	67,4	77,7	79,20
Exportations	1,5	0,4	0,4	0,6	1,1	2,0	1,3	»
Malaisie et anciens territoires britanniques d'Asie :								
Importations	4,7	6,5	14,2	41,0	24,3	16,9	19,5	29,5
Exportations	0,6	1,4	2,6	5,9	2,9	2,6	3,8	3,7
Pakistan et Union indienne (1) :								
Importations	»	10,1	19,6	41,0	22,0	18,4	15,6	11
Exportations	»	3,2	8,8	13,4	13,4	15,0	21,2	4
Egypte :								
Importations	12,7	11,2	16,6	21,2	18,1	18,1	16,2	13,44
Exportations	6,3	11,1	19,3	24,0	17,6	20,0	20,6	22,1
Argentine :								
Importations	16,8	12,0	34,1	33,4	19,6	20,9	19,8	12,96
Exportations	6,3	55,4	33,1	36,0	12,6	6,6	15,4	22,56
Brésil :								
Importations	6,7	9,0	18,7	31,1	30,0	31,1	36,3	23,28
Exportations	4,9	5,7	17,3	31,1	25,4	36,5	27,5	25,32
Canada :								
Importations	9,3	10,4	6,8	17,9	25,1	12,2	13,7	20,88
Exportations	2,3	3,3	4,8	7,7	6,7	9,0	7,6	8,88
Etats-Unis :								
Importations	118,7	162,7	131,5	181,5	159,6	134,8	133,3	161,76
Exportations	15,8	15,7	43,7	88,4	54,8	63,5	54,1	71,40
Australie et Nouvelle-Zélande :								A. : 60,72
Importations	37,2	52,8	52,4	90,2	62,9	84,2	81,4	11,64
Exportations	2,0	5,6	11,2	18,5	9,6	10,3	920,2	N.-Z. : 18,96
								1,80
Ensemble des pays étrangers :								
Importations	482,1	681,1	779,0	1.222,9	1.153,4	1.012,5	1.064,2	1.232,40
Exportations	241,3	455,4	675,3	883,0	742,5	804,3	920,2	1.116,36

(1) Les résultats de 1948 ont été publiés en utilisant un classement par pays différent du classement actuel. C'est pourquoi il n'a pas été possible, pour cette même année, d'isoler les chiffres relatifs au commerce de la France avec ces pays.

Source : I. N. S. E. E.

b) Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française.

(Afrique du Nord, départements d'outre-mer, territoires d'outre-mer, Etats associés d'Indochine.)

1. Valeur globale

(En milliards de francs métropolitains.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955 (6 mois.)
Francs courants:								
Importations	14,7	512,5	596	826	941	848	879	441
Exportations	15,3	314	399	497	520	520	579	291
Solde (1)	+ 0,6	— 198,5	— 197	— 329	— 421	— 318	— 300	— 150 (2)
Francs 1938:								
Importations	14,7	26,7	27,5	32,4	35,5	33	35,1	
Exportations	15,3	16,4	18,4	19,5	19,7	20,4	23,1	
Solde	+ 0,6	— 10,3	— 9,1	— 12,9	— 15,1	— 12,6	— 12	
Pourcentage de couverture	104	61,4	67	60	55	62	66	
Indices (sur la base des valeurs en francs 1938):								
1938 = 100:								
Importations	100	182	187	221	247	225	239	
Exportations	100	107	120	127	129	133	151	
1949 = 100:								
Importations	55	100	103	122	133	127	131	
Exportations	94	100	112	119	120	124	141	

(1) Sur la base de l'indice général des prix de gros en France.
(2) Ensemble, sauf la Martinique.
Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

2. Répartition des échanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française entre la France métropolitaine et l'étranger

(Milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Avec la France:							
Importations	8,7	355	424	587	657	587	599
Exportations	10,6	209	244	294	310	313	354
Solde	+ 1,9	— 146	— 180	— 293	— 347	— 274	— 245
Pourcentage couverture	122	59	58	50	47	53	59
Avec l'étranger:							
Importations	5	122	131	183	223	202	216
Exportations	3,9	75	123	153	157	153	169
Solde	— 1,1	— 47	— 8	— 30	— 66	— 49	— 47
Pourcentage couverture	78	61	94	84	71	78	78

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

3. Part des diverses zones monétaires dans le commerce en valeur des pays d'outre-mer de l'Union française
(Milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953
	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100
Importations.						
Zone franc:						
France	59	69	70	71	70	69
U. F. O. M.	7	7	7	7	6	7,5
Total	66	76	77	78	76	76,5
Zone dollar	8	12	10	8	9	7
Zone sterling	8	5	4	4	4,3	4,5
Autres devises	18	7	9	10	10,6	12
Total	100	100	100	100	100	100
Exportations.						
Zone franc:						
France	69,3	67	61	59	60	60
U. F. O. M.	5,2	9	8	10	9,5	11
Total	74,5	76	69	69	69,5	71
Zone dollar	4	3	4	3,5	3,7	4,5
Zone sterling	9	11	9,5	12	10,5	8,5
Autres devises	12,5	10	17,5	15,5	16,3	16
Total	100	100	100	100	100	100

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

4. Valeur des échanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française par groupes de pays (1)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
	Milliards de francs.							
Afrique du Nord (1):								
Importations	8,7	275	319	427	469	434,3	445	471
Exportations	8,5	170	223	260	281	271,7	285,2	308
Solde	— 0,2	— 105	— 96	— 167	— 188	— 162,6	— 154,8	— 163
Pourcentage de couverture	97,7	62	70	64	60	62,6	64,1	(2) 65
Départements outre-mer:								(6 mois.)
Importations	0,81	23,7	25,4	34,2	42,5	39,4	41,9	10,9
Exportations	0,86	18,8	18	25,2	27,7	26,5	32,7	8,5
Solde	+ 0,05	— 4,9	— 7,4	— 9	— 14,8	— 12,9	— 9,2	— 2,4
Pourcentage de couverture	106	79	71	74	65,1	67,2	78	78
Territoires outre-mer:								(9 mois.)
Importations	3,2	147	178	258	273	240,2	269,9	206
Exportations	3,1	106	130	165	170	187,3	227,3	164
Solde	— 0,1	— 41	— 48	— 93	— 103	— 52,9	— 42,5	— 42
Pourcentage de couverture	97	72	73	64	62	78	84,2	80
États associés d'Indochine:								(6 mois.)
Importations	1,95	67	74	107	157	134,3	121,9	46,4
Exportations	2,84	19,3	28	47	41	34,6	33,8	12
Solde	+ 0,89	— 47,7	— 46	— 60	— 116	— 99,7	— 88,1	— 34,4
Pourcentage de couverture	146	29	38	44	26	25,7	27,7	25,9

(1) Afrique du Nord: Algérie, Tunisie, Maroc. — Départements d'outre-mer: Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane. — Territoires d'outre-mer: Afrique noire (Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar, Comores, Saint-Pierre et Miquelon, Côte française des Somalis, Nouvelle-Calédonie, Océanie). — États associés d'Indochine: Viet-Nam, Laos, Cambodge.

(2) 3 mois.

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

5. PART DES DIVERS GROUPES DE PAYS DANS LE COMMERCE TOTAL EN VALEUR PAYS D'OUTRE-MER DE L'UNION FRANÇAISE

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	P. 100.	P. 100.	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100.	P. 100.
Importations.							
Afrique du Nord	59	53,5	53,5	52	49,5	51,2	50,6
Départements d'outre-mer	5,5	4,5	4,3	4	4,5	4,6	4,8
Territoires d'outre-mer	22	29	23	21	29	28,3	30,7
Etats associés	13,5	13	12,5	13	17	15 8	13,9
Total	100	100	100	100	100	100	100
Exportations.							
Afrique du Nord	56	54	56	52,5	54	52,3	49,3
Départements d'outre-mer	5,5	6	4,5	5	5	5,1	5,6
Territoires d'outre-mer	20	34	32,5	33	33	36	39,3
Etats associés	18,5	6	7	9,5	8	6,6	5,8
Total	100	100	100	100	100	100	100

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

6. INDICES DU VOLUME DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1938	1950	1953	1938	1950	1953
	Milliards de francs.					
Afrique du Nord:						
Algérie	»	111	127	»	129	139
Tunisie	88	109	109	112	146	100
Maroc	»	107	140	»	121	141
Départements d'outre-mer:						
Réunion	»	137	136	»	93	139
Martinique	»	76	94	»	99	116
Guadeloupe	»	95	121	»	107	155
Guyane	»	109	144	»	97	42
Territoires d'outre-mer:						
Afrique noire:						
Afrique occidentale française	»	117	136	(2) 90	103	124
Afrique équatoriale française	»	107	107	70	98	113
Togo	»	131	138	»	130	191
Cameroun	»	106	123	»	98	134
Océanie	»	82	93	»	87	80
Madagascar	»	120	166	»	107	117
Nouvelle-Calédonie	»	112	216	»	110	157
Etats associés d'Indochine (1)	(3) 56,5	100	157	(3) 294	100	129

(1) 1950 = 100. — (2) 1939 — (3) Evaluation.

Indice d'ensemble du volume des exportations des territoires d'outre-mer
(1949 = 100.)

1911	1929	1938	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951
26	50	88	58	65	73	92	100	103	102

Source: I. N. S. E. E.

Indice du volume du commerce extérieur de la métropole avec les P. O. M. U. F.
(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954
Exportations en France des P. O. M. U. F.....	109	117	123	139
Importations de France des P. O. M. U. F.....	139	141	133	142

Source: I. N. S. E. E.

7. COMMERCE DES PAYS D'OUTRE-MER DE L'UNION FRANÇAISE ENTRE EUX EN 1954

Importations totales des pays d'outre-mer en provenance des autres pays d'outre-mer:

1953: 57 milliards de francs C. F. A.
1954: 64 milliards de francs C. F. A.
(7 p. 100 des importations totales de toute provenance.)

Echanges des pays d'Afrique du Nord entre eux.

1953: 14 milliards de francs C. F. A.
1954: 14 milliards de francs C. F. A.

Algérie:

Importations du Maroc: produits alimentaires, charbon, textiles.
Importations de Tunisie: blé, chaux et ciments, liège.

Tunisie:

Importations d'Algérie: boissons et alcools, engrais.
Importations du Maroc: faibles.

Maroc:

Importations d'Algérie: chaux et ciments, houille, tabacs bruts.
Importations de Tunisie: faibles.

Echanges de l'Afrique du Nord (Algérie-Maroc) avec l'Afrique noire.

Importations en Afrique du Nord.

1953: 12,1 milliards de francs C. F. A.
1954: 13,6 milliards de francs C. F. A. (dont 4,2 milliards de francs C. F. A. — A. O. F. — Algérie).

(Produits alimentaires surtout et matières premières d'origine agricole.)
(Café = 7,9 p. 100 du total.)

Exportation de l'Afrique du Nord vers l'Afrique noire.

1953: 2,5 milliards de francs C. F. A.
1954: 10,5 milliards de francs C. F. A.
(Sucres, tabacs et boissons, et tissus de coton surtout.)

Source: I. N. S. E. E.

Autres échanges importants.

Sucre des D. C. M. (Antilles et Russie) vers le Maroc (2 milliards de francs en 1954), l'Indochine (1,2 milliard de francs) et Madagascar (514 millions de francs en 1954 contre 200 millions de francs en 1953).
Produits alimentaires (café, riz, légumes secs, maïs) de Madagascar vers la Réunion.
Riz et maïs indochinois vers l'A. O. F. et la Réunion (4,4 milliards de francs en 1954).
Cotonnades de l'Inde française vers l'A. O. F. et Madagascar (1,5 milliard de francs en 1954).
Morue de Saint-Pierre et Miquelon vers les Antilles.
Vins, tabacs, engrais algériens vers Madagascar (1,3 milliard de francs en 1954), sucres raffinés et cafés de Madagascar vers l'Algérie (0,8 milliard de francs).

c) **Indice des valeurs moyennes et taux de l'échange.**

L'institut national de la statistique et des études économiques calcule un indice du taux de l'échange, appelé aussi parfois « termes de l'échange », par traduction de l'expression anglo-saxonne « terms of trade », constitué par le rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à l'indice des valeurs moyennes à l'importation.
Ces derniers indices sont établis à partir des données élaborées pour le calcul des indices du volume du commerce extérieur et « diffèrent largement de ceux qui pourraient être établis spécialement pour mesurer le niveau des prix à l'importation ou l'exportation ».
Ils sont affectés d'erreurs dues à la rigueur variable des contrôles douaniers et des évaluations douanières de prix, et sont établis à partir de groupes de marchandises dont l'homogénéité est rarement parfaite.
Ces indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation ne doivent donc être considérés que comme des « ordres de grandeur » et utilisés avec le « maximum de prudence ». « Il sera judicieux », précise l'I. N. S. E. E., « de ne tenir compte que des tendances se manifestant avec continuité pendant une assez longue période ». Les indices partiels relatifs aux produits fabriqués sont particulièrement approximatifs.
La validité de l'indice du taux de l'échange est donc liée à celle des indices des valeurs moyennes.

Si l'on prend: t = Taux de l'échange,
Ie = Indice des valeurs moyennes à l'exportation,
Ii = Indice des valeurs moyennes à l'importation,

On a: $t = 100 \frac{Ie}{Ii}$

Si $t > 100$, cela veut dire que, depuis l'année de base, le prix moyen de la masse des produits exportés a crû plus rapidement que le prix moyen de la masse des produits importés. Le taux de l'échange s'est amélioré. Il faut en moyenne exporter moins de produits nationaux pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers.
Si $t < 100$, le taux de l'échange se dégrade et la situation devient moins favorable.
Mais il faut toujours, précise l'I. N. S. E. E., rapprocher l'examen des variations du taux de l'échange de celui des variations de la balance commerciale.

En effet, l'amélioration du taux marque la hausse relative des prix nationaux et peut donc rendre déficitaire la balance commerciale ou aggraver le déficit existant en restreignant les exportations.

Inversement, la dégradation du taux, qui peut d'ailleurs résulter d'une dévaluation monétaire, peut faciliter le rétablissement de l'équilibre.

1949 = 100	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Indices des valeurs moyennes à l'importation.						
Alimentation humaine:						
Etranger	112	127	113	134	144	119
Union française outre-mer	104	117	121	119	118	108
Ensemble	106	120	128	123	123	111
Matières premières et demi-produits:						
Etranger	113	153	145	122	122	128
Union française outre-mer	109	157	144	127	124	131
Ensemble	112	153	145	123	122	128
Produits fabriqués:						
Etranger	114	132	125	145	136	135
Ensemble des importations (or industriel inclus):						
Etranger	113	146	142	126	125	128
Union française outre-mer	105	127	126	120	119	113
Ensemble	111	142	138	125	122	123
Indices des valeurs moyennes à l'exportation.						
Alimentation humaine:						
Etranger	101	104	109	103	87	82
Union française outre-mer	102	108	102	92	87	102
Ensemble	101	106	105	97	87	87
Matières premières et demi-produits:						
Etranger	97	115	125	117	109	107
Union française outre-mer	103	127	143	130	129	129
Ensemble	98	118	129	119	111	110
Produits fabriqués:						
Etranger	107	123	135	134	134	132
Union française outre-mer	103	122	133	127	127	137
Ensemble	105	122	134	130	130	134
Ensemble des exportations (or industriel inclus):						
Etranger	100	116	126	120	111	107
Union française outre-mer	102	121	130	120	118	128
Ensemble	101	118	128	120	113	112
Termes de l'échange (or industriel inclus):						
Etranger	88	79	89	95	89	84
Union française outre-mer	102	95	103	100	99	113
Ensemble	101	83	93	96	92	94

Source: I. N. S. E. E.

D) **Balance des payements** (entre la zone franc et les pays étrangers).

1° SITUATION AUX PREMIERS SEMESTRES 1954 ET 1955

(En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	PREMIER SEMESTRE 1954			PREMIER SEMESTRE 1955		
	France.	Outre-mer.	Total.	France.	Outre-mer	Total.
Paiements courants.						
Balance commerciale:						
Importations	1.319	250	1.569	1.503	318	1.821
Exportations	1.207	242	1.449	1.538	263	1.801
	— 112	— 8	— 120	= 35	— 55	— 20
Services (soldes):						
Touristes et voyageurs	+ 302	— 1,61	+ 28,6	+ 29,7	— 2,5	+ 27,2
Transports	— 43	— 10	— 53	— 63,2	— 12,2	— 752,4
Assurances	— 7,2	— 0,9	— 8,1	— 49,6	— 0,4	— 5
Revenus du capital	+ 23,6	— 5,9	+ 17,7	+ 49,3	— 2,3	— 38
Opérations du Gouvernement français	— 59,7	— 0,6	— 60,1	— 55,7	— 0,5	— 56,2
(Dont: intérêts des emprunts publics).	— 33,3	— 1	— 33,3	— 26,4	»	— 26,4
Opérations des Gouvernements	+ 266,1	+ 18	+ 284,1	+ 277,9	+ 15,9	+ 293,8
Services divers (1)	— 53,1	— 3	— 56,1	— 31,9	— 1	— 32,9
Autres opérations	+ 43,1	+ 1,4	+ 44,5	+ 48	+ 0,8	+ 48,9
Total	+ 199,6	— 1,9	+ 197,7	+ 240,6	— 1,4	+ 239,2
Solde des paiements courants	+ 87,6	— 9,9	+ 77,7	+ 275,6	— 56,4	+ 219,2
Opérations en capital.						
Investissements et crédits privés	+ 14,1	+ 24,3	= 38,4	— 5	+ 32,4	+ 27,4
Investissements et emprunts publics	— 147,2	»	— 147,2	— 27,3	»	— 27,3
Solde des opérations en capital	— 133,1	+ 24,3	— 108,8	— 32,3	+ 32,4	+ 0,1
Solde général	— 45,5	+ 14,4	— 31,1	+ 243,3	— 24	+ 219,3

(1) Revenus du travail, de la propriété individuelle, postes, télégraphes et téléphones, radio et services divers.

Source: Ministère des finances.

2. Situations 1953 et 1954

(En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1953			1954		
	France.	Outre-mer.	Total.	France.	Outre-mer.	Total.
Payements courants.						
Balance commerciale:						
Importations	2.494	461	2.935	2.724	540	3.264
Exportations	2.155	364	2.519	2.545	483	3.028
Solde	— 339	— 97	— 436	— 179	— 57	— 236
Services (soldes):						
Touristes, voyageurs	— 6	— 7	— 13	+ 61	— 7	+ 54
Transports	— 101	— 24	— 125	— 74	— 23	— 97
Assurances	— 12	— 1	— 13	— 10	— 1	— 11
Revenus du capital	+ 59	— 9	+ 50	+ 51	— 12	+ 39
Opérations du Gouvernement français	— 132	— 2	— 134	— 130	— 1	— 131
(Dont: intérêts des emprunts publics)	(— 82)	»	(— 82)	(— 76)	»	(— 76)
Opérations des gouvernements étrangers	+ 468	+ 40	+ 508	+ 565	+ 37	+ 602
Services divers (1)	— 110	— 8	— 118	— 112	— 2	— 114
Autres opérations	+ 56	+ 5	+ 61	+ 90	— 2	+ 88
Total	+ 222	— 6	+ 216	+ 441	— 11	+ 430
Solde des payements courants	— 117	— 103	— 220	+ 262	— 68	+ 194
Opérations en capital.						
Investissements et crédits privés	+ 95	+ 43	+ 138	+ 36	+ 57	+ 93
Investissements et emprunts publics	— 104	»	— 104	— 259	»	— 259
Solde des opérations en capital	— 9	+ 43	+ 34	— 223	+ 57	— 166
Solde général	— 126	— 60	— 186	+ 39	— 11	+ 28

(1) Revenus du travail, de la propriété intellectuelle, P. T. T., radio et services divers.

Source: Ministère des finances.

Règlement (en millions de dollars).

DESIGNATION	1953	1954
Règlement du solde général de la balance des payements	(186)	(+ 28)
Aide extérieure:		
Aide américaine	+ 350	+ 186
Aide à la Yougoslavie	— 8	»
Participation américaine pour l'Indochine	»	+ 321
	+ 342	+ 507
Union européenne des paiements	»	— 69
Avoirs en or et devises	— 162	— 506
Erreurs et omissions	+ 6	+ 40
	+ 186	+ 28

N. B. — Pour les opérations en capital, et le règlement du solde général, sont considérés comme recette (+) les mouvements qui règlent un déficit des payements courants. Le signe — pour les avoirs en or et devises traduit donc, à l'inverse, un progrès des réserves.

Résumé par zones monétaires (1954).

	ZONE DOLLAR (1)			ZONE STERLING			ZONE U. E. P. (2)		
	France.	Outre-mer	Total.	France.	Outre-mer	Total.	France.	Outre-mer	Total.
Payements courants:									
Balance commerciale	— 268	— 62	— 330	— 229	+ 10	— 219	+ 66	+ 6	+ 72
Services	+ 459	+ 30	+ 489	+ 81	— 14	+ 67	— 27	— 32	— 59
Solde	+ 191	— 32	+ 159	— 148	— 4	— 152	+ 18	— 1	+ 17
Opérations en capital	— 200	+ 24	— 176	— 16	+ 16	0	— 21	+ 25	+ 4
Solde général	— 9	— 8	— 17	— 164	+ 12	— 152	+ 18	— 1	+ 17

(1) Canada exclu.
(2) Tous les pays de l'O. E. C. E. avec leurs territoires O. M. et zones monétaires. (Zone sterling en totalité et Indonésie).
Source: Ministère des finances.

Règlement.

	ZONE DOLLAR	ZONE STERLING	ZONE U. E. P.
Aide	+ 507	»	»
Union européenne des paiements	— 153	+ 33	+ 74
Avoirs en or et devises	— 357	+ 132	— 105
Erreurs et omissions	+ 20	— 13	+ 14
	+ 17	+ 152	— 17

3. Evolution de la balance des payements courants de la zone franc depuis 1910

(Source: I. N. S. E. E., d'après la revue d'économie politique pour les années antérieures à 1939, d'après documents du ministère des finances pour les années 1945 à 1953.)

Le tableau ci-dessous donne des moyennes annuelles pour quelques périodes caractéristiques (unité: millions de dollars de pouvoir d'achat approximativement constant, le signe — indiquant un déficit) (1).

ANNÉES	BALANCE commerciale (2).	BALANCE des opérations non commerciales.	BALANCE des payements.
1910-1913	— 440	+ 800	+ 360
1920	— 2.210	+ 500	— 1.710
1921-1926	— 140	+ 620	+ 480
1927-1931	— 500	+ 690	+ 190
1931-1935	— 490	+ 320	— 170
1936-1938	— 500	+ 360	— 140
1945-1948	— 1.580	— 160	— 1.740
1949-1951	— 570	— 100	— 670
1952	— 698	+ 39	— 659
1953	— 436	+ 216	— 220
1954	— 236	+ 430	+ 194

(1) Pour plus de détails, voir le supplément au *Bulletin mensuel de statistique:* janvier-mars 1953.
(2) Y compris solde de payements des T. O. M. avec l'étranger.
N. B. — Notre balance commerciale est en déficit chronique, avec des pointes lors des après-guerres. Mais le déficit est du même ordre de grandeur en 1910-1913, en 1927-1938 et au cours des années récentes 1949-1951.
C'est dans la balance des opérations non commerciales que des changements de structure apparaissent; constamment créditrice avant 1938, cette balance est déficitaire après la dernière guerre et jusqu'en 1951, elle est positive depuis. L'évolution de ces éléments mérite examen.

Balance des opérations non commerciales.

(Unité: millions de dollars) (1).

ANNÉES	VOYAGEURS et touristes.	TRANSPORTS et assurances.	REVENU du capital.	AUTRES postes.	TOTAL
1910-1913	+ 190	+ 110	+ 500	0	+ 800
1920	+ 240	+ 360	+ 170	— 270	+ 500
1921-1926	+ 460	+ 180	+ 180	— 200	+ 620
1927-1931	+ 450	+ 200	+ 260	— 220	+ 690
1932-1935	+ 140	+ 110	+ 140	— 70	+ 320
1936-1938	+ 80	+ 80	+ 230	— 30	+ 360
1945-1948	+ 10	— 200	+ 80	— 50	— 160
1949-1951	+ 110	— 200	+ 60	— 70	— 100
1952	+ 19	— 196	+ 47	(2) + 165	+ 38
1953	— 13	— 138	+ 50	(2) + 317	+ 216
1954	+ 54	— 108	+ 39	(2) + 445	+ 430

(1) Pour plus de détails, voir le supplément au *Bulletin mensuel de statistique:* janvier-mars 1953.
(2) Opérations des gouvernements étrangers surtout.
Source: I. N. S. E. E.

4. Position de la zone franc a l'Union européenne des paiements

Evolution de la position nette cumulative de la zone franc à l'Union européenne des paiements.

(En millions de dollars, unités de compte.)

DÉSIGNATION	1955 Janvier.	Février.	Mars.	Avril.
Position nette cumulative (en fin de mois).	— 966,9	— 949,6	— 923,3	— 912,5
Utilisation du quota:				
Crédit reçu	159,2	157,1	155	152,9
Or versé	361,1	361,1	361,1	361,1
Position nette mensuelle	+ 6,3	+ 17,3	+ 26,3	+ 10,9

DÉSIGNATION	1955 Mai.	Juin.	Juillet.	Août.
Position nette cumulative (en fin de mois).	— 904,2	— 882,5	— 856,1	— 834,8
Utilisation du quota:				
Crédit reçu	150,9	148,2	146,8	144,8
Or versé	361,1	361,1	361,1	361,1
Position nette mensuelle	+ 8,2	+ 21,7	+ 26,4	+ 21,3

DÉSIGNATION	1955 Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.
Position nette cumulative (en fin de mois).	— 818,1	— 838,2	— 834,6	841,2
Utilisation du quota:				
Crédit reçu	142,7	140,7	138,7	86,6
Or versé	361,1	308,1	304,4	361,1
Position nette mensuelle	+ 16,7	— 20,1	+ 3,6	— 6,6

DÉSIGNATION	1956 Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
Position nette cumulative (en fin de mois).	— 896,7	— 905,5	— 957,3	— 991,2	— 1019,5
Utilisation du quota:					
Crédit reçu	84,5	82,5	80,5	78,6	76,6
Or versé	416,6	425,3	477,2	511,1	539,4
Position nette mensuelle	— 55,5	— 8,1	— 51,8	— 33,9	— 28,3

Source: O. E. C. E. - I. N. S. E. E.

5. Balance du tourisme

Balance officielle en devises (office des changes).

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	(Millions de dollars.)					
Recettes (étrangers en France)	128	186	188	136	124	185
Dépenses (Français à l'étranger)	— 22	— 44	— 113	— 116	— 137	— 131
	+ 106	+ 142	+ 75	+ 20	— 13	+ 54

Estimations globales de la direction générale du tourisme.

Dépenses des touristes étrangers en France.

DÉSIGNATION	1949	1950	1951
	(Millions de dollars.)		
Dépenses comptabilisées par l'office des changes.	128	186	188
Autres dépenses	128	128	160
Total	256	314	348

DÉSIGNATION	1952	1953	1954
	(Millions de dollars.)		
Dépenses comptabilisées par l'office des changes.	136	174	185
Autres dépenses	214	217	(1) 200 environ.
Total	350	391	

(1) Evaluation.

IV. — PRIX. — COUT DE LA VIE

1° PRIX

a) Prix de gros.

Observations préalables

Les indices des prix de gros permettent de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur du circuit de la production et de la distribution.

L'indice publié par l'I. N. S. E. E. sur une base de 100 en 1949 suivait les variations des cours de 319 articles, choisis parmi ceux faisant l'objet des transactions « les plus importantes, les plus constantes ou les plus faciles à observer ». Des aménagements successifs de la liste des articles de référence de l'indice ont porté le niveau de ceux-ci à 373 en janvier 1953 et 488 en janvier 1954.

Un même produit peut figurer dans l'indice à chacun des stades successifs de sa préparation, mais sans qu'il y ait double emploi dans les pondérations (celles-ci étant établies d'après les transactions au dernier stade de vente en gros en 1949).

Les transactions sur les matières premières et les produits demi-finis sont assez bien représentées. Par contre, peu de produits manufacturés ont pu être considérés; ainsi l'indice métallurgique ne concerne que quelques produits finis peu ouvragés, tels que rails, poutrelles et tubes.

L'indice général des prix de gros recouvre trois secteurs essentiels: alimentaire (54 articles), énergétique (58 articles), industriel (207 articles). L'indice des prix des produits alimentaires est basé sur les prix du commerce de gros et ne saurait donc représenter les prix agricoles à la production. Aucune correction saisonnière n'est faite en raison de l'influence des conditions économiques générales, au moins aussi actives que les facteurs saisonniers, malgré l'intérêt reconnu d'un indice tenant compte de ces facteurs.

Les prix retenus sont soit des prix officiels, lorsqu'ils existent, soit, en général, les derniers en cours connus à la fin de chaque mois. Les taxes sont incluses le plus souvent possible.

1. Indice général (488 articles).

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (septembre)	IV (décembre)
1951	134	137,6	137,4	151,5
1952	149,3	143	142,6	140,5
1953	139,7	138,6	137,9	138
1954	136,3	134,8	134,6	135,2
1955	135,2	133,3	136,6	137,7
1956	140,7	(140,9)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 108,3. — 1951 = 138,3. — 1952 = 144,9. — 1953 = 138,3. — 1954 = 135,9. — 1955 = 135,7.

Source: I. N. S. E. E.

2. Indices partiels par branches de production

Indice du dernier mois du trimestre (1949 = 100).

Produits alimentaires.

(112 articles.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	122,9	118,9	123,8	124
1956:	127,4	(128,3)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 103,2. 1951 = 119,7. 1952 = 131. 1953 = 125,3. 1954 = 124,6. 1955 = 122,6.

Combustibles et énergie.

(57 articles.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	138,8	138,4	140,1	141
1956:	192,8	(142,1)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 105,6. 1951 = 126,7. 1952 = 142,3. 1953 = 138,5. 1954 = 138,8. 1955 = 139,5.

Produits industriels.

(319 articles.)

Ensemble.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	145	144,5	146,7	148,7
1956:	150,7	(151,7)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 113,7. 1951 = 158,7. 1952 = 158,2. 1953 = 149,8. 1954 = 145,1. 1955 = 145,9.

Produits chimiques.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	138,1	135,6	136,5	137,6
1956:	138,4	(136,6)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 104,2. 1951 = 128,7. 1952 = 148,9. 1953 = 141,7. 1954 = 138,7. 1955 = 136,9.

Produits métallurgiques.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	156,2	158	162,7	167,9
1956:	171,9	(170,1)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 104,9. 1951 = 134,6. 1952 = 161,8. 1953 = 158,1. 1954 = 149,8. 1955 = 159,5.

Caoutchouc.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	158,3	168	184,4	185,3
1956:	170,8	(167,6)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 211. 1951 = 211. 1952 = 185. 1953 = 158,3. 1954 = 148,5. 1955 = 171,9.

Corps gras industriels.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	86,5	84,3	85,2	85
1956:	87,6	(87,1)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 97,2. 1951 = 112,2. 1952 = 93,7. 1953 = 94,9. 1954 = 88,7. 1955 = 85,6.

Bois

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	199,7	200	211	217
1956:	224	(228)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 104,1. 1951 = 181,7. 1952 = 219. 1953 = 204. 1954 = 198,9. 1955 = 201.

Cuirs.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	84,3	83,5	85,4	89,4
1956:	91,1	(90,8)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 124,8. 1951 = 124,9. 1952 = 91,2. 1953 = 94,8. 1954 = 87,2. 1955 = 85.

Textiles.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	128,3	125,4	121,2	120,1
1956:	122,1	(126,7)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 135,7. 1951 = 184,4. 1952 = 144. 1953 = 137,3. 1954 = 134,4. 1955 = 124,7.

Pâtes à papier.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	174,7	176,3	176	177
1956:	178,3	(178,3)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 110,1. 1951 = 256. 1952 = 222. 1953 = 174,4. 1954 = 178. 1955 = 175,9.

Source: I. N. S. E. E.

3. Indices des matières premières industrielles (73 articles).

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (septembre)	IV (décembre)
1955.....	159	159,9	164,7	167,6
1956.....	169,5	(170,1)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 125,2. — 1951 = 188,4. — 1952 = 175,4. — 1953 = 166. — 1954 = 159,4. — 1955 = 162,2.

Source: I. N. S. E. E.

4. Indices des produits importés

Ensemble (43 articles).

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	135,8	137,8	138,1	126,8
1956:	137,5	(138,9)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 132,5. 1951 = 181,5. 1952 = 154,1. 1953 = 141,4. 1954 = 142,6. 1955 = 137,2.

Matières premières industrielles importées.

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	140,4	142,6	143,4	141,8
1956:	142,8	(143,2)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 145,7. 1951 = 212. 1952 = 158,4. 1953 = 145,2. 1954 = 142,9. 1955 = 141,7.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — (Voir plus loin l'évolution des indices U. S. A. et Grande-Bretagne). Cet indice *ne constitue pas un indice des prix* à l'importation; les cours ne sont pas, en effet, observés toujours directement au stade de l'importation et, d'autre part, seules les marchandises donnant lieu à des échanges réguliers et stables ont été prises en considération.

L'indice a donc la signification limitée d'un indice des *prix intérieurs de certains produits importés*. Il permet d'observer le *sens des tendances*, d'autant plus qu'il concerne surtout des matières premières.

5. Indices des fruits et légumes frais a Paris

	I (mars)	II (juin)	III (septembre)	IV (décembre)
1955.....	114,5	137,3	114,3	127,6
1956.....	177,7	(241)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 97,4. — 1951 = 104. — 1952 = 118,7. — 1953 = 112,8. — 1954 = 126,2. — 1955 = 123,4.

Source: I. N. S. E. E. (Sur la base 1938 = 1 le niveau de 1949 est à 19.)

6. Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie

(Prix départ usine, toutes taxes comprises, relevés le 15 de chaque mois auprès d'un échantillon de producteurs par un syndicat professionnel; livraison à certaines collectivités (intendance...) exclues; coefficients de pondération établis sur évaluation des productions commercialisées en 1953; aux prix en vigueur en 1949.)

Moyenne mensuelle (1949 = 100).

	I	II	III	IV
1955.....	128	128	129	128
1956.....	126			

Moyenne mensuelle: 1950 = 97,5. — 1951 = 128,3. — 1952 = 129,7. — 1953 = 123,9. — 1954 = 126,7. — 1955 = 128.

	1950 —	1951 —	1952 —	1953 —
Evolution des prix du bétail sur pied.	93	131,7	133,1	112
Evolution des prix du porc sur pied...	95	142,7	136	120

Source: I. N. S. E. E.

b) Indices des prix de détail.

OBSERVATIONS PRÉALABLES SUR LA COMPOSITION ET L'UTILISATION DES INDICES

Deux indices des prix de détail sont publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques, l'un pour Paris, l'autre pour dix-sept villes de province.

1. L'indice *pour Paris* est un indice *des prix à la consommation familiale pour une famille de quatre personnes de condition modeste*, dont deux enfants à charge de moins de seize ans et dont le chef de famille salarié a une qualification professionnelle inférieure à celle de contremaître pour l'industrie et de comptable pour le commerce ou l'administration.

Les articles de référence se répartissent en cinq groupes:

Alimentation (41 articles, à l'exclusion des légumes et des fruits frais).

Chauffage et éclairage (7 articles: trois variétés de charbon, gaz de ville et trois tarifs d'électricité).

Produits manufacturés (115 articles: ménage, entretien, outillage, mobiliers, lingerie, habillement et chaussures).

Services (47 articles ou tarifs: loyers, transports, P. T. T., ressemelages, blanchissage, coiffeur, bains, instruction, soins médicaux, distractions...).

Divers (3 articles: tabac, cigarettes, journaux).

Au total, 213 articles, avec les pondérations suivantes, par groupes:

Alimentation	68 p. 100.
Chauffage et éclairage	4 —
Produits manufacturés	40 —
Services	15 —
Divers	3 —
	100 p. 100.

Les prix des denrées alimentaires, des produits manufacturés et de certains services sont relevés périodiquement par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.; les prix et tarifs officiels ou imposés (transports, P. T. T., eau, gaz, électricité, tabac, etc.) sont constatés par les publications officielles.

Les prix de base correspondent à l'année 1949.

Les fruits et légumes frais étant exclus de l'indice d'ensemble, en raison des variations saisonnières importantes de leurs prix et des conditions très particulières de ce marché, un indice particulier est calculé et publié isolément.

2. L'indice pour *dix-sept villes de province* est établi dans des conditions analogues, pour l'ensemble des villes sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E., soit Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Il comprend un nombre moyen de 183 articles dont:

Trente-six produits alimentaires.

Cinq articles de chauffage et éclairage.

Cent onze produits manufacturés.

Vingt-huit « services » et trois « divers ».

La spécification exacte des articles varie en fonction des habitudes et des disponibilités locales et n'est donc pas celle adoptée pour Paris.

Les relevés de prix sont effectués par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.

Les pondérations par groupes sont les mêmes que celles retenues pour l'indice parisien.

Ces deux indices ne sont *pas des indices de dépenses*. Ils sont en effet calculés à partir des budgets-types invariables correspondant à des habitudes de consommation à une époque donnée: ils mesurent les variations du pouvoir d'achat de la monnaie pour la catégorie de consommateurs considérée dont les besoins sont supposés constants pendant toute la période de calcul de l'indice.

1. INDICE D'ENSEMBLE DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	*Ensemble 17 villes importantes de province.* I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	144,9	144,7	144,5	146,3	144,8	145,2	145,1	148,3
1956:	148,1							

	Paris.	*Ensemble 17 villes importantes de province.*
Moyenne mensuelle: 1950	= 111,2.	= 107,2.
1951	= 130,1.	= 129,3.
1952	= 145,4.	= 145,4.
1953	= 143,7.	= 143,1.
1954	= 143,3.	= 143,8.
1955	= 144,9.	= 145,9.

Source: I. N. S. E. E.

2. INDICE DU PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	*Ensemble 17 villes importantes de province.* I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	136,1	136	135	137,7	135	135,5	134,4	139
1956:	139,6							

	Paris.	*Ensemble 17 villes importantes de province.*
Moyenne mensuelle: 1950	= 110,6.	= 105,9.
1951	= 128.	= 121,5.
1952	= 140,7.	= 138,3.
1953	= 137,4.	= 136,4.
1954	= 135.	= 134,5.
1955	= 135,9.	= 135,6.

Source: I. N. S. E. E.

3. INDICE DU PRIX DES OBJETS MANUFACTURÉS

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	*Ensemble 17 villes importantes de province.* I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	126,3	126,3	126,6	127,4	128	127,9	128,2	128,8
1956:	127,6							

	Paris.	*Ensemble 17 villes importantes de province.*
Moyenne mensuelle: 1950	= 102	= 100,9.
1951	= 121,4.	= 127,5.
1952	= 131.	= 136,5.
1953	= 126,5.	= 129,7.
1954	= 126,3.	= 128,4.
1955	= 126,5.	= 128,2.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Un indice beaucoup plus complet est donné plus loin.

4. INDICE DU PRIX DU CHAUFFAGE ET DE L'ÉCLAIRAGE

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	*Province* (17 villes). I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	171,4	168,7	168,8	170,7	174,5	172,6	172,2	171,6
1956:	171,2	(159,9)						

	Paris.	*Province* (17 villes).
Moyenne mensuelle: 1950	= 109,8.	= 108,5.
1951	= 146,9.	= 146,1.
1952	= 172,5.	= 172,6.
1953	= 171,8.	= 173.
1954	= 171,8.	= 173,6.
Source: I. N. S. E. E. 1955	= 170,2.	= 172,7.

5. INDICE DU PRIX DES SERVICES

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	*Province* (17 villes). I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	197	197	199	199	196,4	197,6	201,3	204,5
1956:	203							

	Paris.	*Province* (17 villes).
Moyenne mensuelle: 1950	= 124.	= 118,4.
1951	= 147,4.	= 148,7.
1952	= 176.	= 174,9.
1953	= 184.	= 180,6.
1954	= 190.	= 189,3.
Source: I. N. S. E. E. 1955	= 198.	= 199,9.

6. INDICE « FRUITS ET LÉGUMES FRAIS »

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	*Province* (17 villes). I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1955:	139,2	158,5	136,3	144,7	130,4	156,3	132,4	144,5
1956:	197,7							

	Paris.	*Province* (17 villes).
Moyenne mensuelle: 1950	= 103,3	= 101,9.
1951	= 114,9.	= 108,9.
1952	= 136,1.	= 132,6.
1953	= 129,2.	= 127,5.
1954	= 144,6.	= 141,3.
Source: I. N. S. E. E. 1955	= 144,7.	= 140,2.

N. B. — Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers dont la composition varie chaque mois, au prix de ces même paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

7. Indices annuels d'ensemble des prix de détail

(1949 = 100.)

Pondération	Désignation	1950 Paris.	1950 Province.	1951 Paris.	1951 Province.
4,4	Légumes	104,6	103,1	111,4	103,3
3,6	Fruits	102,1	100,4	118,8	115,9
8	Fruits et légumes	103,3	101,9	114,9	108,9
100	Prix à la consommation familiale	111,2	107,2	130,1	129,4
		108 (1)		129,5 (1)	
108	Indice global	110,6	106,8	129	127,8

Pondération	Désignation	1952 Paris.	1952 Province.	1953 Paris.	1953 Province.
4,4	Légumes	143,9	138,6	131,6	131,7
3,6	Fruits	128,3	125,2	124,4	122,3
8	Fruits et légumes	136,1	132,6	129,2	127,5
100	Prix à la consommation familiale	145,4	145,4	143,7	143,1
		145,4 (1)		143,2 (1)	
108	Indice global	144,7	144,5	142,6	142

Désignation	1954 Paris.	1954 Province.	1955 Paris.	1955 Province.
Légumes	142,7	141,2	152,2	146,4
Fruits	145,2	141,6	136	132,4
Fruits et légumes	144,6	141,3	144,7	140,2
Prix à la sonsommation familiale	143,3	143,8	144,9	145,9
	143,7 (1)		145,7 (1)	
Indice global	143,4	143,6	144,9	143,5

(1) Pondérations: Paris: 1; province: 4.

Source: I. N. S. E. E.

c) Evolution des indices de prix sur la base 100 en 1938.

L'institut national de la statistique et des études économiques a déterminé les possibilités de *raccord des nouveaux indices de prix, publiés sur une base de 100 en 1949, aux séries anciennes établies sur une base 100 en 1938* (indice des prix de détail des 34 articles et indice des prix de gros des 135 articles).

Deux méthodes de calcul ont été employées. L'une a déterminé les les coefficients correspondant aux valeurs moyennes, en 1949, des anciens indices de prix mesurés, sur la base 1 en 1938. L'autre méthode établit le niveau qu'auraient eu, en 1949, les nouveaux indices sur une base 1 en 1938.

Les coefficients donnés ci-après résultent des *moyennes* géométriques des valeurs fournies par les deux méthodes de calcul (anciens indices base 1 en 1938, et nouveaux indices base 1 en 1938). Ces moyennes tiennent compte, avec une même importance, des conditions économiques de 1938 et de 1949, et apportent donc une estimation correcte du niveau moyen des prix dans les principaux secteurs en 1949, par rapport à 1938. Leur utilisation a été limitée à la comparaison directe 1938-1949, par suite de l'absence d'études valables sur la structure des productions et des consommations pour les années intermédiaires.

Pour avoir une indication valable sur le *niveau moyen des prix en 1949 sur la base 1 en 1938*, il suffit donc de multiplier les indices publiés sur la base 100 en 1949 par les coefficients suivants (colonne de gauche):

1. Indice des prix a la consommation familiale a Paris (1)

N. B. — Les coefficients de la colonne de gauche sont à la moyenne géométrique des coefficients ancien et nouvel indice.

		Ancien indice (2).	Nouvel indice.
Ensemble	16,3	17	15,7
Produits alimentaires	17,4	18.1	16,8
Chauffage, éclairage	13,2	13,8	12,6
Objets manufacturés	25	»	»
Services	9,7	10,2	9,2

	Ancien indice des 34 articles. Paris.	Province (3).
Ensemble	18.17	20,17
Produits alimentaires	18,14	19,90
Objets manufacturés	13,76	15,95
Services	»	»

N. B. 1. — Pour l'utilisation des indices dans les contrats indexés conclus entre 1938 et 1949, on peut multiplier l'indice base 100 en 1949 par la valeur de l'ancien indice (18,17) en 1949. *Mais pour mesurer le niveau moyen des prix actuels par rapport à 1933, il faut* tenir compte de l'évolution des structures de production et de consommation et donc utiliser le coefficient 16,3 pour l'indice d'ensemble et les coefficients correspondants pour les indices composants.

N. B. 2. — La transformation des indices des prix de détail des 34 articles, base 100 en 1938, en indices base 100 en 1914, s'effectue en multipliant les valeurs des indices base 100 en 1938 par:

7,06 pour l'indice Paris (alimentation, 7,06; chauffage, éclairage, 6,60).

6,58 pour l'indice province (alimentation, 6,57; chauffage, éclairage, 6,80).

On peut aussi multiplier les coefficients de l'indice des 34 articles (18,17 et 20,17 par les coefficients ci-contre).

2. Indice du prix de détail a Paris des fruits et légumes frais

Sur la base 1 en 1938, l'indice est à 19 en 1949.

3. Indice des prix de gros

(Soit pour 1953 x 25,5.)

Ensemble	18,3
Produits alimentaires	17,9
Combustibles et énergie	17,4
Produits industriels	19,8
Matières premières industrielles	19,8
Produits importés	20,5
Matières premières industrielles importées	21,5 (4)

N. B. — Ces coefficients sont la moyenne géométrique des coefficients ci-après:

	Ancien indice.	Nouvel indice
Ensemble	19,17	17,8
Produits alimentaires	17,2	17,6
Combustibles et énergie	18,2	16,6
Matières premières industrielles	21,3	18,4
Produits importés	21,8	18
Produits industriels	19,2	21,8
Matières premières industrielles importées	25,8	24,5

(1) L'absence de documentation sur les prix en 1938 des articles de référence des nouveaux indices pour la province ne permet pas de procéder à une estimation analogue des variations de prix 1938-1949. La seule comparaison possible consiste à rapprocher les niveaux des indices des prix des 34 articles.

La moyenne des indices des prix des 34 articles en 1949 pour l'ensemble des villes de plus de 10.000 habitants sur une base 100 en 1938 se situe au niveau 2017 contre 1817 à Paris. Cet écart de 117 p. 100 se réduit à 10 p. 100 (1938 environ contre 1817 à Paris, en ne retenant pour la province que les 17 villes sièges des directions régionales I. N. S. E. E.). La tendance inverse a prévalu ensuite jusqu'en 1952, les prix de Paris s'élevant davantage que les prix observés en province.

M. A. Sauvy a proposé les raccords suivants, pour 1949, pour l'indice des 213 articles:

	1938	1949	
Prix à Paris	100	1630	1630
Province	100	1760-1810, soit 1785 (moyenne).	
France	100	1730-1770, soit 1751 (moyenne).	

(2) Ancien indice calculé sur la base 1 en 1938 d'après une estimation nouvelle des pondérations.

(3) Province: 17 villes sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E. (20, 17 en prenant l'ensemble des villes de plus de 10.000 habitants).

(4) D'après la composition du nouvel indice, l'ancien était peu représentatif à cet égard.

4. Evolution des indices des prix de détail
(34 articles, base 100 en 1938.)
(Moyenne mensuelle.)

Paris.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—	—
Ensemble	1817	1945	2280	2464	2420	2402
Alimentation (29 art.).	1814	1955	2260	2472	2428	2411
Chauffage et éclairage.	1376	1519	2007	2354	2382	2401

Province.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—	—
		(1)				
Ensemble	2033	2125	2407	2724	2680	2658
Alimentation (29 art.).	2009	2116	2359	2700	2662	2642
Chauffage et éclairage.	1597	1714	2235	2661	2661	2690

N. B. — La transformation des indices des prix de détail des 34 articles, base 100 en 1938, en indices, base 100 en 1914, s'effectue en multipliant les valeurs des indices base 100 en 1938 par : 7,06 pour l'indice Paris, 6,58 pour l'indice province.

Evolution, depuis 1914, des indices des 34 articles
(très approximatif).

	1914	1938		1949		1954
	—	—		—		—
Ensemble :						
Province ..	1	6,58	(×20,17)	133	(×1,31)	174
Paris	1	7,06	(×18,17)	128	(×1,32)	169
Alimentation :						
Paris	1	7,06	(×18.14)	128	(×1.33)	170
Province ..	1	6,57	(×19,90)	131	(×1,32)	172
Chauffage-éclairage :						
Paris	1	6,60	(×13,76)	90,8	(×1,74)	158
Province ..	1	6,80	(×15,95)	108,5	(×1,68)	182

d) Indices des prix des véhicules à moteur.

Ces indices se rapportent aux ventes sur le marché intérieur des produits de l'industrie française des automobiles et des motocycles, vélomoteurs et cyclomoteurs pour les principaux modèles des grandes firmes.

Les coefficients de pondération sont établis d'après la valeur des différentes productions, calculée au tarif moyen de 1949 et compte tenu du nombre moyen annuel de véhicules livrés sur le marché français en 1949 et 1951 (l'année 1949 ne représentant pas une activité normale pour certains modèles nouveaux).

Ces tarifs adoptés correspondent aux prix-client départ usine. Ils ne comprennent ni les frais de sortie d'usine, ni le montant de la taxe locale. Des accords de prix ont été effectués pour tenir compte du prix de revient des modifications apportés à certains modèles.

(Moyenne 1949 = 100.) (Moyenne mensuelle.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
54	Voitures particulières..	103,8	126,8	146,4	142,3
33	Véhicules utilitaires...	104,2	134,2	155,6	154,5
13	Motocycles	106,1	124,9	145,5	143,6
100	Ensemble.....	104,2	129	149,3	147

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1954	1955	1956	
				Mars.	Juin.
54	Voitures particulières..	143,3	140,3	142,3	142,3
33	Véhicules utilitaires...	154,5	151,5	155,5	160,4
13	Motocycles	143,6	135,8	137,6	137,6
100	Ensemble.....	145,6	143,7	146,8	147

Source : I. N. S. E. E.

(1) Prix de détail pour l'ensemble des chefs-lieux de départements et villes de plus de 10.000 habitants.

e) Indices des prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager.

Ces indices ont pour objet de représenter, de façon plus complète, les variations des cours des appareils ménagers, qui constituent une part importante de la construction mécanique et électrique, et ne sont compris que pour une petite fraction dans l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles), établi pour suivre l'évolution des prix des denrées et services communément utilisés par les familles de condition modeste.

L'indice exclut les installations de chauffage central et les éléments constituant les salles de bains, mis généralement par le propriétaire à la disposition des occupants. Il comprend huit groupes distincts d'appareils, comprenant au total 191 modèles différents. Les indices de groupe sont des moyennes arithmétiques simples des indices établis pour chaque modèle de référence. L'indice d'ensemble est une moyenne arithmétique pondérée des indices de groupes. Les coefficients de pondération attribués aux groupes ont été déterminés compte tenu des chiffres d'affaires des producteurs français en 1950 et de la valeur des importations à la même date. Les appareils ménagers étant soumis à de fréquentes modifications de construction et de présentation, de nombreux raccords ont dû être effectués entre séries de prix légèrement différentes. Les prix retenus sont ceux affichés par les concessionnaires ou ceux découlant des barèmes établis par les fabricants majorés du montant des taxes applicables à la vente au détail.

Ces indices sont donnés avec une marge d'erreur qui n'est pas négligeable.

(1949 = 100.) (Moyenne.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
17	Appareils chauffage (38)	104,4	136,6	160,5	157,4
27	Cuisinières (35).....	105,3	139	167,3	163,1
6	Réfrigérateurs (18).....	102,9	116,3	120,9	116,4
5	Aspirateurs-cireuses (21)	105,4	124,8	114,7	142,2
4	Machines à laver (15)..	108,5	135,5	153,8	153,3
6	Petits appareils (29)....	105,7	130,2	151,6	148,4
9	Machines à coudre (10).	110,7	127,1	142,4	141,1
26	Récepteurs radio (25)..	102,1	124	143,6	141,4
100	Ensemble (191)...	104,8	130,9	152,2	149,4

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1954	1955	1956	
				Mars.	Juin.
17	Appareils chauffage (38)	154,2	155,7	157,8	158,3
27	Cuisinières (35).....	161	162,9	166,1	165,3
6	Réfrigérateurs (18).....	109,2	103,6	100,1	102,4
5	Aspirateurs-cireuses (21)	141,7	142	142,5	143,6
4	Machines à laver (15)..	152,7	153,1	154,9	154,5
6	Petits appareils (29)....	147,2	146,8	147,5	147,5
9	Machines à coudre (10).	143,2	145,3	146,7	146
26	Récepteurs radio (25)..	138,1	136,8	136,5	136,3
100	Ensemble (191)...	147,1	147,2	148,5	148,2

Nota. — Nombre d'articles entre parenthèses.

Source : I. N. S. E. E.

f) **Indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles.**

(1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954
192	Energie	102,9	113,1	115,2	113,5	114
140	Entretien et renouvellement des bâtiments.	102,8	135,2	152,4	142,9	139,7
310	Engrais et antiparasitaires	103,1	124,8	147,1	137,8	132,7
255	Machines et outils	101,6	130,3	151,1	150,4	138,5
103	Divers	106,3	160	171,6	154,5	147,6
1.000	Ensemble	103	129,1	145,3	138,8	133,1

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1956	
		Mars.	Juin.
192	Energie	112,1	112,4
140	Entretien et renouvellement des bâtiments.	147,2	149,3
310	Engrais et antiparasitaires	129,2	121,83
255	Machines et outils	138	139,6
103	Divers	144,4	143,8
1.000	Ensemble	132,3	130,5

Source : I. N. S. E. E.

g) **Indice des recettes des spectacles à Paris.**

(Indice corrigé des variations de prix.) (1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
20,36	Théâtres	83	93	91	76
1,62	Chansonniers	123	123	137	166
11,48	Music-halls	95	111	117	125
3,57	Théâtres nationaux	81	97	91	93
3,05	Sports	104	111	94	82
1,63	Courses de chevaux	98	104	111	114
58,59	Cinemas	86	89	83	82
100	Ensemble	88	94	90	88

Source : I. N. S. E. E.

h) **Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.**

N. B. — L'indice est établi d'après les articles réellement en vente chaque année à Paris par les pharmaciens au mois de février.

Indices des prix de 100 spécialités remboursées par la sécurité sociale.		*Indice des prix des produits antibiotiques.*	
1949	100	1949	100
1950	115	1950	78
1951	132	1951	64
1952	164	1952	62
1953	161	1953	51
1954	161	1954	46
1955	161	1955	43

Source : I. N. S. E. E.

i) **Comparaison des indices de prix de gros et des indices des prix de détail.**

Pour que cette comparaison soit valable, surtout si l'on veut en tirer des conclusions sur les variations du coût de la distribution, elle doit *porter sur des groupes ayant une composition semblable.*

Or, précise l'Institut national de la statistique et des études économiques, ... « les indices de prix de gros et de détail basés, l'un sur les disponibilités nationales, l'autre sur les consommations familiales, présentent des différences de structure très importantes. En particulier les denrées alimentaires constituent 40 p. 100 des pondérations de l'indice d'ensemble des prix de détail. Les services qui ne figurent pas dans l'indice des prix de gros représentent 15 p. 100 du budget-type de consommation familiale.

« D'autre part, les marchandises retenues pour l'indice des prix de gros sont observées à des stades différents de fabrication, le stade final étant fréquemment omis; elles correspondent à des biens d'équipement comme à des biens de consommation; le montant des taxes fiscales n'est pas toujours compris dans les cours enregistrés. Pour l'indice des prix de détail, les articles sont observés au stade final de la production et de la commercialisation et sont tous des biens de consommation.

« Aussi, la comparaison des indices d'ensemble ne saurait être complètement légitime que pour mesurer les différences du pouvoir d'achat de la monnaie sur les marchés de gros, d'une part, pour les salariés, d'autre part.

« Des rapprochements plus utiles peuvent être effectués entre prix de produits particuliers ou indices partiels; dans ce dernier cas, les conclusions ne sauraient être esquissées qu'après consultation de la liste des articles et de leurs pondérations ».

j) **Indice des prix de détail des objets manufacturés.**

L'indice des prix à la consommation familiale ne comprenant que 115 objets manufacturés, échantillon insuffisamment représentatif, l'I. N. S. E. E. a calculé un indice annuel portant sur 1.173 articles témoins, d'après le dépouillement du catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance.

Indices annuels des prix de détail de certains objets manufacturés (1).

(Base 100 en 1949.)

NUMÉRO du groupe.	GROUPES	NOMBRE d'articles.	INDICES 1950	1951	1952	1953	1954	1955
1	Articles de cuisine, chauffage	107	94,4	118,9	142,9	135,4	135,1	134,8
2	Articles de ménage et d'équipement ménager	51	98,9	118,2	139,7	131,4	131,4	130
3	Mobilier et literie, y compris tapis	31	90,5	126,5	139,0	130,1	132,4	132,8
4	Produits d'entretien et de toilette, y compris parfumerie	62	105,5	134,4	153,7	151,2	148,8	147,6
5	Papeterie, articles de bureau	97	106,4	143,0	165,5	155,4	150,9	151,8
6	Librairie (ouvrages techniques)	56	123,0	142,3	177,5	183,4	191,1	194,8
7	Maroquinerie et articles de voyage	50	97,6	122,3	134,1	127,6	126,8	127
8	Petit outillage, quincaillerie, éclairage	153	107,9	136,6	168,6	155,4	154,6	155
9	Petit outillage agricole, jardinage	61	107,1	135,4	173,2	166,0	161,2	159,6
10	Armes, munitions, accessoires de chasse	98	113,4	137,1	166,4	162,4	157,6	157,2
11	Cycles, sports, camping	102	105,8	135,7	156,8	150,5	146,7	143
12	Jeux et jouets	50	105,7	137,5	171,0	162,2	161,3	157,8
13	Articles et engins de pêche, bateaux	66	110,6	143,2	169,8	164,3	160,6	160,1
14	Photographie, optique, instruments de mesure	67	113,8	141,2	171,8	161,9	161,9	164,9
15	Lingerie, bonneterie, mercerie	75	98,5	131,3	125,9	111,3	111,8	110,4
16	Habillement, chaussures	53	95,4	127,1	126,0	118,2	114,6	115
	Ensemble	1.173	105,4	133,9	157,0	149,3	147,6	147,3

(1) D'après le catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance

k) Etude du prix de revient des principales industries.

Une enquête de l'Institut national de la statistique et des études économiques en 1953 a établi, avec une approximation acceptable, que pour une valeur de 100 F de produits fabriqués, le prix de revient moyen dans l'ensemble de la fabrication française se divisait en nombres ronds, comme suit:

3 F pour l'intérêt du *capital immobilisé* (immeubles et machines), l'intérêt calculé à raison de 5 p. 100 de la valeur vénale de l'établissement;
15 F pour la *main-d'œuvre* (multiplication du nombre moyen des ouvriers employés par leur salaire journalier et la journée de travail effectif);
55 F pour l'achat des *matières premières;*
7 F pour le *combustible;*
20 F pour les *frais* d'administration, les impôts, les assurances, l'entretien, les *bénéfices.*

100 F.

Cette répartition est une moyenne en nombres ronds.

On trouvera ci-après une répartition détaillée par groupe d'industries:

(Unité: francs, centime.)

NUMÉRO d'ordre.	DÉSIGNATION des groupes.	POUR 100 FRANCS de produits fabriqués (1). Intérêt du capital immobilier.	Main-d'œuvre.	Matière première.	Combustibles.	Administration, assurances, etc.
1	Industrie textile.....	1,46	12,01	68,46	1,34	16,73
2	Industrie extractive....	18,01	41,41	15,84	5,17	19,57
3	Métallurgie	2,47	12,65	45,26	23,29	16,33
4	Objets en métal.....	1,91	19,61	45,16	3,39	29,93
5	Industrie du cuir.....	1,16	6,17	75,86	0,78	16,03
6	Industrie du bois.....	1,08	7,20	59,63	1,50	30,59
7	Céramique	2,73	31,01	23,09	16,98	26,19
8	Produits chimiques....	1,90	5,41	62,46	4,39	25,84
9	Bâtiment	2,87	12,33	48,70	14,46	21,64
10	Eclairage	7,10	3,04	68,21	2,65	19,00
11	Ameublement	6,06	21,97	36,96	12,16	22,85
12	Habillement et toilette.	1,04	22,32	53,44	0,50	22,70
13	Alimentation	1,20	2,82	75,87	2,64	17,47
14	Moyens de transport...	2,23	28,73	48,17	3,28	17,59
15	Sciences, lettres et arts	2,01	31,52	46,72	3,18	16,57
16	Luxe et plaisir.....	0,73	15,62	62,05	1,15	20,45
	Moyennes générales.	2,45	13,75	58,45	6,42	18,93
		100 francs.				

(1) Ce tableau est le résumé des renseignements fournis par 5.000 bulletins, qui se sont recommandés à notre choix par l'étendue et la précision des détails. Ces bulletins représentent, dans leur ensemble, un chiffre d'affaires de 754 millions de francs et comprennent les industries les plus variées.

Source: I. N. S. E. E.

l) Indice du coût de la construction.

Immeubles à usage d'habitation.

(IVe trimestre 1953=100.) (Moyenne trimestrielle.)

	I (février)	II (mai)	III (août)	IV (novembre)
1954	99	100	98	98
	99			
1955	98	101	104	106
1956	111	103		

N. B. — Si 1944 = 1: 1938 = 9,78; 1954 = 237 (soit base IVe trimestre 1953 = 239).

Source: M. R. L.

m) Indice des prix de transport S. N. C. F.

Prix payés par l'usager.

Date d'application des tarifs.	PRIX MOYEN DU VOYAGEUR-KILOMETRE. Grandes lignes. 1re cl. (Indice brut)	2e cl. (Indice brut)	3e cl. (Indice brut)	Banlieue Paris. Indice pondéré.	Ensemble.	PRIX MOYEN de la tonne-kilomètre. Indice brut.	Indice pondéré.
1950 (23/1).	117	125	133	100	100	100	100
1952 (4/2)..	133	149	167	198	154	136	137
1953 (15/5).	166	186	208	206	190	145,5	146,5
	Toutes classes (indice pondéré) (1). —				Indice pondéré. —		
	130				100		
	159				161		
	195				195		

(1) L'indice pondéré élimine l'influence du changement de structure du trafic (trafic de l'année considérée × tarif année c.; trafic id × tarif année de base).

2° COUT DE LA VIE

a) Indices de l'I. N. S. E. E.

Prix à la consommation familiale (rappel).

N. B. — La composition et les conditions d'utilisation de ces indices sont exposées plus haut. (Il est recommandé de se reporter à ces observations.)

1. Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale a Paris

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1950.....	107,5	106,9	113,7	117,4
1951.....	123,6	129,2	133	142,9
1952.....	148,1	142,1	145,7	145,4
1953.....	145,2	145,4	141	142,61
1954.....	141,6	143,8	142,6	144,9
1955	144,9	144,7	145,5	(146,3)
1956.....	148,1	(147,1)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 111,2. — 1951 = 130,1. — 1952 = 145,4. — 1953 = 143,7. — 1954 = 143,3. — 1955 = 144,9.

2. Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale en province

(17 villes importantes.)

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1950.....	104,7	103,2	108,2	112,7
1951.....	118,7	126,4	131,3	141
1952.....	146,6	142,6	145,9	146,4
1953.....	144,8	144,5	141	142,2
1954.....	143,3	143,9	143,1	144,9
1955.....	144,8	145,2	145,1	148,3
1956				

Moyenne mensuelle: 1950 = 107,2. — 1951 = 129,3. — 1952 = 145,4. — 1953 = 143,1. — 1954 = 143,8. — 1955 = 145,9.

b) **Coût absolu d'un budget type.**

1. BUDGET TYPE D'UN CÉLIBATAIRE, A PARIS

(Montant en francs.)

DÉSIGNATION	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950.				
C. F. T. C. (1)	16.747	16.696	16.904	17.505
C. G. T. (6)	»	19.497	»	22.122
C. G. T.-F. O. (1)	16.779	17.084	16.759	17.540
Commission Delépine (2)	14.177	14.145	14.847	15.473
	(Moyenne mensuelle : 14.609.)			
Commission des conventions collectives (3)	15.104	14.812	15.524	15.784
M. L. P. (4)	21.223	21.662	22.144	22.572
I. O. E. (5)	»	16.326	16.484	16.814
1951.				
C. F. T. C.	18.718	20.186	20.506	21.865
C. G. T.	22.326	27.950	26.953	29.118
C. G. T.-F. O.	18.465	20.229	20.977	22.473
Commission Delépine	16.439	17.395	18.353	19.175
Commission supérieure des conventions collectives	16.657	17.732	18.065	19.451
M. L. P.	23.177	25.778	27.493	29.706
I. O. E.	16.391	19.249	20.032	21.621
1952.				
C. F. T. C.	22.985	22.566	22.850	23.298
C. G. T.	30.461	30.104	30.946	30.005
C. G. T.-F. O. (7)	24.157	23.939	24.351,5	24.161
Commission Delépine	»	»	»	»
Commission supérieure des conventions collectives	20.233	19.770	»	»
M. L. P.	30.853	30.588	30.716	30.955
I. O. E.	22.436	21.912	22.170	21.833
1953.				
C. F. T. C. (7)	23.845	23.934	23.009	23.039
C. G. T.	31.167	31.534	30.727	31.059
C. G. T.-F. O. (7)	24.546	24.679	24.338	24.452
M. L. P.	31.244	31.313	31.401	31.536
I. O. E.	22.066	22.354	21.511	21.628
Commission supérieure des conventions collectives	»	»	»	25.166 (8)
1954.				
C. F. T. C. (1)	»	»	»	»
C. G. T.	31.106	31.603	30.509	31.419
C. G. T.-F. O. (1)	25.453,1	26.180	25.599	25.270
M. L. P.	31.046	31.954	31.401	»
I. O. E.	22.081	22.556	21.882	22.266
1955.				
C. G. T.	31.288	31.754	31.123	31.496
C. G. T.-F. O.	25.775	26.475	25.537	26.236
I. O. E.	22.521	23.419	22.577	23.491
1956.	(Mai.)			
C. G. T.	33.321	32.019	»	»
C. G. T.-F. O.	28.976	29.404	»	»
I. O. E.	24.839	25.440	»	»

(1) Premier jour du mois.

(1) Les budgets types C. F. T. C. et C. G. T.-F. O. (15e et 1er jour du mois) sont évalués à partir de bases communes réparties entre six postes alimentation (2.890 calories-jour), eau, éclairage, chauffage, loyer (local de 41 m² surface corrigée catégorie 3 A), habillement, linge de maison et divers. Les prix retenus sont ceux du *Bulletin hebdomadaire de statistique de l'I. N. S. E. E.*

(2) Les évaluations du budget de la *Commission Delépine* sont effectuées par la direction des prix au secrétariat d'Etat aux affaires économiques.

(3) Les travaux de la *Commission supérieure des conventions collectives* tendant à l'élaboration d'un budget type sont exposés dans le numéro de septembre-octobre 1950 de la *Revue française du travail* éditée par le ministère du travail et de la sécurité sociale. La partie alimentaire de ce budget type a été adoptée dans son ensemble le 18 juin 1950. Les autres postes ont été adoptés isolément, mais rejetés dans leur ensemble. Les évaluations présentées n'ont donc *aucun caractère officiel.*

(4) Evaluation publiée dans le journal *Le Monde ouvrier* (mouvement libération du peuple) (15 du mois).

(5) L'*Institut d'observation économique* évalue trois budgets types se rapportant respectivement au manœuvre, à l'ajusteur et à l'ingénieur célibataires de la région parisienne, dans l'industrie des métaux (15 du mois).

Les données ci-dessus concernent le budget type du manœuvre. On trouvera plus loin l'évolution indiciaire de ce budget et de celui de l'ajusteur et de l'ingénieur célibataires, ainsi qu'un indice d'ensemble.

(6) C. G. T. (15 du mois).

(7) Premier jour du mois.

(8) Budget type adopté le 29 décembre 1953 à la majorité des membres présents (chef d'entreprise n'ayant pas participé à la séance), soit: 9.665 F pour le budget alimentaire; 15.501 F pour le budget non alimentaire.

2. BUDGET TYPE D'UNE FAMILLE

Evaluation de l'U. N. A. F. (Union nationale des associations familiales) (famille type de quatre personnes, dont deux enfants entre six et dix ans) (1).

(Montant en francs.)

ANNÉES	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950	40.785	40.972	41.702	42.111
1951	45.323	50.503	51.184	55.460
1952	62.585	61.550	61.849	60.618
1953	60.538	62.134	59.691	59.130
1954	64.496	67.320	63.543	63.967
1955	64.620	67.834	63.858	65.136
1956	70.092	73.324	»	»

N. B. — Le budget a été calculé depuis le 1er janvier 1952, sur des bases nouvelles correspondant à une définition plus large des besoins, mieux adaptée à la disparition totale des mesures de restriction de la consommation. Les chiffres publiés depuis cette date ne sont donc pas exactement comparables à ceux des années antérieures.

En 1954, les bases ont de nouveau été modifiées pour tenir compte des récents travaux de la commission supérieure des conventions collectives (2).

(1) Premier jour du mois.

(2) Budget type familial de la commission supérieure des conventions collectives adopté le 29 décembre 1953 à la majorité des membres présents (organisation syndicale, U. N. A. F., M. Andrieux, les chefs d'entreprise n'ayant pas participé à la séance): 68.443 F.

3° COMPARAISON DES VARIATIONS DANS LE TEMPS DES SALAIRES ET DU COUT DE LA VIE

a) Pouvoir d'achat des salaires horaires depuis 1949.

(Rapprochement simple des indices.)

N. B. — L'enquête du ministère du travail sur l'activité et les salaires ayant lieu au début de chaque trimestre, les indices des prix retenus sont les moyennes des deux mois encadrant les fins de trimestre.

(1949 = 100.)

PÉRIODES	INDICES des salaires. (France entière.)	INDICE d'ensemble des prix à la consommation familiale. (France entière.) (1).	INDICE du pouvoir d'achat du salaire horaire (2). (France entière.)
1950.			
Mars-avril	105	105	100
Juin-juillet	107	104	103
Septembre-octobre..	115	110	104.5
Décembre-janvier...	121	115	105
1951.			
Mars-avril	127,5	120,5	105,5
Juin-juillet	139	127	109
Septembre-octobre..	156	133	117 (max.)
Décembre-janvier...	160	113	112
1952.			
Mars-avril	162	146,5	110,5
Juin-juillet	163,5	142,5	114,5
Septembre-octobre..	164	146	112
Décembre-janvier...	164	146,5	111,5
1953.			
Mars-avril	166	144,8	112,8
Juin-juillet	167	144,5	113,5
Septembre-octobre..	169	141	119,5
1954.			
Mars-avril	176	143,2	123
Juin-juillet	178,5	143,7	124,2
Septembre-octobre..	178,7	143,1	124,9
1955.			
Mars-avril	186	144,8	128,5
Juin-juillet	192	144,9	132,6
Septembre-octobre..	197	145,1	135,8
Décembre-janvier...	202	148	136,5

(1) Cet indice combine celui de Paris (pondération 1) et celui de dix-sept grandes villes de province (pondération 4).
(2) Indice obtenu par division des deux indices précédents.
Source: I. N. S. E. E.

b) Variation des salaires et du coût de la vie de 1938 à 1951.

On trouvera, seulement, ci-après, les résultats d'une étude de M. Sauvy basée sur une moyenne géométrique des indices du coût de la vie publiés par l'I. N. S. E. E. et l'institut d'observation économique pour la comparaison 1938-1949 et sur l'indice I. N. S. E. E. seul pour la comparaison 1949-1951. Pour les salaires, l'indice pondéré des salaires horaires de l'enquête semestrielle de l'I. N. S. E. E. a été retenu comme constituant la seule série homogène depuis 1938 s'appliquant à diverses professions. Diverses corrections ont été effectuées pour tenir compte du transfert de l'impôt cédulaire, de la prime de transport, de l'accroissement de la cotisation des salaires à la sécurité sociale, etc. Le salaire hebdomadaire tient compte de la modification de la durée du travail. Mais les résultats apportés laissent de côté la fraude sur les cotisations sociales légales et le retard de la progression des allocations familiales.

La simple division des résultats obtenus pour les salaires par les indices du coût de la vie donne les indices suivants de pouvoir d'achat:

SALAIRES	1949-1938		SEPTEMBRE 1951-1949.		SEPTEMBRE 1951-1938.	
	Paris.	France entière.	Paris.	France entière.	Paris.	France entière.
Salaire horaire net masculin..	56,2	61,5 à 63,3	110,5	102,4	62,1	62,9 à 64,8
Salaire horaire net deux sexes.	60,3	66,0 à 67,9	110,5	102,4	66,6	67,5 à 69,5
Salaire hebdomadaire net...	70,5	77,2 à 79,4	112,7	104,6	79,5	80,6 à 82,9
Salaire hebdomadaire plus allocations familiales	78,5	86,0 à 88,5	112,7	104,6	88,5	89,8 à 92,4
Salaire avec allocations familiales et assurances sociales	83,4	91,4 à 94,0	112,7	104,6	94,0	95,4 à 98,1

OBSERVATIONS

Les chiffres du 1er septembre 1951 s'entendent, il faut le rappeler, avant la revalorisation des salaires.

Une étude plus complète devrait tenir compte de l'accroissement des charges d'accidents du travail, congés payés, etc., mais aussi de l'augmentation de la production, de l'accroissement plus élevé des prix des objets vendus par l'industrie par rapport au coût de la vie, de la charge fiscale, etc.

Pour les salaires non touchés par l'enquête de l'I. N. S. E. E. (mines, services publics, employés de l'industrie et du commerce, agriculture), les aperçus suivants peuvent être donnés:

Mines (ensemble).

Indice du salaire moyen journalier, prime de résultat incluse:

(1938 = 100.)

Ouvrier du fond..... 2.230
Ouvrier du jour..... 2.140

Indice des salaires payés charges sociales comprises.

Ouvrier du fond..... 2.640
Ouvrier du jour..... 5.520

Pouvoir d'achat journalier, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie en province:

(1938 = 100.)

Ouvrier du fond..... de 94 à 96
Ouvrier du jour..... de 90 à 92

(Situation plus favorable en valeur relative que la moyenne.)

c) Evolution, depuis 1938, des salaires horaires région parisienne (industrie des métaux) et des salaires horaires et charges annexes (construction électrique).

Salaire horaire (métaux région parisienne).

(T = au temps. — R = au rendement.)

(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1949		1952	
	T.	R.	T.	R.
1. Manœuvre ordinaire homme:				
Salaire horaire.....	70,95	73,40	121,15	126,50
Indice 1938 = 100.....	860	839	1.468	1.446
2. Manœuvre ordinaire femme :				
Salaire horaire.....	69,30	72,13	117,75	123
Indice 1938 = 100.....	969	»	1.647	»
3. Ajusteur:				
Salaire horaire.....	101,72	113,20	176.80	190,95
Indice 1938 = 100.....	892	940	1.551	1.585
4. Lamineur à froid:				
Salaire horaire.....	»	96,90	»	166,90
Indice 1938 = 100.....	»	881	»	1.516
5. Mouleur à main:				
Salaire horaire.....	103,85	121,50	172,60	200,15
Indice 1938 = 100.....	949	996	1.576	1.640

DESIGNATION	1953 T.	1953 R.	1954 T.	1954 R.	1955 T.	1955 R.
1. Manœuvre ordinaire homme:						
Salaire horaire....	124,8	132	131	138,3	140,3	150,25
Indice 1938 = 100.	1.513	1.509	1.591	1.581	1.701	1.717
2. Manœuvre ordinaire femme:						
Salaire horaire....	121,7	128,5	128,3	133,5	137,7	»
Indice 1938 = 100.	1.702	»	1.794	»	1.026	»
3. Ajusteur:						
Salaire horaire....	184	197,9	195,9	208,6	214,1	226,2
Indice 1938 = 100.	1.624	1.643	1.710	1.738	1.878	1.877
4. Lamineur à froid:						
Salaire horaire...	»	176	»	184,6	»	194,1
Indice 1938 = 100.	»	1.600	»	1.678	»	176,5
5. Mouleur à main:						
Salaire horaire...	180,2	203,7	88,5	214,3	197,9	231,3
Indice 1938 = 100.	1.646	1.695	1.722	1.757	1.807	489,6

Salaire horaire et charges annexes (construction électrique).

(1938 = 100.)

DESIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955
1. Indice du salaire horaire brut	1.011	1.724	1.775	1.877	2.019
2. Indice du salaire horaire brut plus charges annexes.	1.250	2.149	2.233	2.348	2.546

Sources: Syndicats professionnels patronaux, I. N. S. E. E.

V. — SALAIRES — PROFITS — REVENUS

1° SALAIRES

N. B. — Sont données ici des observations concernant les indices des taux des salaires horaires publiés par le ministère du travail, et l'indice total des salaires publiés par l'institut national de la statistique et des études économiques, d'après les travaux de la direction des prix.

a) Indice des taux des salaires horaires.

(Ministère du travail) (1).

1. Indices d'ensemble

(Base 1er janvier 1946 = 100.)

	I (1er janv.)	IV (1er avril)	VII (1er juil.)	X (1er oct.)	Année
1951.....	354	374	407	458	410
1952.....	470	475	479	481	478
1953.....	481	486	488	493	489
1954.....	509	516	521	522	522
1955.....	539	543	560	574	562
1956.....	589	597			

Moyenne 1949 = 292.

2. Indices par secteur

Production des métaux.

	I	IV	VII	X
1954:	478	489	498	506
1955:	519	519	541	571
1956:	584	588		

Moyenne: 1949 = 301.

Bâtiment et travaux publics.

	I	IV	VII	X
1954:	460	468	472	473
1955:	486	489	503	514
1956:	531	543		

Moyenne: 1949 = 265.

Industrie chimique.

	I	IV	VII	X
1954:	520	535	542	543
1955:	559	569	590	607
1956:	621	629		

Moyenne: 1949 = 294.

Industrie textile.

	I	IV	VII	X
1954:	532	549	553	554
1955:	572	576	592	614
1956:	627	631		

Moyenne: 1949 = 314.

Cuirs et peaux.

	I	IV	VII	X
1954:	470	493	497	496
1955:	517	520	539	550
1956:	564	570		

Moyenne: 1949 = 286.

Papier-carton.

	I	IV	VII	X
1954:	520	541	544	547
1955:	566	570	591	606
1956:	624	633		

Moyenne: 1949 = 295.

Transports.

	I	IV	VII	X
1954:	493	511	516	515
1955:	529	531	545	559
1956:	571	580		

Moyenne: 1949 = 287.

Commerces alimentaires.

	I	IV	VII	X
1954:	528	550	555	557
1955:	576	580	600	611
1956:	626	633		

Moyenne: 1949 = 300.

3. Indices suivant le sexe et la qualification

(Base 1er janvier 1946 = 100.)

1. — *Hommes.*

Manœuvres ordinaires.

	I	IV	VII	X
1954:	524	550	553	554
1955:	576	580	601	612
1956:	624	633		

Manœuvres spécialisés.

	I	IV	VII	X
1954:	503	521	525	527
1955:	544	548	566	580
1956:	594	602		

Ouvriers spécialisés.

	I	IV	VII	X
1954:	482	493	498	499
1955:	542	547	532	547
1956:	562	570		

Ouvriers qualifiés.

	I	IV	VII	X
1954:	469	476	481	482
1955:	492	497	510	524
1956:	542	552		

2. — *Femmes.*

Manœuvres ordinaires

	I	IV	VII	X
1954:	580	618	624	623
1955:	654	656	684	695
1956:	708	714		

Manœuvres spécialisées.

	I	IV	VII	X
1954:	554	581	585	586
1955:	611	614	640	653
1956:	667	672		

Ouvrières spécialisées.

	I	IV	VII	X
1954:	513	533	537	539
1955:	559	562	580	595
1956:	610	615		

Ouvrières qualifiées.

	I	IV	VII	X
1954:	494	510	518	518
1955:	537	539	549	565
1956:	579	587		

Source: Ministère du travail.

(1) L'enquête du ministère du travail porte sur les taux des salaires des ouvriers de plus de dix-huit ans payés à l'heure, dans des établissements de plus de dix salariés (à l'exclusion des majorations pour heures supplémentaires et primes de rendement.)

Indices moyens annuels.

(Janvier 1946 = 100.)

ANNÉES	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE (dont industries de transformation, bâtiment exclu) (1).
1946	121	125	122
1947	165	180	169
1948	251	278	259
1949	283	312	292 (297)
1950	311	343	321 (326)
1951	396	441	410 (417)
1952	464	510	478 (485)
1953	477	518	489 (496)
1954	506	559	522 (530)
1955	545	605	562

(1) Indice pondéré selon les effectifs des secteurs considérés.

Source: Ministère du travail.

N. B. — Ecart moyen, à qualification égale, des salaires des femmes par rapport à ceux des hommes:

Ecart en pourcentage des salaires masculins.

1946 (1er janvier)	15	p. 100.
1947 (1er janvier)	8,8	—
1949 (1er janvier)	7,2	—
1950 (1er janvier)	7,8	—
1950 (année)	8,2	—
1951 (année)	7,1	—
1952 (année)	7,7	—
1953 (année)	8,2	—
1954 (année)	7,2	—
1955 (1er semestre)	6,3	—

Variations des salaires moyens observés pour chaque catégorie professionnelle par rapport aux taux moyens des manœuvres ordinaires.

(Salaires masculins.)

ANNÉES	MO	MS	OS	OQ	OHQ
1946 (1er janvier)	100	111	130	153	»
1947 (1er janvier)	100	111	126	151	»
1949 (1er janvier)	100	107	117	134	153
1950 (1er janvier)	100	107	118	132	155
1949 (année)	100	107	117	132	154
1954 (année)	100	105	114	127,5	153
1955 (1er semestre)	100	104,5	112,5	125	150

b) **Indices professionnels des salaires horaires.**

1. Indice des salaires horaires par activité collective

(France entière) (1)

(1949 = 100.)

Construction électrique et mécanique (région parisienne).

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	170,6	171,3	173,4	176,9
		173,4		
1954	178,5	182	184	187
		183		
1955	189	193	195	204 (2)
1956	211	197		

(Moyenne mensuelle: 1952 = 168,5.)

(1) Salaires réellement payés, y compris heures supplémentaires et primes diverses permanentes.

(2) Septembre.

Fonderie.

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	160,4	162	164	165,4
		163,7		
1954	167	169	171 (1)	174
		171		
1955	178	183	185	198 (2)
1956	200	187		

(Moyenne mensuelle: 1952 = 161,1.)

Grosse forge.

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	173,4	170,1	171,8	172,1
		171,9		
1954	172	171	172 (1)	179
		174		
1955	181	185	187	214 (3)
1956	205	190		

(Moyenne mensuelle: 1952 = 175.)

Industrie de la laine (4).

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	167	166	175	168
		168,1		
1954	178	173	177	176
		176		
1955	176	181	182	189 (3)
1956	197	189		

(Moyenne mensuelle: 1952 = 156.)

Industrie du coton (4).

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	195	194,2	202	198
		196,8		
1954	200	204	205 (1)	211
		206		
1955	212	209	214	222 (3)
1956	230 (4)	215		

(Moyenne mensuelle: 1952 = 189,2.)

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

(1) Juin.

(2) Septembre.

(3) Gains horaires bruts.

(4) Décembre 1955.

2. INDICES DES SALAIRES HORAIRES PAR PROFESSIONS

(Métaux, région parisienne) (1).

(1949 = 100.)

Ajusteur.

	I (Janvier.)		II (Avril.)		III (Juillet.)		IV (Octobre.)	
	T	R	T	R	T	R	T	R
1953	177	172	179	174	181	175	183	177
1954	187	179	190	182	192	185	196	188
1955	202	191	206	197	210	198	218	209
1956	220	215						

Moyenne mensuelle: 1951 = T 146; Rt 140. — 1952 = T 174; Rt 169. — 1953 = T 180; Rt 175. — 1954 = T 193; Rt 184. — 1955 = T 210; Rt 201.

Modeleur-mécanicien.

1953	174	176	175	176	176	177	176	178
1954	178	183	179	186	182	190	184	195
1955	186	200	190	206	193	208	206	214
1956	210	219						

Moyenne mensuelle: 1951 = T 140; Rt 141. — 1952 = T 171; Rt 172. — 1953 = T 175,6; Rt 177,3. — 1954 = T 181; Rt 190. — 1955 = T 195; Rt 209.

Mouleur à main.

1953	170	166	171	166	175	168	176	169
1954	178	172	181	174	181	177	184	179
1955	184	182	186	186	188	188	201	201

Moyenne mensuelle: 1951 = T 139; Rt 137. — 1952 = T 166; Rt 165. — 1953 = T 173,6; Rt 167,6. — 1954 = T 181. — Rt 176. — 1955 = T 191; Rt 191.

Lamineur à froid.

1953	»	179	»	179	»	182	»	184
1954	»	186	»	189	»	189	»	192
1955	»	194	»	195	»	199	»	207
1956	214							

Moyenne mensuelle: 1951 = Rt 144. — 1952 = Rt 167. — 1953 = Rt 181,6. — 1954 = Rt 190. — 1955 = Rt 200.

Sources: Syndicats professionnels patronaux, I. N. S. E. E.

3 INDICES DES SALAIRES HORAIRES PAR QUALIFICATION INDIVIDUELLE (1)

(Métaux. — Région parisienne.)

(1949 = 100.)

Manœuvre ordinaire.

Au temps:

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	174	174	176	178
		176		
1954	180	183	184	188
		185		
1955	190	193	197	204 (2)
1956	209	198		

Moyenne mensuelle: 1952 = 171.

Au rendement:

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	175	178	181	183
		179,8		
1954	185	186	187	197
		188		
1955	197	201	204	211 (2)
1956	274	205		

Moyenne mensuelle: 1952 = 172.

(1) Salaires ouvriers masculins y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.
(2) Septembre.

Ouvrier spécialisé. (Temps et rendement.)

	I (Février.)	II (Mai.)	III (Août.)	IV (Novembre.)
1953	170	173	173	175
1954	178	180	183	187
1955	190	194	199	208
1956	211			

Professionnel. (Temps et rendement.)

	I (Février.)	II (Mai.)	III (Août.)	IV (Novembre.)
1953	175	177	178	189
1954	183	184	187	191
1955	194	199	203	213
1956	216			

Ensemble des ouvriers.

	I (Février.)	II (Mai.)	III (Août.)	IV (Novembre.)
1953	172	174	174	177
1954	180	182	184	189
1954	178	180	183	209
1956				

Sources: Syndicats professionnels patronaux, I. N. S. E. E.

Salaires horaires moyens (en francs) *dans l'industrie des métaux de la région parisienne.*

(Évolution annuelle.)

PÉRIODES	MANŒUVRE ordinaire (1).	MANŒUVRE spécialisé (2).	PROFESSIONNEL (2).	ENSEMBLE des ouvriers.	INDICE (base 100, moyenne 1938).
1929, — 1er trimestre.	3,68	4,85	5,73	5,06	48
1935. — 1er trimestre.	3,97	5,05	6,35	5,60	53
1939. — 1er trimestre.	8,40	10,55	12,00	(3) 11,02	104
1944. — 1er trimestre.	11,55	14,31	17,37	15,42	145
1945. — 1er trimestre.	19,20	22,71	26,56	23,91	225
1946. — 1er trimestre.	24,25	31,57	36,29	32,96	310
1949. — 1er trimestre.	69,25	88,40	105,82	94,32	888
1950. — 1er trimestre.	75,30	96,39	115,48	101,92	960
1951. — 1er trimestre.	90,40	110,90	132,77	117,60	1.107
1952. — 1er trimestre.	118,85	147,50	182,24	158,55	1.494
1953. — 1er trimestre.	123,25	154,50	190,49	165,77	1.561
1954. — 1er trimestre.	128,70	161,95	198,94	(4) 173,40	1.632
1955. — 1er trimestre.	135,6	172,7	211,1	184,4	1.736

Salaires calculés chaque trimestre par le « Groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne » à partir des salaires horaires moyens des ouvriers dans chacune des professions des industries couvertes par le « Groupe ».

Ce sont ceux effectivement pratiqués pour les ouvriers masculins; ils comprennent les primes accordées aux salariés, à l'exclusion des majorations pour heures supplémentaires et de la prime de transport.

(1) Salaire au temps.
(2) Temps plus rendement.
(3) Moyenne 1938: 10,62 F.
(4) Moyenne 1954: 177 F.

Source: I. N. S. E. E.

c) Indice total des salaires.

(France entière.)

Cet indice est déterminé par la commission des indices des salaires à la *Direction des prix*. Il est calculé à partir des salaires horaires réels moyens et des charges sociales obligatoires (constatés dans un certain nombre d'établissements témoins, heures supplémentaires incluses).

(Janvier 1947 = 100.)

1. Constructions électriques et mécaniques

(1949: moyenne mensuelle = 216.)

	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
1951	389	395	399	406
1955	413	418	425	448
1956	460	469		

Moyenne mensuelle: 1951 = 309. — 1952 = 365. — 1953 = 378,1. — 1954 = 397. — 1955 = 429.

2. Fonderie

(1949: moyenne mensuelle = 216.)

	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
1954	362	367	370	377
1955	383	392	395	425
1956	430	443		

Moyenne mensuelle: 1951 = 297. — 1952 = 350 .— 1953 = 355,7. — 1954 = 370. — 1955 = 402.

3. Grosse forge

(1949: moyenne mensuelle = 227.)

	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
1954	411	411	413	427
1955	430	438	441	481
1956	487	494		

Moyenne mensuelle: 1951 = 341. — 1952 = 405. — 1953 = 411. — 1954 = 416. — 1955 = 451.

Charges sociales.

(Taux des salaires dans la construction mécanique et électrique.)

(Ce coefficient est établi par le syndicat de la construction mécanique et électrique de la région parisienne et il est utilisé dans le calcul de l'indice total des salaires horaires majorés au titre des heures supplémentaires, du travail de nuit ou du dimanche et des jours fériés).

(1949: moyenne mensuelle = 38,21.)

	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
1954	39,78	40,05	39,28	39,81
1955	40,42	39,81	40,78	41,80
1956	40,88	41,48		

Moyenne mensuelle: 1951 = 37,78. — 1952 = 38,92. — 1953 = 39,94. — 1954 = 39,53. — 1955 = 40,56.

d) Salaires mensuels nets.

(Ensemble professionnels et manœuvres.)

Le salaire mensuel net est obtenu à partir des moyennes des salaires horaires, compte tenu de la durée du travail, des majorations pour heures supplémentaires, des retenues pour la sécurité sociale, de la surtaxe progressive, de la prime de transport à Paris et des prestations familiales.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Zone 0 p. 100:						
Célibataire	17.103	19.844	24.622	28.623	30.192	32.678
Père de 2 enfants	25.445	28.412	35.614	41.190	42.223	44.794
Père de 5 enfants (*)	40.445	43.767	54.974	62.750	64.014	67.956
Zone 7,50 p. 100:						
Célibataire	73.937	15.608	19.863	22.884	23.555	25.253
Père de 2 enfants	21.337	23.106	29.239	33.690	34.074	36.031
Père de 5 enfants (*)	35.137	37.251	47.060	53.528	54.077	57.265

(*) Dont deux enfants âgés de plus de 10 ans.

	1955				1956
	I	IV	VII	X	I
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Zone 0 p. 100:					
Célibataire	33.374	33.678	34.608	35.691	36.469
Père de 2 enfants	45.881	46.210	47.217	48.404	49.276
Père de 5 enfants (*)	70.631	70.967	75.974	73.161	74.033
Zone 6,30 p. 100:					
Célibataire	26.067	26.142	27.024	28.130	28.867
Père de 2 enfants	36.990	37.341	38.373	39.438	40.260
Père de 5 enfants (*)	59.701	60.562	61.496	62.677	63.481

(*) Dont deux enfants âgés de plus de 10 ans.

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

Indice des salaires mensuels nets.

(1949 = 100)

(Ensemble professionnels et manœuvres) (1).

N. B. — Cet indice tient compte des taux de salaire horaire, de la durée du travail, des retenues de sécurité sociale, de la surtaxe progressive, des primes de transport et prestations familiales.

	COEFFICIENT de raccordement pour base 100 en 1938.	1950	1951	1952	1953	1954
		(Moyenne.)				
Zone 0 p. 100:						
Célibataire	(10,12)	116	145	169	175	191
Père de 2 enfants	(13,72)	112	140	162	167	176
Père de 5 enfants (*)	(16,74)	108	136	155	159	168
Zone 7,50 p. 100:						
Célibataire	(12,80)	112	143	164	168	181
Père de 2 enfants	(17,67)	108	137	158	161	169
Père de 5 enfants (*)	(23,24)	106	134	152	154	163

	1955				1956
	I	IV	VII	X	I
Zone 0 p. 100:					
Célibataire	195	197	203	209	213
Père de 2 enfants	180	182	186	190	195
Père de 5 enfants (*)	175	175	178	181	185
Zone 6,30 p. 100:					
Célibataire	187	188	194	202	207
Père de 2 enfants	173	175	179	185	189
Père de 5 enfants (*)	170	172	175	178	181

(1) Pondération: manœuvre = 1. — Professionnel = 3.

(*) Dont deux enfants âgés de plus de 10 ans.

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

e) Salaires des domestiques.

Salaires annuels (en francs) du personnel domestique logé et nourri.

Province.

ANNÉES	CUISINIERS	VALETS de chambre.	CHAUFFEURS	CUISINIÈRES	FEMMES de chambre.	BONNES à tout faire.	FEMME de ménage ni nourrie ni logée (sal. hor.).
1913.....	1.473	690	1.337	607	482	378	»
1935.....	8.618	4.648	6.209	4.473	3.511	2.965	2,58
1938.....	9.898	5.564	7.347	5.275	4.102	3.584	3,15
1943.....	19.270	11.840	15.060	10.500	8.640	6.915	5,95
1945.....	43.068	31.426	39.843	28.124	22.502	17.504	15,83
1946.....	67.060	47.594	57.545	56.503	44.284	35.906	23,82
1949.....	120.044	82.448	98.693	95.200	80.346	67.726	48,07
1950.....	131.480	100.740	120.318	102.600	81.348	73.860	59,15
1951.....	167.064	138.120	175.944	137.280	115.140	96.600	77,14
1952.....	171.084	149.784	186.468	147.684	125.760	110.460	87,48
1953.....	199.500	162.700	212.500	162.600	134.700	120.600	95,00
1954.....	218.000	179.000	227.000	176.000	149.000	137.000	108,00

Source: I. N. S E E.

Indice pondéré des salaires de domestiques.

(Octobre 1935 = 100.)

ANNÉES	FEMMES DE MÉNAGE	BONNES A TOUT FAIRE
Octobre:		
1935	100	100
1938	122	124
1943	233	231
1945	590	614
1946	942	1.353
1949	1.922	2.803
1950	2.364	3.251
1951	3.047	4.310
1952	3.379	5.004
1953	3.600	5.204
1954	4.090	6.000

Source: I. N. S. E. E.

f) Les salaires déclarés en 1951, 1952 et 1954.

Non compris: agriculture, gens de maison au service de particuliers, fonction publique.

Compris: secteur industriel semi-public, houillères, E. D. F., G. D. F., S. N. C. F.

DÉSIGNATION	1951	1952	1954	1954/1952
	(Milliards de francs.)			
Ensemble des salariés.				
Masse des salaires bruts déclarés (milliards de francs):				
Energie	183	220	191	»
Industrie	1.568	1.839	2.018	»
Transports	275	318	304	»
Commerce	317	389	469	»
Services	218	251	293	»
Non déclarés.....	2	2	1,7	»
Ensemble	2.563	3.019	3.277	+ 8,5 %
Effectifs correspondants au 31 décembre:				
Energie	435	440	441	»
Industrie	5.108	5.069	5.289	»
Transports	699	714	687	»
Commerce	1.064	1.112	1.244	»
Services	682	706	815	»
Non déclarés.....	7	5	1,9	»
Ensemble	7.995	8.046	8.448	+ 5,5 %
Salariés à temps complet (1.000 F) (2).				
Salaire net annuel moyen (1) par activité:				
Energie	380	447	485	»
Industrie	303	356	400	»
Transports	342	405	442	»
Commerce	308	358	409	»
Services et non déclarés	340	385	444	»
Ensemble	318	369	413	+ 12 %
Dont, hommes.....	(345)	(405)		

(1) Ce salaire exclut les retenues de retraite et sécurité sociale et les sommes non soumises au versement forfaitaire de 5 p. 100 (prestations familiales, indemnités pour frais d'emploi, remboursement de frais et prime de transport dans la région parisienne).

(2) Salariés à temps complet, toute l'année chez le même déclarant.

Salaire net annuel moyen (1) *par catégorie socio-professionnelle.*

(Salariés à temps complet, restés toute l'année chez le même déclarant.)

	1951	1952	1954	1954 — 1952
	Milliers de francs.			P. 100.
Cadres supérieurs et salariés des professions libérales	942	1.123	1.404	+ 25
Cadres moyens	559	662	682	+ 3
Employés	331	389	397	+ 2
Ouvriers	263	306	352	+ 15
Personnel de service	175	210	273	+ 30
Ensemble (y compris divers et non déclarés)	337	389	425	+ 9

N. B. — Ces salaires nets annuels moyens sont supérieurs à ceux de l'ensemble des salariés, d'environ 5 p. 100 dans l'ensemble.

(1) Ce salaire net annuel moyen exclut les retenues de retraite et de sécurité sociale, et les sommes non soumises au versement forfaitaire de 5 p. 100 (prestations familiales, indemnités pour frais d'emploi, remboursement de frais et primes de transport dans la région parisienne).

Observations (1954). — Salariés à temps complet ayant travaillé toute l'année chez un même déclarant:

1° Salaire net annuel moyen féminin en pourcentage du salaire moyen masculin:

Energie	93 p. 100.
Industrie	63 —
Transport	76 —
Commerce	63 —
Services et non déclarés	60 —
Ensemble	65 p. 100.

2° Salaire net annuel moyen dans la Seine par rapport au salaire en province (=100):

	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE Non déclarés inclus.)
Cadres supérieurs et salariés des professions libérales	123	137	124
Cadres moyens	131	138	130
Employés	119	129	119
Ouvriers	135	127	130
Personnel de service	117	112	115
Ensemble (non déclarés inclus et divers)	156	139	146

3° Les augmentations de gains paraissent analogues à celles des taux de salaires décelées par l'enquête du ministère du travail (9,1 p. 100 par rapport à 1952 et 27,3 p. 100 par rapport à 1951, pour l'enquête, contre 9 p. 100 et 26 p. 100 pour les déclarations de salaires);

4° En 1954, 50 p. 100 des salariés à temps complet, ayant travaillé toute l'année chez le même déclarant, ont perçu moins de 350.000 F, soit ..... 30.000 F. par mois.

75 p. 100 des salariés	40.000 —
95 p. 100 des salariés	80.000 —

N. B. — Pour l'ensemble des salariés, ces taux seraient légèrement inférieurs.

5° L'ouvrier parisien gagne environ 30 p. 100 de plus qu'en province.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

g) **Salaires agricoles en 1953 et 1954.**

1. Nombre de salariés

(Enquête par sondage de l'I. N. S. E. E.)

Permanents: 750.000 en 1954 (contre 800.000 en 1952 et 750.000 en 1953), dont 14 p. 100 membres de la famille de l'exploitant et 15 p. 100 de femmes.

Autres: En 1952, le nombre des saisonniers était estimé, par le ministère de l'agriculture, à 450.000, dont 200.000 assimilables aux permanents par la durée de leur travail; les autres représentent l'équivalent de 100.000 permanents environ, soit au total l'équivalence de 300.000 permanents

Au total, *un peu plus d'un million d'emplois permanents.*

Le nombre des exploitations occupant un salarié serait en faible augmentation depuis 1952, celui des exploitations occupant de deux à plusieurs salariés représente en pourcentage 26,4 des exploitations, contre 31,8 en 1951.

Au total, 380.000 exploitations utiliseraient de la main-d'œuvre salariée en 1954.

N. B. — Répartition des permanents par catégories professionnelles (enquête par sondage de l'I. N. S. E. E. de 1953 et 1954):

	1953	1954	1955
Personnel de direction	2,7	2,5	1,7
Ouvriers qualifiés (1)	29	28,5	33,5
Domestiques, ouvriers agricoles	47,1	47,1	19
Servantes de ferme	11,1	11,1	10,9
Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens	10,1	10,8	8,7
	100	100	100

2. Salaires

(Avantages en nature exclus, enquête de l'I. N. S. E. E.)

Salaire mensuel moyen, toutes catégories.

	1953	1954	1955
Personnel logé et nourri	9.520 F	9.860 F	10.940 F
Personnel ni logé ni nourri	18.840 F	20.200 F	21.510 F

Répartition selon le mode de rémunération.

	1953	1954	1955
Personnel logé et nourri	58,8 %	59,4 %	54 %
Personnel logé	17,5	18,4	22,9
Personnel nourri	8,2	7,5	7,7
Personnel ni logé ni nourri	15,5	14,7	15,4
	100	100	100

3. Revenu global des salariés agricoles

(1952-1953 et 1953-1954.)

	1952-1953 — Milliards de francs —
Salaires en espèces:	
Salariés nourris et logés:	
694.000 à 111.600 F par an	77
Salariés nourris seulement:	
147.500 à 192.000 F par an	28
Salariés logés seulement:	
111.000 à 131.000 F par an	14
Salariés ni logés ni nourris:	
147.500 à 216.000 F par an	32
Total	150
Avantages en nature:	
Autoconsommation	30
Achats complémentaires de nourriture	35
Total	65
Total général	215

N. B — A défaut d'autres données, on a pris pour les avantages en nature les chiffres de la campagne 1951-1952. Ces chiffres sont peut-être un peu faibles car si, considérant que les avantages en nature compensent *grosso modo* les espèces qui ne sont pas versées aux salariés, on refait le calcul en supposant qu'aucun salarié n'est nourri ni logé, on obtient entre 225 et 235 milliards.

Si l'on s'en tenait au salaire minimum garanti moyen de 14.000 F par mois, on obtiendrait 185 milliards.

Comme il est peu probable que les salaires soient inférieurs au minimum garanti ou très supérieurs aux salaires donnés par l'enquête, on peut estimer que le revenu global des salariés agricoles est compris entre 175 et 245 milliards de francs.

(1) Maîtres, valets, fermiers, ouvriers et ouvrières spécialisés.

Evaluation 1953-1954.

	Milliards de francs
Salariés nourris:	
Hommes: 530.000 à 125.000 F	66
Femmes: 145.000 à 100.000 F	15
Total	81
Salariés non nourris:	
Hommes: 290.000 à 235.000 F	68
Femmes: 95.000 à 185.000 F	18
Total	86
Ensemble	167
Avantages en nature:	
Autoconsommation	30
Achats complémentaires de nourriture	30
Total	60
Total général	227

Source: I. N. S. E. E. (Revenu de l'agriculture en 1953-1954.)

h) **Fonction publique.**

1. Revenus mensuels nets des fonctionnaires en résidence a Paris

Rémunérations totales brutes:
- Traitement de base budgétaire.
- Indemnité de résidence.
- Supplément familial de traitement.
- Prestations familiales.
- Prime de transport.
- Compléments: primes ou indemnités temporaires.

Moins retenues de retraite et sécurité sociale (rémunération nette).

Moins surtaxe progressive (payée sur le traitement l'année suivante) (les chiffres donnés à partir de 1955 sont provisoires. Ils utilisent le barème de surtaxe progressive en vigueur en 1955 sur les revenus de 1954).

Source: I. N. S. E. E.

DATES	INDICES HIÉRARCHIQUES NETS ET BRUTS						
	100	110-115	130-140	185-210	300-370	500-665	800-1.465
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Célibataire.							
1er janvier 1938	1.120	»	1.232	1.680	2.559	4.278	8.851
1er octobre 1951	19.581	»	22.513	29.847	47.302	76.934	119.189
1er avril 1952	19.487	»	22.450	29.676	46.997	76.679	118.967
1er septembre 1953	22.412	»	25.356	30.410	48.342	79.579	125.709
1er juillet 1954	22.412	»	25.356	30.663	49.327	83.147	134.547
1er janvier 1955	23.696	24.448	26.067	31.944	51.840	90.397	153.503
4 avril 1955	24.574	24.911	26.123	31.944	51.840	90.397	153.503
1er octobre 1955	25.548	26.060	27.600	33.068	52.685	91.752	155.772
1er janvier 1956	25.564	26.706	28.294	34.524	55.223	96.105	163.347
1er juillet 1956	25.675	27.181	29.273	35.428	56.402	96.872	164.038
1er juillet 1957	25.687	27.639	29.995	36.843	59.262	102.432	173.315
Marié 2 enfants (1).							
1er janvier 1938	1.261	»	1.376	1.630	2.750	4.537	9.365
1er octobre 1951	32.341	»	35.589	43.972	64.380	97.548	148.669
1er avril 1952	32.144	»	35.463	43.785	64.025	97.218	148.364
1er septembre 1953	35.417	»	38.489	44.129	64.369	99.763	152.684
1er juillet 1954	35.417	»	38.489	44.404	65.698	103.648	162.860
1er janvier 1955	36.874	37.671	39.438	45.983	68.496	111.812	186.523
4 avril 1955	37.752	38.143	39.503	45.983	68.496	111.812	186.523
1er octobre 1955	38.813	39.395	41.134	47.228	69.633	114.074	190.005
1er janvier 1956	38.833	40.115	41.909	48.837	72.581	119.299	199.524
1er juillet 1956	38.995	40.674	42.999	49.849	73.598	120.358	200.483
1er juillet 1957	39.056	41.212	43.835	51.459	77.329	127.009	211.943
Marié 4 enfants (2).							
1er janvier 1938	1.635	»	1.752	2.012	3.185	5.078	10.076
1er octobre 1951	51.280	»	54.916	63.828	85.381	120.937	173.183
1er avril 1952	51.186	»	54.790	63.651	85.026	120.622	172.665
1er septembre 1953	55.485	»	58.846	65.025	86.400	121.623	178.710
1er juillet 1954	55.485	»	58.846	65.317	87.565	128.508	188.887
1er janvier 1955	58.783	59.315	61.214	68.371	92.072	138.171	214.045
4 avril 1955	59.261	59.786	61.309	68.371	92.072	138.171	214.045
1er octobre 1955	60.401	61.078	63.032	69.716	93.704	142.470	219.489
1er janvier 1956	60.435	61.850	63.861	71.417	96.894	147.754	229.200
1er juillet 1956	60.736	62.548	65.096	72.568	97.994	149.271	230.654
1er juillet 1957	60.936	63.242	66.115	74.439	102.259	156.523	240.319

(1) Dont un âgé de plus de 10 ans.

(2) Dont deux âgés de plus de 10 ans.

2. Eventail des revenus nets des fonctionnaires en résidence a Paris

DATES	INDICES HIÉRARCHIQUES NETS ET BRUTS						
	160	110-115	130-140	185-210	300-370	500-665	800-1.165
Célibataire.							
1er janvier 1938	100	»	110	132	228	382	790
1er octobre 1951	100	»	115	152	242	393	609
1er avril 1952	100	»	115	152	241	393	610
1er septembre 1953	100	»	113	136	216	355	561
1er juillet 1954	100	»	113	137	220	371	600
1er janvier 1955	100	103	110	135	219	381	618
4 avril 1955	100	101	106	130	211	368	625
1er octobre 1955	100	102	108	129	206	359	610
1er janvier 1956	100	104	111	135	216	376	639
1er juillet 1956	100	106	114	138	219	377	639
1er juillet 1957	100	108	117	143	231	399	675
Marié 2 enfants (1).							
1er janvier 1938	100	»	109	129	218	360	743
1er octobre 1951	100	»	110	136	200	303	461
1er avril 1952	100	»	110	136	199	302	462
1er septembre 1953	100	»	109	125	182	282	431
1er juillet 1954	100	»	109	125	185	293	460
1er janvier 1955	100	102	107	125	186	303	506
4 avril 1955	100	101	105	122	181	296	494
1er octobre 1955	100	102	106	122	179	294	490
1er janvier 1956	100	103	108	126	187	307	514
1er juillet 1956	100	104	110	128	189	309	514
1er juillet 1957	100	106	112	132	198	325	543
Marié 4 enfants (2).							
1er janvier 1938	100	»	107	123	195	311	616
1er octobre 1951	100	»	107	124	167	236	338
1er avril 1952	100	»	107	124	166	236	338
1er septembre 1953	100	»	106	117	156	225	322
1er juillet 1954	100	»	106	118	158	232	340
1er janvier 1955	100	102	105	117	158	237	367
4 avril 1955	100	101	103	115	155	233	361
1er octobre 1955	100	101	104	115	155	236	363
1er janvier 1956	100	102	106	118	160	244	372
1er juillet 1956	100	103	107	119	161	246	380
1er juillet 1957	100	104	108	122	168	257	394

(1) Dont un âgé de plus de 10 ans.
(2) Dont deux âgés de plus de 10 ans.

3. Indices des rémunérations nettes des fonctionnaires célibataires en résidence a Paris

(= rémunération brute — retenues de retraite et sécurité sociale.) (Base 100 = janvier 1938.)

DATES	INDICES HIERARCHIQUES NETS ET BRUTS					
	100	130-140	185-210	300-370	500-665	800-1.165
1er janvier 1938	100	100	100	100	100	100
1er janvier 1948	982	1.020	1.036	944	972	769
1er mars 1949	1.243	1.307	1.401	1.288	1.285	1.007
1er janvier 1950	1.243	1.336	1.482	1.350	1.367	1.053
1er janvier 1951	1.357	1.401	1.663	1.551	1.544	1.201
1er mars 1951	1.546	1.652	1.820	1.680	1.676	1.282
1er octobre 1951	1.744	1.846	2.089	1.973	1.986	1.536
1er avril 1952	1.735	1.836	2.076	1.959	1.978	1.532
1er septembre 1953	1.996	2.053	2.076	1.959	1.978	1.532
1er juillet 1954	1.996	2.053	2.095	2.002	2.073	1.653
1er janvier 1955	2.110	2.115	2.188	2.110	2.270	1.931
4 avril 1955	2.188	2.121	2.188	2.110	2.270	1.931
1er octobre 1955	2.280	2.250	2.270	2.148	2.310	1.966
1er janvier 1956	2.282	2.311	2.376	2.259	2.439	2.081
1er juillet 1956	2.292	2.396	2.441	2.297	2.462	2.092
1er juillet 1957	2.294	2.459	2.544	2.435	2.625	2.232

4 Observations

La hausse moyenne des rémunérations mensuelles nettes des fonctionnaires (avant déduction de la surtaxe progressive) est d'environ 11 p. 100 au 30 juin 1955 par rapport à octobre 1951.

Les prévisions d'augmentation sont les suivantes:
1955 (octobre) + 13 p. 100 (par rapport à octobre 1951);
1956 (janvier) + 18 p. 100;
1956 (juillet) + 21 p. 100;
1957 (juillet) + 26 p. 100,

soit, sur deux ans (juillet 1955-juillet 1957), une hausse moyenne de l'ordre de 15 p. 100.

D'octobre 1951 à octobre 1955, on a:

Traitements publics: + 13 p. 100 (éventail hiérarchique peu modifié).

Salaires privés: + 18 p. 100 (enquête du ministre du travail; taux du salaire horaire).

Par rapport à 1938, le fonctionnaire célibataire en résidence à Paris à une rémunération nette multipliée par un coefficient allant de 22 (hauts fonctionnaires) à 26 (fonctionnaires moyens).

Les fonctionnaires moyens ont été plus avantagés que les autres par les hausses antérieures à 1951.

Depuis 1951, les progrès ont surtout intéressé les petits et très hauts fonctionnaires.

Source: I. N. S. E. E.

2° AUTRES REVENUS

a) Evolution du revenu de l'agriculture.

1. Evolution globale

Estimation grossière (milliards de francs) (1).

DÉSIGNATION	1937-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955
Recettes	81	1.405	1.500	1.650	1.940	2.100	(1) 2.155	2.205
(Indices)	(100)	(1.735)	(1.852)	(2.037)	(2.395)	(2.580)	(2.660)	(2.720)
Dépenses	19	355	390	450	570	590	(1) 610	650
(Indices)	(100)	(1.868)	(1.842)	(2.368)	(3.000)	(3.105)	(3.210)	(3.420)
Revenu net	62	1.050	1.110	1.200	1.370	1.510	1.545	1.555
(Indices)	(100)	(1.694)	(1.790)	(1.935)	(2.210)	(2.419)	(2.490)	(2.520)

(= ordre de grandeur de la production nette au coût des facteurs.)

Voir la note (1) ci-dessous.

Définitions

Recettes = valeur des ventes de l'agriculture aux autres secteurs économiques + valeur des produits récoltés et consommés à la ferme.

Dépenses = valeur des achats de matières, services et biens d'équipement par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie.

Revenu net ou balance de trésorerie = recettes — dépenses.

N. B. — Autoconsommation:

1937-1939	18,5	1950-1951	335	1953-1954	405
1948-1949	315	1951-1952	385	1954-1955	400
1949-1950	325	1952-1953	415		

Part du revenu net (pourcentage):

1937-1939	28,8	1950-1951	27,9	1953-1954	26,2
1948-1949	30	1951-1952	28,1	1954-1955	28,7
1949-1950	29,3	1952-1953	27,7		

(1) La marge d'erreur est importante. Ainsi, pour 1953-1954, les recettes réelles peuvent se situer entre 2.000 et 2.500 milliards, avec toutefois probabilité que les évaluations pèchent plutôt par défaut. Pour les dépenses, la marge d'erreur est d'un ordre de grandeur voisin. Le chiffre réel pourrait s'inscrire entre 500 et 725 milliards de francs. Pour 1954-1955, les recettes peuvent se situer, de même qu'en 1953-1954, entre 2.000 et 2.500 milliards.

Répartition du revenu net.

(En ordre de grandeur, avec une marge d'erreur importante.)

DÉSIGNATION	1937-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955
Propriétaires	7	110	110	120	155	(1) 160	(2) 150	(3) 130
Salariés	10,5	150	160	175	205	215	225	235
Exploitants	44,5	790	840	965	1.010	1.125	1.170	1.190
Ensemble	62	1.050	1.110	1.200	1.370	1.500	1.545	1.555

(1) Impôt foncier: 20 milliards. — (2) Impôt foncier: 22 milliards. — (3) Impôt foncier: 23 milliards.

Source: I. N. S. E. E.

2. Recettes (Pourcentage.)

Répartition des recettes totales par produits.

(Autoconsommation comprise.)

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955
Produits végétaux.										
Blé	14,5	18,9	16,8	10,1	11,7	10,0	10,5	11,0	12	12,5
Betteraves industrielles	2,7	2,2	2,3	2,8	2,0	3,3	3,0	2,4	3	2,5
Pommes de terre	4,2	3,9	4,1	2,1	4,9	3,0	2,6	3,8	2,5	1,5
Légumes frais	9,2	8,5	8,9	6,1	7,7	6,1	7,2	7,5	7,5	7,5
Légumes secs	0,5	0,8	0,6	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fruits	3,4	3,2	3,3	3,2	3,7	3,0	3,1	3,6	3,5	3,5
Vin	12,5	11,1	11,7	12,1	11,7	10,0	9,0	8,0	9,5	8,5
Autres	4,2	4,5	4,3	4,6	4,7	4,6	4,9	5,0	4	3,5
Total (arrondi)	51	53	52	42	47	41	41	42	42,5	40
Produits animaux.										
Viande	22,8	22,4	22,6	31,3	24,3	29,2	29,6	29,5	29	32
Lait	13,9	13,0	13,5	13,9	16,0	17,0	16,2	16,6	17	15,5
Volailles et lapins	7,3	7,3	7,3	7,5	7,0	7,3	7,7	7	6,5	7
Œufs	4,5	4,1	4,3	5,3	5,7	5,2	5,2	5,5	5	5,5
Total (arrondi)	49	47	48	58	53	59	59	58	57,5	60

Source: I. N. S. E. E.

3. Dépenses de l'agriculture

Analyse détaillée des dépenses de 1937-1938 à 1952-1953.

N. B. — Erreur possible en plus ou en moins de l'ordre d'au moins 20 p. 100.

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE 1937-1938 et 1938-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955
1° *Matières.*										
Semences	0,35	0,35	0,35	9	8	9	13	15	15	»
Alimentation du bétail	4,0	3,8	3,9	40	55	60	80	82	70	»
Engrais	2,7	3,15	2,9	55	60	70	90	90	110	125
Antiparasitaires	0,5	0,45	0,5	5	8	10	18	16	18	17
Carburants	0,35	0,45	0,4	19	30	28	30	30	35	»
Electricité	0,15	0,15	0,15	5	6	7	10	15	15	»
Ficelle-lieuse	0,15	0,15	0,15	6	6	7	11	11	5	»
Divers	0,3	0,3	0,3	5	7	8	10	10	10	»
Total (environ)	8,5	8,8	8,65	145	180	200	260	270	280	»
2° *Travaux et services.*										
Battages	0,5	0,85	0,7	10	11	13	15	17	19	»
Entretien	3,8	4,25	4,0	70	70	85	100	105	105	»
Assurances	0,8	0,9	0,9	12	18	20	25	25	27	»
Echanges bétail	0,7	0,7	0,7	20	15	20	25	30	25	»
Vétérinaires	0,3	0,3	0,3	6	8	10	13	15	15	»
Frais généraux et divers	0,4	0,4	0,4	6	8	10	10	10	10	»
Total (environ)	6,5	7,4	7,0	125	130	160	190	200	200	30
3° *Renouvellement* (1).										
Bâtiments et capital d'exploitation (1)	3,5	3,1	3,3	85	80	90	120	120	130	140
Total général (environ)	18,5	19,3	18,9	355	390	450	570	590	640	650

(1) Les dépenses relatives aux bâtiments, véhicules, etc., ont été grossièrement réparties avec l'entretien et le renouvellement.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — *Répartition des dépenses.*

1° Répartition des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955
Matières	46	46	46	41	46	44	46	46	46	»
Travaux et services	35	38	37	35	33	36	33	34	33	»
Renouvellement (bâtiments et capital d'exploitation)	19	16	17	24	21	20	21	20	19	21

On ne note pas de changement important par rapport à l'avant-guerre dans la répartition des dépenses de l'agriculture, abstraction faite des campagnes 1945-1946 à 1947-1948, période de pénurie des produits industriels nécessaires à l'agriculture.

2° Proportions des principaux postes dans le total des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955
Alimentation du bétail	22	20	21	11	14	13	14	14	11,5	»
Engrais	15	16	15	16	15	16	16	15	18	19
Carburants	2	2	2	5	8	6	5	5	5,5	»
Machines agricoles et tracteurs	10	8	9	17	14	13	14	14	14,5	14,5

Source : I. N. S. E. E.

b) **Chiffres d'affaires déclarés aux administrations fiscales.**

(Affaires faites en cours d'année.)

1. Chiffre global déclaré (brut) :

1950	1951	1952	1953
	(1.000 milliards de francs.)		
14,4	19,3	21,35	22,15
	(18,5) (1)		

2. Volume réel des affaires

	1950	1951	1952	1953
		(1.000 milliards de francs.)		
Variations des prix (moyennes géométriques des indices gros et détail)	109,7	134,1	144,5	141,5
Valeur à prix constants (1949)	13,1	14,4	14,8	15,65
		(13,8) (2)		

3 Progrès en pourcentage (ordre de grandeur).

	+ 10 0/0	+ 7 0/0	+ 6 0/0
Evolution du nombre des redevables	(+ 3 0/0)	(— 1 0/0)	(+ 1 0/0)
Progrès net	(+ 7 0/0)	(+ 8 0/0)	(+ 5 0/0)

(1) La comparaison entre 1951 et 1952 doit se faire en déduisant du chiffres d'affaires de 1951, soit 19,3, un total de 834 milliards de francs relatifs aux commerces des viandes et au commerce de gros des boissons (création des taxes uniques qui font échapper à la statistique ces commerces).

(2) Viandes et vins en gros exclus en 1952.

4. Répartition

DÉSIGNATION	CHIFFRE D'AFFAIRES total déclaré — Pourcentage.			AFFAIRES SOUMISES aux taxes à la production (taux réunis). — Pourcentage.			MONTANT des taxes payées. — Pourcentage.		
	1951	1952	1953	1951	1952	1953	1951	1952	1953
a) Produits agricoles et alimentaires	26	23	23	21	13	14	24	18	18
b) Métaux	20	22	23	21	28	27	22	25	26
c) Textiles	15	13	12	15	14	13	15	13	13
d) Construction	10	11	11	10	11	11	10	11	11
e) Transports	4	5	4	6	7	7	5	6	5
f) Energie	3	5	4	2	3	3	2	3	3
Total (par rapport à l'ensemble des activités)	78	78	78	75	76	75	78	76	76

Sources : Ministère des finances, I. N. S. E. E.

c) Bénéfices industriels et commerciaux.

Exercices clos (1).

1. Nombre d'entreprises déclarées:	1951	1952
	(1.000)	
Régime forfaitaire	1.248	1.272
Bénéfice réel	432	444
	1.680	1.716

2. Bénéfice fiscal:	1951	1952
	Milliards de francs	
Régime forfaitaire	394	444
Bénéfice réel	784	845
	1.178	1.311

Source: Ministère des finances.

(1) Déclarations en 1952 et 1953.

VI. — CONSOMMATION

1. Consommation des particuliers de 1950 a 1954

(Milliards de francs 1952.)

DESIGNATION	1950	1951	1952	1953	1955
Alimentation	3.614	3.625	3.788	4.023	4.138
Boissons alcoolisées, tabac	803	855	872	883	899
Habillement	1.203	1.316	1.322	1.371	1.450
Logement	1.305	1.373	1.398	1.470	1.565
Hygiène et soins	626	635	674	755	815
Transports	446	495	542	576	633
Culture et loisirs	373	402	396	397	423
Hôtels, restaurants, cafés	328	343	365	377	394
Dépenses diverses	201	223	250	283	291
Total général	8.899	9.269	9.607	10.135	10.668

Source: C. R. E. D. C. C., 1956.

2. Energie

Bilan énergétique (1). (Livraisons aux consommateurs.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1954/1953
	(En millions de tonnes d'équivalent charbon.) (2)									En pourcentage.
Charbon (livraisons aux consommateurs)	86,6	66,34	65,10	71,4	63,63	72,54	71,01	65,13	66,78	[illegible]
Hydro-électricité (production)	5,9	7,28	8,88	6,66	9,72	12,72	13,44	13,27	14,55	[illegible]
Produits pétroliers (consommation civile intérieure hors raffinerie)	4,5	7,67	9,20	11,66	13,86	15,81	16,71	18,66	21,17	[illegible]
Gaz naturel (production)	»	»	0,23	0,30	0,33	0,38	0,36	0,32	0,34	[illegible]
Total	97,0	81,29	83,41	90,02	87,54	101,45	101,52	97,38	102,84	[illegible]
Disponible par habitant (en tonnes)	2,37	1,97	2,02	2,17	2,09	2,4	2,39	2,27	2,4	»

Répartition par source en pourcentage.

	(En millions de tonnes d'équivalent charbon.) (2)									
Charbon	89,3	81,6	78,3	79,2	72,7	71,5	70	67	65	»
Hydro-électricité	6,1	8,9	10,6	7,5	11,1	12,5	13,2	13,6	14,2	»
Produits pétroliers	4,6	9,5	10,9	12,9	15,8	15,6	16,4	19,1	20,5	»
Gaz naturel	»	»	0,2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	»
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	»
Production nationale estimée en pourcentage de la consommation	62,4	67,1	64,22	65,92	70,90	66,68	69,76	69,65	69,15	»

(1) Source: O. E. C. E.

(2) Coefficients de conversion en charbon: lignite 0,6; coke 1,3; produits pétroliers 1,5; électricité jusqu'à 1950 0,9; 1951 0,7; depuis 1952 0,6; gaz naturel 1,33.

VII. — COMPTABILITE NATIONALE

1° REVENU NATIONAL D'APRES LA DEFINITION O. E. C. E.

DESIGNATION	1913	1938	1946	1947	1948	1949
a) Produit national brut au prix de marché	»	435	3.018	3.995	6.654	8.480
b) Revenu national net au coût des facteurs	50	360	2.596	3.303	5.430	6.430

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955
a) Produit national brut au prix de marché	9.610	11.950	14.140	14.530	15.390	16.370
b) Revenu national net au coût des facteurs	7.280	8.910	10.500	10.790	11.510	12.440

Source: Commission des comptes de la nation.

2° EVOLUTION DU REVENU NATIONAL DE 1901 A 1953

M. A. Sauvy a présenté, dans son rapport au Conseil économique de mars 1954, une évaluation en francs constants 1938 des chiffres du revenu national estimés pour les années 1901 à 1913:

« Pour les années 1938 et 1948 à 1952, ont été utilisés les chiffres du produit national net malgré les critiques que soulèvent ces chiffres. Pour les années 1921 à 1947, les chiffres calculés par le commissariat au plan, il s'agit cette fois de la production nette au coût des facteurs, il aurait mieux valu suivre la même série qu'après 1949, les éléments n'en ont pas été retrouvés. Les chiffres ont été raccordés en tout cas de façon à assurer une bonne comparabilité. Mais il est possible que de 1921 à 1938, une légère distorsion ait résulté de la non-identité des définitions.

« Enfin pour 1901 à 1913, il s'agit de calculs personnels correspondant à la notion de production brute. Le raccord a été fait d'après les données directes de 1913 à 1938.

« Telle qu'elle est, la série n'est donc pas absolument homogène. Elle donne cependant une idée du développement de la richesse française depuis le début du siècle. »

Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

ANNÉES	EN milliards de francs 1936.	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).
1901.....	242	73	»	»	5,5
1902.....	240	73,1	»	»	5,8
1903.....	247	75,3	»	»	6
1904.....	267	81,4	»	»	6,5
1905.....	264	80,5	»	»	6,4
1906.. ..	270	82,3	»	»	6,5
1907.....	277	84,5	»	»	6,7
1908.....	279	85,1	»	»	6,7
1909.....	288	87,8	»	»	6,9
1910.....	288	87,8	»	»	6,9
1911.....	300	91,5	»	»	7,2
1912.....	328	100	»	»	7,8
1913.....	328	100	»	»	7,8
1920.....	270	82,3	»	»	6,9
1921.....	250	76,2	»	»	6,3
1922.....	304	92,7	»	»	7,7
1923.....	329	100,3	»	»	8,2
1924.....	381	116,1	»	»	9,4
1925.....	384	117,1	»	»	9,5
1926.....	401	122,2	»	»	9,8
1927.....	387	118	»	»	9,4
1928.....	410	125	»	»	9,9
1929.....	453	138,1	100	»	10,9
1930.....	447	136,3	98,7	»	10,7
1931.....	428	130,5	91,5	»	10,2
1932.....	398	121,3	87,8	»	9,5
1933.....	400	121,9	88,2	»	9,5
1934.....	392	119,5	86,5	»	9,3
1935.....	375	114,3	82,7	»	8,9
1936.....	371	113,1	81,8	»	8,8
1937.....	384	117	85	»	9,1
1938.....	380	115,8	83,9	100	9
1939.....	407	124,1	89,8	107	9,7
1940.....	336	102,4	74,2	88,4	8,2
1941.....	266	81	58,7	70	6,7
1942.....	238	72,6	52,5	62,6	6
1943.....	226	68,9	49,9	59,5	5,8
1944.....	191	58,2	42,1	50,3	4,9
1945.....	207	63,1	45,7	54,4	5,2
1946.....	315	96	69,5	82,9	7,8
1947.....	341	104	75,2	89,7	8,4
1948.....	366	111,6	80,7	96,2	8,8
1949.....	414	126,2	91,4	109	9,9
1950.....	447	136,2	98,7	117,6	10,6
1951.....	462	140,8	102	121,6	10,9
1952.....	470	143,3	103,8	123,7	11
1953.....	475	144,8	104,8	125	11,1

Source: C. E., rapport M. A. Sauvy, mars 1953.

B. — DONNEES ETRANGERES COMPARATIVES

CADRE DE PRESENTATION

Pages.

1° *Population:*

a) Taux de nuptialité dans quelques pays 766
b) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. 766
c) Population mondiale totale 766
d) Population de l'Europe au 1er janvier 1953 766
e) Excédents démographiques mondiaux 766
f) Population active 767
g) Evolution 1850-1950 768

2° *Production:*

a) Résultats agricoles 769
b) Production industrielle 772
c) Communauté européenne du charbon et de l'acier... 779

3° *Activité de la main-d'œuvre:*

a) Indice de l'emploi 781
b) Durée hebdomadaire du travail 781
c) Chômage 782

4° *Commerce extérieur:*

a) Indices du quantum en volume 782
b) Indices de valeur unitaire 782
c) Opérations de l'Union européenne de paiements..... 783
d) Echanges extérieurs et produit national 783
e) Pourcentage de couverture des importations 783

5° *Transports:*

a) Transports ferroviaires 784
b) Flotte marchande mondiale 784
c) Transports aériens 785
d) Parc automobile 785

6° *Prix et coût de la vie:*

a) Indice des prix de gros 785
b) Indices du coût de la vie 786
c) Rapport des prix de détail alimentaires-coût de vie. 786
d) Prix agricoles et prix généraux 786
e) Indices des matières premières 786
f) Indices des frets maritimes 787

Pages.

7° *Salaires et revenus:*

a) Salaires horaires ouvriers dans l'industrie 787
b) Rapport prix reçus-prix payés par agriculteurs 787
c) Salaires années par rapport à la production nationale brute 788

8° *Consommation et commerce intérieur:*

a) Laine 788
b) Coton 788
c) Acier 788
d) Consommation d'énergie par habitant 789
e) Produits pétroliers 789
f) Ration alimentaire par habitant 789
g) Corps gras alimentaires 789
h) Matières plastiques 790
i) Volume de la consommation 790
j) Commerce intérieur 790

9° *Données monétaires et financières:*

a) Cours des changes 790
b) Balance des payements 791
c) Réserves or-devises 792
d) Cours des actions industrielles 792
e) Pourcentage des dépenses publiques totales des Etats couvertes par des recettes fiscales 792

10° *Revenu national:*

a) Estimations du revenu national 792
b) Indices du revenu national à prix constants 793
c) Indices du revenu par habitant à prix constants.... 793
d) Répartition du revenu national 793
e) Origine par branche d'activité 794
f) Indice du volume 795
g) Rapport des principales catégories de revenus 795

11° *Logement et construction:*

a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays 795
b) Indices de la construction 795
c) Indices des prix de gros des matériaux de construction 795

12° *Financement des investissements* 796

1° POPULATION

a) **Taux de nuptialité dans quelques pays** (p. 1.000) (1).

PAYS	1938	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	9,5	8,9	8,6	8,7
Australie	9	8	7,9	7,8
Autriche	13,3	7,8	7,8	8,1
Belgique	7,4	7,7	7,7	7,8
Canada	7,9	9	8,3	8,1
Espagne	4,5	7,6	8	8,1
France	6,7	7,2	7,2	7,2
Italie	7,5	7,1	7,3	7,4
Pays-Bas	7,7	8,2	8,3	8,3
Royaume-Uni	8,6	7,8	7,7	8
Suède	9,2	7,4	7,2	7,1
U. S. A.	10,3	9,7	9,2	9,3

(1) Nombre de mariages enregistrés pour 1.000 personnes de la population correspondante au milieu de l'année.

Source: O. N. U.

b) **Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays.**

(P. 1.000.)

PAYS	1938		1954		1955	
	N.	M.	N.	M.	N.	M.
Allemagne occidentale	19,7	11,4	15,7	10,4	15,7	10,8
Australie	17,5	9,6	22,5	9,1	22,6	8,9
Autriche	13,9	14	14,9	12,1	15,5	12,1
Belgique	16	13,2	16,7	11,9	16,8	12,7
Canada	20,7	9,7	28,7	8,2	28,3	8,1
Espagne	20,1	19,3	20	9,1	20,6	9,3
France	14,9	15,8	18,8	12	18,4	12
Italie	(1) 23,8	14,1	17,8	9,1	17,7	9,2
Pays-Bas	20,5	8,5	21,6	7,5	21,4	7,6
Royaume-Uni	15,5	11,8	15,6	11,4	15,4	11,7
Suède	14,9	11,5	14,6	9,6	14,8	9,4
U. S. A.	17,6	10,6	24,9	9,2	24,6	9,3

(1) Territoires d'avant guerre.

c) **Population mondiale totale** (milieu de l'année).

PAYS	ÉVALUATIONS En millions.				
	1920	1930	1940	1950	1953
Afrique	140	155	172	198	208
Amérique du Nord	208	244	277	218	351
Amérique du Sud				112	
Asie (1)	970	1.047	1.176	1.321	1.364
Europe	328	355	380	398	402
Océanie	8,8	10,4	11,3	13	14
U. R. S. S. (2)	158	176	197	200	208
Monde	1.813	1.987	2.213	2.495	2.547

PAYS	SUPERFICIES en millions de km².		DENSITÉ au km².	
Afrique	30,31		7	
Amérique du Nord	24,276	42	9	8,5
Amérique du Sud	17,764		6	
Asie (1)	27		50	
Europe	4,93		81	
Océanie	8,56		2	
U. R. S. S. (2)	22,4		9	
Monde	135,17		19	

(1) Turquie d'Europe incluse. — (2) Estimations.

Source: O. N. U.

d) **Population de l'Europe au 1er janvier 1953.**

(U. R. S. S. exclue.)

(Evaluation en millions.)

Albanie (1)	1,3	Italie	47
Allemagne occidentale	50	Luxembourg	0,3
Allemagne orientale (1)	18,6	Norvège	3,3
Berlin (1)	3,3	Pays-Bas	10,5
Autriche	6,9	Pologne (1)	25,8
Belgique	8,7	Portugal	8,6
Bulgarie (1)	7,3	Roumanie (1)	16
Danemark	4,3	Royaume-Uni	50,6
Espagne	28,5	Sarre	0,97
Finlande	4,1	Suède	7,2
France	42,8	Suisse	4,9
Grèce	7,9	Tchécoslovaquie (1)	12,8
Hongrie (1)	9,3	Yougoslavie	17
Irlande	3		
Islande	0,15	Total	400

La valeur des évaluations est différente selon les pays, certaines ayant dû être obtenues par extrapolation sur le mouvement des populations des dernières années, en raison de l'absence de recensements récents connus.

Sources: O. N. U. — Institut national d'études démographiques (I. N. E. D.).

e) **Excédents démographiques mondiaux.**

Taux pour 10.000 habitants.

PAYS	1954		
	Natalité.	Mortalité.	Excédent.
1. Mexique	458	129	329
2. Canada	285	81	204
3. Yougoslavie	284	108	176
4. Etats-Unis	249	92	157
5. Pays-Bas	216	75	141
6. Japon	201	82	119
7. Portugal	226	109	117
8. Espagne	200	91	109
9. Norvège	186	84	102
10. Irlande	211	121	90
11. Italie	176	90	86
12. Danemark	174	91	83
13. Suisse	170	100	70
14. France	187	119	68
15. Allemagne occidentale	157	104	53
16. Suède	146	96	50
17. Belgique	168	124	44
18. Royaume-Uni	156	114	42
19. Autriche	147	121	26

Source: O. N. U.

(1) 1952.

f) **Population active** (d'après les recensements).

(En millions.)

PAYS	FIN XIXe SIÈCLE	AVANT GUERRE 1914 (environs 1914).	PAYS	PÉRIODE 1920-1940		APRÈS-GUERRE			
				Environs 1929.	Environs 1938.	1949-1950.	1953.	1954.	1955.
1. U. R. S. S.	»	»	1. U. R. S. S.	84,3 (1926)	»	»	»	»	»
2. Etats-Unis	23,3 (1890)	37,4 (1910)	2. Etats-Unis	48,9 (1930)	52,2 (1940)	58,7 (1950)	»	(2) 67,5	67,2
3. Allemagne	21,9 (1895)	28,1 (1901)	3. Allemagne	32 (1925)	34,6 (1939)	»	25,7	»	»
4. Japon	»	»	4. Japon	29,2 (1930)	»	33,7 (1947)	37	»	»
5. Grande-Bretagne	14,6 (1891)	18,4 (1911)	5. Grande-Bretagne	21,1 (1931)	»	22,7 (1951)	23,3	(1) 23,6	24,1
6. France	19 (1896)	20,9 (1911)	6. France	21,6 (1931)	»	20,5 (1946)	»	20	»
7. Italie	»	16,4 (1911)	7. Italie	17,3 (1931)	18,3 (1936)	»	(3) 23	»	21,5
8. Pologne	»	»	8. Pologne	15 (1931)	»	»	»	»	»
9. Tchécoslovaquie	»	»	9. Tchécoslovaquie	5,9 (1931)	»	»	»	»	»
10. Espagne	»	»	10. Espagne	8,6 (1930)	9,3 (1940)	»	»	»	»
11. Canada	1,8 (1901)	2,7 (1911)	11. Canada	3,9 (1931)	4,5 (1941)	»	(3) 5,1	»	»
12. Pays-Bas	»	2,3 (1909)	12. Pays-Bas	3,2 (1930)	»	3,9 (1947)	4 (1952)	»	»
13. Belgique	»	3,5 (1910)	13. Belgique	»	3,7 (1939)	3,5 (1947)	4	»	»
14. Australie	»	2 (1911)	14. Australie	2,9 (1933)	»	3,2 (1947)	»	»	»
15. Suède	»	2,2 (1910)	15. Suède	2,9 (1930)	(1940)	3 (1945)	3,1 (1950)	»	»

(1) Population civile seulement. — (2) Population active seulement. — (3) Evaluation du ministère du travail.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E

g) Population du monde (1) en 1850 et en 1950. — Recul relatif de l'Europe et de la France depuis un siècle.

(Les groupes et pays sont classés suivant l'importance décroissante de la population en 1950.)

(En millions d'habitants, nombres arrondis.)

GROUPES	PAYS		POPULATION		POURCENTAGES (1850 = 100.)	POURCENTAGES (Monde = 100.)	
	Extra-européens.	Européens.	Vers 1850.	Vers 1950.		Vers 1950.	Vers 1850.
Asie (2)	.....	.....	(720)	1.265	176	62	52
	Chine	.....	»	(4) 463	»	»	»
	Inde et Pakistan	.....	»	433	»	»	»
Europe (3)	.....	.....	220	414	188	19	17
Amérique du Nord et Amérique centrale	.....	.....	39	219	560	3,8	9
U. R. S. S.	.....	.....	(57)	200-205	(360)	4,9	8,5
Afrique	.....	.....	(100)	197	197	8,6	8,0
	Etats-Unis	.....	17,0	152	895	»	»
Amérique du Sud	.....	.....	20	111	555	»	»
	Japon	.....	33	84	255	1,7	4,6
		Allemagne	35,9	69	192	»	»
	Brésil	.....	7,7	50	650	»	»
		Royaume-Uni	22,6	50	222	»	»
		Italie	24,3	46,2	190	»	»
		France (5)	36,5	41,7	114	3,1	1,7
		Espagne	15,6	28,2	»	»	»
	Mexique	.....	7,0	25,6	»	»	»
		Pologne	(4,8)	25	»	»	»
		Turquie	»	20,9	»	»	»
	Egypte	.....	4,5	20,4	»	»	»
	Argentine	.....	0,8	17,1	»	»	»
		Yougoslavie	»	16,2	»	»	»
		Roumanie	(3,3)	16,0	»	»	»
	Canada	.....	1,8	13,8	770	»	»
Océanie	.....	.....	2	13	650	0,1	0,6
		Tchécoslovaquie	(10,5)	12,5	»	»	»
	Union sud-africaine	.....	»	12,3	»	»	»
		Pays-Bas	3,0	10,1	335	»	»
		Hongrie	(13,2)	9,3	»	»	»
		Belgique	4,3	8,6	»	»	»
		Portugal	3,5	8,4	»	»	»
	Pérou	.....	»	8,4	»	»	»
	Australie	.....	0,4	8,1	»	»	»
		Grèce	(1,0)	7,9	»	»	»
		Bulgarie	»	7,2	»	»	»
		Suède	3,5	7,0	»	»	»
		Autriche	(17,5)	7,0	»	»	»
	Chili	.....	1,4	5,8	»	»	»
Monde	.....	.....	(1.160)	2.410	208	100	100

(1) Par groupes continentaux et par principaux pays de plus de 5 millions d'habitants en 1950.
(2) Non compris fraction asiatique de l'U. R. S. S.
(3) Non compris fraction européenne de l'U. R. S. S.
(4) Les dernières évaluations porteraient la population chinoise à 600 millions d'habitants.
(5) Pourcentage France-Europe : en 1850, 16,6 ; en 1950, 10,1.

NOTA. — Entre parenthèses : territoire en 1850 très différent de celui de 1950.

N. B. — *Répartition de la population mondiale.*

GROUPES	POURCENTAGES (Monde = 100.) En 1850.	En 1950.	VARIATION relative (1850 = 100).
			P. 100.
Asie	62	52	— 16
Europe	19	17	— 10
Afrique	8,6	8,0	— 7
U. R. S. S.	4,9	8,5	+ 73
Amérique du Nord et centrale.	3,8	9,0	+ 138
Amérique du Sud	1,7	4,6	+ 170
Océanie	< 0,1	0,6	Au-dessus de 500

Source: I. N. S. E. E.

2° PRODUCTION

(En ordre de grandeur.)

a) Résultats agricoles.

1. Indices du volume de la production brute par grandes régions

(1934-1938 = 100.)

Production totale.

RÉGIONS	1948-1949 1950-1951	1952	1953	1954
		(Campagnes 1951-1952 et 1953-1954.)		
Europe occidentale	103	144	114	121
Amérique du Nord	135	136	148	147
Amérique latine	123	120	132	132
Extrême-Orient (Chine exclue)	99	101	106	108
Proche-Orient	116	125	134	139
Afrique	124	134	136	137
Océanie	112	108	121	123
Ensemble	114	118	125	127
Total mondial (estimation pour Europe orientale, Chine, U. R. S. S.)	108	113	117	119

Source: O. N. U. (F. A. O.).

Production alimentaire.

RÉGIONS	1948-1949 1950-1951	1952-1953	1953-1954
Europe	103	114	121
Amérique du Nord	138	152	150
Amérique latine	128	136	138
Extrême-Orient	99	105	109
Proche-Orient	114	135	140
Afrique	123	134	134
Océanie	111	117	120
Ensemble	115	126	128
Total mondial	109	117	120

RÉGIONS	PRODUCTION PAR TÊTE 1948-1949 1950-1951	1952-1953	1953-1954
Europe	94	102	107
Amérique du Nord	118	122	119
Amérique latine	98	97	96
Extrême-Orient	84	85	87
Proche-Orient	95	104	108
Afrique	102	106	105
Océanie	96	93	93
Ensemble	98	102	103
Total mondial	97	101	102

Source: O. N. U. (F. A. O.).

2° Indices de la production agricole pour quelques pays

Production alimentaire. — Production totale.

(Avant-guerre = 100.)

PAYS	1951-52	1952-53	1953-54	1954-55
Produits alimentaires.				
Allemagne occidentale	110	113	119	120
Australie	99	116	120	116
Autriche	92	100	110	104
Belgique / Luxembourg	118	124	128	134
Canada	147	179	166	120
Danemark	122	129	134	133
Espagne	104	101	97	100
France	101	108	116	173
Italie	119	119	133	125
Pays-Bas	127	130	132	136
Royaume-Uni	123	127	135	139
Suède	110	114	113	113
Suisse	110	118	117	171
U. S. A.	136	148	148	151
Tous produits.				
Allemagne occidentale	110	113	119	120
Australie	101	119	121	119
Autriche	92	101	110	104
Belgique / Luxembourg	118	123	127	131
Canada	149	180	167	122
Danemark	122	129	134	133
Espagne	105	104	100	103
France	102	108	117	123
Italie	118	118	132	124
Pays-Bas	128	132	133	138
Royaume-Uni	122	127	134	137
Suède	110	114	114	114
Suisse	110	118	117	124
U. S. A.	134	144	145	146

Source: O. N. U. (F. A. O.).

3. Blé
(1.000 tonnes.)

PAYS	1934-1938	1949
Allemagne occidentale	2.505	2.471
Australie	4.200	5.939
Autriche	417	350
Belgique	450	596
Canada	7.170	9.999
Espagne	(1) 4.364	2.580
France	8.143	8.082
Italie	7.254	7.020
Pays-Bas	430	425
Royaume-Uni	1.743	2.239
Suède	696	698
U. S. A.	19.476	31.262
U. R. S. S.	38.090	»
Europe	42.300	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	128.600	139.200

PAYS	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	3.180	2.893	(3.378)
Australie	5.388	4.589	9.133
Autriche	499	452	549
Belgique	574	589	757
Canada	16.710	8.407	13.447
Espagne	3.041	4.798	(3.922)
France	8.981	10.566	10.579
Italie	9.056	7.251	9.305
Pays-Bas	249	397	(350)
Royaume-Uni	2.707	2.828	2.641
Suède	998	1.020	(747)
U. S. A.	31.829	26.804	25.935
U. R. S. S.	»	»	»
Europe	47.000	»	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	163.000	151.500	156.000

(1) 1931-1935 = 100.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

4. Maïs
(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1953	1954	1955
Argentine	7,9	8,4	4,5	2,5	»
Brésil	5,68	6,16	6,7	6	»
France	0,54	0,19	0,8	0,9	0,9
Italie	3	2,21	3,2	2,95	»
Roumanie	4,03	»	»	»	»
U. R. S. S.	4,65	»	»	»	»
U. S. A.	53,7	85,8	81,1	76,4	80,9
Yougoslavie	4,71	3,72	4,4	3	»
Europe	17,4	15,4	16,6	15,9	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	110,4	137,8	144,5	137,3	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

5. Riz
(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (moyenne).	1949
Afrique	2,18	3,3
Chine (22 provinces)	(1) 50,06	44,5
Indes	34,2	(3) 34,7
Indochine	6,5	4,6
Japon	11,5	(4) 12,22
Pakistan	(2) 11,1	12,4
U. S. A.	0,95	1,85
Europe	1,14	1,08
Monde (U. R. S. S. exclue)	151,2	151,2

PAYS	1953	1954	1955
Afrique	3,3	1,7	(1,7)
Chine (22 provinces)	48,3	46,9	»
Indes	41,3	41	(36)
Indochine	»	»	»
Japon	10,3	11,4	14,8
Pakistan	13	12,8	2,4
U. S. A.	2,4	2,9	»
Europe	1,8	1,7	1,8
Monde (U. R. S. S exclue)	171	170	162

(1) Moyenne 1931-1937.
(2) Moyenne 1936-1938.
(3) Pakistan inclus.
(4) Iles Ryu-Kyû exclues.
Source: O N. U. (F. A. O.).

6. Pommes de terre
(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1953	1954
Allemagne occidentale	19,6	20,87	24,5	26,8
Australie	0,34	0,48	0,56	0,46
Autriche	2,84	2,01	3,3	2,8
Belgique	3,17	2,05	1,9	2,6
Canada (1)	1,91	2,43	1,9	2,6
Espagne	(3) 4,87	2,56	3,7	3,5
France (2)	17,16	10,98	14,9	17
Italie	2,63	2,61	3,1	3,2
Pays-Bas	2,72	4,60	3,7	4
Royaume-Uni	5,01	9,18	8,4	7,4
Suède	1,85	1,72	1,86	1,46
U. S. A.	10,02	11,20	10,3	11,6
U. R. S. S.	74	»	»	»
Europe	135	116	130,8	133,7
Monde (U. R. S. S. exclue)	159	146	167	»

(1) Terre-Neuve exclue.
(2) Production des jardins incluse.
(3) Moyenne 1931-1935.
Source: O N. U. (F. A. O.).

7. Arachides

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1953	1954	1955
A. O. F.	(1) 0,71	0,85	0,89	0,72	0,85
Chine (22 provinces)	(2) 2,74	2,98	2,1	2,25	2,18
Inde	(3) 3,19	3,43	3,63	3,88	3,86
U. S. A.	0,54	0,85	0,72	0,46	0,73
Monde (U. R. S. S. exclue)	8,9	10,3	10,8	10,6	11,2

(1) 1937. — (2) Moyenne 1931-1937. — (3) Moyenne 1936-1938.
Source : O. N. U. (F. A. O.).

8. Matières grasses

Production mondiale (en millions de tonnes).

I. — Par pays d'origine.

ORIGINE	1934-38 (moyenne)	1949	1953	1954	1955 (prévis.)
Asie	7,5	7,2	7,4	7,7	8,1
Amérique	4,7	7,2	7,6	7,8	8,1
Europe	3,8	3	4	4,5	4,3
Afrique	1,7	2,4	2,3	2,4	2,3
Monde (U. R. S. S. exclue)	19,1	20,8	22,8	24	24,3

Source : O. N. U. (F. A. O.).

II. — Par nature de produits.

PRODUITS	1934-38 (moyenne)	1949	1953	1954	1955 (prévis.)
1. Matières grasses utilisées pour l'alimentation et la savonnerie :					
Beurre et saindoux	6,3	5,8	6,5	6,5	6,7
Huiles végétales liquides comestibles	6,5	8	8,6	9,3	9,5
Huiles à acide borique	1,8	1,9	2,1	2,3	3,3
Autres	2,7	3,3	3,9	4	4,1
Total	17,3	19	21,1	22,1	22,6
2. Huiles siccatives et industrielles	1,1	1,3	1,1	1,2	1,1

Source : O. N. U. (F. A. O.).

9. Produits laitiers

(Moyenne mensuelle.)

Lait (lait de vache) (millions de tonnes).

PAYS	1938	1949	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	»	0,9	1,4	1,42	1,41
Australie	0,45	0,46	0,48	0,46	0,50
Autriche (1)	0,2	0,14	0,2	0,2	0,2
Canada	0,6	0,62	0,62	0,64	
France	11,5	11	15	(2)	
Pays-Bas (3)	»	0,36	0,4	0,4	0,4
Royaume-Uni	0,49	0,66	0,76	0,77	0,75
Suède	0,25	0,3	0,3	0,3	0,3
U. S. A.	4	4,3	4,6	4,7	4,6

(1) 1934-1938.
(2) 180 millions d'hectolitres environ.
(3) Lait livré par les fermiers.
Source : O. N. U. (F. A. O.).

Beurre (laitiers) (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	»	19,7	24	25,3	24,2
Australie	(1) 14	13,6	13,9	15	15,9
Autriche	(2) 2,2	2,08	1,7	1,9	1,8
Canada	9,3	10,6	11,4	11,8	12
Danemark	15,3	13	14,4	15	14
France (3)	(18,7)	(17,5)	»	»	11
Nouvelle-Zélande	(1) 15	14	17	15,7	16,4
Pays-Bas	8,4	7	6,9	6,8	6,4
Royaume-Uni	1,6	0,9	1,3	1,9	1,2
Suède	6,1	8,17	8,2	7,7	7,7
U. S. A.	61,4	53,4	53,4	54,8	12,3

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) 1934-1938.
(3) Très approximatif (production fermière incluse).
Source : O. N. U. (F. A. O.).

Fromage (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	»	12,5	13,4	13	12,9
Australie	(1) 1,7	3,65	4	4,1	3,8
Canada	4,9	4,3	2,9	3,2	3
Danemark	(2) 2,6	5,3	7,2	6,8	7,3
France	(22)	(21,2)	»	»	»
Nouvelle-Zélande	(1) 7,7	8,4	9,1	8,8	8,9
Pays-Bas	10,4	11,7	11,7	12,3	13
Royaume-Uni	3,2	2,8	7,4	6,9	5,4
Suède	3	5,5	4,5	4,6	4,5
Suisse	4,4	4,5	4,6	4,2	4,7
U. S. A.	24,5	45,3	50,8	51,2	51,2

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 septembre.
Source : O. N. U. (F. A. O.).

10. Indications sur le cheptel mondial

Effectifs.

(Millions de têtes.)

RÉGIONS	1939 (1)			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux.
Allemagne occidentale.	12,2	5,7	1,8	2,4
Australie (2)	12,8	1,15	111	1,7
Argentine	33	4	44	8,3
Brésil	40,7	21,7	10,7	6,6
Canada (fermes)	8,2	4,8	2,7	2,8
Chine (22 provinces)	23	60	12,4	4
France	15,6	7,1	9,9	2,7
Inde	138	2,7	»	1,8
Nouvelle-Zélande	4,5	»	32	»
Pakistan	24	»	»	»
Royaume-Uni	8,9	4,7	20,8	1,1
Turquie	9,3	»	25,2	0,96
Uruguay	8,3	»	17,9	0,6
U. R. S. S.	163	30	57	17,5
U. S. A. (fermes)	66	50	52	10,6
Monde (U.R.S.S. exclue)	626	262	660	74
Europe	102	79	126	»
Amérique du Nord et centrale	95	64	60	»
Amérique du Sud	106	30	97	»
Asie	227	85	130	»
Afrique	78	3	107	»
Océanie	18	2	143	»

RÉGIONS	1954-1955		
	Bovins.	Porcs.	Chevaux.
Allemagne occidentale.	11,5	14,5	1,1
Australie (2)	15,8	1,3	0,8
Argentine	»	»	»
Brésil	61,4	»	»
Canada (fermes)	9,5	5,4	0,9
Chine (22 provinces)	»	»	»
France	17,3	7,6	»
Inde	»	»	»
Nouvelle-Zélande	6	0,6	0,16
Pakistan	»	»	»
Royaume-Uni	10,6	5,8	0,3
Turquie	10,8	»	1,2
Uruguay	»	»	»
U. R. S. S.	»	»	»
U. S. A. (fermes)	65	»	»
Monde (U.R.S.S. exclue)	95,4	55	3,1
Europe	110	100	15,5
Amérique du Nord et centrale	»	»	»
Amérique du Sud	133	74	»
Asie	»	»	»
Afrique	99	»	»
Océanie	22	2,2	1,1

(1) Dernières estimations avant le 31 décembre 1939.
(2) Quelques Etats seulement.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

11. Production de viande totale

(Milliers de tonnes.)

PAYS	1948-1952	1954	1955
Argentine	95,2	97,8	»
Australie	85,3	101,2	»
Canada	51,4	57,6	»
Danemark	38	57,8	»
Allemagne occidentale	(1) 95,3	144,2	»
Italie	38,2	45,8	»
Royaume-Uni	85,4	140,2	»
Etats-Unis	764,3	899,8	»

(1) Moyenne de quatre années.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

12. Moyens de production

Tracteurs agricoles (répartition par groupes continentaux).

	1952	1953
I. — Nombre (en 1.000):		
Amérique du Nord et Centrale	4.550	4.705
Europe	1.265	1.445
Océanie	200	215
Afrique	125	135
Amérique du Sud	115	»
Asie (1)	50	»
Monde (2)	6.300	6.690
II. — Nombre par 10.000 habitants en 1952:		
Europe	257	
Amérique du Nord et Centrale	188	
Moyenne mondiale (2)	61	
Océanie	23,5	
Amérique du Sud	6,4	
Afrique	4,1	
Asie (1)	2,8	
III. — Par million d'habitants en 1952:		
Amérique du Nord et Centrale	20.000	
Océanie	14.300	
Moyenne mondiale (2)	3.400	
Europe	3.120	
Amérique du Sud	990	
Afrique	610	
Asie (1)	55	

(1) Non compris la Chine continentale.
(2) Non compris la Chine continentale et l'U. R. S. S.

Source: D'après la F. A. O., *Bulletin mensuel économie et statistiques agricoles.*

b) **Production industrielle.**

1. Indices de la production industrielle (1).

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	40	100	112	130
Autriche	54	100	114	129
Belgique	87	100	106	116
Canada	79	100	98	107
Espagne	72	100	104	»
France	79	100	109	120
Italie	62	100	109	118
Japon	38	100	108	117
Pays-Bas	70	100	111	119
Royaume-Uni	83	100	107	112
U. S. A. (2)	78	100	93	104
U. R. S. S.	45	100	114	127
Monde (U. R. S. S incluse)	73	100	100	110

(1) Bâtiment exclu, sauf pour le Royaume-Uni.
(2) Electricité et gaz d'usine exclus.

Source: O. N. U.

Indices particuliers.

Indices ajustés des principales branches productrices pour l'ensemble des pays de l'O. E. C. E.
(1950 = 100.)

PRODUITS	1951	1953	1954	1955
Industries chimiques	117	130	149	(164)
Industries de transformation des métaux	113	121	135	(156)
Industries métallurgiques de base	116	119	132	(154)
Industries extractives	108	114	116	(119)
Industries alimentaires	102	112	115	(119)
Industries textiles	104	102	107	(105)

Source: O. E. C. E.

2. Production mondiale de matières premières et électricité (1) (en volume).

PRODUITS	MONDE — Moyennes trimestrielles			
	1938	1953	1954	1955
Houille et lignite (2) (millions de tonnes)	287	334	322	346
Pétrole brut (millions de tonnes)	61	152	158	175
Electricité (2) (10 kWh)	104	278	299	335
Fonte (2) (3) (millions de tonnes)	17	35	32	39
Acier (2) (4) (millions de tonnes)	23	49	45	55
Cuivre (5) (milliers de tonnes)	476	619	620	681
Plomb (5) (milliers de tonnes)	393	412	437	439
Zinc (6) (milliers de tonnes)	373	521	528	587
Etain (6) (milliers de tonnes)	41	46	47	45
Caoutchouc (7) (milliers de tonnes)	231	438	458	481
Ciment (2) (millions de tonnes)	20	40	42	46

(1) Chacune des séries figurant au tableau exclut l'U. R. S. S., dont les données ne sont pas disponibles.
(2) Non compris la Chine.
(3) Y compris les ferro-alliages.
(4) Lingots et moulages bruts.
(5) Production de fonderies.
(6) Contenu en métal du minerai d'étain ou des concentrés d'étain.
(7) Caoutchouc naturel.

Source: I. N. S. E. E.

3. Charbon (houille).

Moyenne mensuelle (millions de tonnes).

PAYS	1938	1949	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	11,4	8,6	10,4	10,7	10,9
Belgique	2,46	2,32	2,50	2,44	2,5
Canada	1	1,3	1,05	0,97	0,94
Espagne	0,47	0,89	1	1	»
France	3,87	4,3	4,4	4,53	4,61
Italie	(1) 0,12	0,92	(1) 0,094	0,090	0,094
Japon	4,05	3,2	3,9	3,6	3,5
Pays-Bas	1,12	0,97	1,02	1	0,9
Royaume-Uni (2)	19,2	18,2	19	19,	18,8
Suède	0,036	0,026	0,024	0,022	0,023
U. S. A. (3)	29,8	36,3	36,9	31,5	37,5
U. R. S. S.	11,1	»	26,7	28,8	32,5

(1) Vénétie julienne incluse.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Lignite incluse.

Source: O. N. U.

4. Electricité (1)

Moyenne mensuelle (millions de kilowatts-heure).

PAYS	1938	1949	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	»	»	5.042	5.656	6.315
Autriche	(3) 152	350	569	643	699
Belgique	440	680	817	881	933
Canada	2.180	3.889	5.457	5.761	6.358
Espagne	229	469	809	873	1.036
France	1.548	2.380	3.243	3.564	3.879
Italie	1.295	1.732	2.718	2.950	3.105
Japon (4)	2.723	3.006	4.642	4.967	5.297
Pays-Bas (4)	307	390	800	882	932
Royaume-Uni (2)	2.031	4.050	5.459	6.075	6.679
Suède (4)	680	1.337	1.869	1.996	2.081
U. S. A.	9.484	24.258	36.889	39.307	45.534
U. R. S. S.	3.300	»	11.100	12.450	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	35.000	64.000	93.000	99.700	111.500

(1) Centrales et autres productions en général.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) 1937.
(4) Importation + production.

Source: O. N. U.

Evolution de la consommation spécifique de charbon dans les centrales du réseau public.

(Production nette.)

PAYS	CONSOMMATION DE CHARBON en kg par kWh.			
	1938	1951	1952	1953
Allemagne occidentale	0,72	0,54	0,52	0,51
Royaume-Uni	0,68	0,64	0,63	0,61
Belgique	0,71	0,71	0,69	0,69
Pays-Bas	0,58	0,57	0,56	0,53
Moyenne Europe Ouest	»	0,60	0,59	0,57
Turquie	0,70	0,59	0,58	0,58
Autriche	(1) 0,90	0,74	0,69	0,64
France	(2) 0,70	0,67	0,65	0,62
Portugal	1,03	1,06	1,16	0,90
Etats-Unis	0,63	0,52	0,50	0,49
U. R. S. S. (3)	0,60	0,53	0,52	0,51

PAYS	POUVOIR calorifique du charbon en 1953. (Kcal-kg.)	CONSOMMATION spécifique 1953 en charbon, ramené à 6.600 calories.
Allemagne occidentale	7.000	0,54
Royaume-Uni	6.000	0,56
Belgique	(4) 5.350	0,56
Pays-Bas	7.000	0,56
Moyenne Europe Ouest	6.500	0,56
Turquie	6.500	0,57
Autriche	6.000	0,58
France	6.600	0,62
Portugal	6.500	0,89
Etats-Unis	7.200	0,53
U. R. S. S. (3)	7.000	(3) 0,54

(1) Charbon et lignite en 1937.
(2) En 1937.
(3) Sur la base de la production brute.
(4) Y compris le coke et les produits pétroliers convertis en équivalent de charbon.

Source: d'après les Nations Unies, commission économique pour l'Europe.

Electricité.

Production européenne (et mondiale) en 1953, avec répartition entre le thermique et l'hydraulique (en milliards de kilowatts-heure).

EUROPE OUEST	EUROPE EST	THERMIQUE	HYDRAULIQUE	TOTAL
Royaume-Uni		75,3	2,0	77,3
Allemagne occidentale		48,5	9,2	57,7
France		20,3	21,0	41,3
Italie		4,8	27,8	32,6
	Allemagne orientale	23,2	0,4	23,7
Suède		1,1	21,2	22,3
Norvège		0,1	19,5	19,6
	Pologne	12,8	0,7	13,6
Suisse		»	13,4	13,4
	Tchécoslovaquie	10,8	1,6	12,4
Espagne		2,3	7,8	10,1
Belgique		9,7	0,1	9,8
Pays-Bas		9,1	»	9,1
Autriche		2,3	6,4	8,8
Finlande		0,4	5,0	5,4
	Hongrie	4,6	»	4,6
	Roumanie	3,2	0,3	3,5
Yougoslavie		1,5	1,5	3,0
Danemark		2,5	»	2,4
Sarre		1,7	»	1,7
	Bulgarie	0,8	0,7	1,5
Portugal		0,4	1,0	1,4
Irlande		0,8	0,5	1,3
Turquie		1,1	0,1	1,2
Grèce		0,9	»	0,9
Luxembourg		0,9	»	0,9
Autres		2,3	0,2	2,5
Total Europe Ouest		186	137	323
	Total Europe Est	55	3,7	59
Europe totale		241	141	382
U. R. S. S.		110,5	22,5	133
Etats-Unis		404	109	513
Monde (sans la Chine)		»	»	1.246

Source: C. N. U.

5. Pétrole brut

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949
Allemagne occidentale	46	70
Arabie séoudite	6	1.995
Bahreïn	94	125
Canada	73	228
Colombie	248	349
France	6	4,8
Indonésie	616	494
Irak	358	339
Iran	863	2.270
Koveit	»	1.032
Mexique	459	652
Pérou	175	165
Qatar	»	8
U. S. A.	13.676	»
U. R. S. S.	2.520	»
Venezuela	2.292	5.751
Monde (U. R. S. S. exclue)	20.200	36.300

PAYS	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	182	222	262
Arabie séoudite	3.431	3.871	3.920
Bahreïn	125	125	125
Canada	911	1.075	1.458
Colombie	454	461	458
France	30,6	42,3	72,9
Indonésie	852	898	983
Irak	2.305	2.507	2.770
Iran	112	292	1.315
Koveit	3.607	3.977	4.503
Mexique	864	997	1.066
Pérou	178	191	192
Qatar	338	398	454
U. S. A.	26.545	26.079	27.980
U. R. S. S.	4.400	4.940	»
Venezuela	7.852	8.432	9.618
Monde (U. R. S. S. exclue)	50.500	52.500	58.400

Source: O. N. U.

Production nette des raffineries.

(En milliers de tonnes.)

PAYS	1948	1954	1955
Royaume-Uni	4.701	25.910	25.236
France	7.580	21.847	22.949
Italie	2.170	15.012	15.952
Pays-Bas	1.557	10.422	11.881
République fédérale	646	8.412	9.915
Belgique	170	3.507	4.367
Suède	505	1.803	1.919
Autriche	338	1.293	2.180
Portugal	284	697	828

Source: O. E. C. E.

6. Acier brut

PAYS	1938	1949
Allemagne occidentale	1.492	763
Belgique	190	321
Canada	98	241
France	518	763
Italie	194	171
Japon	539	259
Luxembourg	120	189
Royaume-Uni	880	1.317
Suède	82	114
U. S. A.	2.400	5.895
U. R. S. S.	1.500	1.942
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	7.625	11.300

PAYS	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	1.285	1.453	1.778
Belgique	375	413	492
Canada	311	241	342
France	833	886	1.049
Italie	292	351	450
Japon	639	645	801
Luxembourg	222	236	269
Royaume-Uni	1.491	1.568	1.682
Suède	149	155	179
U. S. A.	8.438	6.676	8.848
U. R. S. S.	3.200	3.400	3.800
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	16.200	15.010	16.730

Source: O. N. U.

Production acier.

Moyennes mensuelles (en milliers de tonnes).

ANNÉES	FRANCE (1)	PAYS de la C. E. C. A.	ROYAUME-UNI	U. S. A.
1949	763	2.387	1.317	5.895
1950	721	2.643	1.380	7.321
1951	819	3.135	1.324	7.948
1952	906	3.485	1.390	7.043
1953	833	3.306	1.491	8.438
1954	866	3.636	1.568	6.676
1955	1.049	4.371	1.682	8.848

(1) Sarre exclue: entre 1952 et 1953, la production française d'acier a baissé de 8 p. 100, alors que pour l'ensemble des pays de la C. E. C. A. la diminution n'atteignait que 6 p. 100. Par contre, les productions britanniques et américaines se sont développées notablement.

Source: O. N. U.

7. Aluminium (1)

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949
Allemagne occidentale	6,72	2,42
Autriche	(2) 0,37	1,23
Canada	5,4	28
France	3,78	4,51
Italie	2,15	2,14
Japon	1,20	1,77
Norvège	2,42	2,98
Royaume-Uni	1,95	2,57
Suisse	2,2	1,8
U. S. A.	10,8	45,6
Monde (U. R. S. S. exclue)	45	96

PAYS	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	8,91	10,77	11,43
Autriche	4,16	4,77	5,65
Canada	41,1	42,4	44
France	9,35	10,01	10,79
Italie	4,62	4,80	5,12
Japon	3,79	4,43	4,79
Norvège	4,68	5,41	6,49
Royaume-Uni	2,62	2,67	2,07
Suisse	2,4	2,2	2,5
U. S. A.	94,7	110,4	118,4
Monde (U. R. S. S. exclue)	182	207	222

(1) Aluminium (production de fonderie).
(2) 1937.
Source: O. N. U.

8. Cuivre (1)

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949
Allemagne occidentale (2)	11,48	8,59
Canada (2)	17,2	17,3
Chili	28,1	29,3
Congo belge (3)	10,33	11,78
France (4)	0,52	0,41
Japon (2)	»	3,21
Mexique	3,49	4,77
Rhodésie du Nord (5)	18	24,9
Royaume-Uni (2)	»	»
U. S. A.	43 8	58,4
U. R. S. S.	9,6	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	160	173

PAYS	1953	1954	1955
Allemagne occidentale (2)	12,9	13,7	14,8
Canada (2)	17,9	19,1	22
Chili	28,1	28,2	36,1
Congo belge (3)	17,84	18,65	19,24
France (4)	0,35	0,80	0,68
Japon (2)	5,3	5,79	6,76
Mexique	5,01	4,57	4,56
Rhodésie du Nord (5)	30,7	32,1	29
Royaume-Uni (2)	8,2	11,6	10,5
U. S. A.	72,4	65,3	78,4
U. R. S. S.	»	»	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	206	207	227

(1) Cuivre neuf (production de fonderie).
(2) Cuivre raffiné.
(3) Exportations.
(4) Récupération.
(5) Cuivre raffiné inclus.
Source: O. N. U.

9. Caoutchouc

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952
Canada (1)	»	3,95	6,29
Ceylan	4	8	8
Indochine (1)	5,10	3,64	5,35
Indonésie	27	36,6	63,4
Malaisie	30,4	57	49,5
Thaïlande (2)	3,52	7,98	8,3
U. S. A. (1)	»	33,3	67,6
Monde (caoutchouc naturel)	77	126	151

PAYS	1953	1954	1955
Canada (1)	6,85	7,33	8,80
Ceylan	8	8	7,9
Indochine (1)	6,31	6,61	»
Indonésie	58,6	63,1	62,1
Malaisie	48,6	49,5	54,1
Thaïlande (2)	8,1	9,88	11,02
U. S. A. (1)	71,8	52,7	82,2
Monde (caoutchouc naturel)	146	153	160

(1) Synthétique. — (2) Exportation nette.
Source: O. N. U.

10. Laine (filés de laine).

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952
Allemagne occidentale	(1) 3,94	5,42	7,46
Belgique	2,15	2,97	2,35
France (2)	9,8	10,2	9,2
Japon (2)	4,48	1,37	5,71
Royaume-Uni (2) (3)	21,4	20	17,2
U. S. A.	21,8	26	(2) 28,4

PAYS	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	8,79	8,77	9,55
Belgique	3,14	3,23	3,47
France (2)	10	10,7	10,7
Japon (2)	7,06	6,38	6,97
Royaume-Uni (2) (3)	20,2	20,4	20,4
U. S. A.	(2) 28,5	(2) 23,32	(2) 26,5

(1) 1936. — (2) Purs ou mélangés. — (3) 1937.

Source: O. N. U.

Production mondiale de laine (estimations).

(En milliers de tonnes, base suint.)

PAYS	1934-1938	1948-1949	1952-1953	1953-1954
Commonwealth	809	841	1.000	991
P. 100 (monde = 100)	47	48,5	51	50
Dont:				
Australie	451	479	590	572
Nouvelle-Zélande	136	166	190	191
Union sud-africaine	118	103	122	125
Royaume-Uni	50	37	46	48
U. R. S. S., Europe de l'Est, Chine	(204)	(214)	(259)	(263)
Reste du monde	711	686	713	726
Total mondial	1.724	1.741	1.972	1.980

Source: Commonwealth Economic Committee.

11. Coton (production de filés).

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949
Allemagne occidentale	22,18	19
Argentine	2,03	5,83
Belgique (1)	»	»
Canada	4,51	6,75
Espagne	»	4,96
France (1)	20,8	19
Inde	(2) 49,3	50,3
Italie	11,6	15,2
Japon	46,2	13,1
Pays-Bas (1)	4,3	4,67
Royaume-Uni	39,7	»
U. S. A.	(3) 119	»

PAYS	1953	1954	1955
Allemagne occidentale	28,6	30,77	31,06
Argentine	6,35	6,86	8,96
Belgique (1)	8,32	9,38	6,04
Canada	5,60	5,05	4,42
Espagne	5,01	4,44	22,1
France (1)	22,5	24,6	62,1
Inde	56,8	58,9	12,3
Italie	13,9	14,1	34,9
Japon	34,5	38,7	5,82
Pays-Bas (1)	5,38	5,72	28,3
Royaume-Uni	29,9	31,8	»
U. S. A.	»	»	

(1) Purs ou mélangés.
(2) Inde britannique et Etats indiens.
(3) 1939.

Source: O. N. U.

12. Ciment

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949
Allemagne occidentale (1)	711	705
Argentine	103	121
Autriche	54	91,5
Belgique	250	244
Brésil	51,5	107
Canada	73	211
Espagne	»	155
France	343	556
Inde	(2) 119	221
Italie (3)	384	336
Japon	494	273
Royaume-Uni	653	780
U. S. A.	1.497	2.952
U. R. S. S. (1)	487	»
Monde (Chine et U. R. S. S. exclues)	6.683	9.000

(1) 1936.
(2) Inde britannique et Etats indiens.
(3) Depuis 1950, les chiffres représentent 90-92 p. 100 de la production totale.

PAYS	1953	1954	1955
Allemagne occidentale (1)	1.281	1.355	1.564
Argentine	138	140	152
Autriche	116,2	135,2	154,3
Belgique	386	365	391
Brésil	169,2	200,5	227
Canada	299	299	333
Espagne	231	277	313
France	769	796	897
Inde	320	372	373
Italie (2)	653	730	882
Japon	731	890	880
Royaume-Uni	950	1.013	1.059
U. S. A.	3.700	3.804	4.159
U. R. S. S. (1)	1.330	1.583	»
Monde (Chine et U. R. S. S. exclues)	13.192	14.000	15.300

(1) 1936.
(2) Depuis 1950, les chiffres représentent 90-92 p. 100 de la production totale.

Source: O. N. U.

13. Production de films (long métrage).

PAYS	1938	1949	1953	1954
1. Etats-Unis	491	361	354	375
2. Japon	542	155	302	370
3. Inde	172	289	259	265
4. Hong-Kong	»	»	207	»
5. Italie	45	76	163	146
6. Royaume-Uni	103	132	138	»
7. France	123	108	111	98
8. Allemagne occidentale	99	62	103	107
9. Egypte	12	47	69	70-74
10. Espagne	12	36	44	68
11. Suède	»	»	»	30
12. Mexique	»	»	»	93
13. Philippines	»	»	»	91

Source: O. N. U. (U. N. E. S. C. O.).

14. Automobiles

Production de véhicules automobiles.

(En milliers d'unités.)

PAYS	1938		1948		1950		1953		1954		1955	
	Production.	Pourcentage.	Production.	Pourcentage.	Production.	Pourcentage.	Production.	Pourcentage.	Production.	Pourcentage.	Production.	Pourcentage.
Voitures de tourisme.												
Amérique du Nord	2.124,8	71,1	4.076,1	88,9	6.950,0	86,2	6.480,9	80,8	5.840,9	74,7	8.295	77
Etats-Unis	2.001,0	67,0	3.909,3	85,3	6.665,9	82,7	6.116,9	76,3	5.558,9	71,1	7.920,1	73,5
Canada	123,8	4,1	166,8	3,6	284,1	3,5	364,0	4,6	282,0	3,6	374	3,5
Europe occidentale	857,3	28,7	501,6	11,0	1095,8	13,6	1.475,2	18,4	1.095,9	24,4	2.387,2	22,1
Royaume-Uni	341,0	11,4	328,5	7,2	522,5	6,5	594,8	7,4	769,2	9,9	897,6	8,3
Allemagne occidentale	(2) 274,9	9,2	29,9	0,7	216,1	2,7	369,1	4,6	518,2	6,6	705,5	56,6
France	182,4	6,1	100,1	2,2	257,3	3,2	368,3	4,6	437,1	5,6	553,3	6,1
Italie	59,0	2,0	43,1	0,9	99,9	1,2	143,0	1,8	180,7	2,3	230,8	82,1
Autres pays	5,6	0,2	4,4	0,1	18,1	0,2	59,9	0,8	70,3	0,9	100,1	0,9
Monde	2.987,7	100,0	4.582,1	100,0	8.063,9	100,0	8.012,4	100,0	7.816,4	100,0	782,3	100
Véhicules utilitaires.												
Amérique du Nord	530,4	67,7	1.473,2	81,0	1.443,2	73,5	1.326,9	69,2	1.110,2	60,7	1.326,2	60,9
Etats-Unis	488,1	62,3	1.376,3	75,7	1.337,2	68,1	1.206,3	62,9	1.042,1	57,0	1249	57,3
Canada	42,3	5,4	96,9	5,3	106,0	5,4	120,6	6,3	68,1	3,7	79,2	3,6
Europe occidentale	224,3	28,6	314,2	17,3	479,0	24,4	521,3	27,2	630,3	34,5	754,3	34,6
Royaume-Uni	104,0	13,3	170,0	9,4	261,2	13,3	239,5	12,5	268,7	14,7	340,8	15,6
Allemagne occidentale	(2) 63,5	8,1	29,6	1,6	88,8	4,5	120,7	6,3	162,2	8,9	203,2	9,3
France	45,0	5,7	98,3	5,4	100,4	5,1	129,5	6,8	163,2	2,0	171,7	7,9
Italie	11,8	1,5	16,3	0,9	28,6	1,5	31,6	1,6	36,2	4,8	38,6	1,8
Autres pays	28,7	3,7	31,7	1,7	41,9	2,1	69,5	3,6	87,1	8,9	96,9	4,5
Monde	783,4	100,0	1.819,1	100,0	1.964,1	100,0	1.917,7	100,0	1.827,6	100,0	2.179,4	100

(1) Non compris l'U. R. S. S., l'Europe orientale et la Chine continentale.
(2) Allemagne d'avant guerre.

Exportations de véhicules automobiles des grands producteurs.

(En milliers d'unités.)

PAYS	1938		1948		1950		1953		1954		1955	
	Exportations.	Pourcentage.	Exportations	Pourcentage	Exportations	Pourcentage	Exportations.	Pourcentage.	Exportations.	Pourcentage	Exportations	Pourcentage
Voitures de tourisme.												
Amérique du Nord....	201.9	54,1	245,2	45,0	144,4	20,1	182,5	24,8	180,6	19,4	223,1	19,3
Etats-Unis	161,6	43,3	217,9	40,0	120,3	16,7	154,5	21,0	173,3	18,6	211,2	18,3
Canada	40,3	10,8	27,3	5,0	24,1	3,4	28,0	3,8	7,3	0,8	11,9	1,0
Europe occidentale....	171,0	45,9	299,2	55,0	575,4	79,9	554,6	75,2	752	80,6	934,2	80,7
Royaume-Uni	68,3	18,3	226,9	41,7	398,3	55,3	302,2	41,2	366,1	39,2	373,2	32,2
Allemagne occidentale	(1) 65,1	17,5	6,1	1,1	68,9	9,6	137,9	18,8	244,1	26,2	357,4	30,9
France	19,3	5,2	55,0	10,1	88,6	12,3	81,3	11,1	101	10,8	134,2	11,6
Italie	18,3	4,9	11,2	2,1	19,6	2,7	30,2	4,1	40,8	4,4	69,4	6,0
Total.....	372,9	100,0	544,4	100,0	719,8	100,0	734,1	100,0	932,8	100,0	1157,3	100,0
Véhicules utilitaires.												
Amérique du Nord....	133,0	79,2	225,7	70,0	141,6	42,6	151,6	46,4	187,6	46,3	181,2	41
Etats-Unis	115,6	68,8	204,8	63,5	131,4	39,5	134,4	41,1	183,5	45,3	174,7	39,5
Canada	17,4	10,4	20,9	6,5	10,2	3,1	17,2	5,3	4,1	1,0	6,5	1,5
Europe occidentale....	35,0	20,8	96,7	30,0	190,9	57,4	175,2	53,6	217,7	31,3	260,6	59
Royaume-Uni	15,5	9,2	75,4	23,3	145,3	43,7	111,3	34,1	126,7	53,7	158	35,7
Allemagne occidentale	(1) 13,0	7,7	0,7	0,2	14,6	4,4	39,6	12,1	57,0	14,1	67,9	15,4
France	4,5	2,7	18,2	5,7	28,7	8,6	22,9	7,0	30,6	7,5	29,5	6,7
Italie	2,0	1,2	2,7	0,8	2,3	0,7	1,4	0,4	3,4	0,8	5,2	1,2
Total.....	168,0	100,0	322,4	100,0	332,5	100,0	326,8	100,0	405,3	100,0	441.8	100,0

(1) Allemagne d'avant guerre.

c) **Communauté européenne du charbon et de l'acier.**

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE R. F.	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
Production nette de fonte et d'acier brut (1.000 tonnes) :								
1952	15.806	5.098	10.867	2.823	3.535	3.002	685	41.816
1953	15.420	4.553	9.997	2.682	3.500	2.658	866	39.676
1954	17.435	4.994	10.627	2.865	4.207	2.828	929	43.825
1955	21.336	5.964	12.282	3.166	5.395	3.226	979	52.658
Ouvriers occupés dans l'industrie sidérurgique (a) (en fin d'année) :								
1952	142.900	49.747	138.200	27.031	51.115	16.481	6.673	432.147
1953	140.000	45.336	126.300	25.600	48.751	16.264	6.737	408.988
1954 (décembre).....	143.681	47.006	118.102	25.577	51.857	16.962	6.716	409.901
1955 (décembre).....	151.787	49.401	122.355	26.131	54.002	17.497	6.984	427.957
Consommation apparente d'acier brut (1.000 tonnes) :		et Luxembourg.						
1952	14.713	2.414	10.215		4.001		1.760	343.103
1953	14.834	2.546	9.077		4.325	Voir	2.044	32.826
1954	17.280	2.415	9.864		4.983	Belgique.	1.988	36.530
1955	21.887	2.823	10.9.5		5.814		2.350	43.809
Production industrielle, sans bâtiment (1953 = 100) :								
1952	92	100	103	103	91	110	90	95
1953	100	100	100	100	100	100	100	100
1954	113	108	110	108	111	104	113	111
1955 (b).....	132	118	120	118	121	116	122	125

(a) Sans les apprentis. — (b) Sans l'Italie.

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE R. F.	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
Production de houille (moyenne mensuelle = 1.000 tonnes) :								
1952	10.273	2.532	4.613	1.353	90,75	»	1.044	19.900
1953	10.372	2.505	4.382	1.368	93,83	»	1.021	19.746
1954	10.669	2.437	4.539	1.401	89,50	»	1.005	20.137
1955	10.894	2.498	4.613	1.444	94,66	»	991	20.533
Ouvriers inscrits au fond dans les mines de houille (moyenne mensuelle = 1.000 tonnes) :								
1952	322,1	119,4	165,9	38,4	7,9	»	29,6	683,3
1953	335,1	117	158,2	38,1	7,6	»	29,9	685,9
1954	331,4	103,7	151,5	37,7	6,9	»	30,6	661,8
1955	328,8	101,9	144,5	37,2	5,7	»	30,6	648,7
Rendement par ouvrier et par poste dans les mines de houille (par année, en kilogrammes) :								
1951	1.457	1.061	1.298	1.617	»	»	1.729	(a) 1.372
1952	1.475	1.051	1.353	1.623	»	»	1.609	(a) 1.389
1953	1.458	1.068	1.416	1.676	609	»	1.567	1.393 (a) 1.401
1954	1.492	1.099	1.504	1.744	936	»	1.497	1.438 (a) 1.447
1955 (juillet)	1.544	1.148	1.583	1.810	867	»	1.486	1.497 (a) 1.502
Stocks totaux de houille aux mines (en fin de période, 1.000 tonnes) :								
1952	465	1.673	4.213	462	53	»	237	7.103
1953	841	3.077	5.756	536	49	»	213	10.472
1954	654	2.815	7.838	821	26	»	287	12.441
1955 (juillet)	572	371	5.983	228	65	»	292	7.511
Réception de houille en provenance des pays de la communauté et importations en provenance des pays tiers (1.000 tonnes) :								
1952 (réception)	329,4	36,8	634,8	91	309,9	25,6	201,6	1.629
1952 (importation)	636,5	97,7	469,2	»	423,08	5,6	225,6	1.855,3
1953 (réception)	367,5	87,2	712,4	77,8	392,08	22,5	287,3	1.947
1953 (importation)	420,4	94,4	134,6	»	351,8	0,5	150,1	1.152
	370,2	239,3	752,8	74,5	376,6	23,4	415,3	2.252
	323,4	71	184,5	»	403,5	0,4	177,4	1.160
	550,5	181,6	656,9	8,5	291,4	24,2	419	2.208
	772,6	121,08	240,7	»	568,3	»	217	1.920

(a) Sans l'Italie.

Stocks totaux de coke dans les cokeries.

(En fin de période.) (1.000 tonnes.)

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE R. F.	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
Période :								
1952	110	101	187	18	52	»	63	531
1953	3.429	200	435	34	63	»	99	4.260
1954	1.984	127	375	19	58	»	82	2.645
1955	164	71	164	12	62	»	82	555

Energie. **— Consommation brute dans le monde, dans la C. E. C. A. et en France.**

Evolution depuis 1913, par catégorie d'énergie.
(En millions de tonnes, équivalent houille).

DÉSIGNATION	1913	1929	1937	1953	POURCENTAGE 1953	
					1937 = 100	1929 = 100
Monde.						
Combustibles solides (1)	1.271	1.414	1.396	1.676	118	120
Pourcentage du total A	91	75	69	51		
Hydrocarbures (2)	98	366	504	1.400	383	278
Pourcentage du total A	7	19,5	25	42		
Electricité hydraulique	35	103	123	245	238	200
Pourcentage du total A	2,5	5,5	6	7		
Total A	1.404	1.883	2.023	3.321	176	164
Communauté.						
Combustibles solides (1)	»	269	261	268	100	102
Pourcentage du total B	»	91	87	77		
Hydrocarbures (2)	»	8	16	45	512	282
Pourcentage du total B	»	2,7	5,4	13		
Electricité hydraulique	»	28	23	36	200	157
Pourcentage du total B	»	6,3	7,6	10		
Total B	»	293	300	349	118	116
Pourcentage du total A	»	15,6	14,8	10,5	»	»
France (et Sarre).						
Combustibles solides (1)	66	92	80	72	78	90
Pourcentage du total C	»	91	84	72		
Hydrocarbures (2)	»	3,4	7,5	16,3	480	217
Pourcentage du total C	»	3	8	16		
Electricité hydraulique	»	6	8	12,6	210	158
Pourcentage du total C	»	6	8	12		
Total C	»	101	96	101	100	105
Pourcentage du total A	»	5,4	4,7	3	»	»
Pourcentage du total B	»	34	32	29	»	»

(1) Houille plus lignite.
(2) Combustibles liquides et gaz naturel.
Source: D'après les données publiées par la C. E. C. A.; informations statistiques (octobre 1954).

3° ACTIVITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

a) **Indice de l'emploi** (agriculture exclue).
(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1955
Allemagne occidentale	82	105	111
Australie (1)	92	104	107
Autriche	98	104	110
Canada	85	98	103
France (2)	96	101	103
Japon	83	103	109
Royaume-Uni (3)	96	102	103
U. S. A. (4)	92	98	101

(1) Sylviculture et pêche comprises.
(2) Certains semis exclus.
(3) Irlande du Nord exclue.
(4) Employeurs compris.
Source: O. N. U.

b) **Durée hebdomadaire du travail** (industries manufacturières).
(Heures.)

PAYS	1938	1949	1953
Allemagne occidentale	49,6	46,5	47,9
Canada	»	42,3	41,3
France	38,8	43,8	44,1
Royaume-Uni	46,3	45	45,9
Suisse	46,3	47,4	47,7
U. S. A.	35,6	39,2	40,5

PAYS	1954	1955
Allemagne occidentale	48,6	48,8
Canada	40,6	41
France	44,5	44,7
Royaume-Uni	46,3	
Suisse	47,7	47,7
U S. A.	39,7	40,7

c) Chômage.

(*Nombre de chômeurs enregistrés, secourus ou assurés*) (*).

Moyenne mensuelle (1.000).

PAYS	1938	1949	1953
Allemagne occidentale	»	1.230	1.259
Belgique	»	174	184
Espagne	»	160	107,2
France (chômeurs secourus)	373,6	39,7	62,4
Italie	810	1.673	1.947
Pays-Bas	324 (1937)	42	83,3
Suède	67	26	27,2
Suisse	52,6	8,1	5
Royaume-Uni	1.786,5	338	380
U. S. A.	10.390	3.395	1.602

PAYS	1954	1955
Allemagne occidentale	1.221	928
Belgique	167	1.161
Espagne	123	1.121
France (chômeurs secourus)	62,4	52
Italie	1.959	1.913
Pays-Bas	60	41,3
Suède	25,5	21,5
Suisse	4,3	2,7
Royaume-Uni	318	264,5
U. S. A.	3.230	2.654

(*) Tableau valable pour suivre l'évolution d'un même pays.

(1) Avril.

Source : B. I. T.

4° COMMERCE EXTERIEUR

a) Indice du quantum en volume.

Ces indices reflètent les variations dans le volume des marchandises importées et exportées après élimination de l'effet des variations des prix (commerce spécial).

(1953 = 100.)

PAYS	1948		1950	
	I	E	I	E
Allemagne occidentale (1)	»	»	75	55
Australie	97	82	135	91
Belgique-Luxembourg	86	69	92	83
Canada (2)	66	88	72	83
France	84	48	89	95
Italie	57	66	73	92
Pays-Bas	64	34	92	69
Pologne	»	»	»	»
Royaume-Uni (2)	»	»	90	106
Suède	85	69	92	99
Suisse	92	66	101	77
U. S. A.	78	81	92	73

PAYS	1954		1955	
	I	E	I	E
Allemagne occidentale (1)	125	124	152	142
Australie	136	98	166	101
Belgique-Luxembourg	110	109	117	118
Canada (2)	93	97	106	105
France	108	116	121	130
Italie	102	108	113	124
Pays-Bas	124	113	141	124
Pologne	»	»	»	»
Royaume-Uni (2)	101	101	113	112
Suède	115	110	128	115
Suisse	115	105	131	115
U. S. A.	93	97	103	98

(1) Or inclus.
(2) Importations spéciales, exportations nationales.

Source : O. N. U.

b) Indice de valeur unitaire.

Ces indices reflètent les variations des prix moyens des marchandises importées et exportées, compte tenu des variations de volume des importations et des exportations.

(Commerce spécial.)

PAYS	1948		1950	
	I	E	I	E
Allemagne occidentale	»	»	95	81
Australie (1)	68	59	78	79
Belgique-Luxembourg	84	95	87	89
Canada (2)	91	85	101	92
France	59	68	87	85
Italie	98	103	88	94
Pays-Bas	85	96	93	95
Royaume-Uni (2)	»	»	84	84
Suède	72	76	82	75
U. S. A. (3)	85	98	88	88
Suisse	112	101	91	93

PAYS	1954		1955	
	I	E	I	E
Allemagne occidentale	96	96	100	98
Australie (1)	98	98	99	89
Belgique-Luxembourg	96	94	97	97
Canada (2)	100	97	101	99
France	98	95	97	95
Italie	100	104	101	102
Pays-Bas	95	100	97	101
Royaume-Uni (2)	99	99	102	101
Suède	99	98	99	102
U. S. A. (3)	103	99	102	100
Suisse	103	93	102	91

(1) Commerce général.
(2) Importations générales, exportations nationales.
(3) Importations spéciales, exportations nationales.

N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B. des exportations.

Source : O. N. U.

c) **Union européenne de paiements. — Opérations pour le mois de mai 1956 (*).**

(En millions d'unités de compte.)

PAYS MEMBRES et leurs zones monétaires.	EXCÉDENT (+) ou déficit) (—) net pour le mois.	RÉGLÉ (1) Versement (ou remboursement) d'or. Par le pays membre.	Versement (ou remboursement) d'or. Au pays membre.	Octroi (ou remboursement de crédit. Au pays membre.	Octroi (ou remboursement de crédit. Par le pays membre.	CRÉDIT remboursé au cours du mois par le pays membre (+) ou au pays membre (—) en vertu d'accords bilatéraux d'amortissement.	POSITION au 31 mai 1956 créance du pays membre (+) ou dette du pays membre (—) vis-à-vis de l'Union.
Autriche	— 1,2	(*a*) 1,2	»	»	»	»	(3) — 0,7
Belgique-Luxembourg	+ 11,1	»	8,3	»	2,8	— 1,6	(2) + 182,9
Danemark	— 4,6	3,5	»	1,2	»	+ 0,9	— 99,7
France	— 28,3	(*a*) 28,3	»	»	»	+ 2,0	(3) — 76,6
Allemagne	+ 86,2	»	64,6	»	21,5	— 1,1	+ 595,5
Grèce	— 1,2	(*b*) 1,2	»	»	»	»	»
Islande	— 0,4	0,3	»	0,1	»	+ 0,0	— 5,2
Italie	— 11,9	8,9	»	3,0	»	»	— 190,4
Pays-Bas	— 35,9	26,9	»	9,0	»	— 1,2	+ 150,4
Norvège	— 0,0	»	»	0,0	»	+ 0,5	(2) — 113,9
Portugal	— 8,3	(*a*) 8,3	»	»	»	»	(3) — 0,2
Suède	— 12,2	9,1	»	3,0	»	— 0,7	+ 2,2
Suisse	— 10,9	8,2	»	2,7	»	— 0,7	+ 83,5
Turquie	— 4,2	(*c*) 4,2	»	»	»	»	(2) — 30,0
Royaume-Uni	+ 21,7	»	16,3	»	5,4	+ 2,1	— 326,2
Totaux	± 119,0	100,0	89,2	19,0	29,7	± 5,4	+ 1.014,4 — 842,9

(*) L'Irlande est comprise dans la zone monétaire du Royaume-Uni qui comprend également les territoires d'outre-mer du Royaume-Uni et les pays non participants de la zone sterling.

(1) Les règlements sont effectués pour 75 p. 100 en or (ou en dollars) et pour 25 p. 100 en crédit, à l'exception des cas suivants:

(*a*) Autriche, France et Portugal: le quart de ces montants correspond à la fraction de leurs déficits dont l'Autriche, la France et le Portugal auraient eu le droit d'obtenir le règlement sous forme de crédit, mais qu'ils ont préféré temporairement en or (ou en dollars) conformément à l'article 11 (*d*);

(*b*) Grèce: réglé intégralement par un versement d'or (ou de dollars) à l'Union, conformément à l'article 10 *bis*;

(*c*) Turquie: réglé intégralement par un versement d'or (ou de dollars) à l'Union, conformément à l'article 13 (*a*);

(2) L'Union économique belgo-luxembourgeoise a en outre accordé à l'Union un crédit spécial de 50,0 millions d'u/c, dont 20 millions d'u/c n'ont pas encore été remboursés. De même, les dettes vis-à-vis de l'Union indiquées ci-dessus ne comprennent pas les soldes initiaux attribués à titre de prêt à la Norvège et à la Turquie, soit 10 millions d'u/c respectivement.

(3) Ces chiffres ne comprennent pas les montants correspondants à la fraction de leurs déficits dont l'Autriche, la France et le Portugal auraient eu le droit d'obtenir le règlement sous forme de crédit, mais qu'ils ont préféré régler temporairement en or (ou en dollars) conformément à l'article 11 (*d*). Après exécution des opérations pour mai, ces montants s'élèvent à 0,6 million d'u/c pour l'Autriche, 50,3 millions d'u/c pour la France et 18,9 millions d'u/c pour le Portugal.

A la suite des opérations relatives au moi de mai 1956, les avoirs en or et les avoirs convertibles de l'Union, qui s'élèvent à 420,1 millions d'u/c après les opérations pour avril 1956, ont atteint 430,9 millions.

d) **Echanges extérieurs et produit national.**

(Les pays sont classés suivant l'ordre dégressif en 1954.)

PAYS	1952	1953	1954
Allemagne	+ 2,9	+ 3,1	+ 2,9
Royaume-Uni	+ 1,9	+ 1,3	+ 1,3
Pays-Bas	+ 6,0	+ 5,8	+ 1,12
France	— 1,3	— 0,35	+ 1,07
Belgique	+ 2,4	+ 0,8	+ 0,45
Etats-Unis	+ 0,69	0	+ 0,11
Suède	+ 0,55	+ 0,92	0
Danemark	+ 0,6	+ 0,4	— 1,80
Italie	— 3,9	— 3,1	— 1,85
Canada	— 2,0	— 2,9	— 2,7
Norvège	— 0,38	— 4,9	— 5,6

(1) L'excédent d'importation est affecté du signe —.
L'excédent d'exportation est affecté du signe +.

Source: I. N. S. E. E.

e) **Pourcentage de couverture des importations (cif) par les exportations (fob).**

(Marchandises seulement.)

	1952	VALEUR maximum du pourcentage au 3e ou 4e trimestre 1953.	1954	1955
I. — Pourcentage en hausse depuis 1952 ou 1953:				
France (1)	66	90	87	92
Italie	59	70	67	69
II. — Pourcentage sans grande variation:				
Belgique	100	95	96	»
Danemark	89	92	82	89
III. — Pourcentage en baisse depuis 1952 ou 1953:				
Etats-Unis (2)	112	(4) 157	148	136
Allemagne	105	122	114	106
Canada (2)	108	102	96	»
Suisse	91	104	94	88
Suède	91	104	89	86
Pays-Bas	95	90	94	»
Royaume-Uni	82	90	83	80
Norvège (3)	65	63	57	58

(1) Commerce avec l'étranger seulement.
(2) Importations fob.
(3) Y compris bateaux.
(4) 2e trimestre 1954.

Source: I. N. S. E. E.

5° TRANSPORTS

a) Transports ferroviaires.

INDICES DU TONNAGE-KILOMÉTRIQUE POUR QUELQUES PAYS
(Moyenne mensuelle : 1938 = 100.)

PAYS	1949	1952	1953	1954	1955
Allemagne occidentale.	»	120	111	113	126
Autriche	162	162	152	171	199
Belgique	110	118	111	110	»
Canada	209	254	242	217	245
Danemark	135	154	150	153	149
France	155	166	153	157	145
Italie	»	110	112	115	108
Pays-Bas	»	150	159	164	175
Suède	191	255	236	242	271
U. S. A.	176	203	199	179	263

Sources : O. N. U., I. N. S. E. E.

b) Flotte marchande mondiale.

(D'après l'American Bureau of Shipping au 30 juin 1955.)

1. NAVIRES DE 1.000 TONNEAUX DE JAUGE BRUTE ET AU-DESSUS
(En milliers de tonnes de port en lourd.)

PAYS	1955		1954	
	Flotte totale.	Pétroliers.	Flotte totale.	Pétroliers.
Total	127.203	39.054	121.863	36.011
Etats-Unis	35.746	6.802	36.863	6.941
Commonwealth britannique	25.763	7.725	25.369	7.394
Norvège	10.332	6.305	9.565	5.693
Libéria	6.297	3.656	3.651	2.609
Panama	5.854	3.356	6.038	3.578
Italie	4.994	1.795	4.750	1.642
Japon	4.884	1.036	4.552	922
France	4.449	1.765	4.283	1.142
Pays-Bas	4.228	1.172	3.961	941
Suède	3.797	1.264	3.644	1.166
Allemagne	3.341	357	2.799	303
U. R. S. S.	2.372	360	2.184	274
Danemark	2.181	771	2.096	653
Espagne	1.426	265	1.408	249
Grèce	1.736	247	1.646	193
Argentine	1.163	451	1.179	454

Flotte mondiale à la fin de 1954 vue en pourcentage de tonnage pour chaque groupe d'ancienneté.
Ancienneté (fin 1954).

PAYS	— 5 ANS	5/9 ANS	10/14 ANS	15/19 ANS
Etats-Unis	4	20	64	2
Royaume-Uni	22	23	29	10
Canada	16	15	18	2
Autres pays du Commonwealth	16	16	20	9
Argentine	28	24	14	2
Belgique	16	41	26	9
Brésil	19	25	6	2
Danemark	37	23	7	8
France	33	21	22	7
Allemagne	56	2	4	6
Grèce	4	5	64	4
Honduras	11	19	35	4
Italie	18	6	41	2
Japon	44	24	14	5
Libéria	59	13	21	1
Pays-Bas	18	25	21	17
Norvège	39	23	13	10
Panama	19	15	36	3
U. R. S. S.	7	1	15	9
Espagne	11	14	5	2
Suède	33	25	11	7
Autres pays	14	17	16	5
Monde	20	19	34	6

PAYS	20/24 ANS	25 ANS et plus.	TONNAGE brut total (1).
Etats-Unis	1	9	27.344
Royaume-Uni	4	12	19.014
Canada	4	45	1.610
Autres pays du Commonwealth	6	33	2.180
Argentine	2	30	1.057
Belgique	2	6	497
Brésil	1	47	895
Danemark	6	19	1.614
France	5	12	3.841
Allemagne	6	26	2.226
Grèce	1	22	1.176
Honduras	6	25	439
Italie	4	29	3.798
Japon	3	10	3.578
Libéria	1	5	2.381
Pays-Bas	6	13	3.443
Norvège	5	10	6.805
Panama	4	23	4.091
U. R. S. S.	11	57	2.371
Espagne	9	59	1.309
Suède	4	20	2.701
Autres pays	5	43	5.050
Monde	3	18	97.240

(1) En milliers de tonneaux de jauge brute.

Source : Rapport annuel du « Lloyd's Register ».

2. NAVIRES MARCHANDS LANCÉS AU COURS DE L'ANNÉE 1954
(Milliers de tonnes brutes.)

Royaume-Uni	352	Allemagne	75
Suède	136	Italie	40
Etats-Unis	119	Norvège	38
Pays-Bas	103	Belgique	31
Japon	81	France	11

Source : Lloyd'Register of Shipping.

3. NAVIRES MARCHANDS EN CONSTRUCTION
(30 juin 1955.)
(Milliers de tonnes de jauge brutes.)

		1938			1938
Royaume-Uni	2.081	(775)	Italie	341	(161)
Allemagne	752	(356)	Norvège	217	(28)
Pays-Bas	584	(247)	Danemark	126	(122)
Japon	536	(310)	Etats-Unis	115	(282)
Suède	396	(147)	Belgique	127	(24,5)
France	350	(90)	Monde (1)	6.101	(2.602)

(1) U. R. S. S. et Pologne exclues.

Source : Lloyd'Register of Shipping.

4. NAVIRES EN CONSTRUCTION OU EN COMMANDE DANS LE MONDE, DE 1.000 TONNEAUX DE JAUGE BRUTE ET AU-DESSUS, AU 1er JANVIER 1956
(En 1.000 tonneaux de jauge brute.)

PAYS	TONNAGE total.	TANKERS seulement.	TONNAGE total au 1er janvier 1955.
Monde	17.821	9.692	11.249
Grande-Bretagne	4.417	2.127	3.947
Japon	3.096	2.150	787
Allemagne	2.651	828	1.417
Hollande	1.667	943	1.105
Suède	1.600	1.049	1.392
Italie	1.186	717	437
France	1.156	709	598
Norvège	740	600	535
Danemark	391	141	310
Etats-Unis	312	225	194

Source : Shipwilder's Council of America.

5. Pétroliers

Tonnage mondial des pétroliers au 1er juillet 1955.

(En tonnes de port en lourd pour navires de plus de 500 tonnes de jauge brutes.)

PAYS	1er JUILLET 1955	1er JANVIER 1955
Royaume-Uni	8.005.151	8.043.431
Etats-Unis	6.668.262	6.995.531
Norvège	6.425.203	6.078.083
Liberia	3.805.381	3.513.690
Panama	3.270.853	3.405.255
France	1.939.831	1.743.992
Italie	1.769.600	1.791.872
Suède	1.494.295	1.481.787
Hollande	1.347.198	1.121.497
Japon	1.054.124	1.044.849
Danemark	793.320	728.860
Allemagne	479.295	396.645
Argentine	445.734	441.662
Russie	399.776	339.776
Espagne	308.201	271.291
Grèce	271.214	288.888
Brésil	258.061	258.061
Honduras	240.201	240.201
Finlande	199.422	193.474
Venezuela	198.881	177.035
Mexique	194.248	194.248
Belgique	185.928	146.353
Portugal	104.002	104.002
Autres pays	518.006	558.962
Total	40.376.187	39.539.445

Source: Daily Freight Register, 7 juillet 1955, d'après Davies and Newman, Ltd.

Pétroliers en construction au 30 juin 1955

PAYS	30 JUIN 1955	
	Nombre.	Tonneaux de jauge brute.
Grande-Bretagne, Irlande du Nord et Commonwealth	80	1.011.081
Japon	16	337.900
Pays-Bas	26	336.961
Suède	17	233.650
Allemagne	21	224.961
France	11	214.025
Norvège	15	153.939
Italie	17	127.287
Etats-Unis	7	126.600
Belgique	6	76.860
Espagne	4	48.943
Danemark	3	41.200
Portugal	1	11.000
Finlande	5	9.934
Total mondial	229	2.954.341

Source: Lloyd's Register Shipbuilding Returns, juin 1955.

c) Transports aériens.

Trafic de l'aviation civile.

Moyenne mensuelle (en millions).

PAYS	VOYAGEURS-KILOMETRES			
	1938	1953	1954	1955
Australie	5,8	124	133	»
Belgique	1,5	37	41	48
Canada	1,5	119	135	»
France	6,1	138	226	266
Pays-Bas	5	98	113,5	»
Suède	1,15	29	32	39,4
Suisse	1,13	27	37	43
Royaume-Uni	7,1	192	203	239
U. S. A.	72	2.434	2.763	3.264

PAYS	FRET - TONNES - KILOMETRES			
	1938	1953	1954	1955
Australie	»	5,5	6,5	»
Belgique	0,07	1,7	1,9	2,1
Canada	0,18	2	2,6	2,9
France	0,2 (Air France)	4,9	7,6	8,9
Pays-Bas	0,25	3,8	4,4	»
Suède	0,065	0,8	0,9	1
Suisse	0,022	0,59	0,75	»
Royaume-Uni	1,3	6,6	6,7	8,3
U. S. A.	»	57	6	75

Source: O. N. U.

d) Parc automobile.

1. Voitures de tourisme

(8 passagers maximum.)

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955 (2)
Etats-Unis	25.600	46.000	50.600
Royaume-Uni	1.830	2.800	3.170
Canada	1.160	2.510	2.560
France	2.000	2.020	2.100
Allemagne occidentale	(1) 1.270	»	1.500
Australie	535	1.170	1.270

(1) Allemagne entière.
(2) American Automobile pour 1955.
Source: O. N. U.

2. Véhicules utilitaires

(Camions, autobus, cars, tracteurs, remorques et semi-remorques.)

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955
Etats-Unis	4.200	9.300	»
Royaume-Uni	280	1.250	»
Canada	540	1.070	»
France	220	880	»
Allemagne occidentale	(1) 420	»	»
Australie	240	580	»

(1) Allemagne entière.
Source: O. N. U.

6° PRIX ET COUT DE LA VIE

a) Indice des prix de gros.

Indice général (1953 = 100).

PAYS	1948	1950	1954	1955
Allemagne occidentale	(1) 90	85	98	101
Belgique	94	93	99	101
Canada	88	96	98	99
France	65	78	98	98
Espagne	57	72	100	104
Grèce	»	71	112	120
Italie	104	93	101	101
Japon	36	70	99	98
Pays-Bas	75	87	101	102
Royaume-Uni	67	80	101	104
Suède	72	76	100	104
Suisse	102	95	101	101
U. S. A.	95	94	100	100

(1) Juillet-décembre.

N. B. — Ces notices ne sont pas exactement comparables: leur évolution doit donc être observée en ordre de grandeur.

Source: O. N. U.

b) **Indices du coût de la vie.**

(Indices des prix de biens et services achetés en général par les familles des travailleurs résidant dans les agglomérations urbaines.)

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1950	1954	1955
Allemagne occidentale	93	93	100	102
Autriche (Vienne)	50	70	103	105
Belgique (1)	95	91	101	101
Canada	84	89	101	101
Espagne	79	92	101	105
France (Paris)	60	77	100	101
Grèce	63	78	115	122
Italie	86	86	103	106
Japon	62	77	106	105
Pays-Bas	77	89	104	106
Royaume-Uni	77	81	102	106
Suède	77	79	101	104
Suisse	96	94	101	102
U. S. A.	90	90	100	100

(1) Loyer exclu.

Source: O. N. U.

c) **Rapport des prix de détail des aliments au coût de la vie.**

(1948 = 100.)

PAYS	1937	1952	1954	1955 (juin).
1. Allemagne occidentale	105	113	115	115
2. Royaume-Uni (1)	»	102	106	111
3. Suède	100	105	105	107
4. Suisse	93	100	102	102
5. Pays-Bas (2)	87	101	100	104
6. Belgique	100	96	99	97
7. Etats-Unis	83	100	96	96
8. Canada	81	100	96	96
9. France	»	97	94	94
10. Italie	100	95	94	95

(1) 1952 = 100.

(2) 1949 = 100.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

d) **Prix agricoles et prix généraux: évolution comparée.**

PAYS	PREMIERE PERIODE 1949	1950	1951	DEUXIEME PERIODE 1952	1953	1954	DERNIER MOIS
I. RAPPORT: $\frac{\text{prix reçus}}{\text{prix payés}}$ par les agriculteurs (en indices, base 1948 = 100).							
A. — Grands exportateurs de produits agricoles.							
Canada	95	95	98	85	79	»	70 (août 1954).
Etats-Unis	91	92	97	91	83	»	79 (octobre 1954).
Australie	92	104	126	84	87	»	83 (juin 1954).
B. — Pays importateurs.							
Belgique	91	86	85	84	76	»	67 (octobre 1954).
Finlande	81	84	79	88	84	»	82 (septembre 1954).
Norvège	99	84	81	81	78	»	87 (octobre 1954).
Pays-Bas (1949 = 100)	100	100	96	92	94	»	93 (juin 1954).
Suisse	98	98	93	96	93	95	94 (avril 1955).
II. RAPPORT: $\frac{\text{prix de gros agricoles}}{\text{prix de gros généraux}}$ (en indices, base 1948 = 100).							
Italie	106	113	105	111	112	110	113 (juin 1955).
Suède	100	98	86	93	102	101	107 (juillet 1955).
France	89	86	77	80	84	92	89 (juillet 1955).

Sources: F. A. O., Bulletin mensuel: *Economie et statistiques agricoles.*

e) **Indices des matières premières.**

1. U. S. A.

Indice « Moody's » des prix de gros à New-York.

Cet indice, publié quotidiennement par Moody's, société privée spécialisée dans les études financières, est une moyenne pondérée des prix des quinze principales marchandises pour lesquelles il y a un commerce actif et qui présentent un intérêt spéculatif.

Les marchandises prises en considération ont les coefficients de pondération suivants:

Blé	13	Laine	7	Maïs	4
Coton	13	Cuirs	5	Soie	4
Porcs	13	Cuivre	5	Argent	3
Ferraille	10	Café	4	Plomb	3
Sucre	10	Caoutchouc	4	Cacao	2

31 décembre 1931 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950	355	380,3	455,6	481,1
		418		
1951 (1)	526,8	504	463,5	460,2
		488,6		
1952	445,5	434	434	410,3
		431		
1953	411,1	416,6	418,7	400,3
		411,8		
1954	423	437	421	407,9
		422		
1955	407,1	404,3	404,1	402,8
		405		
1956	406,6	427,7 (avril).		

(1) Maximum le 2 février 1951 = 535,2.

2. Grande-Bretagne

Indice « Reuter » des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne.

Cet indice, publié quotidiennement par l'agence d'information Reuter, est basé sur la moyenne géométrique pondérée des prix de vingt et un articles, avec les coefficients de pondération suivants:

Blé	17	Laine	5	Cacao	2
Coton	14	Etain	5	Coprah	2
Sucre	9	Argent	4	Plomb	2
Or	8	Graines de lin	4	Zinc	1
Cuivre	6	Arachides	3	Poivre	1
Riz	6	Jute	2	Chanvre	1
Maïs	5	Graine de soja	2	Shellac	1

La pondération a été établie en fonction de l'importance des diverses marchandises intervenant dans le commerce mondial. La base de l'indice est le 18 septembre 1931 = 100, dernier jour ouvrable avant que le Royaume-Uni ait abandonné l'étalon-or.

18 septembre 1931 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950	471,2	487,7	530,5	562,6
		513		
1951	609,8	(1) 612,2	597,9	593,6
		605,6		
1952	579,2	544,5	541,3	517,6
		545,7		
1953	510,9	498,1	488,7	480,2
		494,5		
1954	487	489	488	492,7
		488		
1955	505,1	496,9	486	485,7
		493,2		
1956	485	487,9 (Avril)		

(1) Maximum le 26 avril 1951 = 629,9.

f) Indices des frets maritimes.

(2e semestre 1947 = 100.)

1. Cargaisons sèches

	1948	1949	1954	1955 Déc.	1956 Mai.
Au voyage	90,5	81,5	86,5	141,6	146,2
A temps	96,5	78,5	71	154,1	201,3

2. Navires-citernes

	1948	1949	1954	1955 Déc.	1956 Mai.
Tarif M. O. T. = 100 (Ministry of Transport) (tonne)	»	104	76,5	247,7	199,8
Tarif U. S. M. C. = 100 (U. S. Maritime cargaison) (dollars)	»	69	76	204,5	150,7

7e SALAIRES ET REVENUS

a) Gains dans les industries manufacturières.

1. Gains horaires, journaliers, hebdomadaires ou mensuels

Taux horaires.

PAYS	1952	1953	1954	1955
Allemagne occidentale (marks)	1,56	1,63	1,67	1,78
Canada (cents)	129,2	135,8	140,8	144,5
France (francs)	120,7	124,2	131,5	141,6
Italie (lires)	98	100	104	108
Pays-Bas (cents)	98	100	111	117
Suède (couronnes)	3,63	3,79	3,34	»
Royaume-Uni (pence)	39,6	41,7	44,3	»
U. S. A. (cents)	167	177	181	188

Source: O. N. U.

2. Comparaison, au taux de change officiel, des salaires horaires ouvriers (approximatifs).

Octobre 1953 (France = 100).

PAYS	FRANCS	INDICES (1)	PAYS	FRANCS	INDICES (1)
Etats-Unis	623	445	Allemagne occidentale	131	96
Suède	241	170	Italie	94	72
Suisse	192	135	Pays-Bas	94	68
Royaume-Uni	170	120	Espagne	66	62
Belgique	144	101			
France	141	100			

(1) Gratifications exceptionnelles incluses.

La comparaison au taux de change officiel donne des résultats imparfaits. En fait, ce taux conduit actuellement à surestimer quelque peu la position française.

3. Comparaison des gains hebdomadaires

Gains étrangers exprimés en francs au taux de change officiel, prestations familiales et sociales exclues, gratifications exceptionnelles incluses.

Octobre 1953 (France = 100).

PAYS	INDICES	PAYS	INDICES
Etats-Unis	400	Allemagne occidentale	106
Suède	180	France	100
Suisse	145	Pays-Bas	71
Royaume-Uni	123	Italie	66
Belgique	109 (?)	Espagne	55 (?)

4. Coût de l'heure de travail (charges salariales incluses).

(Octobre 1953.)

Coûts étrangers exprimés en francs au taux de change officiel.

PAYS	Coût horaire: Tous services sociaux compris (1)	Coût horaire: Services sociaux non compris.	Indice du coût de l'heure de travail France = 100.
Etats-Unis	»	725	366
Suède	275	»	137
Suisse	222	»	110
France	201	198	100
Grande-Bretagne	»	(2) 185	(2) 93
Belgique	»	184	93
Allemagne occidentale	180	»	90
Italie	»	152	77
Espagne	(3) 148	»	(3) 74
Pays-Bas	»	122	62

(1) Services sociaux plus ou moins bénévoles des entreprises.

(2) Le coût de l'heure ouvrée en Grande-Bretagne est sous-estimé, les charges de sécurité sociale étant supportées par le budget de l'Etat, et financées de ce fait par l'impôt et non par des cotisations assises sur les salaires versés.

(3) La valeur officielle de la peseta est supérieure à sa valeur réelle. De ce fait, le coût de l'heure de travail en Espagne au taux de change officiel est surestimé.

b) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs.

(Avant guerre = 100.)

PAYS	1952	1953	1954
Norvège (1938-1939 = 100)	119	116	126
Canada (1935-1939 = 100)	118	111	104
Etats-Unis (1935-1939 = 100)	117	108	100
Allemagne occidentale (1938-1939 = 100)	94	94	86
Belgique (1936-1938 = 100)	89	80	77
Australie (1937 = 100)	88	86	87

Source: O. N. U. (F. A. O.).

c) Salaires années par rapport au produit national brut par habitant.

A. — De 1950 à 1952.

(Base 1950 = 100.)

PAYS	1951	1952
Danemark	106	113
Pays-Bas	103	110
Suède	104	108
France	106	106
Belgique	101	103
Royaume-Uni	95	100
Norvège	98	95,5
Allemagne	93	93,5
Italie	95	92
Canada	97	103
Etats-Unis	96,5	96,5

B. — De 1952 à 1954 (et 1955).

(Base 1952 = 100.)

PAYS	1953	1954	1955
France	101	101,5	
Suède	102	101,5	
Norvège	99,5	99	(1) (98)
Royaume-Uni	98,5	98,5	
Belgique	98	98	
Allemagne	99,5	96	
Danemark	97	94	
Pays-Bas	96	94	
Italie	94,5	93,5	
Canada	101	109	(1) (114)
Etats-Unis	102	108	(2) (104)

(1) 1er trimestre. — (2) 2e trimestre.

C. — En 1954.

(Base 1950 = 100.)

Suède	109,5	Norvège	94,5
France	107,5	Allemagne	89
Danemark	106	Italie	86
Pays-Bas	103	Canada	112
Belgique	101	Etats-Unis	104
Royaume-Uni	98,5		

Sources: O. E. C. E., statistiques générales I. N. S. E. E.

8° CONSOMMATION

a) Laine (consommation mondiale).

1. Estimation de la consommation mondiale

(En millions de lbs, base lavée.)

PRINCIPAUX consommateurs.	1934-1938	1949	1953
France	432	»	251
Allemagne occidentale	119	91	156
Australie	35	70	58
Belgique	60	59	75
Canada	20	34	25
Italie	57	119	143
Japon	109	16	126
Pays-Bas	12	40	25
Suède	11	29	13
Royaume-Uni	436	492	488
U. S. A.	344	511	489
Autres pays	572	708	750
Total	2.063	2.431	2.599

Données provisoires. — *N. B.* — Pound lb = 453 g.

Source: Secrétariat international de la laine.

2. Pourcentages par pays

PAYS	1934-38	1948	1949	1950	1951	1952
Etats-Unis	16,0	27,7	20,9	24,2	21,8	20,5
Royaume-Uni	21,1	18,9	20,2	19,4	17,5	16,4
France	11,3	10,0	10,7	9,5	13,1	9,3
Italie	2,8	5,3	4,9	4,7	4,3	5,5
Allemagne	8,7	1,8	3,7	4,8	5,2	5,7
Japon	5,2	0,4	0,6	1,9	3,5	5,3
Autres	39,8	36,0	39,0	35,6	34,6	37,3
Total mondial	100	100	100	100	100	100

Source: Secrétariat international de la laine, informations I. W. S. 4 juillet 1953.

b) Coton.

Situation mondiale (1) (en millions de balles).

	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955 (2)
1. Stocks de report au 1er août:				
Etats-Unis	2,3	2,8	5,6	9,5
Autres pays	8,4	10,5	9,8	8,0
Total	10,7	13,3	15,4	17,5
2. Production:				
Etats-Unis	15,2	15,2	16,2	12,7
Autres pays	13,4	13,7	13,3	14,0
Total	28,6	28,9	29,5	26,7
3. Approvisionnement (A+B)	39,3	42,2	44,9	44,7
4. Consommation (taux annuel)	25,0	25,9	(26,6)	»

(1) Non compris U. R. S. S., Chine, Europe-Est.
(2) Préliminaire.

Source: Comité consultatif international du coton, bulletin mensuel, août 1954.

c) Acier (Produits finis).

Consommation apparente par habitant.

(En kilogrammes.)

	1953		1953
1. Royaume-Uni	256	5. France (1)	143
2. Suède	225	6. Italie	69
3. Allemagne occidentale	216	7. Espagne	22
4. Belgique-Luxembourg	191	Europe (Ouest)	147

(1) Sarre incluse.

Consommation apparente (tonnages réels et consommation par habitant) et production d'acier brut en 1953 comparées à l'année 1929.

(Indices: 1929 = 100.)

PAYS	CONSOMMATION APPARENTE		PRODUCTION
	Comparaison des tonnages réels.	Comparaison de la consommation par habitant.	Comparaison des tonnages réels.
Europe occidentale:			
C. E. C. A.			
Belgique-Luxembourg	103	94	106
France-Sarre	103	99	106
Allemagne occidentale	141	109	104
Italie	165	139	165
Pays-Bas	171	127	»
	129	109	111

PAYS	CONSOMMATION APPARENTE: Comparaison des tonnages réels.	CONSOMMATION APPARENTE: Comparaison de la consommation par habitant.	PRODUCTION: Comparaison des tonnages réels.
Autres pays:			
Autriche	142	138	198
Espagne	86	70	90
Suède	216	209	246
Royaume-Uni	192	173	183
Yougoslavie	265	226	515
Petits consom. (*a*)	157	119	2.857
Total	181	150	188
	147	124	131
Europe orientale:			
Bulgarie	(*b*) 342	(*b*) 284	(*c*) »
Tchécoslovaquie	238	260	202
Allemagne orientale	136	113	214
Hongrie	388	354	312
Pologne	193	215	188
Roumanie	495	403	466
Total	212	202	222
Total pour l'Europe	156	135	140
U. R. S. S.	718	614	760
Etats-Unis	191	46	178

(*a*) Ces pays sont les suivants: Danemark, Finlande, Grèce, Islande, Irlande, Norvège, Portugal, Suisse et Turquie.

(*b*) Estimations pour lesquelles les marges d'erreurs peuvent être considérables.

(*c*) En Bulgarie, le premier four électrique pouvant produire environ 10.000 tonnes par an aurait été mis en service vers la fin de 1953.

Source: O. N. U.

d) Consommation d'énergie par habitant.

Consommation totale, en tonnes d'équivalence, houille.

PAYS	1937	1949	1951	1953
Autriche	1,04	1,47	1,82	1,73
Belgique-Luxembourg	4,02	3,45	4,16	3,64
France	2,12	2,11	2,48	2,33
Allemagne	(1) 3,02	2,35	2,84	2,94
Italie	0,66	0,58	0,81	0,87
Pays-Bas	1,79	1,83	2,08	2,05
Norvège	3,44	3,97	4,44	4,71
Espagne	0,40 (1935)	0,56	0,61	0,73
Suède	2,5	2,82	3,52	3,70
Suisse	1,81	1,89	2,51	2,50
Royaume-Uni	4,28	4,30	4,63	4,53
Europe (U.R.S.S. exclue)	1,84	1,89	2,16	2,26
Afrique	0,15	0,20	0,22	0,24
Canada	4,91	6,4	6,77	6,84
U. S. A.	5,89	6,92	7,97	8,01
Amérique Sud	0,25	0,33	0,45	0,47
Asie	0,18	0,16	0,19	0,20
Monde (U.R.S.S. et Chine exclues)	1,22	»	1,43	1,45

(1) Allemagne entière y compris Sarre.

Source: O. N. U.

e) Consommation de produits pétroliers.

(en milliers de tonnes) (*a*).

PAYS	TOUS PRODUITS: 1947	TOUS PRODUITS: 1954	1954: Carburant auto.	1954: Gas-oil.	1954: Fuel-oil.
Royaume-Uni	11.972	19.414	6.047	3.405	4.486
France (et Sarre)	5.019	13.984	3.892	2.453	5.926
Italie	2.877	8.458	1.207	1.418	4.654
République fédérale	1.623	8.176	2.404	2.558	(*c*) 1.567
Suède	3.228	6.493	1.027	2.494	2.543
Pays-Bas	2.049	3.630	843	845	1.129
Belgique-Luxembourg	1.258	3.436	972	1.081	941
Danemark	1.065	2.183	573	395	941
Norvège	751	1.979	328	654	762
Suisse	884	1.756	454	825	282
Autriche	350	1.315	188	225	716
Grèce	507	1.172	216	300	494
Turquie	310	1.068	351	341	50
Portugal	603	929	225	202	307
Eire	435	894	266	(*b*)	(*b*) 424
Islande	100	118	39	60	36
Totaux	33.051	75.035	19.002	16.956	25.285

(*a*) Sans la consommation des raffineries et le fuel de soute.
(*b*) Environ 100.000 tonnes par an de gas oil figurant avec le fuel.
(*c*) A l'exclusion du fuel dérivé de la houille.
Source: O. E. C. E.

f) Ration alimentaire par habitant (estimation).

RÉGIONS	CALORIES: Avant guerre.	CALORIES: 1952-1953.
1. Europe:		
Suisse	3.140	3.110
Suède	3.120	3.000
Royaume-Uni	3.120	3.060
Belgique-Luxembourg	2.820	2.945
Pays-Bas	2.920	2.890
Allemagne occidentale	3.070	2.840
France	2.830	2.850
2. Amérique du Nord:		
Canada	3.010	3.130
Etats-Unis	3.150	3.120
3. Amérique latine:		
Uruguay	»	2.940
Argentine	2.730	2.710
Chili	2.240	2.490
4. Océanie.		
Nouvelle-Zélande	3.260	3.340
Australie	3.310	3.290 (1952)
5. Extrême-Orient:		
Inde	(1) 1.970	1.640
Japon	2.180	2.150
6. Proche-Orient:		
Turquie	2.450	2.580
Egypte	2.450	2.340

(1) Pakistan inclus.
Sources: O. N. U. (F. A. O.).

g) Corps gras alimentaires.

Consommation dans les pays européens.

(En kilogrammes d'équivalent graisse par habitant et par an.)

PAYS	Avant guerre.	1953-1954: Totale.	1953-1954: Beurre seulement.	P. 100 1953-1954 (1) par rapport avant guerre.
Norvège	24,9	26,6	4,5	107
Pays-Bas	20,6	26,3	2,6	127
Danemark	26,6	24,7	8,0	93
Allemagne	21,0	22,8	6,3	108
Belgique	18,6	21,3	11,0	115
Royaume-Uni	21,3	21,2	6,3	99
Suède	17,7	20,4	11,6	115
France	15	20	8,3	133
Irlande	13,7	19,3	17,3	141
Portugal	12,2	16,2	0,5	133
Autriche	17,3	16,1	4,0	93
Suisse	15,5	15,8	5,8	102
Grèce	14,7	14,6	0,9	99
Italie	11,6	12,2	1,5	105
Turquie	6,1	7,1	2,5	116

(1) Pour 100 par rapport à la consommation totale.
Source: I. N. S. E. E. (d'après « Oléagineux », mars 1955). France: chiffres revisés.

h) Matières plastiques.

(Kilogrammes par habitant.)

PAYS	1953	PAYS	1953
Etats-Unis	7,1	Royaume-Uni	3
Allemagne occidentale	4,1	France	1,3

Source : B. N. C. I. (*Bulletin d'information économique*).

i) Volume de la consommation.

Consommation privée.

Evolution globale et de quelques catégories principales, dans un certain nombre de pays.

(En milliards de livres, Deutschmarks, couronnes et dollars.)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955
Alimentation :				
Royaume-Uni	(1) 4,09	(1) 4,39	(1) 4,65	5,01
Allemagne (4)	5,86	6,23	6,72	
Norvège	3,76	3,90	4,30	4,10
Etats-Unis	(1) 70,0	(1) 71,9	(1) 73,3	76,4
Textile (et cuir) :				
Royaume-Uni	(2) 1,06	(2) 1,06	(2) 1,13	1,20
Allemagne (4)	(6) 2,29	(6) 2,58	(6) 2,72	
Norvège	2,4	2,5	2,5	2,6
Etats-Unis	20,1	19,8	19,7	20,5
Logement :				
Royaume-Uni	0,92	0,99	1,05	1,12
Allemagne (4)	2,34	2,49	2,66	
Norvège	(5) 1,3	(5) 1,4	(5) 1,5	1,7
Etats-Unis	25,6	27,9	29,8	31,2
Biens ménagers durables :				
Royaume-Uni	(3) 0,95	(3) 1,07	(3) 1,22	
Etats-Unis	12,5	12,8	12,9	14,3
Biens durables (total) :				
Etats-Unis	26,6	29,8	29,3	35,3
Biens non durables :				
Etats-Unis	116	119	121	126
Services :				
Etats-Unis	75,7	81,8	86,4	91
Total consommation privée (7) :				
Royaume-Uni	10,57	11,17	11,85	12,67
Allemagne (4)	18,05	19,57	21,50	
Norvège	12,9	13,4	14,5	15,2
Etats-Unis	218	231	236	252

(1) Y compris boissons alcooliques.
(2) Vêtements.
(3) Y compris autos, bicyclettes, etc.
(4) Aux prix de 1936 et premier semestre de chaque année.
(5) Avec chauffage.
(6) Ameublement.
(7) Ce total excède la somme des données portées au tableau d'autres séries n'y figurant pas.

Sources : *Annuaires et publications officiels*, I. N. S. E. E.

j) Commerce intérieur.

(Indices de la valeur.)

(1953 = 100.)

DÉSIGNATION	1948	1954	1955
1. Gros :			
Allemagne occidentale (1)	»	107	116
Australie	50	114	130
Belgique (2)	89	107	111
Canada	78	100	»
Pays-Bas (2)	56	112	119
Royaume-Uni (3)	88	100	103
Etats-Unis	85	98	105
2. Détail :			
Allemagne occidentale	»	107	108
Australie	42	108	114
Belgique	71	106	114
Canada	65	99	106
France (2)	77	11	»
Norvège	66	107	112
Pays-Bas	80	110	120
Suisse	88	105	111
Royaume-Uni	67	106	»
Etats-Unis	»	100	109

(1) Alimentation.
(2) Grandes épiceries.
(3) Textiles.

Source : O. N. U.

9° DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES

a) Cours des changes.

Bourse de Zurich.

(Moyenne achats et ventes en fin de mois ou d'année.)
(Valeur en francs suisses pour 100 unités nationales.)

PAYS	1949	1951	1953	1954	1956 Mai.
Allemagne occidentale (deutschmark)	73,50	85,50	101,50	99	101,75
Belgique (franc belge)	8,59	8	8,45	8,50	8,60
Canada (dollar canadien)	375	428	440	442	432
Etats-Unis (dollar)	429	436	429	429	429
France (franc français)	1,10	1	1,13	1,14	1,09
Pays-Bas (florin)	101	105,5	112	112	112,50
Italie (lire)	0,66	0,64	0,69	0,67	0,68
Royaume-Uni (livre)	1.000	1.040	1.125	1.147	1.165

Sources : *Neue Zürcher Zeitung*, I. N. S. E. E.

b) Balance des payements.

Balances des règlements courants (en millions d'unités monétaires nationales, sauf indications contraires).

DÉSIGNATION	U. S. A. (1)	ROYAUME-UNI (2)	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	SUÈDE (3)	PAYS-BAS	AUTRICHE (4)	CANADA (5)	UNION SUD-AFRICAINE (6)	PAKISTAN (7)
Exportations de marchandises:											
1952	13.315	2.826	708,4	16.791	879,1	8.135	7.684	506,8	4.339	277	1.671,7
1953	12.237	2.670	754,3	18.386	942,4	7.659	8.038	537,6	4.152	288	1.358,3
1954	12.691	2.817	890,6	22.517	988,2	8.196	8.842	609,7	3.929	323	1.120,5
1955	14.177	3.061	538,3 (8)	26.360	504,8 (8)	8.945	4.517 (8)	710,6	4.335	360	1.513,9
Importations de marchandises:											
1952	—10.831	— 2.944	— 924,9	— 14.545	— 1.338,8	— 8.953	— 7.068	— 653,9	— 3.850	— 415	— 1.696,5
1953	—10.954	— 2.887	— 872,8	— 14.676	— 1.388,2	— 8.172	— 7.870	— 547,3	— 4.210	— 423	— 717,7
1954	—10.300	— 3.009	— 953,4	18.447	— 1.371,8	9.192	— 9.731	— 653,3	— 3.916	— 437	— 742
1955	—11.484	— 3.413	— 526 (8)	22.826	— 766,8 (8)	10.305	— 4.939 (8)	— 887,2	— 4.520	— 485	— 657,5
Solde des règlements commerciaux:											
1952	+ 2.484	— 119	— 216,5	+ 2.246	— 459,7	— 818	+ 616	— 147,1	+ 489	— 138	— 24,8
1953	+ 1.283	— 217	— 118,5	+ 3.710	— 445,8	— 513	+ 168	— 9,7	— 58	— 135	— 640,6
1954	+ 2.391	— 192	— 62,8	+ 1.070	— 383,6	— 996	— 889	— 43,6	— 7	— 114	+ 378,5
1955	+ 2.693	— 352	+ 123 (8)	+ 3.534	— 262 (8)	— 1.380	— 422 (8)	— 176,6	— 185	— 125	+ 856,4
Services (net):											
1952	— 242	+ 294	+ 4,3	+ 95	+ 60,6	+ 917	+ 1.254	+ 42,5	— 270	— 59	— 777
1953	— 927	+ 338	+ 56,6	+ 343	+ 158,6	+ 861	+ 1.261	+ 81,3	— 327	— 76	+ 475,4
1954	— 627	+ 405	+ 150,8	— 51	+ 318,9	+ 1.143	+ 1.228	— 24,2	— 373	+ 84	— 169,9
1955	— 787	+ 272	— 33 (8)	— 610	+ 400,1 (8)	+ 1.699	+ 775 (8)	+ 58	— 458	+ 97	— 796
Solde des règlements courants:											
1952	2.242	+ 175	— 212,2	+ 2.341	— 399,1	+ 199	+ 1.870	— 104,5	+ 219	— 59	— 801,9
1953	356	+ 121	— 61,9	+ 4.053	— 287,2	+ 348	+ 1.429	+ 71,4	— 385	— 59	— 164,6
1954	1.764	+ 213	+ 88	+ 4.019	— 126,9	— 147	+ 339	+ 67,8	— 380	— 30	— 208,6
1955	1.906	— 80	+ 90 (8)	+ 2.924	— 138,1 (8)	— 339	+ 353 (8)	— 118,6	— 643	— 28	+ 60,4

Source: International Financial Statistics.

(1) Aide étrangère exclue de la statistique pour biens et services. Dépenses militaires comprises dans les services à l'exclusion de l'aide étrangère. Le chiffre des règlements commerciaux comprend l'or non monétaire.

(2) Règlements commerciaux fob, opérations gouvernementales exclues.

Source: United Kingdom Balance of paiements 1946-1954; services opérations gouvernementales et invisibles, à l'exclusion de l'aide militaire et des dons américains.

(3) Chiffres semestriels; Svenska handelsblat. Importations cif, exportations fob avec or non monétaire.

(4) En millions de dollars U. S. A. Exportations fob, importations cif.

(5) Chiffres semestriels non exactement comparables aux chiffres annuels. Exportations et importations fob. Certains transports intérieurs aux U. S. A. et au Canada sont inclus dans les services.

(6) Exportations et importations fob. Exportations d'or non monétaire incluses dans les services.

(7) Exportations fob, exclues les transactions avec l'Afghanistan, importations fob ou cif. selon les cas. Chiffres de 1953 provisoires. Les payements n'incluent l'Inde qu'à partir du 27 février 1951 et le Thibet qu'à partir du 16 mars 1951, lorsque le contrôle des changes a été introduit.

(8) Premier trimestre.

N. B. — Les présentations ne sont pas exactement comparables, surtout pour les postes invisibles et l'or « non monétaire ».

c) **Réserves or-devises** (officielles).

PAYS	1929	1938	1949	1954	1955
	(Millions de dollars fin de période.)				
1. Etats-Unis	3.900	(1) 1.459	24.560	21.793	21.752
2. Allemagne O.	»	»	200	2.926	»
3. Royaume-Uni	(2) 710	(2) 2.875	1.690	2.762	2.120
4. France	(3) 1.633	2.790	(4) 800	1.369	2.120
5. Canada	(3) 78	220	1.120	1.955	1.910
6. Inde	(3) 217	485	1.980	1.782	1.791
7. Pays-Bas	(2) 180	1.005	385	1.276	1.284
8. Belgique	(3) 169	736	900	1.046	1.146

(1) A partir de 1938, réserves en or du Trésor et de la partie active du fonds de stabilisation.

(2) Réserves or de la Banque d'Angleterre (et du fonds d'égalisation en 1938) or et dollars en 1949, 1954...

(3) Or.

(4) Cotisations du fonds monétaire international.

Source: Fonds monétaire international.

d) **Cours des actions industrielles.**

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1955
Canada	67	114	150
Etats-Unis	64	122	167
France	68	140	206
Pays-Bas	173	125	157
Royaume-Uni	98	131	155
Suisse	90	111	131

Source: Fonds monétaire international, O. N. U.

e) **Pourcentage des dépenses publiques totales des Etats couvertes par les recettes fiscales, en 1954.**

1. R. U. ..... 90 %.
2. (1954-1955).
3. Norvège ..... 88 %.
4. Suisse ..... 87 %.
5. Allemagne ..... 82 %.
6. Suède ..... 82 %.
7. Italie ..... 81 %.
8. Pays-Bas ..... 79 %.
9. Belgique ..... 75 %.
10. France ..... 70 %.

Source: Commission économique pour l'Europe.

10° REVENU NATIONAL

a) Estimations du revenu national en 1953 et 1954.

(=Somme des revenus échéant pendant l'année aux facteurs de production fournis par les résidents, avant déduction des impôts indirects; = rémunération du travail + revenu des entreprises individuelles + loyers, intérêts et dividendes + épargne et impôts directs des sociétés + revenu de l'Etat et des collectivités locales.)

N. B. — Les évaluations et le classement en dollars sont en ordre de grandeur par suite des incertitudes des estimations et des insuffisances de la méthode de conversion employée (cours de change officiel, O. N. U.).

(N = Monnaie nationale; $ = dollars) (très approximatif).

PAYS	REVENU GLOBAL N (milliards).		REVENU GLOBAL $ (milliards).	
	1953	1954	1953	1954
1. Etats-Unis (dollar)	305	300	305	300
2. Royaume-Uni (livre)	14,5	15,5	40,5	43,5
3. France (franc)	10,850	11,5	30	33
4. Allemagne occidentale (deutschmark)	103	112	24,5	26,7
5. Canada (livre canadienne)	19	18,75	19,4	19,2
6. Italie (lire)	9.220	9.720	14,35	15,5
7. Australie	377	396	8,4	8,9
8. Suède (couronne)	37	38,6	7,1	7,5
9. Belgique (franc belge)	314	330	6,2	6,6
10. Pays-Bas (guilder)	19,4	21	5,1	5,5
11. Suisse (franc suisse)	20,9	22	4,8	5,1
12. Danemark (kroner)	22,6	23,3	3,25	3,40
13. Finlande (markkaa)	605	652	2,65	2,83
14. Norvège (kroner)	17,2	18,4	2,35	2,60
15. Nouvelle-Zélande (livre néo-zélandaise)	0,732	0,802	2	2,24

PAYS	REVENU PAR HABITANT en 1953. Dollars.	France=100.
1. Etats-Unis	1.905	175
2. Canada	1.310	190
3. Suède	990	145
4. Suisse	985	142
5. Nouvelle-Zélande	955	137
6. Australie	940	135
7. Royaume-Uni	795	115
8. Danemark	740	106
9. Belgique	705	102
10. Norvège	700	101
11. France	695	100
12. Finlande	640	92
13. Allemagne occidentale	490	70
14. Pays-Bas	485	70
15. Italie	295	42

N. B. — Grèce, Espagne et Portugal semblent se situer entre 200 et 250 dollars, la Turquie et le Japon au-dessous de 200 dollars, la majorité des territoires sous-développés de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie ayant un revenu annuel par habitant inférieur à 150 dollars (Inde, 75-80 dollars).

Source: O. N. U.

b) Indices du revenu national à prix constants.

N. B. — Les comparaisons de pays à pays doivent être très prudentes, en raison de la variation des méthodes employées pour mesurer le revenu national à prix constant.

(1948 = 100.)

PAYS	1938	1949	1952	1953
Allemagne occidentale.	97	100	135	»
Canada	56	103	122	»
France (1)	99	113	128	130
Grèce	140	122	130	»
Pays-Bas	87	107	114	»
Pologne	»	118	176	»
Royaume-Uni	5	104	111	»
Suède	»	100	107	»
Suisse	83	100	110 (1951)	»
Turquie	83	84	117 (1951)	»
U. R. S. S.	70	117	175	»
U. S. A.	58	100	119	»

(1) D'après les évaluations du Conseil économique (rapport de M. A. Sauvy, 1954).

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

c) Indices du revenu par habitant à prix constants.

(1948 = 100.)

PAYS	1938	1949	1952	1953	VARIATIONS 1953/1938	VARIATIONS 1953/1949
					P. 100.	P. 100.
Allemagne occidentale (3) (1949=100)	120	100	137	144	+ 20	+ 44
Canada	64	101	113	114	+ 78	+ 13
France (1)	97,5	112	125	126	+ 29	+ 12,5
Espagne (2)	80	95	130	»	»	»
Grèce	153	121	129	»	»	»
Hongrie	120	»	188	»	»	»
Pays-Bas	98	106	107	117	+ 19	+ 10
Pologne	»	115	166	»	»	»
Royaume-Uni (2)	»	103	108	113	»	»
Suède (2) (1949=100)	»	100	103	106	»	+ 10
Suisse (3)	91	99	106	»	»	»
Tchécoslovaquie	72	»	137	»	»	»
Turquie	98	82	109 (1951)	»	»	»
U. R. S. S.	(71)	»	(144)	»	»	»
U. S. A. (4)	66	99	112	114	+ 73	+ 15

(1) D'après les évaluations du Conseil économique (rapport de M. A. Sauvy, 1954). — (2) 1939. Produit intérieur brut. — (3) Produit national net. — (4) Produit national brut.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

d) Répartition du revenu national.

PAYS	SALAIRES totaux (directs, indirects, espèces, nature).	ENTREPRISES individuelles.	LOYERS et intérêts.	DIVIDENDES	EPARGNE sociétés.	IMPOTS directs sociétés.	REVENU NET ÉTAT: Collectivités locales.	REVENU NET ÉTAT: Moins intérêts de la dette publique.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Australie:								
1938	60	17	15	4	5	2	5	(— 8) (1)
1949	53	31	8	3	5	4	1	(— 5)
1952	57	29	6	2	3	5	1	(— 3)
1953	58	27	7	2	4	4	2	(— 4)
1954	»	»	»	»	»	»	»	»
Belgique:								
1938	»	»	»	»	»	»	»	»
1949	55	30	10	3	2	2	1	(— 3)
1952	57	27	10	4	3	2	»	(— 3)
1953	»	»	»	»	»	»	»	»
1954	»	»	»	»	»	»	»	»
Canada:								
1938	62	20	15		2	2	3	(— 4)
1949	60	22	9		4	6	3	(— 4)
1952	61	19	9		4	8	2	(— 3)
1953	63	18	9		4	6	3	(— 3)
1954	66	15	10		3	6	3	(— 3)
France:								
1938	50	»	45,3	»	4	1	»	
1949	53	»	34	»	6	6	»	
1952	58	»	34	»	2	6	— 1	
1953	59	»	35	»	1	7	— 2	
1954	»	»	»	»	»	»	»	
Japon:								
1938	39	31	16	5	3	4	2	
1949	42	49	2	1	1	3	2	
1952	47	42	3	1	3	4	1	
1953	48	40	3	1	4	4	1	
1954	49	40	3	1	3	4	1	
Pays-Bas:								
1938	51	»	48		»	1	3	(— 3)
1949	54	»	42		»	5	2	(— 2)
1952	53	»	40		»	7	1	(— 1)
1953	53	»	42		»	5	1	(— 1)
1954	55	»	41		»	4	1	(— 1)

(1) Intérêt de la dette publique et de la dette des consommateurs.

PAYS	SALAIRES totaux (directs, indirects, espèces, nature).	ENTREPRISES individuelles.	LOYERS et intérêts.	DIVIDENDES	ÉPARGNE des sociétés.	IMPOTS directs sociétés.	REVENU NET ÉTAT Collectivités locales.	REVENU NET ÉTAT Moins intérêts de la dette publique.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Suisse:								
1938	48	22	19	3	2	3	3	»
1949	60	21	10	2	3	2	2	»
1952	60	20	10	2	3	2	2	»
1953	60	20	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	»
1954	»	»	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni:								
1938	59	13	22		6	2	4	(— 6)
1949	63	12	11		9	6	3	(— 5)
1952	65	11	10		10	7	3	(— 5)
1953	65	11	10		10	6	3	(— 5)
1954	65	11	10		10	6	3	(— 5)
Etats-Unis:								
1938	67	16	12	5	»	2	»	(— 2)
1949	65	16	8	3	5	5	»	(— 2)
1952	67	14	8	3	3	7	»	(— 2)
1953	69	13	8	3	2	7	»	(— 2)
1954	69	13	8	3	2	6	»	(— 1)

(1) Ensemble: loyers et intérêts, dividendes, épargne des sociétés, impôts directs des sociétés, revenus Etat et collectivités locales = 20.
Source: O. N. U.

e) Origine par branche d'activité du produit intérieur net.

PAYS	PRODUIT intérieur net (6).	ORIGINE Agr. Sylv. Pêche.	Ind. extr	Ind. manuf.	Constr.	Transp. camions Services publ.	Com. gros, détail.	Propr. de maisons d'habit.	Admin. publique et Défense (1).	Autres services (2).
		P. 100	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Canada (millions de dollars):										
1938	4.259	13	6	24	4	11	13	»	10	19
1952	20.825	13	4	29	6	11	13	5	6	13
1953	21.771	12	3	29	7	11	14	5	6	13
1954	21.580	9	2	29	7	11	14	5	7	14
Allemagne occidentale (millions de deutschmarks):										
1952	92.024	12	49		6	8	9	2	8	6
1953	104.559	11	49		7	8	9	1	9	6
1954	113.053	11	49		7	7	10	1	9	6
Italie (milliards de lires):										
1952	9.258	25	1	24	4	7	11	»	(3) 22	20
1953	10.148	26	1	33	5	6	11	»	22	19
1954	10.711	24	1	33	5	6	11	»	22	19
Norvège (millions de kroners):										
1938	4.682	14	1	24	7	15	15	7	2	15
1952	17.110	15	2	30	8	16	13	1	4	11
1953	17.151	14	2	31	9	14	13	1	4	12
1954	18.484	14	1	32	10	13	12	2	4	12
Royaume-Uni (millions de livres sterling) (4):										
1952	13.697	6	4	36	6	10	12	3	7	16
1953	14.518	5	4	37	6	10	12	3	7	16
1954	15.589	5	4	38	6	10	12	3	6	16
Etats-Unis (milliards de dollars) (5):										
1938	67,2	9	2	22	3	10	18	»	13	23
1952	288	6	2	31	5	9	17	»	12	18
1953	302,2	6	2	32	5	8	17	»	12	18
1954	297,9	6	2	30	5	9	17	»	12	19

(1) Administration, défense, justice, police (les entreprises publiques et autres services sont classés avec les industries correspondantes).
(2) Banques, assurances, affaires immobilières, services médicaux et domestiques, instructions...
(3) Services Etat et collectivités locales inclus.
(4) Produit intérieur brut au coût des facteurs.
(5) Bénéfice des entreprises de l'Etat exclus.
(6) Produit intérieur brut au prix de marché.
Source: O. N. U.

f) Indices du volume (par habitant) du produit national brut.

(1950 = 100.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955 (évaluations).
I. Accroissement de 1952 à 1955:					
1° Avec également 1952>1950:					
Allemagne occidentale	116	122	129	139	150
Italie	107	108	116	120	127
Moyenne O. E. C. E.	105	106	111	115	121
France	(102)	(105)	(108)	(113)	(119)
Belgique	105	106	110	112	117
Suède	100	101	105	107	114
Norvège	103	104	105	109	113
Royaume-Uni	102	101	105	109	(112)
2° Avec 1952<1950:					
Pays-Bas	99	100	107	111	112
Portugal	101	97	102	105	106
Danemark	98	97	101	102	103
II. Egalité approximative, ou diminution, de 1952 à 1955:					
Etats-Unis	105	106	109	105	(107)
Canada	102	105	108	102	104

Source: « Statistiques générales » de l'I. N. S. E. E., complétées pour 1955.

g) Rapport (en %) des indices des principales catégories de revenus au revenu national pour quelques pays.

(Base 1950 = 100.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955
France (1):					
Salaires et traitements	106	108	109,5	110	111
Autres entreprises individuelles	96	94	85	82	83
Agriculture	92	89	90,5	89	88
Placements	104	103	102	109	115
Bénéfices non distribués	100	86	79	94	98
Royaume-Uni:					
Salaires et traitements	100	105	104	104	
Professions libérales et entreprises indépendantes	94	93	90	91	
Fermes	96	104	97	86	
Revenus bruts des sociétés	100	88	92	94	
Allemagne:					
Salaires et traitements	98	103	106	106	
Professions libérales et toutes entreprises	107	93	82	87	
Norvège:					
Salaires et traitements	93	98	104	102	103
Agriculture, forêts et pêche	101	104	96	103	92
Autres	114	104	97	97	
Canada (2):					
Salaires et traitements	99	104	108	113	112
Entreprises individuelles	89	84	88	89	87
Fermes	119	103	83	55	62
Placements	98	94	92	92	93
Etats-Unis (3):					
Salaires et traitements	102	106	107	108	107
Professions libérales, revenus personnels (sauf sociétés)	95	94	95	98	99
Fermes	104	89	72	73	63
Dividendes	86	82	80	88	81

(1) France 1955, évaluation pour l'année entière.
(2) Canada: 1955, premier trimestre.
(3) Etats-Unis: 1955, deuxième trimestre.

Source: I. N. S. E. E.

11° LOGEMENT ET CONSTRUCTION

a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays.

(Données en ordre de grandeur, les chiffres n'étant pas exactement comparables.)

Rapport construction-population (logements achevés pour 10.000 habitants).

PAYS	1949	1953	1954	NOMBRE de logements achevés. (1) 1954	1955	Avant guerre.
		0/000.				
1. Allemagne	45	99	102	505.000	540.000	(190.000 en 1928-31)
2. Norvège	57	105	105	34.700		
3. Suède	61	70	80	58.000		
4. Finlande	73	70	74	31.000		
5. Canada						
6. Suisse	»	67	8.497	10.629		
7. Royaume-Uni	43	54	74	36.000		
8. Pays-Bas	42	65	69	354.000	320.000	(358.000 en 1935-38)
9. U. R. S. S.	43	57	67	71.000		
10. Danemark	»	53	59	1.270.000		
11. Belgique	58	49	53	23.300		
12. Pologne	»	46	51	45.000		
13. France	»	25-30	»	(1) 64.000		
14. Irlande	14,5	27	38	162.000	210.000	
15. Italie	26	40	36	10.500		
16. Hongrie	10	29	36	175.000	230.000	(151.000 en 1929-32)
	»	17	31	30.000		
17. Roumanie	»	10	(2) 23	(2) 8.400		

(1) Régions urbaines seulement.
(2) Constructions publiques.
Source: Commission économique pour l'Europe.

b) Indices de la construction.

(1950 = 100.)

PAYS	1952	1953	1954 1er trim.	1954 2e trim.
Allemagne occidentale	131	160	93	177
Norvège	103	114	108	122
Pays-Bas	100 (1911)	»	»	»
Suisse	110	113	100	124
Danemark	101	111	»	»
France	112	110	96	116
Suède	106	106	101	110
Royaume-Uni	98	104	104	105
Belgique	98	100	89	105

c) Indices des prix de gros des matériaux de construction.

(1948 = 100.)

PAYS	1948 (1953 = 100.)	1954 (1953 = 100.)	1955
Suisse	91	101	102
U. S. A.	87	100	105
Italie	85	101	100
Canada (1)	77	98	99
Belgique	81	104	105
Royaume-Uni	77	101	105
France	58	100	101

(1) Construction non résidentielle.
Source: O. N. U.

12° FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

(Rapport de la commission de financement du 2e plan. — Rapport du groupe de travail « Fonds privés ».)

DESIGNATION	INVESTISSEMENTS		FONDS publics en pourcentage du brut.	AIDE américaine en pourcentage du brut.	MARCHE financier en pourcentage du brut.	CAISSES d'épargne et établissements spéciaux en pourcentage du brut.	BANQUES commerciales en pourcentage du brut.	AUTRES RESSOURCES	
	Bruts	Nets.						Brutes (1) en pourcentage du brut.	Nettes (2) en pourcentage du brut
Allemagne (milliards de deutschmark):									
1949	16.100	9.300	14,9	1,9	1,9	»	72,7	72,7	63,4
1950	18.300	11.800	15,9	9,7	1	»	»	57	34,2
1951	22.950	15.375	19	3,6	1,4	10	(4) 3,7	63	44,7
1952	25.500	16.630	21,5	2,1	2,5	9,1	(4) 3	60,7	39,9
Angleterre (millions de livres sterling):									
1949	1.599	875	»	»	»	(3) 1,4	»	»	»
1950	1.697	881	»	»	»	(3) 2,4	»	»	»
1951	1.862	960	31	»	10	(3) 0,8	»	54	»
1952	2.000	1.178	34	»	15	(3) 1,4	»	51	»
Belgique (milliards de francs belges).									
1949	42.444	»	19,2	»	12,9	23,8	»	45	»
1950	55.911	»	19,2	»	8,7	18,7	»	51	»
1951	54.213	»	21,3	»	8,3	16,2	»	55,3	»
1952	»	»	»	»	»	»	»	»	»
France (milliards de francs):									
1949	1.514	689	(5) 46,9	15,8	3,3	2,1	(6) 4,5	43,5	0
1950	1.606	636	(5) 46,7	10,1	3,7	3,7	(6) 1,4	44	0
1951	2.230	1.090	(5) 30,3	4,1	4,	3,7	(6) 3	59 3	16
1952	2.322	1.122	29,7	»	4,1	3,4	(6) 7	56,5	9,9

(1) Autofinancement, amortissements industriels, court terme, etc.
(2) Autofinancement net (moins amortissements industriels), court terme, etc.
(3) Evaluation.
(4) L'augmentation des dépôts d'épargne de ces banques a représenté: en 1951, 2,1 p. 100; en 1952, 3,9 p. 100 du montant des investissements bruts.
(5) Inclus dans les fonds publics.
(6) L'augmentation des dépôts à échéance de ces banques a représenté les pourcentages suivants du montant des investissements bruts: 1949, 1,3 p. 100; 1950, 1,4 p. 100; 1951, 1,1 p. 100; 1952, 0,8 p. 100.

Pourcentage de la formation brute de capital par rapport au produit national brut.

PAYS	UNITÉ MONETAIRE Pour les colonnes (1) et (2).	ANNÉE	(1) Produit national brut aux prix du marché.	(2) Formation brute de capital (a)	(3) Colonne (2) en pourcentage de colonne (1).
Allemagne occidentale ...	Millions de deutschmark.....	1951	113.719	29.151	26
		1952	126.120	30.953	25
Belgique	Milliards de francs belges.....	1951	353,5	55	16
		1952	360,5	55,2	15
France	Milliards de francs français.....	1951	11.920	2.320	19
		1952	13.650	2.220	16
Italie	Milliards de lires.....	1951	9.832	2.088	21
		1952	10.394	2.315	22
Luxembourg	Milliards de francs belges.....	1951	13,6	(b)	(b)
		1952	14,4	(b)	(b)
Pays-Bas	Millions de guilders.....	1951	21.960	5.350	24
		1952	22.692	3.820	17
C. E. C. A. (total)....	Milliards de dollars.....	1951	90,1	19,5	22
		1952	99,1	19,6	20

(a) Comprend les variations de stocks, excepté pour la Belgique, où seule est comprise la formation fixe de capital.
(b) Non disponible.
(1) Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 to 1952, O. E. C. E., Paris, 1954.
(2) Pour 1953, les chiffres ne sont pas encore disponibles pour la plupart des pays sur une base permettant une présentation sous une forme comparable.
Source: Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 to 1952, O. E. C. E., Paris 1954.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.